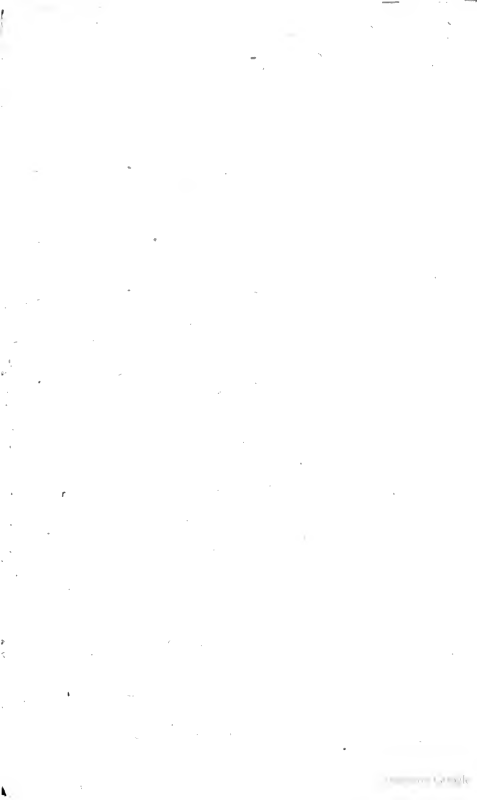


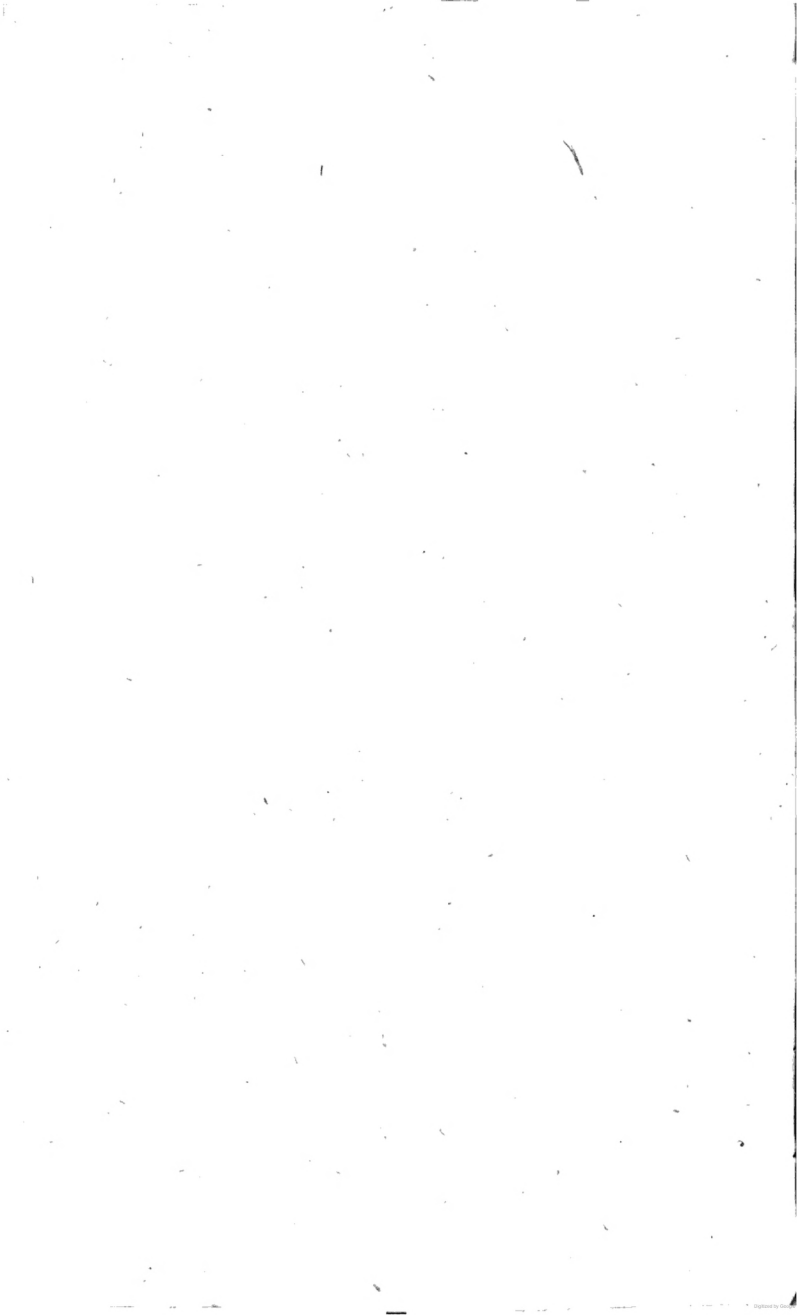




Handwritten scribble or signature

III
4
C





OEUVRES
DE
MONTESQUIEU.

TOME VIII.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AINÉ,

CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,

IMPRIMEUR DU ROI;

ET JULES DIDOT FILS,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR.

OEUVRES DE MONTESQUIEU

NOUVELLE ÉDITION

CONTENANT L'ÉLOGE DE MONTESQUIEU PAR M. VILLEMAIN,
LES NOTES D'HELVÉTIUS, DE CONDORCET,
ET LE COMMENTAIRE DE VOLTAIRE SUR L'ESPRIT DES LOIS.

ÉCRITS SUR MONTESQUIEU.



A PARIS

CHEZ E. A. LEQUIEN, LIBRAIRE,
RUE SAINT-JACQUES, N° 41.

M DCCC XIX.



ÉCRITS

SUR

MONTESQUIEU.



NOTICE

SUR MONTESQUIEU,

PAR VOLTARE,

Dans son ouvrage intitulé *SIÈCLES DE LOUIS XIV ET DE LOUIS XV*,
à l'article *Écrivains du siècle de Louis XIV*.

Montesquieu (Charles); président au parlement de Bordeaux, né en 1689, donna à l'âge de trente-deux ans les *Lettres persanes*; ouvrage de plaisanterie plein de traits qui annoncent un esprit plus solide que son livre: c'est une imitation du *Siamois* de Dufrény, et de l'*Espion turc*, mais imitation qui fait voir comment ces originaux devoient être écrits. Ces ouvrages d'ordinaire ne réussissent qu'à la faveur de l'air étranger; on met avec succès dans la bouche d'un Asiatique la satire de notre pays, qui seroit bien moins accueillie dans la bouche d'un compatriote: ce qui est commun par soi-même devient alors singulier. Le génie qui règne dans les *Lettres persanes* ouvrit au président de Montesquieu les portes de l'académie françoise; quoi-

que l'académie fût maltraitée dans son livre; mais en même temps la liberté avec laquelle il parle du gouvernement et des abus de la religion lui attira une exclusion de la part du cardinal de Fleury. Il prit un tour très adroit pour mettre le ministre dans ses intérêts; il fit faire en peu de jours une nouvelle édition de son livre, dans laquelle on retrancha ou on adoucit tout ce qui pouvoit être condamné par un cardinal et par un ministre. M. de Montesquieu porta lui-même l'ouvrage au cardinal, qui ne lisoit guère, et qui en lut une partie : cet air de confiance, soutenu par l'empressement de quelques personnes de crédit, ramena le cardinal, et Montesquieu entra dans l'académie.

Il donna ensuite le traité sur *la Grandeur et la Décadence des Romains*; matière usée, qu'il rendit neuve par des réflexions très fines et des peintures très fortes : c'est une histoire politique de l'empire romain. Enfin on vit son *Esprit des Loix*. On a trouvé dans ce livre beaucoup plus de génie que dans Grotius et dans Puffendorf. On se fait quelque violence pour lire ces auteurs; on lit l'*Esprit des Loix* autant pour son plaisir que pour son instruction. Ce livre est écrit avec autant de liberté que les *Lettres persanes*; et cette liberté n'a pas peu servi au succès : elle lui attira des ennemis qui augmentèrent sa réputation par la haine qu'ils inspiroient contre eux : ce sont ces hommes nourris dans les factions obscures des querelles ecclésiastiques, qui regardent leurs opinions comme sacrées, et ceux qui les méprisent comme sacrilèges. Ils écrivirent violemment contre le président de Montesquieu; ils engagèrent la Sorbonne à examiner son livre : mais le mépris dont ils furent couverts arrêta la Sorbonne. Le principal mérite de l'*Esprit des Loix* est l'amour des lois qui

X règne dans cet ouvrage, et cet amour des lois est fondé sur l'amour du genre humain. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est que l'éloge qu'il fait du gouvernement anglois est ce qui a plu davantage en France. La vive et piquante ironie qu'on y trouve contre l'inquisition a charmé tout le monde, hors les inquisiteurs; ses réflexions, presque toujours profondes, sont appuyées d'exemples tirés de l'histoire de toutes les nations. Il est vrai qu'on lui a reproché de prendre trop souvent des exemples dans de petites nations sauvages, et presque inconnues, sur les relations trop suspectes des voyageurs. Il ne cite pas toujours avec beaucoup d'exactitude; il fait dire, par exemple, à l'auteur du *Testament politique* attribué au cardinal de Richelieu, que « s'il se trouve dans le peuple quelque malheureux honnête homme, il ne faut pas s'en servir. » Le *Testament politique* dit seulement à l'endroit cité qu'il vaut mieux se servir des hommes riches et bien élevés, parcequ'ils sont moins corruptibles. Montesquieu s'est trompé dans d'autres citations, jusqu'à dire que François I (qui n'étoit pas né lorsque Christophe Colomb découvrit l'Amérique) avoit refusé les offres de Christophe Colomb. Le défaut continuel de méthode dans cet ouvrage, la singulière affectation de ne mettre souvent que trois ou quatre lignes dans un chapitre, et encore de ne faire de ces quatre lignes qu'une plaisanterie, ont indisposé beaucoup de lecteurs; on s'est plaint de trouver trop souvent des saillies où l'on attendoit des raisonnements; on a reproché à l'auteur d'avoir trop donné d'idées douteuses pour des idées certaines : mais s'il n'instruit pas toujours son lecteur, il le fait toujours penser; et c'est là un très grand mérite. Ses expressions vives et ingénieuses, dans les-

quelles on trouve l'imagination de Montaigne, son compatriote, ont contribué surtout à la grande réputation de l'*Esprit des Loix* : les mêmes choses dites par un homme savant, et même plus savant que lui, n'auroient pas été lues ; enfin il n'y a guère d'ouvrages où il y ait plus d'esprit, plus d'idées profondes, plus de choses hardies, et où l'on trouve plus à s'instruire, soit en approuvant ses opinions, soit en les combattant. On doit le mettre au rang des livres originaux qui ont illustré le siècle de Louis XIV, et qui n'ont aucun modèle dans l'antiquité.

Il est mort en 1755, en philosophe, comme il avoit vécu.

AUTRE NOTICE

SUR MONTESQUIEU,

EXTRAITE DU DICTIONNAIRE HISTORIQUE.

Montesquieu (Charles de Secondat, baron de la Brède et de), d'une famille distinguée de Guienne, naquit au château de la Brède, près de Bordeaux, le 18 janvier 1689. Il fut philosophe au sortir de l'enfance. Dès l'âge de 20 ans, Montesquieu préparoit les matériaux de l'*Esprit des Loix*, par un extrait raisonné des immenses volumes qui composent le *corps du droit civil*. Un oncle paternel, président à mortier au parlement de Bordeaux, ayant laissé ses biens et sa charge au jeune philosophe, il en fut pourvu en 1716. Sa compagnie le chargea, en 1722, de présenter des remontrances à l'occasion d'un nouvel impôt, dont son éloquence et son zèle obtinrent la suppression. L'année d'auparavant il avoit mis au jour ses *Lettres persanes*, commencées à la campagne, et finies dans les moments de relâche que lui laissoient les devoirs de sa charge. Ce livre, profond sous un air de légèreté, annonçoit à la France et à l'Europe un écrivain supérieur à ses ouvrages. Le Persan fait une satire énergique et agréable de nos vices, de nos travers, de nos ridicules, de nos préjugés, et de la bizarrerie de nos goûts. C'est le tableau le plus animé et le plus vrai des mœurs françoises : son pinceau est léger et hardi ; il donne à tout ce qu'il touche un caractère original. Toutes les lettres ne sont pas cependant d'une

égale force : il y en a , dit Voltaire, de très jolies, d'autres très hardies, d'autres médiocres, d'autres frivoles ; et les détails de ce qui se passe dans le sérail d'Usbeck à Ispahan, n'intéressent que foiblement les lecteurs françois. On peut encore reprocher à l'auteur quelques paradoxes en littérature, en morale, en politique, et des satires trop fortes de Louis XIV et de son règne. Le succès des *Lettres persanes* ouvrit à Montesquieu les portes de l'académie françoise, quoique de tous les livres où l'on a plaisanté sur cette compagnie il n'y en ait guère où elle soit moins ménagée. La mort de Sacy, le traducteur de Pline, ayant laissé une place vacante, Montesquieu, qui s'étoit défait de sa charge, et qui ne vouloit plus être qu'homme de lettres, se présenta pour la remplir. Le cardinal de Fleury, instruit par des personnes zélées des plaisanteries du Persan sur les dogmes, la discipline et les ministres de la religion chrétienne, lui refusa son agrément. Il ne paroitra pas étrange que ce ministre fit quelques difficultés, si l'on se rappelle la lettre (1) dans laquelle Usbeck fait une apologie si éloquente du suicide ; une autre (2), où il est dit expressément que les évêques n'ont d'autres fonctions que de dispenser d'accomplir la loi ; une autre (3) enfin, où le pape est peint comme un magicien qui fait croire que *trois ne font qu'un*, que *le pain qu'on mange n'est pas du pain...* On peut ajouter que l'apparition des *Lettres persanes* est la première époque de ce déluge d'écrits qui ont paru depuis contre le christianisme et le gouvernement. Montesquieu, sentant le coup que l'exclusion et les motifs de l'exclusion pouvoient porter sur sa personne et sur sa famille, prit un tour très adroit pour obtenir

(1) Lettre LXXVI. — (2) Lettre XXIX. — (3) Lettre XXIV.

l'agrément du cardinal. On prétend (c'est l'auteur du *Siècle de Louis XIV* qui rapporte cette anecdote; mais elle paroît fausse et sans vraisemblance) qu'il fit faire en peu de jours une nouvelle édition de son livre, dans laquelle on retrancha ou on adoucit tout ce qui pouvoit être condamné par un cardinal et par un ministre. Il porta lui-même l'ouvrage au cardinal de Fleury, qui ne lisoit guère, et qui en lut une partie. Cet air de confiance, soutenu par quelques personnes de crédit, et surtout par le maréchal d'Estrées, son ami, pour lors directeur de l'académie françoise, ramena, dit-on, le cardinal, et Montesquieu entra dans cette compagnie. Son discours de réception, fort court, mais plein de traits de force et de lumière, fut prononcé le 24 janvier 1728. Le dessein que Montesquieu avoit formé de peindre les nations dans son *Esprit des Loix* l'obligea de les aller étudier chez elles. Après avoir parcouru l'Allemagne, la Hongrie, l'Italie, la Suisse et la Hollande, il passa près de deux ans en Angleterre. Il fut recherché par tous les philosophes de cette île, et chéri par leur reine, qui étoit encore plus digne qu'eux de converser avec l'auteur des *Lettres persanes*. Des différentes observations qu'il fit dans ses voyages, il résulta que l'Allemagne étoit faite pour y voyager, l'Italie pour y séjourner, l'Angleterre pour y penser, et la France pour y vivre. De retour dans sa patrie, il mit la dernière main à son ouvrage sur *la cause de la Grandeur et de la Décadence des Romains*. Des réflexions très fines et des peintures très fortes donnèrent le mérite de la nouveauté à cette matière, traitée tant de fois et par tant d'écrivains supérieurs. Un Romain qui auroit eu l'ame du grand Corneille, jointe à celle de Tacite, n'auroit rien fait de mieux dans les temps les

plus florissants de la république. Cette histoire politique de la naissance et de la chute de la nation romaine, à l'usage des hommes d'état et des philosophes, parut en 1734, in-12. L'illustre écrivain trouve les causes de la grandeur des Romains dans l'amour de la liberté, du travail et de la patrie; dans la sévérité de la discipline militaire; dans le principe où ils furent toujours de ne faire jamais la paix qu'après des victoires. Il trouve les causes de leur décadence dans l'agrandissement même de l'état; dans le droit de bourgeoisie accordé à tant de nations; dans la corruption introduite par le luxe de l'Asie; dans les proscriptions de Sylla; dans l'obligation où ils furent de changer de maximes en changeant de gouvernement; dans cette suite de monstres qui régnèrent presque sans interruption depuis Tibère jusqu'à Constantin; enfin, dans la translation et le partage de l'empire. Le génie mâle et rapide qui brille dans la *Grandeur des Romains* se fit encore plus sentir dans l'*Esprit des Lois*, publié en 1748, en deux vol. in-4°. Dans cet ouvrage, qui est plutôt l'*Esprit des Nations* que l'*Esprit des Lois*, l'auteur distingue trois sortes de gouvernements : le *républicain*, le *monarchique* et le *despotique*. Le républicain est celui où le peuple en corps, ou en partie, a la souveraine puissance; le monarchique, celui où gouverne un seul, mais selon des lois fixes; le despotique, celui où un seul entraîne tout par sa volonté, sans autre loi que cette volonté même. Dans ces divers états, les lois doivent être relatives à leur nature, c'est-à-dire à ce qui les constitue; et à leur principe, c'est-à-dire à ce qui les soutient et les fait agir : distinction importante, la clef d'une infinité de lois, et dont l'auteur tire bien des conséquences. Les principales lois relatives à la nature

de la démocratie sont, que le peuple y soit à certains égards le monarque, à d'autres le sujet; qu'il élise et juge ses magistrats, et que les magistrats, en certaines occasions, décident. La nature de la monarchie demande qu'il y ait entre le monarque et le peuple beaucoup de pouvoirs et de rangs intermédiaires, et un corps dépositaire des lois, médiateur entre les sujets et le prince. La nature du despotisme exige que le tyran exerce son autorité, ou par lui seul, ou par un seul qui le représente. Quant aux principes des trois gouvernements; celui de la démocratie est l'amour de la république, c'est-à-dire de l'égalité; ce que l'auteur exprime par le mot vague de *vertu*. Dans les monarchies, où un seul est le dispensateur des distinctions et des récompenses, et où l'on s'accoutume à confondre l'état avec le monarque, le principe est l'*honneur*, c'est-à-dire l'ambition et l'amour de l'estime. Sous le despotisme enfin, c'est la *crainte*. Plus ces principes sont en vigueur, plus le gouvernement est stable; plus ils s'altèrent et se corrompent, plus il incline à sa destruction. Les lois que les législateurs donnent doivent être conformes aux principes de ces différents gouvernements. Dans la république, entretenir l'égalité et la frugalité; dans la monarchie, soutenir la noblesse, sans écraser le peuple; sous le gouvernement despotique, tenir également tous les états dans le silence. Si l'on excepte le despotique, qui n'existe point tel que l'auteur l'a peint, ces gouvernements ont chacun leurs avantages. Le républicain est plus propre aux petits états, le monarchique aux grands; le républicain, plus sujet aux excès, le monarchique aux abus. Le républicain apporte plus de maturité dans l'exécution des lois, le monarchique plus de promptitude. La différence des prin-

cipes des trois gouvernements doit en produire dans le nombre et dans l'objet des lois. Mais la loi commune de tous les gouvernements modérés et par conséquent justes, est la liberté politique dont chaque citoyen doit jouir. Cette liberté n'est point la licence absurde de faire tout ce qu'on veut, mais le pouvoir de faire tout ce que les lois permettent. La liberté extrême a ses inconvénients comme l'extrême servitude; et, en général, la nature humaine s'accommode mieux d'un état mitoyen. Après ces observations générales sur les différents gouvernements, l'auteur examine les récompenses qu'on y propose, les peines qu'on y décerne, les vertus qu'on y pratique, les fautes qu'on y commet, l'éducation qu'on y donne, le luxe qui y règne, la monnaie qui y a cours, la religion qu'on y professe. Il compare le commerce d'un peuple avec celui d'un autre; celui des anciens avec celui d'aujourd'hui; celui d'Europe avec celui des trois autres parties du monde. Il examine quelles religions conviennent mieux à certains climats, à certains gouvernements. Notre siècle n'a point produit d'ouvrage où il y ait plus d'idées profondes et de pensées neuves. La partie la plus intéressante de l'histoire de tous les temps et de tous les lieux y est répandue adroitement, pour éclaircir les principes, et en être éclaircie à son tour. Les faits deviennent entre ses mains des principes lumineux. Son style, sans être toujours exact, est nerveux. « Il n'étincelle point, dit un auteur; il chauffe; ce sont des idées qui se pressent, non des phrases qui s'arrangent; c'est un athlète toujours en attitude. » Images frappantes; saillies d'esprit et de génie; faits peu connus, curieux et agréables: tout concourt à charmer le travail d'une longue lecture. On peut appeler cet ouvrage

le Code du droit des Nations ; et son auteur, le législateur du genre humain. On sent qu'il est sorti d'un esprit libre, et d'un cœur plein de cette bienveillance générale qui embrasse tous les hommes. C'est en faveur de ces sentiments qu'on a pardonné à Montesquieu d'avoir ramené tout à un système, dans une matière où il ne falloit que raisonner sans imaginer d'avoir donné trop d'influence au climat, aux causes physiques, préférablement aux causes morales ; d'avoir fait un tout irrégulier, une chaîne interrompue, avec les plus belles parties et les plus beaux chaînons ; d'avoir trop souvent conclu du particulier au général. On a été fâché de trouver dans ce chef-d'œuvre de longues digressions sur les lois féodales, des exemples tirés des voyageurs les plus décrédités, des paradoxes à la place des vérités, des plaisanteries où il falloit des réflexions ; et ce qui est encore plus triste, des principes de déisme et d'irréligion. On a été choqué des titres indéterminés qu'il donne à la plupart de ses chapitres : *idée générale, conséquence, problème, réflexions, continuation du même sujet, etc.* On lui a reproché des chapitres trop peu liés à ceux qui les précèdent ou qui les suivent, des idées vagues et confuses, des tours forcés, un style tendu et quelquefois recherché. Mais s'il ne satisfait pas toujours les grammairiens, il donne toujours à penser aux philosophes, soit en les faisant entrer dans ses réflexions, soit en leur donnant sujet de les combattre. Personne n'a plus réfléchi que lui sur la nature, les principes, les mœurs, le climat, l'étendue, la puissance, et le caractère particulier des états ; sur les lois bonnes et mauvaises ; sur les effets des châtimens et des récompenses ; sur la religion, l'éducation, le commerce. L'article d'Alexandre renferme des observations pro-

fondes et très bien rapprochées; celui de Charlemagne offre en deux pages plus de principes de politique que tous les livres de Balthasar Gracian; celui de l'*esclavage des nègres*, des réflexions d'autant plus agréables qu'elles sont cachées sous une ironie très plaisante. Son tableau du gouvernement anglois est de main de maître. Cette nation philosophe et commerçante lui en témoigna sa reconnoissance en 1752. M. Dassier, célèbre par les médailles qu'il a frappées à l'honneur de plusieurs hommes illustres, vint de Londres à Paris pour frapper la sienne... Si l'*Esprit des Lois* lui attira des hommages de la part des étrangers, il lui procura des critiques dans son pays. Un abbé débonnaire publia le signal par une mauvaise brochure, en style moitié sérieux, moitié bouffon. Le gazetier ecclésiastique, qui vit finement dans l'*Esprit des Lois* une de ces productions que la bulle UNIGENITUS a si fort multipliées, lança deux feuilles contre l'auteur; l'une pour prouver qu'il étoit athée, ce qu'il ne persuada à personne; l'autre pour démontrer qu'il étoit déiste, ce que ses livres n'avoient que trop fait penser. L'illustre magistrat rendit son adversaire ridicule et odieux dans sa *Défense de l'Esprit des Lois*. Cette brochure est, comme l'a dit un auteur ingénieux, de la *raison assaisonnée*. C'est ainsi que Socrate plaida devant ses juges. Les graces y sont unies à la justesse, le brillant au solide, la vivacité du tour à la force du raisonnement, Mais quelque esprit et quelque raison qu'il y ait dans cette défense, l'auteur ne se justifie pas sur tous les reproches que lui avoit faits son adversaire. La Sorbonne, excitée par les cris du novelliste, entreprit l'examen de l'*Esprit des Lois*, et y trouva plusieurs choses à reprendre. Sa censure, si long-temps attendue, n'a pas vu le jour, et ne

le verra point... Les chagrins qu'entraînent les critiques justes ou injustes, le genre de vie qu'on forçoit Montesquieu de mener à Paris, altérèrent sa santé naturellement délicate. Il fut attaqué, au commencement de février 1755, d'une fluxion de poitrine. La cour et la ville en furent touchées. Le roi lui envoya M. le duc de Nivernois, pour s'informer de son état. Le président de Montesquieu parla et agit dans ses derniers moments en homme qui vouloit paroître à-la-fois chrétien et philosophe. *J'ai toujours respecté la religion*, dit-il. (Cela étoit vrai à certains égards; car s'il avoit paru favoriser l'incrédulité dans des livres anonymes, il ne s'étoit jamais montré tel en public.) *La morale de l'évangile*, ajouta-t-il, *est le plus beau présent que Dieu pût faire aux hommes*. Et comme le P. Routh, jésuite irlandois, qui le confessa, le pressoit de livrer les corrections qu'il avoit faites aux *Lettres persanes*, il donna son manuscrit à madame la duchesse d'Aiguillon, en lui disant : *Je sacrifierai tout à la raison et à la religion, mais rien aux jésuites. Voyez avec mes amis si ceci doit paroître*. Cette illustre amie ne le quitta qu'au moment où il perdit toute connoissance, et sa présence ne fut pas inutile au repos du malade. Car on a su qu'un jour, pendant que madame la duchesse d'Aiguillon étoit allée dîner, le Père Routh étant venu, et ayant trouvé le malade seul avec son secrétaire, fit sortir celui-ci de la chambre et s'y enferma sous clef. Madame d'Aiguillon, revenue d'abord après dîner, s'approcha de la porte, et entendit le malade qui parloit avec émotion. Elle frappa, et le jésuite ouvrit. *Pourquoi tourmenter cet homme mourant?* lui dit-elle. Alors le président de Montesquieu, reprenant lui-même la parole, lui dit : *Voilà, madame, le Père Routh, qui voudroit m'obliger*

de lui livrer la clef de mon armoire pour enlever mes papiers. Madame d'Aiguillon fit des reproches de cette violence au confesseur, qui s'excusa en disant, *Madame, il faut que j'obéisse à mes supérieurs*; et il fut renvoyé sans rien obtenir. Ce fut ce jésuite qui publia après la mort de Montesquieu une lettre, dans laquelle il fait dire à cet illustre écrivain : « Que c'étoit le goût
« du neuf, du singulier; le desir de passer pour un gé-
« nie supérieur aux préjugés et aux maximes commu-
« nes; l'envie de plaire et de mériter les applaudisse-
« ments de ces personnes qui donnent le ton à l'estime
« publique, et qui n'accordent jamais plus sûrement la
« leur que quand on semble les autoriser à secouer le
« joug de toute dépendance et de toute contrainte, qui
« lui avoient mis les armes à la main contre la reli-
« gion. » Quoi qu'il en soit de cet aveu, démenti par les amis de l'auteur de l'*Esprit des Lois*, le détail dans lequel nous sommes entrés est trop curieux à bien des égards pour ne pas porter avec lui-même son excuse. Le président de Montesquieu mourut le 10 février 1755, à l'âge de 66 ans. Il fut regretté autant pour son génie que pour ses qualités personnelles. Il étoit généreux (1), et aussi aimable dans la société que grand dans ses ouvrages. Sa douceur, sa gaieté, sa politesse, étoient toujours égales. Sa conversation légère, piquante et instructive, semée de bons mots et de mots d'un grand sens, étoit coupée par des distractions qu'il n'affectoit

(1) L'acte de bienfaisance qu'il fit à Marseille en donnant sa bourse à un jeune batelier, et en consignant secrètement une somme d'argent à un banquier, pour racheter le père de cet infortuné, pris par un corsaire, et esclave en Afrique, a été publié dans les journaux, et a donné lieu à un drame intéressant, représenté avec succès en 1784, sous le titre du *Bienfait anonyme*.

jamais, et qui plaisoient toujours. On conuoit la réponse qu'il fit à quelqu'un qui lui rapportoit un trait difficile à croire, ou que ce grand homme affectoit de regarder comme tel. Le narrateur, à chaque doute de la part de son auditeur, ne cessoit de protester de sa véracité. Enfin pour dernier trait : *Je vous donne ma tête*, dit-il à Montesquieu, *si.... — J'accepte le présent*, interrompit celui-ci ; *les petits dons entretiennent l'amitié*. Économe sans avarice, il ne connoissoit pas le faste, et n'en avoit pas besoin pour s'annoncer. Les grands le recherchoient ; mais leur société n'étoit pas nécessaire à son bonheur. Il fuyoit dès qu'il pouvoit à sa terre. On voyoit cet homme si grand et si simple, sous un arbre de la Brède, conversant dans le patois gascon, avec ses paysans, assoupissant leurs querelles et prenant part à leurs peines. S'il parut quelquefois trop jaloux des droits seigneuriaux ; s'il fut plus attaché qu'un philosophe n'auroit dû l'être aux prérogatives de la naissance, on excusoit en lui ces foiblesses, qui furent celles de Montaigne et de quelques autres sages. Montesquieu étoit fort doux envers ses domestiques. Il lui arriva cependant un jour de les gronder vivement ; mais se tournant aussitôt en riant vers une personne témoin de cette scène : *Ce sont, lui dit-il, des horloges qu'il est quelquefois besoin de remonter*. On a publié après sa mort un recueil de ses ŒUVRES en 3 vol. in-4°. Il y a dans cette collection quelques petits ouvrages dont nous n'avons pas parlé. Le plus remarquable est le *Temple de Gnide*, espèce de poème en prose, où l'auteur fait une peinture riante, animée, quelquefois trop voluptueuse, trop fine et trop recherchée, de la naïveté et de la délicatesse de l'amour, tel qu'il est dans une ame neuve. Ce roman a toute la légèreté de

la prose et toutes les graces de la poésie. Deux de nos poètes françois (Colardeau et Léonard) ont prêté à cette ingénieuse production le charme des vers : le premier l'a mise en grands vers françois ; le second a varié la mesure à chaque chant. On trouve encore à la fin de l'ouvrage de Montesquieu un fragment sur le *goût*, où il y a plusieurs idées neuves et quelques unes obscures. M. de Secondat, digne fils de ce grand homme, avoit dans sa bibliothèque 6 vol. in-4^o, manuscrits, sous le titre de *Matériaux de l'Esprit des Lois* ; un roman politique et moral, intitulé *Arsace* (1), et des lambeaux de l'*histoire de Théodoric* ; roi des Ostrogoths. Mais le public ne jouira pas de ces fragments, non plus que d'une histoire de Louis XI, que son illustre père jeta au feu par mégarde, croyant y jeter le brouillon que son secrétaire avoit déjà brûlé. On a donné en 1767, in-12, les *Lettres familières* de M. de Montesquieu. Il y en a quelques unes qu'on lit avec plaisir, et dans lesquelles on reconnoît l'auteur des *Lettres persanes* ; les autres ne sont que de simples billets, qui n'étoient pas faits pour l'impression, etc.

(1) Ce roman se trouve dans le tome VII de cette édition, contenant les œuvres diverses.



ÉLOGE DE MONTESQUIEU,

DISCOURS

Qui a remporté le prix d'éloquence décerné par l'Académie
françoise, dans sa séance du 25 août 1816;

PAR M. VILLEMAIN,

PROFESSEUR À LA FACULTÉ DES LETTRES.

Le genre humain avoit perdu ses titres : Montesquieu
les a retrouvés, et les lui a rendus.

VOLTAIRE.



Si toutes les nations de l'Europe, enfin réunies par l'intérêt de l'humanité et la fatigue de la guerre, vouloient élever un monument de leur réconciliation, et choisir un grand homme dont l'image, consacrée dans ce temple nouveau, parût un symbole de justice et d'alliance, elles ne le chercheroient ni parmi les héros ni parmi les rois qu'elles admirent. Sans doute, on ne pourroit pas introduire dans le sanctuaire de la paix la statue d'un capitaine fameux, quand même on en trouveroit un seul qui n'eût jamais entrepris de guerres injustes; on n'y recevrait pas un de ces politiques profonds qui, par leur génie, ont fait la grandeur de leur pays; car il ne s'agiroit pas alors de la grandeur d'un état, mais du repos de l'Europe; on n'accueilleroit pas même l'image révérée des plus grands rois: ils ont

quelquefois sacrifié l'intérêt de l'humanité à celui de leurs peuples, ou plutôt de leur gloire; et c'est à l'humanité qu'on voudroit élever un monument.

Mais si l'Europe avoit produit un sage dont la gloire fût un titre pour le genre humain, et dont les honneurs, au lieu de flatter une vanité nationale, paroîtroient un hommage décerné par tous les peuples au génie qui les éclaire, un philosophe assez profond pour n'être pas novateur, qui eût bien mérité de tous les siècles par des ouvrages composés avec tant de prévoyance et de réserve, que, sans avoir pu jamais servir de prétexte aux révolutions, ils pourroient en épurer les résultats, et devenir l'explication et l'apologie la plus éloquente de cette liberté sociale, qu'ils n'ont pas imprudemment réclamée; si ce grand homme avoit à-la-fois recommandé le patriotisme et l'humanité; s'il avoit flétri le despotisme d'un opprobre aussi durable que la raison humaine; s'il avoit montré ce lien de politique qui doit rapprocher tous les peuples, et changer le but de l'ambition, en rendant le commerce et la paix plus profitables que ne l'étoit autrefois la conquête; s'il avoit modéré son siècle et devancé le siècle présent; si son ouvrage étoit le premier dépôt de toutes les idées généreuses, qui ont résisté à tant de crimes commis en leur nom; ne seroit-ce pas l'image de ce véritable bienfaiteur de l'Europe, ne seroit-ce pas l'image de Montesquieu qu'il faudroit aujourd'hui placer dans le temple de la paix, ou dans le sénat des rois qui l'ont jurée?

Avant de considérer Montesquieu sous ce noble aspect, avant d'admirer en lui le publiciste des peuples civilisés, nous devons chercher dans ses premiers ouvrages par quels degrés il s'est élevé si haut. Il sied

mal, je ne l'ignore pas, de vouloir diviser en plusieurs parties le génie d'un homme supérieur. Le fond de ce génie, c'est toujours l'originalité, attribut simple et unique sous des formes quelquefois très variées; mais un homme supérieur se livre à des impressions ou à des études diverses qui lui donnent autant de caractères nouveaux.

Montesquieu a été tour-à-tour le peintre le plus exact, et le plus piquant modèle de l'esprit du dix-huitième siècle, l'historien et le juge des Romains, l'interprète des lois de tous les peuples; il a suivi son siècle, ses études; et son génie. Les peintures spirituelles et satiriques des *Lettres persanes* feront pressentir quelques uns des défauts qu'on reproche à l'*Esprit des Loix*; mais nous y verrons percer les saillies d'une raison puissante et hardie, qui ne peut se contenir dans les bornes d'un sujet frivole, et franchit d'abord les points les plus élevés des disputes humaines.

Le plus beau triomphe d'un grand écrivain seroit de dominer ses contemporains, sans rien emprunter de leurs opinions et de leurs mœurs, et de plaire par la seule force de la raison; mais le désir impatient de la gloire ne permet pas de tenter ce triomphe, peut-être impossible; et les hommes qui doivent obtenir le plus d'autorité sur leur siècle, commencent par lui obéir. Telle est cette influence, que les mêmes génies, transportés à d'autres époques, changeroient le caractère de leurs écrits, et que l'ouvrage le plus original porte la marque du siècle autant que celle de l'auteur.

Montesquieu, nourri dans l'étude austère des lois, et revêtu d'une grave magistrature, publie, en essayant

de cacher son nom, un ouvrage brillant et spirituel, où la hardiesse des opinions n'est interrompue que par les vives peintures de l'amour. Un nouveau siècle a remplacé le siècle de Louis XIV, et le génie de cette époque naissante anime les *Lettres persanes* : vous le retrouverez là plus étincelant que dans les écrits mêmes de Voltaire : c'est le siècle des opinions nouvelles, le siècle de l'esprit. L'ennui d'une longue contrainte, imposée par un grand monarque dont la piété s'attristait dans la vieillesse et le malheur, les folies d'un gouvernement corrupteur et d'un prince aimable, tout avoit répandu dans la nation un goût de licence et de nouveauté qui favorisoit cette faculté heureuse à laquelle les François ont donné, sans doute dans leur intérêt, le nom même de l'esprit, quoiqu'elle n'en soit que la partie la plus vive et la plus légère. C'est le caractère dont brillent, au premier coup d'œil, les *Lettres persanes*. C'est la superficie éblouissante d'un ouvrage quelquefois profond; portraits satiriques, exagérations ménagées avec un air de vraisemblance; décisions tranchantes appuyées sur des saillies; contrastes inattendus; expressions fines et détournées; langage familier, rapide, et moqueur; toutes les formes de l'esprit s'y montrent et s'y renouvellent sans cesse. Ce n'est pas l'esprit délicat de Fontenelle, l'esprit élégant de La Mothe : la raillerie de Montesquieu est sentencieuse et maligne comme celle de La Bruyère, mais elle a plus de force et de hardiesse. Montesquieu se livre à la gaieté de son siècle; il la partage pour mieux la peindre; et le style de son ouvrage est à-la-fois le trait le plus brillant et le plus vrai du tableau qu'il veut tracer. La Bruyère, se plaignant (1) d'être renfermé dans un cercle trop étroit, avoit esquissé des

caractères, parcequ'il n'osoit peindre des institutions et des peuples : Montesquieu porte plus haut la raillerie ; ses plaisanteries sont la censure d'un gouvernement ou d'une nation. Réunissant ainsi la grandeur des sujets et la frivolité hardie des opinions et du style, il peint encore les François par sa manière de juger tous les peuples. ✓

L'invention des *Lettres persanes* étoit si facile que l'auteur l'avoit dérobée sans scrupule, et même sur un écrivain trop ingénieux pour être oublié. Mais, dans ce cadre vulgaire, avec plus d'esprit que Dufresny, Montesquieu pouvoit jeter de la passion et de l'éloquence ; et quelquefois le génie du législateur se révéloit au milieu des témérités du scepticisme et des jeux d'une imagination riante et libre. Le maître de Platon, le précepteur de la sagesse antique, avant de corriger les erreurs des hommes, avoit cultivé les arts ; mais la grave antiquité remarqua toujours que les statues des trois Graces qui sortirent du ciseau de Socrate, jeune encore ; étoient à demi voilées. Montesquieu n'a point imité cette pudeur. Nous n'oserons pas dire que, préoccupé du soin de retracer les coutumes des peuples, l'auteur des *Lettres persanes* se montrait seulement historien et moraliste dans la vive peinture de l'amour oriental ; ou, s'il en est ainsi, nous avouerons qu'il a porté bien loin l'emploi de cet art ingénieux qui soutient l'intérêt de la fiction par la vérité des mœurs. Mais avec quel charme cette vérité des mœurs ne s'unit-elle pas quelquefois sous sa plume à des images chastes et passionnées ? Un de ces Parsis proscrits sur leur terre natale retrace, avec l'exemple des grandes injustices de la société corrompue, le tableau de l'amour dans la simplicité des mœurs patriarcales. Le



peintre qui reproduit avec tant de force la corruption sans politesse et le grossier despotisme de l'Orient, la corruption spirituelle et raffinée de l'Europe, se plaît à ces images puisées dans les mœurs poétiques de la société primitive.

On peut observer que les plus sérieux philosophes ont cherché dans les rêves de leur imagination le dédommagement des tristes connoissances qu'ils avoient acquises sur la vie humaine; comme si, plus on avoit étudié ce monde incorrigible, plus on s'élançoit vers un autre monde, dont toutes les lois et toute l'histoire sont à la disposition d'un cœur vertueux. Après avoir éprouvé les caprices de la démocratie et ceux du despotisme, après avoir vu dans Athènes des hommes libres souillés par la mort d'un juste, Platon s'occupoit, tantôt à rêver l'Atlantide, tantôt à préparer les institutions de son impraticable république. Tacite, pour se consoler de la peinture trop fidèle de Rome, embellissoit l'histoire d'une peuplade sauvage, et faisoit sortir la sagesse et la vertu de ces forêts qui cachaient encore la liberté. Morus et Harrington, dans des jours de fanatisme et de fureur, décrivoient le bonheur d'un état libre et sans faction, où la plus parfaite sécurité s'uniroit à la plus parfaite indépendance.

Des illusions plus instructives et plus vraisemblables ont inspiré à Montesquieu l'épisode des Troglodites, de ce peuple si malheureux quand il est insociable, qui passe du crime à la ruine, se renouvelle par les bonnes mœurs, et, trop tôt fatigué de ne devoir sa félicité qu'à lui-même, va chercher dans l'autorité d'un maître un joug moins pesant que la vertu. Ces trois périodes, admirablement choisis, présentent tout le tableau de l'histoire du monde. Mais ce qui honore la

sagesse de Montesquieu, c'est qu'ils renferment le plus bel éloge de la vie sociale. Tandis que Rousseau prononce anathème contre le premier auteur de la société, tandis que, par amour de l'indépendance, il veut arracher les premières bornes qui, posées autour d'un champ, furent le symbole de la justice naissant avec la propriété, Montesquieu fonde le bonheur sur la justice, affermissant les droits de chacun pour l'indépendance de tous. A ses yeux, l'âge de la corruption et du malheur, c'est le moment où l'égoïsme armé se soulève contre les lois, où la violence des individus détruit les promesses que la société a faites à ses membres. L'âge de la liberté, c'est l'âge de la justice présidant au maintien des intérêts civils, à la sainteté des contrats, à l'équité des échanges, à la perfection de la vie sociale, c'est-à-dire au respect de tous les droits consacrés par elle. Les images des vertus privées, les douces peintures d'une condition parée de l'innocence, viennent orner le tableau, pour ajouter à cette première leçon, qui place dans la vertu des citoyens la force de l'état, une autre leçon trop oubliée ; c'est que la morale des familles fait les citoyens, et maintient ou remplace les lois. Vérités naïves, au-delà desquelles n'auroient pas dû remonter les hardis investigateurs qui, voulant creuser jusqu'aux racines de l'arbre social, l'ont renversé dans l'abîme qu'ils avoient ouvert !

Cette sagesse d'application et de principes que Montesquieu devoit porter dans l'histoire des intérêts civils, dans la théorie des lois établies, il l'annonce, il s'y prépare, pour ainsi dire, par d'ingénieuses allégories ; et sa politique romanesque est plus raisonnable et plus attentive à la vérité des choses que la politique sérieuse de beaucoup d'écrivains célèbres. On sent que

dominé par un esprit juste et observateur, lors même qu'il se livre à des écarts d'imagination, il ne peut oublier la réalité des événements et des mœurs qu'il a long-temps étudiés. Veut-il, dans l'épisode des Troglodites, peindre la perfection idéale de la vie humaine, il n'essaie pas, comme Rousseau, d'exagérer l'abrutissante liberté de la vie sauvage; il trace le tableau embelli de l'homme en société: et ce tableau, malgré l'éclat des couleurs, ressemble à quelques années de bonheur et de vertu que l'on trouveroit éparses dans les annales des républiques naissantes; mais, en décrivant cette vertueuse félicité, il la montre prête à finir; et cet aveu est le dernier trait ajouté à la vraisemblance historique.

Essaie-t-il une seconde peinture du bonheur social, il le fait naître des vertus d'un monarque absolu, fiction qui seroit un blasphème, si Marc-Aurèle n'avoit pas régné. Montesquieu écrit le roman d'*Arsace et d'Isménie*, où le despotisme légitimé par la vertu, orné des plus puissantes séductions, l'amour et la gloire, se consacre et s'enchaîne au bonheur des humains.

Le despotisme? Un législateur a-t-il employé son génie à l'éloge d'une pareille puissance? Étoit-ce un caprice de son imagination, un mensonge de sa conscience? Pour lever ces doutes, il faut rappeler ce désespoir involontaire dans lequel sont tombés de grands et nobles génies qui, mécontents de l'usage que les hommes faisoient de leur liberté, leur ont souhaité des maîtres, et ont invoqué contre nos erreurs et nos crimes la terrible protection du pouvoir absolu. Ce vœu s'est rencontré dans les cœurs les plus bienfaisants, comme dans ces âmes austères qui, en jugeant l'humanité, sembloient la haïr. Platon (2), qui s'étoit si

long-temps flatté du projet d'une république parfaite, ne savoit plus enfin desirer pour l'espèce humaine qu'un *bon tyran aidé d'un bon législateur*. Quelle injure pour le genre humain qu'un pareil vœu ait pu sortir d'une ame vertueuse, en présence de Sparte, à la vue des côtes de la Perse !

- Dans cet ouvrage immortel que l'on a calomnié comme sédition, parceque les maux des peuples y sont déplorés, Fénelon admet les monarchies absolues, et se réduit à enchaîner par le charme de la bonté ces rois auxquels il abandonne la puissance illimitée du bien et du mal. Sésostris n'est qu'un despote, modéré par la justice et l'amour de la gloire ; Idoménée n'est qu'un tyran corrigé par le malheur : croira-t-on cependant que l'ame élevée de Fénelon ne conçût rien de préférable à l'usage tempéré du pouvoir absolu ? D'autres écrits de sa main (3) attestent les vœux qu'il formoit pour un ordre politique plus conforme à la dignité de l'homme. Mais en attendant la liberté des peuples, il cherchoit à mettre dans le cœur du monarque les barrières qui n'étoient pas encore dans la loi.

Je ne sais si telle étoit la pensée de Montesquieu, de cet ardent admirateur des vertus antiques. Peut-être, les yeux attachés sur son siècle et sur la monarchie françoise, voyant le calme naître du pouvoir absolu, il toléroit cette manière de rendre les hommes heureux ; il consentoit même à l'embellir, et lui prêtoit des prestiges de grandeur qui manquèrent trop au siècle de Louis XV. Sans doute lorsque la cause de la liberté est enfin apportée au tribunal des rois, lorsque, pour conduire les générations éclairées, il ne reste plus que les lois, barrière et soutien du pouvoir légitime, ou la force, instrument passager qui sert à toutes les puis-

sances; honneur aux esprits élevés qui demandent que les nations soient associées à leur gouvernement, et concourent à leur propre salut! Quel que soit dans l'avenir le succès de ce noble effort, il faut le tenter; car toute autre voie seroit impossible ou odieuse. Mais s'il exista jadis pour nous un ordre politique dans lequel le pouvoir suprême, sans contre-poids et sans résistance, étoit modéré par l'esprit du siècle et la législation des mœurs, pourquoi les plus grands génies auroient-ils hâté la ruine de ce système, qui n'étoit point pénible pour l'orgueil tant qu'il étoit approuvé par l'opinion? Ceux qui pouvoient alors mesurer l'étendue des changements une fois commencés devoient reculer devant leurs propres espérances.

Souvenons-nous que le dix-huitième siècle fut particulièrement pour la France l'époque la plus paisible et la plus heureuse de la civilisation moderne, et nous croirons que la sagesse ne devoit pas calomnier un pouvoir absolu qui s'adoucissoit par le bonheur public. En recevant les mœurs et l'impression de son siècle, Montesquieu évita cet injuste dédain pour les institutions nationales, cet enthousiasme de l'esprit novateur, qui présageoit, dans l'oisiveté même d'un âge trop heureux, les agitations et les fureurs que renfermoit l'avenir. Mais alors même que Montesquieu adoptoit et se plaisoit à embellir ce gouvernement que bientôt il justifia par des raisonnements, souvent les jeux de son esprit furent contraires aux opinions sur lesquelles ce gouvernement a besoin de s'appuyer.

La monarchie de Louis XIV ne pouvoit subsister qu'avec les mœurs, les principes, la religion, qui marquèrent le règne de ce prince. Lorsque la corruption et la licence descendirent du trône dans la nation,

chaque jour ce pouvoir absolu devint moins juste et moins révééré. Le système politique de Louis XIV étoit un miracle de nobles illusions qui pouvoient à peine durer l'espace d'un siècle ou la vie même d'un homme. Mais surtout on ne devoit pas espérer d'en prolonger l'influence au profit du pouvoir, lorsqu'elles n'existoient plus au profit des mœurs. Si des écrivains libres et hardis ont préludé par une légère ironie à des attaques plus sérieuses, si la licence des mœurs a conduit à l'avilissement de l'autorité, cette progression étoit inévitable. En morale, en politique, une chose n'arrive pas précisément parcequ'il s'est rencontré un homme pour l'accomplir; mais il y avoit des causes qui la rendoient nécessaire, et devoient la faire sortir de telle ou telle main. Il étoit impossible que le dix-huitième siècle ne vit pas naître des écrivains animés d'un esprit d'indépendance et de curiosité, de hardis examinateurs de toutes les opinions, d'éloquents contradicteurs de la puissance, des hommes spirituels et moqueurs, qui jugeroient avec plus de liberté que de justice tout ce qu'on avoit révééré jusqu'alors (4).

La supériorité même des écrivains du grand siècle pousoit leurs successeurs dans ces routes nouvelles; car l'ambition de créer égale dans l'écrivain le besoin de variété qui tourmente et séduit le vulgaire des hommes. Il cherche par les saillies du paradoxe les succès que ne lui promet plus la vérité trop simple ou trop connue; il demande à la hardiesse, à la licence, au scandale même ce que lui refusent la décence et la religion. Si les vérités morales ne sont pas infinies comme les vérités géométriques, on peut concevoir que le génie, dans sa perpétuelle activité, attaquera quelquefois les premières, tandis qu'il augmente incessamment

les autres. Semblable au conquérant qui se précipite plutôt que de s'arrêter, quand il est au terme de la vérité, il s'élançait au-delà, et il égare les hommes plutôt que de renoncer à les conduire.

Vous qui souffrez avec indignation la chute des anciennes maximes, n'accusez pas uniquement les écrivains célèbres dont les opinions hardies ont corrigé quelques erreurs et mis tant de vérités en problème. Ces opinions étoient de leur siècle autant que de leur choix; elles tenoient à cette mobilité générale de la pensée, qui ne permet ni à l'ambition de l'homme supérieur, ni à la curiosité de la foule, de suivre toujours les routes antiques.

Le caractère du dix-huitième siècle, c'est d'avoir mis les idées à la place des croyances : mouvement que l'on devoit pressentir, et qu'il ne faudroit pas accuser, s'il s'étoit arrêté devant les bornes éternelles de la religion et de la morale. L'esprit humain s'emploie d'abord à maintenir les croyances; plus tard, son activité le porte à les combattre. Les croyances une fois établies doivent rester immuables et entières. On les altère en les touchant. Les idées sont pour l'homme un essai continuel de sa force, même dans ses erreurs. Les croyances, lorsqu'elles ne sont plus révérees, deviennent importunes par les sacrifices ou les vertus qu'elles commandent. Les idées n'imposent pas d'aussi pressants devoirs; elles éclairent sans retenir, rarement elles passent dans les actions, parcequ'elles ne sortent pas de la conscience. Le sophisme les dénature, la violence les falsifie; on les voit céder quelquefois si honteusement et si vite qu'on s'effraie de la faiblesse morale d'un peuple qui n'auroit que des idées au lieu de vertus.

L'ordre politique se compose aussi de croyances, si l'on peut donner ce nom à toutes les opinions formées par le temps et l'habitude. Le clergé, la noblesse, étoient des croyances que Montesquieu, dans sa jeunesse, attaqua par des plaisanteries, et que plus tard il défendit par le raisonnement. Car les grands génies, placés entre le mouvement de leur siècle et leur raison, reviennent quelquefois sur leurs pas, et s'efforcent de soutenir des institutions dont ils ne conçoivent l'utilité qu'après les avoir eux-mêmes ébranlées.

Cet effet presque inévitable de la réflexion et de la maturité explique la différence qui se trouve entre Montesquieu soumis à l'influence de son siècle, et Montesquieu discutant les lois de tous les peuples, entre la frivolité dédaigneuse des *Lettres persanes* et la sage impartialité de l'*Esprit des Loix*.

L'influence contemporaine qui se montre dans les opinions de Montesquieu, je la retrouve tout entière dans quelques écrits échappés de sa plume. Les images libres et philosophiques du *Temple de Gnide* sont un sacrifice au goût d'un siècle sentencieux et poli. On seroit quelquefois tenté plus que ne l'auroit voulu l'auteur de croire à la fiction sous laquelle il annonçoit son ouvrage, et d'y reconnoître un de ces élégants sophistes de la Grèce dégénérée. Mais quelques traits de génie auxquels ne peut atteindre la médiocrité la plus ingénieuse préviennent cette méprise, et décèlent la main d'un grand homme.

Il ne faut pas le dissimuler, ces graces affectées, ces subtils raffinements qui déparent quelquefois le style de Montesquieu, sont dictés par un système; car les fautes des grands écrivains sont rarement involontaires. En parcourant quelques théories sur le goût,

esquissées par Montesquieu, on y retrouve une préférence marquée pour cette finesse délicate, pour ces pensées inattendues, ces contrastes brillants qui éblouissent l'esprit. N'oublions pas une pareille censure pour la gloire même de Montesquieu, car du milieu de ces petites choses il s'est élevé à la hauteur du génie antique. Il semble que ce grand homme, tant qu'il ne traitoit pas des sujets dignes de sa pensée, se livroit à l'influence de son siècle; mais lorsqu'il avoit rencontré un sujet égal à ses forces, alors il étoit libre, il n'appartenoit plus qu'à lui, et redevenoit simple et naturel, parcequ'il pouvoit montrer toute sa grandeur.

Dégagé des devoirs de la magistrature, livré tout entier à la méditation, seul exercice qui soit digne d'un homme de génie et qui le fortifie, en le rendant à lui-même, Montesquieu avoit visité les plus célèbres nations modernes, et observé leurs mœurs, qui lui expliquoient leurs lois. C'est alors qu'il étend sa pensée sur les peuples anciens, et qu'il s'attache de préférence à l'empire romain, qui, seul ayant absorbé l'univers, pouvoit représenter à ses yeux l'antiquité tout entière. Depuis deux mille ans on lisoit l'histoire des Romains; on se racontoit les merveilles de leur grandeur. Peut-être l'esprit de l'homme, encore plus admirateur que curieux, se plaît-il à contempler les résultats incroyables de causes secrètes qu'il ne cherche pas à connoître. Le digne historien de la république romaine, Tite Live, trop frappé de la gloire de sa patrie, avoit négligé d'en montrer les ressorts toujours agissans, comme s'il eût craint d'affoiblir le prodige en l'expliquant.

Tacite, qui, suivant l'éloge que lui a donné Montesquieu, *abrégeoit tout, parcequ'il voyoit tout*, Tacite

n'a pas essayé de voir l'empire romain. Il a borné ses regards à un seul point de cet immense tableau. Il n'a montré que Rome avilie. Il n'a pas même expliqué cet inconcevable esclavage qui vengeoit l'univers ; et , quoiqu'il ait rendu service au genre humain en augmentant l'horreur de la tyrannie, il a fait un ouvrage au-dessous du génie qu'il montre dans cet ouvrage même.

Un seul écrivain de l'antiquité, un Grec, regardant l'empire romain qui marchoit à la conquête du monde d'un pas rapide et régulier, avoit averti que ce mouvement étoit conduit par des ressorts cachés qu'il falloit découvrir. Un homme qui avoit porté la force de son génie sur une foule d'études diverses pour les subordonner à la théologie, et qui sembloit, en parcourant toutes les connoissances humaines, les conquérir au profit de la religion, Bossuet, examina la grandeur romaine avec cette sagacité et cette hauteur de raison qui le caractérisent ; mais, préoccupé d'une pensée dominante, attentif à une seule action dirigée par la providence, l'origine et l'accomplissement de la foi chrétienne, il ne regarde les Romains eux-mêmes, il ne les aperçoit dans l'univers que comme les aveugles instruments de cette grande révolution à laquelle tous les peuples lui paroissent également concourir. Cette pensée qui l'autorisoit pour ainsi dire à ne pas expliquer des effets ordonnés d'avance par une volonté irrésistible et suprême, ne l'a pas empêché d'entrer dans les causes agissantes de la grandeur romaine ; et telle est pour un homme de génie l'évidence et la réalité de ces causes, que, pouvant tout renvoyer à Dieu dont il interprétoit la volonté, Bossuet a cependant tout expliqué par la force des institutions et le génie des hommes.

Montesquieu adopte le plan tracé par Bossuet, et se charge de le remplir, sans y jeter d'autre intérêt que celui des événements et des caractères. Il y a sans doute plus de grandeur apparente dans la rapide esquisse de Bossuet, qui ne fait des Romains qu'un épisode de l'histoire du monde. Rome se montre plus étonnante dans Montesquieu, qui ne voit qu'elle au milieu de l'univers. Les deux écrivains expliquent sa grandeur et sa chute. L'un a saisi quelques traits primitifs avec une force qui lui donne la gloire de l'invention, l'autre, en réunissant tous les détails, a découvert des causes invisibles jusqu'à lui; il a rassemblé, comparé, opposé les faits avec cette sagacité laborieuse moins admirable qu'une première vue de génie, mais qui donne des résultats plus certains et plus justes. L'un et l'autre ont porté la concision aussi loin qu'elle peut aller; car dans un espace très court Bossuet a saisi toutes les grandes idées, et Montesquieu n'a oublié aucun fait qui pût donner matière à une pensée. Se hâtant de placer et d'enchaîner une foule de réflexions et de souvenirs, il n'a pas un moment pour les affectations du bel esprit et du faux goût; et la brièveté le force à la perfection. Bossuet, plus négligé, se contente d'être quelquefois sublime. Montesquieu, qui dans son système donne de l'importance à tous les faits, les exprime tous avec soin, et son style est aussi achevé que naturel et rapide.

Quelle est l'inspiration qui peut ainsi soutenir et régler la force d'un homme de génie? C'est une conviction lentement fortifiée par l'étude, c'est le sentiment de la vérité découverte. Montesquieu a pénétré tout le génie de la république romaine. Quelle connoissance des mœurs et des lois! Les événements se trou-

vent expliqués par les mœurs, et les grands hommes naissent de la constitution de l'état. A l'intérêt d'une grandeur toujours croissante, il substitue ce triste contraste de la tyrannie recueillant tous les fruits de la gloire. Une nouvelle progression recommence ; celle de l'esclavage précipitant un peuple à sa ruine par tous les degrés de la bassesse. On assiste, avec l'historien, à cette longue expiation de la conquête du monde ; et les nations vaincues paroissent trop vengées. Si maintenant l'on veut connoître quelle gravité, quelle force de raison Montesquieu avoit puisées dans les anciens pour retracer ces grands événements, on peut comparer son immortel chef-d'œuvre aux réflexions trop vantées qu'un écrivain brillant et ingénieux du siècle de Louis XIV écrivit sur le même sujet. On sentira davantage à quelle distance Montesquieu a laissé loin de lui tous les efforts du bel esprit dont il avoit d'abord dérobé toutes les graces. Dans la grandeur et la décadence des Romains, Montesquieu n'a plus l'empreinte de son siècle ; c'est un ouvrage dont la postérité ne pourroit deviner l'époque, et où elle ne verroit que le génie du peintre.

Tout entier dominé par ses études, l'auteur a pris le génie antique pour retracer le plus grand spectacle de l'antiquité. Ce génie est mâle, quelquefois mêlé de rudesse ; on croit voir une de ces statues retrouvées parmi les ruines, et dont les formes correctes et sévères étonnent la mollesse de notre goût. Telle est la simplicité où Montesquieu s'élève par l'imitation des grands écrivains de Rome. Son ame trouve des expressions courageuses pour célébrer les résistances et les malheurs de la liberté ; les entreprises et les morts héroïques. Il est sublime en parlant de vertu que notre

foiblesse moderne peut à peine concevoir. Il devient éloquent à la manière de Brutus.

Rien n'est plus étonnant et plus rare que ces créations du génie qui semblent ainsi transposées d'un siècle à l'autre. Montesquieu en a donné plus d'un exemple qui décèle un rapport singulier entre son ame et ces grandes ames de l'antiquité. Plutarque est le peintre des héros; Tacite dévoile le cœur des tyrans; mais, dans Plutarque ou dans Tacite, est-il une peinture égale à cette révélation du cœur de Sylla, se découvrant lui-même avec une orgueilleuse naïveté? Comme œuvre historique, ce morceau est un incomparable modèle de l'art de pénétrer un caractère, et d'y saisir, à travers la diversité des actions, le principe unique et dominant qui faisoit agir. C'est un supplément à *la grandeur et à la décadence des Romains*. Il s'est trouvé des hommes qui ont exercé tant de puissance sur les autres hommes, que leur caractère habilement tracé complète le tableau de leur siècle. C'étoit d'abord un heureux trait de vérité de bien saisir et de marquer l'époque où la vie d'un homme pût occuper une si grande place dans l'histoire des Romains. Cette époque est décisive. Montesquieu n'a présenté que Sylla sur la scène; mais Sylla rappelle Marius, et il prédit César. Rome est désormais moins forte que les grands hommes qu'elle produit : la liberté est perdue, et l'on découvre dans l'avenir toutes les tyrannies qui naîtront d'un esclavage passager, mais une fois souffert. Que dire de cette éloquence extraordinaire, inusitée, qui tient à l'alliance de l'imagination et de la politique, et prodigue à-la-fois les pensées profondes et les saillies d'enthousiasme; éloquence qui n'est pas celle de Pascal, ni celle de Bossuet, sublime cependant, et tout animée

de ces passions républicaines qui sont les plus éloquentes de toutes, parcequ'elles mêlent à la grandeur des sentiments la chaleur d'une faction ?

Ces passions se confondent dans Sylla avec la fureur de la domination ; et de cet assemblage bizarre se forme ce sanguinaire et insolent mépris du genre humain, qui respire dans le dialogue d'Eucraté et de Sylla. Jamais le dédain n'a été rendu plus éloquent : il s'agit en effet d'un homme qui a dédaigné et, pour ainsi dire , rejeté la servitude des Romains. Cette pensée, qui semble la plus haute que l'imagination puisse concevoir, est la première que Montesquieu fasse sortir de la bouche de Sylla ; tant il est certain de surpasser encore l'étonnement qu'elle inspire ! « Eucrate, dit Sylla, « si je ne suis plus en spectacle à l'univers, c'est la faute « des choses humaines qui ont des bornes, et non pas « la mienne... J'aime à remporter des victoires, à fonder ou détruire des états..., à punir un usurpateur ; « mais pour ces minces détails de gouvernement, où « les génies médiocres ont tant d'avantages, cette lente « exécution des lois, cette discipline d'une milice tranquille, mon ame ne sauroit s'en occuper. » L'ame de Sylla est déjà tout entière dans ces paroles ; et cette ame étoit plus atroce que grande. Peut-être Montesquieu a-t-il caché l'horreur du nom de Sylla sous le faste imposant de sa grandeur ; peut-être a-t-il trop secondé cette fatale et stupide illusion des hommes, qui leur fait admirer l'audace qui les écrase. Sylla paroît plus étonnant par les pensées que lui prête Montesquieu que par ses actions mêmes. Cette éloquence renouvelle, pour ainsi dire, dans les ames la terreur qu'éprouvèrent les Romains devant leur impitoyable dictateur. Comment jadis Sylla, chargé de tant de

haines, osa-t-il abandonner l'asile de la tyrannie, et, simple citoyen, descendre sur la place publique qu'il avoit inondée de sang? Il vous répondra par un mot : « J'ai étonné les hommes. » Mais à côté de ce mot si simple et si profond, quelle menaçante peinture de ses victoires, de ses proscriptions! quelle éloquence! quelle vérité terrible! Le problème est expliqué. On conçoit la puissance et l'impunité de Sylla.

Ce talent singulier d'expliquer, de peindre et d'imiter l'antiquité, ne paroîtroit pas tout entier si l'on oublioit un de ces précieux fragments où l'homme supérieur révèle d'autant mieux sa force qu'il l'a concentrée sur un espace plus borné; et Montesquieu ne seroit pas le peintre de l'antiquité le plus énergique et le plus vrai, s'il n'avoit point retracé cette philosophie stoïcienne, la plus haute conception de l'esprit humain, et parmi les erreurs populaires du paganisme, la seule et la véritable religion des grandes âmes. Quand on aura lu l'hymne sublime que Cléanthe le stoïcien adressoit à la divinité adorée sous tant de noms divers, au créateur qui *a tout fait dans le monde, excepté le mal qui sort du cœur du méchant*; quand on aura médité dans Platon la résignation du juste condamné; quand on saura par cœur les pensées d'Épictète et le règne de Marc-Aurèle, on devra s'étonner encore du langage retrouvé par Montesquieu dans l'épisode de Lysimaque. Ce spiritualisme altier, ce mépris de la terre, cet orgueil et cette joie de la douleur qui rendoit les âmes invincibles, qui les rendoit heureuses, toutes les grandeurs morales luttant contre la puissance, la cruauté d'Alexandre, Lysimaque que les dieux préparent pour consoler la terre, quelle vérité historique, quelle éloquence sans modèle, quels acteurs, et quel

intérêt ! Quelques pages ont suffi pour tout dire et tout peindre.

Cette admiration des grands caractères, cette haine de la tyrannie que Montesquieu recueilloit dans l'étude des anciens, transportées sur les temps modernes, auroient fait ressortir à nos yeux des ames élevées auxquelles il n'a manqué que des peintres, et donneroient à notre histoire un caractère de gravité et de morale qu'elle n'a jamais connu. Montesquieu l'avoit essayé : il n'a pas achevé l'éloge du maréchal de Berwick, qui méritoit d'être peint comme les héros de Plutarque. Les fragments de ce travail sont une ébauche de Michel-Ange. Il n'a manqué à Montesquieu que de le finir pour égaler la vie d'Agricola.

La vie de Louis XI devoit sans doute mieux consacrer encore cette noble rivalité de Montesquieu et de Tacite. Le hasard, qui nous en a privés, ne peut rien ôter à la gloire de son auteur ; des titres plus nombreux ne l'auroient pas augmentée. Il n'étoit pas au pouvoir de Montesquieu lui-même de rendre son nom plus immortel, et d'ajouter quelque chose à la renommée de *l'Esprit des Loix*.

L'Esprit des Loix apparoit au bout de sa carrière comme le terme de notre admiration et de ses efforts ; et s'il m'est permis, pour célébrer ce peintre sublime de la Grèce et de Rome, d'emprunter une image à l'antiquité, en suivant le cours et la variété de ses ouvrages, il semble que nous arrivons au dernier monument de son génie par les mêmes détours qui conduisoient lentement aux temples des dieux. Nous avons d'abord traversé ces riants et heureux bocages, qui jadis cachaient la demeure sacrée ; plus loin, en étudiant avec Montesquieu les souvenirs de l'histoire, nous avons,

pour ainsi dire, rencontré sur notre passage ces statues des grands hommes et des héros qui occupoient la première enceinte des temples antiques, comme étant l'image de ce qu'il y a de plus noble après les dieux; nous touchons enfin au sanctuaire d'où la sagesse révèle ses oracles. Mais ce dernier trait de l'allégorie ne convient pas aux vérités simples et naturelles annoncées par le législateur françois. Montesquieu s'adresse à la raison des peuples; la simplicité et l'universalité, voilà les deux attributs de son ouvrage. Ils indiquent à-la-fois la supériorité de son génie et les lumières de son siècle. Montesquieu ne se trouvoit pas dans l'heureuse condition de ces anciens législateurs qui donnoient à des peuples incultes et grossiers des institutions toujours suffisantes; il veut apprendre à tous les peuples civilisés à respecter et à perfectionner leurs lois; il ne néglige pas même les lois des peuples barbares, il les explique, et quelquefois les défend pour enseigner à toutes les nations une loi plus haute et plus sacrée, la tolérance.

Un grand homme, parmi les talents qu'il développe, est toujours dominé par une faculté particulière que l'on peut appeler l'instinct de son génie. Les lois étoient pour Montesquieu cet objet de préférence, où se portoit naturellement sa pensée. Il n'a pas cherché dans cette étude un exercice pour le talent d'écrire. Il l'a choisie parcequ'elle étoit conforme à toutes les vues de son esprit; il a tenté de l'approfondir, enfin, parcequ'une sorte de prédilection involontaire l'y ramenoit sans cesse. C'étoit l'œuvre de son choix, c'étoit la méditation de sa vie; et, malgré les censures de la haine ou de la frivolité, ce fut le plus beau titre de sa gloire. On s'étonne d'abord des immenses souvenirs qui remplissent

l'Esprit des Loix ; mais il faut admirer bien plus encore ces divisions ingénieusement arbitraires, qui renferment tant de faits et d'idées dans un ordre exact et régulier. Peut-être au premier abord supposeroit-on plus de génie dans un homme qui, sans s'arrêter aux lois positives, traceroit, d'après les règles de la justice éternelle, un code imaginaire pour le genre humain ; mais cette idée, réalisée par un Anglois célèbre *, est plus extraordinaire que grande. Quoique les lois positives soient quelquefois inconséquentes et bizarres, elles résultent de rapports nécessaires. Leur existence est une preuve de leur utilité relative : les lois que conserve un peuple sont les meilleures qu'il puisse avoir ; et la pensée de renouveler sur un seul principe toutes les législations de la terre seroit aussi fausse qu'impraticable ; mais les connoître et les discuter, choisir et recommander celles qui honorent le plus l'espèce humaine, voilà le travail qui doit occuper un sage, et qui peut épuiser toute la profondeur du plus vaste génie. Alors la connoissance des lois, appuyée sur l'histoire et sur la politique, s'éloigne également de la science du jurisconsulte et des rêves *de l'homme de bien*. Les pensées qu'elle fournit à un digne interprète entrent insensiblement dans le trésor des idées humaines ; et, en modifiant l'esprit d'un peuple, elles produisent de nouveaux rapports qui dans l'avenir produiront des lois, et changeront en nécessités morales les espérances et les projets d'un génie bienfaisant.

Cependant quel spectacle présente cette revue de l'univers ! C'est à-la-fois l'histoire et la morale de la société. Ce sont toutes les nations mortes et vivantes qui passent tour-à-tour, et donnent le secret de leurs dés-

(*) Bentam.

tinées en montrant les lois qui les faisoient vivre ou les animent encore; et, de même que la sagesse antique croyoit avoir deviné les ressorts du monde matériel, en reconnoissant une céleste intelligence partout répandue, partout communiquée, partout agissante, ainsi le monde moral se trouve expliqué tout entier par l'action de la loi, providence des sociétés. Interprète et admirateur de l'instinct social, Montesquieu n'a pas craint d'avouer que l'état de guerre commence pour l'homme avec l'état de société. Mais cette vérité désolante, de laquelle Hobbes avoit abusé pour vanter le calme du despotisme; et Rousseau pour célébrer l'indépendance de la vie sauvage, le véritable philosophe en fait naître la nécessité salutaire des lois, qui sont un armistice entre les états et un traité de paix perpétuel pour les citoyens.

La première loi sera l'existence d'un gouvernement. Le gouvernement le plus convenable à chaque peuple est le plus conforme à la nature; et comme la durée prouve la convenance, cette maxime si libre est un gage de repos. Le philosophe admet tous les pouvoirs, et conçoit tous les systèmes politiques. *L'Esprit des Lois* est comme ce temple romain qui donnoit l'hospitalité à tous les dieux du monde idolâtre.

Elles seront sans doute retracées avec complaisance, ces belles institutions de la Grèce, où chaque homme se croyoit libre, parcequ'il concouroit à gouverner les autres; mais elles paroîtront nées de tant d'heureux hasards, limitées par tant de conditions, achetées par tant d'efforts et même d'injustices, que l'admiration nous préservera de l'exemple.

Suivant la méthode des anciens législateurs, Montesquieu placera l'éducation à la base de l'édifice so-

cial ; et cette vérité expliquera les républiques anciennes et les monarchies, en montrant d'un côté cette éducation unique et dominante par ses singularités mêmes, qui prenoit le citoyen au berceau pour lui imprimer les sentiments et les opinions de toute sa vie ; et, d'une autre part, ces deux éducations contradictoires, où l'homme oublie les principes qu'avoit reçus l'enfant, où les idées du monde doivent remplacer les leçons de l'école ; première différence dont les suites se conservent partout ; qui, donnant aux anciens plus d'indépendance politique, leur imposoit plus d'assujettissement personnel, et substituoit la gêne des coutumes à celle de l'autorité ; comme si les hommes avoient toujours besoin d'obéir, comme si la liberté elle-même n'étoit qu'une certaine forme d'obéissance. De là naîtra cette vertu (4) que Montesquieu réservait exclusivement pour les républiques, et que l'on peut définir *l'amour de la modération et de l'égalité* : vertu peu durable par sa perfection même, vertu qui doit être protégée par une foule de lois politiques, morales et domestiques ; qui ne peut se développer, si elle n'existe dans la racine des mœurs ; qui ne peut animer l'état, si elle ne sort de chaque famille ; et qui, formée de deux éléments presque inconciliables, se détruit rapidement, et fait place, soit à la fureur de l'égalité démocratique, soit au despotisme multiplié de l'aristocratie, soit au despotisme simple et terrible d'un chef militaire.

Ainsi les lois sont une des causes de l'histoire des peuples, et la forme de chaque gouvernement est la raison des lois. Cette vérité, manifeste à l'égard des lois politiques, se montre dans le caractère et l'application des lois criminelles et civiles ; le petit nombre

ou la multiplicité des lois, la proportion des peines, la forme des tribunaux, la rigueur légale, ou la liberté des jugemens, tout est sous l'influence du principe de chaque gouvernement. Telle est l'influence de ces principes, qu'ils agissent sur les choses les plus immuables, les droits et les crimes des hommes. Les républiques énervent les lois criminelles, parcequ'enfin les coupables sont des hommes libres, et qu'il n'y auroit personne pour leur faire grace. Les despotes se font législateurs, juges, et quelquefois bourreaux. La monarchie place trois degrés entre le coupable et la peine : la précision de la loi, l'indépendance des juges, et la clémence du souverain. Le principe de chaque gouvernement s'altère, et se détruit par la perte des lois civiles qui le soutenoient. La république, où la législation est toute morale, périt par la ruine des mœurs; les mœurs, par l'agrandissement de l'état. La monarchie, fondée sur l'honneur, se corrompt par la servitude et l'intérêt, les deux plus grands ennemis de l'honneur. Le despotisme n'a d'autre corruption que l'excès de sa puissance. A force d'avoir perfectionné la terreur, principe de son pouvoir, il est détruit par elle.

Quand on a considéré ces trois gouvernemens qui se partagent le monde, il faut les voir dans leurs rapports mutuels, la paix, la guerre, et la conquête. C'est ici que Montesquieu unit la politique la plus haute à cette justice qui paroît sublime lorsqu'elle s'applique aux intérêts des peuples avec la même simplicité qu'aux intérêts privés. La guerre et les conquérans, ce funeste et incorrigible désordre des sociétés humaines, passent sous les yeux du législateur, qui comprend que les lois ne furent jamais dans un plus grand péril, et qui veut qu'elles soient assez fortes pour résister à la

victoire. Cependant il reconnoît des conquérants qui *ont stipulé pour le genre humain*. Entendez-le parler d'Alexandre : il découvre de nouveaux points de vue dans une grandeur si anciennement admirée ; par la plus difficile de toutes les épreuves, il décompose la gloire et le génie de son héros, de manière qu'un semblable éloge ajoute quelque chose à l'idée que donne le nom même d'Alexandre.

Ces lois que Montesquieu conserve et fait prévaloir jusqu'au milieu de la conquête, il les suit bientôt dans leur plus noble application, dans celle qui dépend le plus des pays et des peuples, la liberté politique et la liberté sociale. La liberté ! c'est pour elle qu'écrivait Montesquieu ; c'est elle qu'il cherchoit, sans la nommer toujours. La liberté ! mère des lois comme la justice elle-même. La liberté ! la justice ! chacune d'elles n'existe qu'en s'unissant à l'autre. Qu'on les sépare, l'une se détruit par ses fureurs, l'autre est dégradée par son esclavage.

Mais ce n'est pas en vain que l'observateur impartial a distingué la liberté sous deux formes. Quelquefois le citoyen est plus libre que la constitution ne paroît l'être. Quelquefois la liberté qui n'est pas dans l'ordre politique se retrouve dans les lois civiles, ou même dans les mœurs. Tout en réprimant, par cette vérité, les plaintes et la hardiesse des novateurs, Montesquieu retrace sans détour la véritable théorie de la liberté politique. Elle tient à la distinction de la puissance législative et de la puissance exécutive ; distinction qui, même imparfaitement appliquée par les Romains, fonda toute leur grandeur ; distinction admirable que, par le plus singulier contraste, on voit sortir avec une perfection nouvelle des ruines de la féodalité, et

qui forme chez un peuple moderne le gouvernement le plus libre, le plus fort, et sans doute le plus durable, puisque les vices y trouvent leur emploi, et que la corruption même en fait partie.

L'existence de ces deux pouvoirs ne suppose pas un égal partage de forces. La puissance exécutive concourt à la formation des lois, sans que la puissance législative puisse concourir à leur action; mais aussi la puissance exécutive ne gardant pour elle que ce qui tient au gouvernement et au droit politique, abandonne l'exécution du droit civil aux citoyens eux-mêmes; parceque le pouvoir judiciaire doit être le pouvoir neutre de la société, parceque dans l'état tout doit être dépendant du souverain, excepté la justice.

Par quelle admirable analyse de la constitution angloise Montesquieu n'a-t-il pas étendu et détaillé ces vérités premières? Mais, lorsque la liberté manque à l'institution politique, il la cherche dans les lois et dans les coutumes, où elle se réfugie quelquefois comme un dieu inconnu, ignoré du peuple qu'il protège. Législateur pour tous les états, Montesquieu montre ce qui seroit esclavage dans l'esclavage même, ce qui est liberté dans la monarchie la plus absolue. Sur le degré de liberté se mesure la richesse de l'état. Plus un peuple est libre, plus il peut supporter la grandeur des impôts. Il lui semble que chaque jour il paie la liberté, à mesure qu'il est enrichi par elle*; plus un peuple est libre, plus l'impôt doit être égal et indirect, pour ménager à-la-fois son orgueil et sa liberté.

(*) Ce que Tacite disoit de la servitude des Bretons, « Britannia servitutem suam quotidie emit, quotidie pascit », on peut l'appliquer aujourd'hui à la liberté des Anglois.

Une puissance qui n'influe pas moins que la liberté sur les lois, ou plutôt qui influe sur la liberté même, c'est le climat. Montesquieu prétend-il assujettir les peuples à une sorte de fatalité, lorsqu'il reconnoît cet ascendant impérieux de la température et du sol? Cette hypothèse ne seroit-elle pas démentie par l'histoire? Le ciel de la Grèce n'a pas changé, et l'esclavage rampe sur la terre de la liberté. Il n'y a plus de Romains dans l'Italie; ce n'est pas le ciel qui manque, ce sont les lois et les mœurs. Triste et irrécusable exemple qui, sans détruire l'opinion de Montesquieu, prouve seulement la force des divers principes qu'il avoit reconnus, et nous atteste quel concours de faits et d'institutions est nécessaire pour former et pour maintenir un peuple libre. On ne sauroit nier, en effet, l'influence particulière du climat sur le plus grand scandale de l'injustice humaine, l'esclavage domestique. C'est sous ce rapport que le législateur examine une question qui ne pouvoit être étrangère à l'*Esprit des Loix*, puisque les lois modifiées par les vices de la société qu'elles repriiment sont devenues quelquefois la science du juste dans l'injustice même, l'art d'observer un certain droit, une certaine mesure dans la violation même du droit naturel. Cet esclavage, dont Montesquieu s'indignoit en le discutant, lui paroît si odieux, qu'il l'impute tout entier au despotisme de l'Orient *, et le déclare incompatible avec la constitution d'un état libre, oubliant

(*) Dans la démocratie, où tout le monde est égal, et dans l'aristocratie, où les lois doivent faire leurs efforts pour que tout le monde soit aussi égal que la nature du gouvernement peut le permettre, des esclaves sont contre l'esprit de la constitution. Ils ne servent qu'à donner aux citoyens une puissance et un luxe qu'ils ne doivent point avoir. *Esprit des Loix*, liv. XV, chap. 1.

que toutes les démocraties de la Grèce avoient pris la servitude domestique pour base de l'indépendance sociale. Le caprice d'un sculpteur a fait porter par des esclaves la statue d'un grand roi dont l'Europe accusa l'orgueilleuse prospérité. C'est dans la Grèce, dans Rome, que la statue de la liberté pesoit tout entière sur les esclaves courbés et tremblants. Tant il est vrai que rien ne peut être extrême sans être injuste, et que l'excessive liberté, par sa nature même, a besoin, pour être servie, d'un excessif esclavage !

De l'influence du climat, Montesquieu voit naître une autre servitude qu'il avoit déjà désignée, celle de l'invasion et de la conquête. Ainsi les diverses parties de ce vaste ouvrage se touchent et se mêlent ; mais chacune d'elles est traitée avec cette grandeur de vues générales qui éblouit la pensée, et ce choix infini de détails que l'analyse ne peut essayer d'atteindre ; science d'observer qui devient une création de pensées, puisque chaque fait indiqué par l'auteur présente une idée, qui forme elle-même partie d'un système de gouvernement, comme tous les gouvernements avec leurs effets et leurs causes entrent dans l'histoire générale des lois. Si dans ce labyrinthe le fil se brise quelquefois, jamais le flambeau ne s'éteint ; le philosophe avance, et se fait jour à travers les obstacles qu'il amasse et les routes qu'il semble confondre, jusqu'au moment où la lumière d'une seule idée vient rétablir l'ordre partout.

Quoique les lois agissent sur les mœurs, elles en dépendent. Ainsi Montesquieu corrige toujours par quelque vérité nouvelle une première pensée qui ne paroissoit excessive que parcequ'on la voyoit seule. La nature et le climat dominent presque exclusivement

les sauvages; les peuples civilisés obéissent aux influences morales. La plus invincible de toutes, c'est l'esprit général d'une nation; il n'est au pouvoir de personne de le changer; il agit sur ceux qui voudroient le méconnoître; il fait les lois ou les rend inutiles: les lois ne peuvent l'attaquer, parceque ce sont deux puissances d'une nature diverse, il ne peut être modifié que par le temps et l'exemple; il échappe ou résiste à tout le reste.

Ce que la morale réprouve n'est pas toujours un vice politique. Il y a des défauts que le législateur doit ménager comme d'heureux accidents de la nature. La vanité, si flexible quand on la flatte; la vanité, qui s'enchaîne par les concessions qu'elle obtient; la vanité, de toutes les passions la plus irritable et la plus facile à satisfaire, est un excellent ressort pour le gouvernement. L'orgueil varie dans ses effets, suivant qu'il tient au caractère seul, ou qu'il est secondé par la dignité des institutions. Chez l'Espagnol, il est le plus grand ennemi de l'activité sociale, et ne produit qu'une superbe insouciance. Chez l'Anglois, il devient le patriotisme même. Cette Angleterre, dont Montesquieu avoit analysé l'admirable constitution, lui présente un nouvel aspect dans les mœurs de ses habitants, qui sont une partie de leur liberté. De la même main dont il décrit ces antiques nations de la Chine, esclaves de leurs manières comme un peuple libre doit l'être de ses lois, liées par leurs usages comme par autant de fils innombrables qui les attachent au despotisme, mais qui arrêtent et enveloppent la conquête, il peint les mœurs, les coutumes, les passions et les vices particuliers d'un peuple libre, où la liberté est invincible, parcequ'elle est partout; originale et sublime peinture,

dans laquelle les faits paroissant l'inévitable conséquence des principes, sortent de la pensée de l'auteur, autant que de la vérité de l'histoire.

Le lien de tous les peuples, c'est le commerce. En multipliant les relations, les besoins et les vices, il exige plus de lois que n'en produit le principe même du gouvernement. Tout à-la-fois instrument et gage de liberté, il est repoussé ou envahi par le despotisme. Il se développe sous l'abri des monarchies; il anime, il soutient les états libres, et, par un contraste bizarre, il fait aujourd'hui sortir de l'intérêt tous les sacrifices que l'antiquité demandoit à la vertu. Les révolutions du commerce, qui tiennent à celles du monde; la navigation, qui a civilisé et agrandi l'univers; l'argent, signe de la civilisation et premier ressort des états modernes, voilà les points de vue qui s'ouvrent au législateur. Il semble que son génie, après avoir pénétré dans l'intérieur de chaque état, a besoin d'embrasser à-la-fois tous les temps et tous les lieux; et dans l'activité du commerce, il voit d'un seul coup-d'œil le mouvement du genre humain.

La population décroît et s'augmente dans un rapport nécessaire avec les institutions politiques, de manière que les mœurs paroissent aussi puissantes que la nature même sur la durée des peuples. Ce nouveau sujet enferme de grandes questions; le mariage, fondement de la société; l'immoralité, destructive comme la guerre. Là se présente un des exemples les plus tristes de l'histoire: c'est l'effort impuissant de la législation contre le vice d'un mauvais gouvernement et d'une société corrompue. Malgré les lois, l'empire romain dépeuplé mouroit de langueur. Singulière destinée! La sùblimité contemplative du christianisme vient accom-

plir l'ouvrage commencé par la corruption. La piété des empereurs abolit les lois prudentes d'Auguste; et la race romaine, à demi détruite, achève de disparaître dans les solitudes de la Thébaïde et dans les monastères de Constantin, comme pour effacer la trace des antiques oppresseurs de la terre, comme pour marquer le triomphe du christianisme par le renouvellement des peuples et le rajeunissement du monde.

Ainsi le législateur est conduit à examiner cette puissante et suprême influence des religions. En calculant les rapports de chaque croyance avec le génie de chaque pays, l'erreur même lui paroît quelquefois plus appropriée à la nature de l'homme; mais également convaincu que la vérité ne peut se montrer sans être bienfaisante, il nous fait voir la religion chrétienne qui, *malgré la grandeur de l'empire et le vice du climat, empêche le despotisme de s'établir en Éthiopie, et porte au milieu de l'Afrique les mœurs de l'Europe et ses lois*. Cette religion que, dans la vivacité de sa jeunesse et dans la politique légère de son premier ouvrage, il avoit trop peu respectée, partout dans l'*Esprit des Loix* il la célèbre et la révère. C'est que maintenant il veut construire l'édifice social, et qu'il a besoin d'une colonne pour le soutenir. Sa pensée s'est agrandie comme sa tâche; s'il combat le sophisme d'un incrédule fameux, la calomnie qu'il repousse avant toutes les autres, c'est l'idée que la religion chrétienne n'est pas propre à former des citoyens. Il croyoit, au contraire, qu'elle étoit particulièrement la protectrice des monarchies tempérées; il la concevoit, il la vouloit amie de la liberté comme des lois, n'imaginant pas sans doute que ce qu'il y a de plus noble, de plus grand sur la terre, puisse mal s'accorder avec un présent du

ciel. La religion, malgré sa sublime origine, par l'extrémité qui touche aux choses humaines, doit éprouver comme elle des vicissitudes et des retours; mais elle est le premier gage de la civilisation moderne qui, en s'unissant à sa divine existence, partage la garantie de sa durée, et semble échapper à la loi commune de la mortalité des empires.

Ce n'est pas sans un judicieux motif que Montesquieu, en distinguant les lois de tous les pays, avoit pris soin aussi de reconnoître et de caractériser toutes les espèces différentes de lois qui régissent une même nation. Telles sont les bornes de la justice, ou plutôt de la prévoyance humaine, que, pour devenir injuste et tyrannique, il lui suffit de sortir un moment du cercle rigoureux qu'elle s'étoit prescrit. Le droit naturel, le droit ecclésiastique, le droit politique, le droit civil, ne peuvent être substitués l'un à l'autre dans l'application, sans troubler la société par ces lois mêmes qui doivent la maintenir : idée simple et grande qui prouve que la nature des choses est plus forte encore que les lois, ou plutôt que les lois ne sont fortes qu'autant qu'elles s'y conforment et la reproduisent. Ce principe, d'une immense étendue, explique et condamne toutes les bizarreries de quelques législations barbares, prévient les erreurs en indiquant leur source la plus commune, fixe la limite du pouvoir religieux, et arrête ses usurpations par sa nature même : mais, avant tout, il donne une garantie à la société entière, en ne souffrant pas que le droit politique soit juge des citoyens, et que les intérêts privés puissent jamais craindre une autre puissance que le droit civil; avantage qui est au fond ce que la liberté même renferme de meilleur, mais aussi ce qu'elle seule peut irrévocablement assurer.

Il restoit à fixer les conditions générales et nécessaires de la loi, à montrer ce qu'elle doit être dans la volonté du législateur et dans la forme qu'elle en reçoit; comment elle peut quelquefois tromper la main qui l'écrit, et revenir contre l'intention de son auteur; comment elle doit être changée quand ses motifs n'existent plus; comment les lois diffèrent quelquefois malgré leur ressemblance. Montesquieu n'a prescrit qu'une règle pour la composition des lois, et cette règle renferme tout son ouvrage. *L'esprit de modération*, dit-il, *est celui du législateur.*

En effet, la loi n'est que le supplément de la modération qui manque aux hommes. La loi a tellement besoin d'être impartiale que le législateur lui-même doit l'être pour ne pas laisser dans son ouvrage l'empreinte de ses passions.

Ces principes généraux, avec quelle érudition pénétrante Montesquieu ne les a-t-il point appliqués à l'examen d'une partie de cette législation romaine, qui a survécu si long-temps à l'empire qu'elle n'avoit pu sauver, et qui, servant de passage entre le monde ancien et le monde moderne, a empêché que, dans le naufrage de la civilisation, la justice ne vint à périr! Avec une érudition plus étonnante encore, il entre dans le chaos de ces lois barbares qui avoient envahi l'Europe, et établi tant d'usages féroces sur les ruines de la sagesse romaine. Comme il le dit lui-même dans son langage allégorique, il voit les lois féodales telles qu'un *chêne immense* qui s'élève et domine. Animé d'une incroyable patience, il creuse jusqu'à ses profondes racines, qui étoient liées à tous les états de l'Europe; racines long-temps fortes et vivaces, lors même que le fer avoit abattu ce vaste ombrage, et qu'il ne restoit plus qu'un

arbre mort et dépouillé. Dans les souvenirs innombrables de ces antiquités nationales, on retrouve l'origine et les révolutions de tout ce qui a péri sans retour, et le premier germe des institutions nouvelles qui régissent et sauveront la France. Ce vaste tableau présente partout les rois défenseurs du peuple, fortifiés chaque jour par sa reconnaissance, à mesure qu'ils le délivroient, et substituant enfin l'unité bienfaisante de leur pouvoir à la multitude des tyrannies féodales. Montesquieu a cru devoir à sa patrie d'entrer dans ce labyrinthe de nos mœurs antiques : l'admirateur des lois romaines ne pouvoit pénétrer qu'avec répugnance tant de coutumes confuses et barbares; mais de cet abîme étoit sortie la France.

Tel est cet immense ouvrage dans lequel Montesquieu a embrassé le monde en s'occupant surtout de la France, dans lequel il a renfermé les maximes les plus hardies, sans avoir voulu détruire aucune maxime établie; car les changements achetés par la destruction ne sont pas un titre à la reconnaissance des hommes. Nous n'avons rien à répondre à ceux qui lui reprochent d'avoir séparé la monarchie du pouvoir absolu. Oui, sans doute, dans cette division célèbre, Montesquieu ménageoit une place pour la France, et je lui en rendrai grâces. Je ne croirai pas que l'antique France se soit formée sous le despotisme, afin de conserver le droit de le haïr. Oui, sans doute, en faisant de l'honneur le principe de la monarchie, Montesquieu a désigné la France. Notre patrie a pu changer ses lois; ce qu'un tel changement a produit de juste et de salutaire appartient à Montesquieu; car ce grand homme, dans l'apologie même du système ancien, cherchoit à consacrer la liberté légale qui doit animer le système nou

veau : quand il célébroit les corps intermédiaires de la monarchie, ce n'étoient pas des privilèges qu'il vouloit défendre, il réclamoit des barrières. Ces barrières lui paroissent si desirables, qu'il les acceptoit même sous les formes les plus odieuses, et qu'il remercioit l'Inquisition en faveur de la résistance qu'elle opposoit au despotisme ; mais l'esprit de son ouvrage invoque et promet pour l'avenir des sauve-gardes plus légitimes. En répandant les idées d'humanité, de tolérance et de modération dans les peines, il a disposé les peuples à recevoir des gouvernements limités par les lois et l'intérêt public.

Dans la variété de son ouvrage, Montesquieu avoit séparé les peuples anciens des peuples modernes ; en marquant ces différences insurmontables qui devoient prévenir pour nous l'imitation insensée des républiques anciennes ; mais, par les rapports qu'il reconnoissoit entre les peuples modernes, par cet esprit de commerce et d'industrie qu'il donnoit pour attribut à l'Europe, il avoit préparé le système représentatif (5), système qui ne devoit trouver d'obstacle que dans la tyrannie militaire, et qui triomphera, si la civilisation ne périt pas : et elle ne peut pas périr.

Montesquieu avoit aperçu le premier, peut-être, une grande vérité.

« La plupart des peuples de l'Europe sont encore
« gouvernés par les mœurs ; mais si par un long abus
« de pouvoir, si par une grande conquête, le despo-
« tisme s'établissoit à un certain point, il n'y auroit pas
« de mœurs ni de climats qui tinssent ; et dans cette
« belle partie du monde, la nature humaine souffriroit,
« au moins pour un temps, les insultes qu'on lui fait
« dans les trois autres. » Que d'instruction dans ces

belles et prévoyantes paroles ! Elles rendent justice au siècle de nos aïeux ; elles prédisoient ce que nous avons souffert ; elles nous apprennent à user de notre heureuse délivrance. Les mœurs ne gouvernent plus l'Europe, les traditions se sont effacées, les usages ont disparu, l'opinion a tout changé (6). Sur le débris de ces mœurs, de ces coutumes dont le retour deviendrait la plus difficile de toutes les innovations, et qui ne seroient plus assez puissantes pour tenir la place des lois, il faut donc élever les lois elles-mêmes.

Cette pensée n'a pas été comprise, lorsqu'on vouloit tout détruire ; elle avoit offensé ceux qui vouloient tout conserver. S'il peut arriver un temps où les esprits plus calmes cherchent à relever l'ordre social, n'écouteront-ils pas celui qui ne fut entendu ni par le préjugé ni par la fureur ? Le système monarchique expliqué par Montesquieu a changé de forme, et toutes les idées de ce grand homme, plus fortes qu'une seule de ses opinions, combattent les institutions dont il a défendu l'existence, mais qui ne peuvent renaître. Il reste d'autres lois qui ont aussi l'autorité de son génie, lois qui ne sont pas la propriété d'un seul peuple, et qui, modifiées par les temps et les lieux, serviront désormais de fondement à toute liberté sociale. Oui, sans doute, lorsque Montesquieu traçoit avec de si fortes couleurs le tableau d'un peuple libre après tant de calamités et de discordes, il instruisoit tous les peuples à profiter de leurs révolutions ; et il donnoit d'avance le remède à des maux qu'il n'avoit point préparés.

Dans un ouvrage où sont traités les intérêts du genre humain, on craindroit presque de remarquer ces beautés qui parlent surtout à l'imagination du lecteur, et servent à la gloire de l'écrivain ; et cependant, sans

compter ce noble et ravissant plaisir qu'elles donnent à la pensée, on doit avouer qu'elles ont rendu plus intéressant et plus populaire le livre qui renferme tant de sérieuses vérités. Il faut reconnoître partout le pouvoir de l'éloquence. Vainement l'interprète des lois a-t-il montré que les hommes ne doivent pas se charger des offenses de Dieu, de peur que devenant cruels par pitié, ils ne soient tentés d'ordonner des supplices infinis, comme celui qu'ils prétendent venger. Quelle que soit la sublimité du raisonnement, l'âme n'est pas entraînée, et la superstition peut lutter encore; mais lorsqu'auprès du bûcher de la jeune israélite, une voix s'élève, et, s'adressant aux persécuteurs, leur dit, avec une naïveté pleine de force : « Vous voulez que nous
« soyons chrétiens, et vous ne voulez pas l'être; si vous
« ne voulez pas être chrétiens, soyez au moins des
« hommes. » Lorsque cette voix éloquente unit le raisonnement au pathétique, et le sublime à la simplicité, on reste frappé de conviction et de douleur, et l'on sent que jamais plus beau plaidoyer ne fut prononcé en faveur de l'humanité. Montesquieu a compris qu'il avoit besoin de reposer les yeux qui suivoient la hauteur et l'immensité de son vol dans les régions d'une politique abstraite. Les points d'appui qu'il présente à son lecteur, c'est Alexandre ou Charlemagne; à ces grands noms, à ces grands sujets, il redevient un moment sublime pour ranimer l'attention épuisée par tant de recherches savantes et de pensées profondes; puis il reprend le style impartial et sévère des lois. Aucun ouvrage ne présente une plus admirable variété; aucun ouvrage n'est plus rempli, plus animé de cette éloquence intérieure, qui ne se révèle point par l'appât des mouvements et des figures, mais qui donne

aux pensées la vie et l'immortalité. Le seul reproche qu'on puisse faire à l'auteur, c'est d'avoir quelquefois cherché des diversions trop ingénieuses, comme s'il eût douté de l'intérêt attaché à la seule grandeur de ses pensées.

Faut-il parler de Montesquieu lui-même, lorsque le temps et l'admiration ne peuvent suffire à l'examen de ses écrits? Que dire des graces de son esprit à ceux qui ont lu ses ouvrages? La simplicité piquante, la malice ingénieuse de sa conversation ne se retrouve-t-elle pas dans la défense qu'il fut obligé d'opposer aux détracteurs de son plus bel ouvrage? Et toutes ses vertus ne sont-elles pas renfermées dans une anecdote touchante, aussi connue que sa gloire? Ce qui reste de lui, après les œuvres de son génie, c'est leur immortelle influence : la reconnoître et la proclamer, ce seroit moins achever l'éloge de Montesquieu qu'entreprendre le tableau de l'Europe.

Oui, sans doute, ce beau système qui, suivant Montesquieu, fut trouvé dans les bois de la Germanie, appartient à tous les peuples qui sortirent il y a quinze siècles de ces forêts, aujourd'hui changées en royaumes florissans. Il est un des plus fermes remparts contre la barbarie; il est la sauve-garde de l'Europe. De grands périls sembloient la menacer; on a pu quelquefois être tenté de croire qu'elle touchoit à cette époque fatale qui termine les destinées des peuples, et ramène sur la terre de longs intervalles de barbarie, d'où renaît lentement une civilisation nouvelle; mais cette première terreur se dissipe. L'Europe ne ressemble pas à l'empire romain. Les lumières plus grandes sont aussi plus communes : l'Europe les a distribuées dans l'univers. Partout sont des colonies qui nous renverroient

la civilisation que nous leur avons transmise. L'Amérique est peuplée de nos arts. Nos arts eux-mêmes sont défendus par une invention qui ne leur permet pas de périr : une seule découverte a garanti toutes les autres. La corruption peut s'accroître : le renouvellement du monde paroît impossible. De quel point de la terre partiroit la fausse lumière d'une religion nouvelle ? Quelle puissance prétendrait nous apporter d'autres idées ? Nous pouvons nous égarer ; mais qui pourroit nous instruire ? Ainsi l'Europe entière suivra la route qu'elle a prise ; il surviendra des guerres , il passera des révolutions ; tous les malheurs sont possibles , excepté la barbarie. Cependant on cherchera toujours la liberté par les lois. C'est une conquête que les arts et les lumières de l'Europe rendent inévitable , et qui paroît d'autant plus assurée , que chacun de nos malheurs nous en approche davantage. La France y sera conduite par la sagesse de son Roi ; et l'ouvrage d'un François , le livre impérissable de Montesquieu , sera compté parmi les monuments qui doivent la promettre et l'affermir.

NOTES

DE L'ÉLOGE DE MONTESQUIEU.

(1) « Un homme né chrétien et françois se trouve contraint dans la satire: les grands sujets lui sont défendus; il les es-
tame quelquefois, et se détourne ensuite sur de petites choses
qu'il relève par la beauté de son génie et de son style. » La
Bruyère. Ch. 1, des ouvrages de l'Esprit.

Si on pousoit trop loin cette pensée, si on l'interprétoit avec la même rigueur que celle d'un auteur contemporain, on deviendrait injuste envers La Bruyère et le grand siècle où il a vécu. La Bruyère, faisant allusion à ses propres travaux, vouloit seulement expliquer par quel motif il bornoit aux détails de la vie, et aux ridicules privés, un talent d'observer et de peindre, qu'il auroit porté avec avantage sur les plus grands objets de l'ordre social. Louis XIV étoit monté sur le trône après des troubles civils qui agitérent l'état, sans jeter dans les esprits aucun principe de liberté, parcequ'ils ne tenoient qu'à des ambitions de cour, à des rivalités de pouvoir. Il se rendit la justice de croire qu'il seroit par lui seul maintenir et élever la royauté. Comme le dit d'ailleurs La Bruyère, il fut lui-même son *principal ministre*: il reprit le rôle de Richelieu, et se montra seulement moins sévère, et plus généreux, parcequ'il n'étoit pas obligé de régner au nom d'un autre. La conduite des parlements, sous Mazarin, avoit été si misérablement factieuse, qu'un roi jeune, habile, et bientôt victorieux, n'eut pas de peine à réduire au néant ces foibles barrières, et à réunir dans sa main le pouvoir absolu. Deux choses sauvèrent la France du despotisme: la magnanimité personnelle du monarque; et cet honneur dont Montesquieu a fait le principe des monarchies; honneur, qui, nourri dans les heureux succès de la guerre, se fortifioit chaque jour avec la gloire du souverain, et arrêtoit ainsi la puissance arbitraire par ces victoires et ces triomphes même qui servent ordinairement à l'augmenter. L'honneur fut donc sous Louis XIV le contre-poids du

pouvoir. Comme l'ame généreuse et la noble délicatesse de ce grand roi lui indiquoient toujours d'avance le point où il auroit rencontré cette barrière, il ne la heurta jamais, et il gouverna sans aucune apparence de contradiction et d'obstacle. Toutes les maximes du pouvoir absolu furent reçues et sanctifiées par la religion. Bossuet devint le publiciste du siècle de Louis XIV, comme il en étoit le prédicateur et le théologien. La politique de ce grand homme devoit être aussi impérieuse que la foi qu'il enseignoit. Son ardente imagination se laissoit ravir d'enthousiasme pour la splendeur du trône et du monarque; et son génie vaste ne pouvoit concevoir que dans l'exercice absolu d'une immense domination quelque chose d'égal à sa force, qu'il prenoit involontairement pour mesure de la force d'un roi. Ainsi, tandis que dans une île voisine, de factieux sectaires, par une interprétation perverse des saintes écritures, établissoient la haine de toute primauté politique et religieuse, et ce qu'ils appeloient l'égalité primitive des hommes, Bossuet puisoit également dans les saintes écritures les maximes d'un pouvoir aussi absolu que les décisions de l'église: et ses leçons mêmes, données au nom de la religion, sembloient agrandir et consacrer les rois qui, ne pouvant être punis que par Dieu, n'étoient avertis que par ses ministres.

On n'a peut-être point assez remarqué l'influence de Bossuet sur l'esprit de son siècle. Cet homme, par ses doctrines, son caractère, et son génie, étoit singulièrement propre à seconder le règne de Louis-le-Grand. Ce dédain qu'il exprimoit pour les vaines disputes des politiques; cette hauteur de raison avec laquelle il abattoit les pensées de l'orgueil humain; cette habitude de ne rien voir d'important pour les hommes que la religion; cette autorité menaçante qui écrasait à-la-fois les opinions théologiques et les raisonnements républicains des protestants, de manière à rendre toujours la liberté complice de l'hérésie, tout, dans Bossuet, devoit servir à l'affermissement du pouvoir absolu, et éloigner les esprits de la discussion des intérêts civils. Cette disposition préparée par beaucoup de circonstances devint générale; et le siècle le plus rempli de l'esprit littéraire de l'antiquité parut en même temps le plus indifférent pour les maximes de liberté, qui, dans l'antiquité, sont inséparables de toute littérature. Le progrès rapide des arts, les créations multipliées du génie,

présentoient d'ailleurs aux esprits une occupation enivrante et glorieuse, qui peut-être a besoin d'être exclusive, et qui ne pouvoit jamais contrarier un pouvoir absolu dont l'exercice étoit mêlé de grandeur et de bonté. L'attention publique ne s'étoit point tournée vers ces sciences économiques, qui nécessairement conduisent aux idées de liberté, en inspirant l'envie de défendre des intérêts que l'on croit bien connoître. Enfin, cette portion d'indépendance, nécessaire à toute époque florissante, se retrouvoit dans les disputes religieuses où se jetèrent les plus grands esprits, et qui partageoient et passionnoient le public. Les lettres provinciales offroient tout l'intérêt, tout le piquant, toute la hardiesse d'un pamphlet politique. Sans compter l'esprit, il y avoit alors plus de malice et de courage à désoler les jésuites, qu'il ne sera jamais possible d'en mettre à poursuivre des ministres. Les jansénistes formoient l'opposition, et la soutenoient par de grands noms, d'excellents écrits, d'illustres amitiés, et beaucoup de faveur populaire. L'indépendance de la pensée, ainsi concentrée, s'exerçoit, je le sais, sur des futilités, de vaines arguties. Mais l'indépendance tient moins à la grandeur des choses que l'on défend, qu'à la chaleur, à la publicité, à l'obstination avec laquelle il est permis de les défendre. On peut mettre la liberté partout, pourvu qu'on la conserve. Les controverses de Bossuet et de Fénelon, la résistance si longue et si visible d'une grande vertu persécutée, contre tout l'ascendant du pouvoir souverain, furent encore un heureux exemple d'indépendance. Voilà de ces traits qui distinguent la monarchie du despotisme. L'autorité, inaccessible dans son propre domaine; où l'on n'auroit pas même su l'attaquer, luttoit seulement pour des questions frivoles, agrandies par l'opinion; mais enfin elle connoissoit une résistance. Lorsque la raison et le temps ont fait disparaître ces premiers aliments offerts à l'activité des esprits, on a dû arriver à des questions plus sérieuses, à des intérêts plus réels. On est sorti de la réserve dont se plaignoit La Bruyère : un homme né chrétien et françois a pu tout examiner et tout combattre. Que cette hardiesse ait produit du mal, elle n'en est pas moins un résultat obligé des circonstances, elle nous a conduits à la nécessité invincible d'un gouvernement constitutionnel, elle a mis une des plus grandes forces du pouvoir dans cette liberté qui est un de ses périls.

(2) Montesquieu a dit que les anciens n'avoient pas une idée bien claire de la monarchie, « parcequ'ils ne connoissoient pas le gouvernement fondé sur un corps de noblesse, et encore moins le gouvernement fondé sur un corps législatif formé par les représentants d'une nation. » Cette seconde assertion est d'une exactitude rigoureuse. On a souvent cité le passage dans lequel Tacite parle de la réunion des trois éléments du pouvoir, comme d'une belle idée dont la réalité lui paroissoit impossible; et M. de Châteaubriand n'a pas craint d'avancer que, « chez les modernes, le système représentatif étoit au nombre de ces trois ou quatre grandes découvertes qui ont créé un autre univers. » Cependant on se feroit une fausse idée de l'antiquité, si l'on supposoit qu'elle n'a connu que la république ou la tyrannie. Aristote, dans ses ouvrages politiques, et même dans sa rhétorique, a parfaitement distingué la royauté de la tyrannie. Il est vrai qu'il établit cette différence plutôt par le caractère des princes et par la force des mœurs, que par des institutions fixes et réglées. L'antiquité, en reconnoissant la monarchie héréditaire et tempérée, n'a jamais essayé de mettre en pratique cette distinction de trois principes qui se mêlent et se modifient dans un seul gouvernement. Cependant on trouve dans les écrivains grecs de belles idées sur la nature du pouvoir monarchique. Les philosophes de la Grande-Grèce s'étoient particulièrement occupés de cette question; comme Fénélon, ils s'adressoient surtout à l'âme des rois. Ils faisoient de la royauté une sorte de providence terrestre qui devoit suppléer à l'imperfection et à l'imprévoyance des hommes. Ces idées étoient prises sur le modèle de la puissance paternelle, ennoblie par une bienfaisance plus étendue et par une sorte de vocation divine.

M. Hume, dans un de ses traités, a réuni toutes les vengeances, tous les meurtres, toutes les proscriptions, tous les supplices qui souillèrent le plus bel âge des républiques de la Grèce, et ce calcul confond l'imagination et fait frémir l'humanité. On conçoit sans peine que des esprits calmes et doux, témoins de tant de crimes produits et excusés par les passions de la liberté, aient vu dans la force d'une autorité tutélaire la perfection idéale de la société, et que la philosophie ait réclamé dans l'antiquité l'ordre et le repos, comme elle demandoit parmi nous l'indépendance. D'ailleurs, depuis l'axiome vulgaire de Platon, la philosophie se croyoit

intéressée au maintien des trônes dont elle devoit hériter tôt ou tard. Stobée nous a conservé des fragments de trois traités sur la monarchie, composés par des philosophes de l'école italique. Tous ces morceaux respirent la sublimité morale que l'on remarque dans Platon. Je n'en citerai qu'un seul, tiré de Sthenida, pythagoricien. Je le traduis avec une rigoureuse fidélité.

« Un roi doit être un sage : à ce prix seulement il sera vénérable
 « et paroîtra l'émule de Dieu lui-même. L'un est le premier roi,
 « le premier maître ; l'autre le devient par naissance et par imitation. L'un commande partout, l'autre sur la terre ; l'un règne
 « et vit toujours, possédant la sagesse en lui-même ; l'autre n'a
 « qu'une science passagère. Il imitera surtout Dieu, s'il est facile,
 « magnanime, satisfait de peu de chose pour lui-même, tandis
 « qu'il montre à ses sujets une âme paternelle. En effet, si Dieu
 « est regardé comme le père des dieux, comme le père des hommes, c'est particulièrement à cause de sa douceur pour tout ce
 « qui respire sous sa loi, c'est parcequ'il ne se lasse et ne
 « néglige son empire, c'est parcequ'il ne lui a pas suffi d'être le
 « créateur de l'univers, s'il n'étoit encore le nourricier de toutes
 « les créatures, le précepteur de toutes les vérités, et le législateur impartial du genre humain. Tel doit paroître le mortel
 « destiné à commander sur la terre et parmi les hommes, le roi.
 « Rien n'est beau sans doute hors de la royauté, et dans l'anarchie ; mais sans la sagesse et la science, il ne peut exister ni roi
 « ni pouvoir. L'imitateur véritable, le ministre légitime de Dieu,
 « c'est un sage sur le trône. » Stobée. Pag. 332.

(3) On a voulu faire de Fénelon un politique rêveur et dangereux. J'avoue qu'il m'est impossible de concevoir quelle espèce de danger pouvoient offrir ces belles imaginations de justice, de sagesse et de bonheur qui, dans le *Télémaque*, s'accordent avec toutes les formes de gouvernement, et se réalisent presque toujours par les vertus d'un bon roi. Sans doute Fénelon ne partageoit pas les idées politiques de Bossuet ; chacun de ces deux grands hommes portoit dans ses systèmes l'empreinte de son caractère. Fénelon, plein de douceur et d'insinuation, auroit souhaité que l'unité du pouvoir absolu souffrît quelques tempéraments salutaires au peuple. Dans ses directions pour la con-

science d'un roi, ouvrage d'une politique sublime autant que d'une religion éclairée, il dit, en s'adressant au dauphin : « Vous savez qu'autrefois le roi ne prenoit jamais rien sur ses peuples par sa seule autorité; c'étoit le parlement, c'est-à-dire l'assemblée de la nation, qui lui accordoit les fonds nécessaires. Qui est-ce qui a changé cet ordre, sinon l'autorité absolue que les rois ont prise? » Plus tard, lorsque les maux de la France firent douter qu'il y eût assez de force dans la main seule de Louis XIV pour sauver l'état, Fénelon proposa l'usage de ces assemblées, dont il avoit regretté la perte dans les jours les plus glorieux de la monarchie. Ce ne sont plus ici les spéculations d'un cœur vertueux. Fénelon s'arrête à des idées précises; il veut que la nation soit appelée à se défendre elle-même, et pour cela, il n'a point recours à l'ancienne et unique représentation de la noblesse et du clergé. Il demande un choix de notables dans les classes industrielles de la société. Cette politique étoit sage, étoit noble: il faut admirer Louis XIV d'avoir pu s'en passer. Ce grand roi connut bien alors le principe de la monarchie qu'il avoit créée: en donnant lui-même l'exemple de l'héroïsme, il ne s'adressa qu'à l'honneur, et il sauva la France. Ces illusions ne sont ni de tous les peuples, ni de tous les temps.

(4) Cette fatalité, qui ne permet pas aux idées humaines de rester à la même place, soit qu'elles doivent avancer ou s'égarer, m'a paru supérieurement exprimée dans un passage que je vais citer. Il est tiré de l'ouvrage de M. de Barante, sur la littérature du dix-huitième siècle; ouvrage plein de bon sens, d'esprit, et d'originalité, et qui renferme assez de vues et d'idées pour défrayer une vingtaine de nos discours académiques.

« C'étoit surtout par la marche des opinions humaines et par les productions de l'esprit que le dix-huitième siècle avoit été remarquable. Les contemporains eux-mêmes s'étoient fort enorgueillis de ce développement de l'esprit humain, et en avoient fait le principal caractère de l'époque où ils vivoient.

« Aussi c'est contre les opinions françoises du dix-huitième siècle, et surtout contre les écrits où elles sont déposées, que l'accusation a été portée. Parmi les accusateurs, quelques uns, se laissant emporter par un esprit d'exagération et d'animosité,

« sont tombés, ce nous semble, dans une erreur remarquable.
 « Isolant ce dix-huitième siècle de tous les autres siècles, ils le
 « regardent comme une époque maudite, où un génie malfaisant
 « a inspiré aux écrivains des opinions qu'ils ont répandues parmi
 « le peuple. On diroit, à les entendre, que, sans les livres de ces
 « écrivains, tout seroit encore au même état que dans le dix-
 « septième siècle; comme si un siècle pouvoit transmettre à son
 « successeur l'héritage de l'esprit humain tel qu'il l'a reçu de son
 « devancier. Mais il n'en est pas ainsi. Les opinions ont une marche
 « nécessaire : de la réunion des hommes en nation, de leur com-
 « munication habituelle, naît une certaine progression de senti-
 « ments, d'idées, de raisonnements, que rien ne peut suspendre.
 « C'est ce qu'on nomme la marche de la civilisation; elle amène
 « tantôt des époques paisibles et vertueuses, tantôt criminelles
 « et agitées; quelquefois la gloire, d'autres fois l'opprobre; et
 « suivant que la Providence nous a jetés dans un temps ou dans
 « un autre, nous recueillons le bonheur ou le malheur attaché à
 « l'époque où nous vivons. Nos goûts, nos opinions, nos impres-
 « sions habituelles, en dépendent une grande partie : nulle chose
 « ne peut soustraire la société à cette variation progressive. Dans
 « cette histoire des opinions humaines, toutes les circonstances
 « sont enchaînées de manière qu'il est impossible de dire laquelle
 « pouvoit ne pas résulter nécessairement de la précédente. »

Je ne crois pas qu'on ait rien écrit de plus instructif et de plus sage sur le dix-huitième siècle, et mieux expliqué la littérature par la connoissance des hommes.

(5) On a beaucoup attaqué cette vertu que Montesquieu don-
 noit pour attribut aux républiques. Il est manifeste qu'il s'agit
 moins ici de la vertu morale que d'une vertu politique, dans
 laquelle il entre cependant plusieurs vertus privées. C'est le prin-
 cipe que Bossuet a reconnu et défini sous un autre nom d'une
 manière admirable. « Le mot de civilité ne signifioit pas seule-
 « ment parmi les Grecs la douceur, et la déférence mutuelle qui
 « rend les hommes sociables. L'homme civil n'étoit qu'un bon
 « citoyen qui se regarde toujours comme membre de l'état, qui
 « se laisse conduire par les lois; et conspire avec elles au bien
 « public, sans rien entreprendre sur personne. »

(6) Quelquefois on demande : Qu'est-ce que le système représentatif ? La réponse est fort simple, le système représentatif entre dans tous les gouvernements qui admettent des assemblées délibérantes. Mais l'emploi de ces assemblées peut être plus ou moins heureusement ordonné. L'existence de deux assemblées, l'une héréditaire et aristocratique, l'autre élective et populaire, semble, par le raisonnement comme par l'exemple, offrir la meilleure combinaison. Voilà jusqu'à présent le système représentatif dans la perfection de sa forme. Il y a loin sans doute de cette perfection extérieure à la perfection de fait ; mille causes peuvent l'arrêter : l'éloquent auteur des *Réflexions politiques*, M. de Châteaubriand, a prévu et discuté la plupart de ces causes réelles ou possibles. Les événements extraordinaires survenus depuis deux ans n'ont rien changé à la vérité de ces observations ; et l'admirable vivacité de son langage a donné un nouveau caractère de durée à des idées que le bon sens seul rendroit éternelles. « La vieille monarchie ne vit
« plus pour nous que dans l'histoire, comme l'oriflamme que l'on
« voyoit encore toute poudreuse dans le trésor de Saint-Denis,
« sous Henri IV. Le brave Crillon pouvoit toucher avec attendris-
« sement et respect ce témoin de notre ancienne valeur ; mais il
« servoit sous la cornette blanche, triomphante aux plaines d'Ivry,
« et il ne demandoit point qu'on allât prendre au milieu des tom-
« beaux l'étendard des champs de Bouvines. »

M. de Châteaubriand avoit également reconnu la marche générale de l'Europe vers l'ordre constitutionnel. Dans ce mouvement commun il voyoit une nécessité et une garantie pour chaque état. On a depuis voulu affaiblir l'autorité de ces idées, auxquelles un grand écrivain avoit prêté la toute puissance de son éloquence et de son nom. Comme M. de Châteaubriand s'étoit quelquefois mépris sur les hommes, ce qui étoit inévitable, on a voulu reporter cette erreur sur le fond même des doctrines, et sur les principes : ces principes demeurent ce qu'ils étoient. Le progrès des arts utiles à la vie, la facile communication des peuples, le partage plus égal des connoissances et des lumières, l'imprimerie, voilà les causes qui justifient ces principes : ils ne pouvoient rencontrer d'obstacle que dans le plus horrible fléau de la société, la tyrannie militaire. C'est un bienfait pour l'Europe, que ces idées de liberté se trouvent si puissantes à l'époque même où la force des armes a pris partout

un prodigieux accroissement. Dans l'état présent des choses, l'Europe n'aura jamais que des gouvernements constitutionnels ou des gouvernements militaires; et comme l'usurpation ne pourroit s'élever que par la force des armes, elle est essentiellement ennemie de toute constitution et de toute liberté. Ce sont les souverains héréditaires, les souverains légitimes, qui seuls peuvent établir la liberté, surtout dans les grands états où toute révolution ne sauroit arriver que par l'emploi de la force militaire, qui n'enfantera jamais qu'un pouvoir violent comme elle: ainsi les maximes de la liberté se confondent avec les intérêts des rois. Ces maximes ne sont plus, aujourd'hui, la suite de la révolution; elles sont nées de nouveau, pour ainsi dire, de l'horreur du despotisme impérial; elles ont en leur faveur l'exemple de dix ans de tyrannie; aussi sont-elles chères à des hommes qui n'ont jamais connu les premières théories de la révolution.

(7) En célébrant la loyauté chevaleresque de nos vieux temps, M. de Châteaubriand a marqué mieux que personne cette puissance des idées nouvelles, cette ruine irréparable des anciennes mœurs, des anciens privilèges. « L'esprit du siècle, dit-il, a pénétré de toutes parts; il est entré dans les têtes, et jusque dans les cœurs de ceux qui s'en croient le moins entachés. » M. de Châteaubriand expose partout cette vérité avec une justesse, une force, et quelquefois une expression de regret qui en augmente encore l'évidence; de cette vérité résulte le bienfait de l'ordre constitutionnel, établi par un monarque dont la modération est à-la-fois une grande vertu de cœur, et une rare supériorité de sagesse.

Il falloit à la France une loi de liberté qui pût satisfaire les idées et les espérances du siècle; il falloit une transaction solennelle qui garantît les intérêts nouveaux: le roi a donné cette Charte, désormais inséparable de la monarchie légitime; plus elle sera puissante, plus la monarchie elle-même s'affermira. L'inviolabilité de la loi ajoute encore à celle du trône; et tel est l'avantage de la stabilité, que même, appliquée à des institutions de liberté, elle est utile au pouvoir.

ÉLOGE DE MONTESQUIEU,

MIS A LA TÊTE DU V^e VOLUME DE L'ENCYCLOPÉDIE,

PAR D'ALEMBERT.

L'intérêt que les bons citoyens prennent à l'Encyclopédie, et le grand nombre de gens de lettres qui lui consacrent leurs travaux, semblent nous permettre de la regarder comme un des monuments les plus propres à être dépositaires des sentiments de la patrie, et des hommages qu'elle doit aux hommes célèbres qui l'ont honorée. Persuadés néanmoins que M. de Montesquieu étoit en droit d'attendre d'autres panégyristes que nous, et que la douleur publique eût mérité des interprètes plus éloquents, nous eussions enfermé au-dedans de nous-mêmes nos justes regrets et notre respect pour sa mémoire ; mais l'aveu de ce que nous lui devons nous est trop précieux pour en laisser le soin à d'autres. Bienfaiteur de l'humanité par ses écrits, il a daigné l'être aussi de cet ouvrage : et notre reconnaissance ne veut que tracer quelques lignes au pied de sa statue.

Charles de Secondat, baron de la Brède et de Montesquieu, ancien président à mortier au parlement de Bordeaux, de l'Académie françoise, de l'Académie royale des sciences et des belles lettres de Prusse, et de la société royale de Londres, naquit au château de

la Brède, près de Bordeaux, le 18 janvier 1689, d'une famille noble de Guienne. Son trisaïeul, Jean de Secondat, maître-d'hôtel de Henri II roi de Navarre, et ensuite de Jeanne, fille de ce roi, qui épousa Antoine de Bourbon, acquit la terre de Montesquieu d'une somme de 10,000 livres, que cette princesse lui donna par un acte authentique, en récompense de sa probité et de ses services. Henri III, roi de Navarre, depuis Henri IV, roi de France, érigea en baronnie la terre de Montesquieu en faveur de Jacob de Secondat, fils de Jean, d'abord gentilhomme ordinaire de la chambre de ce prince, et ensuite mestre-de-camp du régiment de Châtillon. Jean Gaston de Secondat, son second fils, ayant épousé la fille du premier président du parlement de Bordeaux, acquit dans cette compagnie une charge de président à mortier. Il eut plusieurs enfants, dont un entra dans le service, s'y distingua, et le quitta de fort bonne heure : ce fut le père de Charles de Secondat, auteur de l'*Esprit des Lois*. Ces détails paroîtront peut-être déplacés à la tête de l'éloge d'un philosophe dont le nom a si peu besoin d'ancêtres ; mais n'envions point à leur mémoire l'éclat que ce nom répand sur elle.

Les succès de l'enfance, présage quelquefois si trompeur, ne le furent point dans Charles de Secondat : il annonça de bonne heure ce qu'il devoit être, et son père donna tous ses soins à cultiver ce génie naissant, objet de son espérance et de sa tendresse. Dès l'âge de vingt ans, le jeune Montesquieu préparoit déjà les matériaux de l'*Esprit des Lois*, par un extrait raisonné des immenses volumes qui composent le corps du droit civil : ainsi autrefois Newton avoit jeté, dès sa première jeunesse, les fondemens des ouvrages qui l'ont rendu

immortel. Cependant l'étude de la jurisprudence , quoique moins aride pour M. de Montesquieu que pour la plupart de ceux qui s'y livrent, parcequ'il la cultivoit en philosophe, ne suffisoit pas à l'étendue et à l'activité de son génie : il approfondissoit, dans le même temps, des matières encore plus importantes et plus délicates (1), et les discutoit dans le silence avec la sagesse, la décence et l'équité qu'il a depuis montrées dans ses ouvrages.

Un oncle paternel, président à mortier au parlement de Bordeaux, juge éclairé et citoyen vertueux, l'oracle de sa compagnie et de sa province, ayant perdu un fils unique, et voulant conserver dans son corps l'esprit d'élévation qu'il avoit tâché d'y répandre, laissa ses biens et sa charge à M. de Montesquieu. Il étoit conseiller au parlement de Bordeaux depuis le 24 février 1714, et fut reçu président à mortier le 13 juillet 1716. Quelques années après, en 1722, pendant la minorité du roi, sa compagnie le chargea de présenter des remontrances à l'occasion d'un nouvel impôt. Placé entre le trône et le peuple, il remplit en sujet respectueux et en magistrat plein de courage l'emploi si noble et si peu envié de faire parvenir au souverain le cri des malheureux ; et la misère publique, représentée avec autant d'habileté que de force, obtint la justice qu'elle demandoit. Ce succès, il est vrai, par malheur pour l'état bien plus que pour lui, fut aussi passager que s'il eût été injuste ; à peine la voix des peuples eut-elle cessé de se faire entendre que l'impôt supprimé fut remplacé par un autre : mais le citoyen avoit fait son devoir.

(1) C'étoit un ouvrage en forme de lettres, dont le but étoit de prouver que l'idolâtrie de la plupart des païens ne paroissoit pas mériter une damnation éternelle. (*Note de d'Alembert.*)

Il fut reçu, le 3 avril 1716, dans l'académie de Bordeaux, qui ne faisoit que de naître. Le goût pour la musique et pour les ouvrages de pur agrément avoit d'abord rassemblé les membres qui la formoient. M. de Montesquieu crut avec raison que l'ardeur naissante et les talents de ses confrères pourroient s'exercer avec encore plus d'avantage sur les objets de la physique. Il étoit persuadé que la nature, si digne d'être observée partout, trouvoit aussi partout des yeux dignes de la voir; qu'au contraire les ouvrages de goût ne souffrant point de médiocrité, et la capitale étant en ce genre le centre des lumières et des secours, il étoit trop difficile de rassembler loin d'elle un assez grand nombre d'écrivains distingués. Il regardoit les sociétés de bel-esprit, si étrangement multipliées dans nos provinces, comme une espèce ou plutôt comme une ombre de luxe littéraire, qui nuit à l'opulence réelle, sans même en offrir l'apparence. Heureusement M. le duc de La Force, par un prix qu'il venoit de fonder à Bordeaux, avoit secondé des vues si éclairées et si justes. On jugea qu'une expérience bien faite seroit préférable à un discours foible ou à un mauvais poème; et Bordeaux eut une académie des sciences.

M. de Montesquieu, nullement empressé de se montrer au public, sembloit attendre, selon l'expression d'un grand génie, un âge mûr pour écrire. Ce ne fut qu'en 1721, c'est-à-dire âgé de trente-deux ans, qu'il mit au jour les *Lettres persanes*. Le *Siamois* des *Amusements sérieux et comiques* pouvoit lui en avoir fourni l'idée: mais il surpassa son modèle. La peinture des mœurs orientales, réelles ou supposées, de l'orgueil et du flegme de l'amour asiatique, n'est que le moindre objet de ces lettres; elle n'y sert, pour ainsi dire, que

de prétexte à une satire fine de nos mœurs, et à des matières importantes que l'auteur approfondit en paroissant glisser sur elles. Dans cette espèce de tableau, mouvant, Usbek expose surtout avec autant de légèreté que d'énergie ce qui a le plus frappé parmi nous ses yeux pénétrants ; notre habitude de traiter sérieusement les choses les plus futiles, et de tourner les plus importantes en plaisanterie ; nos conversations si bruyantes et si frivoles ; notre ennui dans le sein du plaisir même ; nos préjugés et nos actions en contradiction continuelle avec nos lumières ; tant d'amour pour la gloire joint à tant de respect pour l'idole de la faveur ; nos courtisans si rampants et si vains ; notre politesse extérieure et notre mépris réel pour les étrangers, ou notre prédilection affectée pour eux ; la bizarrerie de nos goûts, qui n'a rien au-dessous d'elle que l'empressement de toute l'Europe à les adopter ; notre dédain barbare pour deux des plus respectables occupations d'un citoyen, le commerce et la magistrature ; nos disputes littéraires, si vives et si inutiles ; notre fureur d'écrire avant que de penser, et de juger avant que de connoître. A cette peinture vive, mais sans fiel, il oppose, dans l'apologue des Troglodytes, le tableau d'un peuple vertueux, devenu sage par le malheur ; morceau digne du portique. Ailleurs il montre la philosophie, long-temps étouffée, reparoissant tout-à-coup, regagnant par ses progrès le temps qu'elle a perdu, pénétrant jusque chez les Russes à la voix d'un génie qui l'appelle, tandis que, chez d'autres peuples de l'Europe, la superstition, semblable à une atmosphère épaisse, empêche la lumière qui les environne de toutes parts d'arriver jusqu'à eux. Enfin, par les principes qu'il établit sur la nature des gouvernements

anciens et modernes, il présente le germe de ses idées lumineuses, développées depuis par l'auteur dans son grand ouvrage.

Ces différents sujets, privés aujourd'hui des grâces de la nouveauté qu'ils avoient dans la naissance des *Lettres persanes*, y conserveront toujours le mérite du caractère original qu'on a su leur donner : mérite d'autant plus réel qu'il vient ici du génie seul de l'écrivain, et non du voile étranger dont il s'est couvert ; car Usbek a pris, durant son séjour en France, non seulement une connoissance si parfaite de nos mœurs, mais une si forte teinture de nos manières mêmes, que son style fait souvent oublier son pays. Ce léger défaut de vraisemblance peut n'être pas sans dessein et sans adresse : en relevant nos ridicules et nos vices, il a voulu sans doute aussi rendre justice à nos avantages. Il a senti toute la fadeur d'un éloge direct ; et il nous a plus finement loués, en prenant si souvent notre ton pour médire plus agréablement de nous.

Malgré le succès de cet ouvrage, M. de Montesquieu ne s'en étoit point déclaré ouvertement l'auteur. Peut-être croyoit-il échapper plus aisément par ce moyen à la satire littéraire, qui épargne plus volontiers les écrits anonymes, parceque c'est toujours la personne, et non l'ouvrage, qui est le but de ses traits. Peut-être craignoit-il d'être attaqué sur le prétendu contraste des *Lettres persanes* avec l'austérité de sa place : espèce de reproche, disoit-il, que les critiques ne manquent jamais, parcequ'il ne demande aucun effort d'esprit. Mais son secret étoit découvert, et déjà le public le montrait à l'Académie françoise. L'événement fit voir combien le silence de M. de Montesquieu avoit été sage. Usbek s'exprime quelquefois assez librement,

non sur le fond du christianisme, mais sur des matières que trop de personnes affectent de confondre avec le christianisme même; sur l'esprit de persécution dont tant de chrétiens ont été animés; sur les usurpations temporelles de la puissance ecclésiastique; sur la multiplication excessive des monastères, qui enlèvent des sujets à l'état sans donner à Dieu des adorateurs; sur quelques opinions qu'on a vainement tenté d'ériger en dogmes; sur nos disputes de religion, toujours violentes, et souvent funestes. S'il paroît toucher ailleurs à des questions plus délicates et qui intéressent de plus près la religion chrétienne, ses réflexions, appréciées avec justice, sont en effet très favorables à la révélation, puisqu'il se borne à montrer combien la raison humaine abandonnée à elle-même est peu éclairée sur ces objets. Enfin, parmi les véritables lettres de M. de Montesquieu, l'imprimeur étranger en avoit inséré quelques unes d'une autre main, et il eût fallu du moins, avant que de condamner l'auteur, démêler ce qui lui appartenoit en propre. Sans égard à ces considérations, d'un côté la haine sous le nom de zèle, de l'autre le zèle sans discernement ou sans lumières, se soulevèrent et se réunirent contre les *Lettres persanes*. Des délateurs, espèce d'hommes dangereuse et lâche, que même dans un gouvernement sage on a quelquefois le malheur d'écouter, alarmèrent par un extrait infidèle la piété du ministère. M. de Montesquieu, par le conseil de ses amis, soutenu de la voix publique, s'étant présenté pour la place de l'Académie française vacante par la mort de M. de Sacy, le ministre (1) écrivit à cette compagnie que sa majesté ne donneroit jamais son agrément à l'auteur des *Lettres persanes*; qu'il n'avoit

(1) M. le cardinal de Fleury.

point lu ce livre, mais que des personnes en qui il avoit confiance lui en avoient fait connoître le poison et le danger. M. de Montesquieu sentit le coup qu'une pareille accusation pouvoit porter à sa personne, à sa famille, à la tranquillité de sa vie. Il n'attachoit pas assez de prix aux honneurs littéraires, ni pour les rechercher avec avidité, ni pour affecter de les dédaigner quand ils se présentoient à lui, ni enfin pour en regarder la simple privation comme un malheur; mais l'exclusion perpétuelle, et surtout les motifs de l'exclusion, lui paroissoient une injure. Il vit le ministre, lui déclara que, par des raisons particulières, il n'avoit point les *Lettres persanes*, mais qu'il étoit encore plus éloigné de désavouer un ouvrage dont il croyoit n'avoir point à rougir, et qu'il devoit être jugé d'après une lecture, et non sur une délation. Le ministre prit enfin le parti par où il auroit dû commencer; il lut le livre, aima l'auteur, et apprit à mieux placer sa confiance. L'Académie françoise ne fut point privée d'un de ses plus beaux ornements : et la France eut le bonheur de conserver un sujet que la superstition ou la calomnie étoient prêtes à lui faire perdre; car M. de Montesquieu avoit déclaré au gouvernement qu'après l'espèce d'outrage qu'on alloit lui faire, il iroit chercher chez les étrangers, qui lui tendoient les bras, la sûreté, le repos, et peut-être les récompenses qu'il auroit dû espérer dans son pays. La nation eût déploré cette perte, et la honte en fût pourtant retombée sur elle.

Feu M. le maréchal d'Estrées, alors directeur de l'Académie françoise, se conduisit dans cette circonstance en courtisan vertueux et d'une ame vraiment élevée : il ne craignit ni d'abuser de son crédit, ni de le com-

promettre ; il soutint son ami , et justifia Socrate. Ce trait de courage , si précieux aux lettres , si digne d'avoir aujourd'hui des imitateurs , et si honorable à la mémoire de M. le maréchal d'Estrées , n'auroit pas dû être oublié dans son éloge.

M. de Montesquieu fut reçu le 24 janvier 1728. Son discours est un des meilleurs qu'on ait prononcés dans une pareille occasion : le mérite en est d'autant plus grand que les récipiendaires , gênés jusqu'alors par ces formules et ces éloges d'usage auxquels une espèce de prescription les assujettit , n'avoient encore osé franchir ce cercle pour traiter d'autres sujets , ou n'avoient point pensé du moins à les y renfermer. Dans cet état même de contrainte il eut l'avantage de réussir. Entré plusieurs traits dont brille son discours (1) on reconnoîtroit l'écrivain qui pense , au seul portrait du cardinal de Richelieu , *qui apprit à la France le secret de ses forces , et à l'Espagne celui de sa foiblesse ; qui ôta à l'Allemagne ses chaînes , et lui en donna de nouvelles*. Il faut admirer M. de Montesquieu d'avoir su vaincre la difficulté de son sujet , et pardonner à ceux qui n'ont pas eu le même succès.

Le nouvel académicien étoit d'autant plus digne de ce titre , qu'il avoit , peu de temps auparavant , renoncé à tout autre travail pour se livrer entièrement à son génie et à son goût. Quelque importante que fût la place qu'il occupoit , avec quelques lumières et quelque intégrité qu'il en eût rempli les devoirs , il sentoit qu'il y avoit des objets plus dignes d'occuper ses talents , qu'un citoyen est redevable à sa nation et à l'humanité de tout le bien qu'il peut leur faire , et qu'il seroit plus utile à l'une et à l'autre en les éclairant par ses écrits ,

(1) Il se trouve dans le tome VII de cette édition.

qu'il ne pouvoit l'être en discutant quelques contestations particulières dans l'obscurité. Toutes ces réflexions le déterminèrent à vendre sa charge. Il cessa d'être magistrat, et ne fut plus qu'homme de lettres.

Mais, pour se rendre utile par ses ouvrages aux différentes nations, il étoit nécessaire qu'il les connût. Ce fut dans cette vue qu'il entreprit de voyager. Son but étoit d'examiner partout le physique et le moral; d'étudier les lois et la constitution de chaque pays; de visiter les savants, les écrivains, les artistes célèbres; de chercher surtout ces hommes rares et singuliers dont le commerce supplée quelquefois à plusieurs années d'observations et de séjour. M. de Montesquieu eût pu dire comme Démocrite : « Je n'ai rien oublié pour « m'instruire; j'ai quitté mon pays et parcouru l'univers « pour mieux connoître la vérité; j'ai vu tous les per- « sonnages illustres de mon temps. » Mais il y eut cette différence entre le Démocrite françois et celui d'Abdère, que le premier voyageoit pour instruire les hommes, et le second pour s'en moquer.

Il alla d'abord à Vienne, où il vit souvent le célèbre prince Eugène. Ce héros, si funeste à la France (à laquelle il auroit pu être si utile), après avoir balancé la fortune de Louis XIV et humilié la fierté ottomane, vivoit sans faste durant la paix, aimant et cultivant les lettres dans une cour où elles sont peu en honneur (1), et donnant à ses maîtres l'exemple de les protéger. M. de Montesquieu crut entrevoir dans ses discours quelques restes d'intérêt pour son ancienne patrie. Le

(1) Quelques Allemands ont pris, très mal à propos, ces paroles pour une injure. L'amour des hommes est un devoir dans les princes : l'amour des lettres est un goût qu'il leur est permis de ne pas avoir. (*Note de d'Alambert.*)

prince Eugène (1) en laissoit voir surtout autant que le peut faire un ennemi sur les suites funestes de cette division intestine qui trouble depuis si long-temps l'église de France : l'homme d'état en prévoyoit la durée et les effets, et les prédit au philosophe.

M. de Montesquieu partit de Vienne pour voir la Hongrie, contrée opulente et fertile, habitée par une nation fière et généreuse, le fléau de ses tyrans et l'appui de ses souverains. Comme peu de personnes connoissent bien ce pays, il a écrit avec soin cette partie de ses voyages.

D'Allemagne il passa en Italie. Il vit à Venise le fameux Law, à qui il ne restoit de sa grandeur passée que des projets heureusement destinés à mourir dans sa tête, et un diamant qu'il engageoit pour jouer aux jeux de hasard. Un jour la conversation rouloit sur le fameux système que Law avoit inventé, époque de tant de malheurs et de fortunes, et surtout d'une dépravation remarquable dans nos mœurs. Comme le parlement de Paris, dépositaire immédiat des lois dans les temps de minorité, avoit fait éprouver au ministre écossois quelque résistance dans cette occasion, M. de Montesquieu lui demanda pourquoi on n'avoit pas essayé de vaincre cette résistance par un moyen presque toujours infaillible en Angleterre, par le grand mobile des actions des hommes, en un mot par l'argent. « Ce

(1) Le prince Eugène lui demanda un jour en quel état étoient les affaires de la constitution en France. M. de Montesquieu lui répondit que le ministère prenoit des mesures pour éteindre peu-à-peu le jansénisme, et que dans quelques années il n'en seroit plus question. « Vous n'en sortirez jamais, dit le prince : le feu » roi s'est laissé engager dans une affaire dont son arrière-petit- » fils ne verra pas la fin. » (Éloge manuscrit de M. de Montesquieu, par M. de Secondat, son fils.)

« ne sont pas , répondit Law , des génies aussi ardents
« et aussi dangereux que mes compatriotes ; mais ils
« sont beaucoup plus incorruptibles. » Nous ajou-
rons , sans aucun préjugé de vanité nationale , qu'un
corps libre pour quelques instants doit mieux résister
à la corruption que celui qui l'est toujours , le premier ;
en vendant sa liberté , la perd ; le second ne fait pour
ainsi dire que la prêter , et l'exerce même en l'enga-
geant. Ainsi les circonstances et la nature du gouver-
nement font les vices et les vertus des nations.

Un autre personnage , non moins fameux , que M. de
Montesquieu vit encore plus souvent à Venise , fut le
comte de Bonneval. Cet homme , si connu par ses aven-
tures , qui n'étoient pas encore à leur terme , et flatté
de converser avec un juge digne de l'entendre , lui fai-
soit avec plaisir le détail singulier de sa vie , le récit des
actions militaires où il s'étoit trouvé , le portrait des
généraux et des ministres qu'il avoit connus. M. de
Montesquieu se rappeloit souvent ces conversations ,
et en racontoit différents traits à ses amis.

Il alla de Venise à Rome. Dans cette ancienne capi-
tale du monde , qui l'est encore à certains égards , il
s'appliqua surtout à examiner ce qui la distingue au-
jourd'hui le plus ; les ouvrages des Raphaël , des Ti-
tien , et des Michel-Ange. Il n'avoit point fait une étude
particulière des beaux-arts ; mais l'expression dont
brillent les chefs-d'œuvre en ce genre saisit infaillible-
ment tout homme de génie. Accoutumé à étudier la
nature , il la reconnoît quand elle est imitée , comme
un portrait ressemblant frappe tous ceux à qui l'origi-
nal est familier. Malheur aux productions de l'art dont
toute la beauté n'est que pour les artistes !

Après avoir parcouru l'Italie , M. de Montesquieu

vint en Suisse. Il examina soigneusement les vastes pays arrosés par le Rhin. Et il ne lui resta plus rien à voir en Allemagne, car Frédéric ne régnoit pas encore. Il s'arrêta ensuite quelque temps dans les Provinces-Unies, monument admirable de ce que peut l'industrie humaine animée par l'amour de la liberté. Enfin il se rendit en Angleterre, où il demeura deux ans. Digne de voir et d'entretenir les plus grands hommes, il n'eut à regretter que de n'avoir pas fait plus tôt ce voyage. Locke et Newton étoient morts. Mais il eut souvent l'honneur de faire sa cour à leur protectrice, la célèbre reine d'Angleterre, qui cultivoit la philosophie sur le trône, et qui goûta, comme elle le devoit, M. de Montesquieu. Il ne fut pas moins accueilli par la nation, qui n'avoit pas besoin sur cela de prendre le ton de ses maîtres. Il forma à Londres des liaisons intimes avec des hommes exercés à méditer et à se préparer aux grandes choses par des études profondes. Il s'instruisit avec eux de la nature du gouvernement, et parvint à le bien connoître. Nous parlons ici d'après les témoignages publics que lui en ont rendus les Anglois eux-mêmes, si jaloux de nos avantages, et si peu disposés à reconnoître en nous aucune supériorité.

Comme il n'avoit rien examiné ni avec la prévention d'un enthousiaste ni avec l'austérité d'un cynique, il n'avoit remporté de ses voyages, ni un dédain outrageant pour les étrangers, ni un mépris encore plus déplacé pour son propre pays. Il résultoit de ses observations que l'Allemagne étoit faite pour y voyager, l'Italie pour y séjourner, l'Angleterre pour y penser, et la France pour y vivre.

De retour enfin dans sa patrie, M. de Montesquieu se retira pendant deux ans à sa terre de la Brède. Il y

jouit en paix de cette solitude que le spectacle et le tumulte du monde servent à rendre plus agréable : il vécut avec lui-même, après en être sorti si long-temps ; et, ce qui nous intéresse le plus, il mit la dernière main à son ouvrage sur *les Causes de la Grandeur et de la Décadence des Romains*, qui parut en 1734.

Les empires, ainsi que les hommes, doivent croître, dépérir, et s'éteindre. Mais cette révolution nécessaire a souvent des causes cachées que la nuit des temps nous dérobe, et que le mystère ou leur petitesse apparente a même quelquefois voilées aux yeux des contemporains. Rien ne ressemble plus sur ce point à l'histoire moderne que l'histoire ancienne. Celle des Romains mérite néanmoins à cet égard quelque exception : elle présente une politique raisonnée, un système suivi d'agrandissement qui ne permet pas d'attribuer la fortune de ce peuple à des ressorts obscurs et subalternes. Les causes de la grandeur romaine se trouvent donc dans l'histoire ; et c'est au philosophe à les y découvrir. D'ailleurs il n'en est pas des systèmes dans cette étude comme dans celle de la physique. Ceux-ci sont presque toujours précipités, parcequ'une observation nouvelle et imprévue peut les renverser en un instant ; au contraire, quand on recueille avec soin les faits que nous transmet l'histoire ancienne d'un pays, si on ne rassemble pas toujours tous les matériaux qu'on peut désirer, on ne sauroit du moins espérer d'en avoir un jour davantage. L'étude réfléchie de l'histoire, étude si importante et si difficile, consiste à combiner de la manière la plus parfaite ces matériaux défectueux : tel seroit le mérite d'un architecte qui, sur des ruines savantes, traceroit de la manière la plus vraisemblable le plan d'un édifice antique en suppléant par le génie

et par d'heureuses conjectures à des restes informés et tronqués.

C'est sous ce point de vue qu'il faut envisager l'ouvrage de M. de Montesquieu. Il trouve les causes de la grandeur des Romains dans l'amour de la liberté, du travail, et de la patrie, qu'on leur inspiroit dès l'enfance; dans la sévérité de la discipline militaire; dans ces dissensions intestines qui donnoient du ressort aux esprits, et qui cessoient tout-à-coup à la vue de l'ennemi; dans cette constance après le malheur, qui ne désespéroit jamais de la république; dans le principe où ils furent toujours de ne faire jamais la paix qu'après des victoires; dans l'honneur du triomphe, sujet d'émulation pour les généraux; dans la protection qu'ils accordoient aux peuples révoltés contre leurs rois; dans l'excellente politique de laisser aux vaincus leurs dieux et leurs coutumes; dans celle de n'avoir jamais deux puissants ennemis sur les bras, et de tout souffrir de l'un jusqu'à ce qu'ils eussent anéanti l'autre. Il trouve les causes de leur décadence dans l'agrandissement même de l'état, qui changea en guerres civiles les tumultes populaires; dans les guerres éloignées, qui, forçant les citoyens à une trop longue absence, leur faisoient perdre insensiblement l'esprit républicain; dans le droit de bourgeoisie accordé à tant de nations, et qui ne fit plus du peuple romain qu'une espèce de monstre à plusieurs têtes; dans la corruption introduite par le luxe de l'Asie; dans les proscriptions de Sylla, qui avilirent l'esprit de la nation et la préparèrent à l'esclavage; dans la nécessité où les Romains se trouvèrent de souffrir des maîtres lorsque leur liberté leur fut devenue à charge; dans l'obligation où ils furent de changer de maximes en changeant de gouverne-

ment; dans cette suite de monstres qui régnèrent, presque sans interruption, depuis Tibère jusqu'à Nerva, et depuis Commode jusqu'à Constantin; enfin dans la translation et le partage de l'empire, qui périt d'abord en occident par la puissance des barbares, et qui, après avoir languï plusieurs siècles en Orient sous des empereurs imbéciles ou féroces, s'auéantit insensiblement, comme ces fleuves qui disparaissent dans des sables.

Un assez petit volume a suffi à M. de Montesquieu pour développer un tableau si intéressant et si vaste. Comme l'auteur ne s'appesantit point sur les détails et ne saisit que les branches fécondes de son sujet, il a su renfermer en très peu d'espace un grand nombre d'objets distinctement aperçus et rapidement présentés, sans fatigue pour le lecteur. En laissant beaucoup voir, il laisse encore plus à penser; et il auroit pu intituler son livre, *Histoire romaine à l'usage des hommes d'état et des philosophes*.

Quelque réputation que M. de Montesquieu se fût acquise par ce dernier ouvrage et par ceux qui l'avoient précédé, il n'avoit fait que se frayer le chemin à une plus grande entreprise, à celle qui doit immortaliser son nom et le rendre respectable aux siècles futurs. Il en avoit dès long-temps formé le dessein: il en médita pendant vingt ans l'exécution; ou, pour parler plus exactement, toute sa vie en avoit été la méditation continuelle. D'abord il s'étoit fait en quelque façon étranger dans son propre pays, afin de le mieux connoître, il avoit ensuite parcouru toute l'Europe et profondément étudié les différents peuples qui l'habitent. L'île fameuse qui se glorifie tant de ses lois et qui en profite si mal avoit été pour lui, dans ce long voyage, ce que

l'île de Crète fut autrefois pour Lycurgue, une école où il avoit su s'instruire sans tout approuver. Enfin il avoit, si on peut parler ainsi, interrogé et jugé les nations et les hommes célèbres qui n'existent plus aujourd'hui que dans les annales du monde. Ce fut ainsi qu'il s'éleva par degrés au plus beau titre qu'un sage puisse mériter, celui de législateur des nations.

S'il étoit animé par l'importance de la matière, il étoit effrayé en même temps par son étendue : il l'abandonna, et y revint à plusieurs reprises. Il sentit plus d'une fois, comme il l'avoue lui-même, tomber les mains paternelles. Encouragé enfin par ses amis, il ramassa toutes ses forces, et donna l'*Esprit des Loix*.

Dans cet important ouvrage, M. de Montesquieu, sans s'appesantir, à l'exemple de ceux qui l'ont précédé, sur des discussions métaphysiques relatives à l'homme supposé dans un état d'abstraction, sans se borner, comme d'autres, à considérer certains peuples dans quelques relations ou circonstances particulières, envisage les habitants de l'univers dans l'état réel où ils sont et dans tous les rapports qu'ils peuvent avoir entre eux. La plupart des autres écrivains en ce genre sont presque toujours ou de simples moralistes, ou de simples jurisconsultes, ou même quelquefois de simples théologiens. Pour lui, l'homme de tous les pays et de toutes les nations, il s'occupe moins de ce que le devoir exige de nous, que des moyens par lesquels on peut nous obliger de le remplir ; de la perfection métaphysique des lois, que de celle dont la nature humaine les rend susceptibles ; des lois qu'on a faites, que de celles qu'on a dû faire ; des lois d'un peuple particulier, que de celles de tous les peuples. Ainsi, en se comparant lui-même à ceux qui ont couru avant lui

cette grande et noble carrière, il a pu dire, comme le Corrège quand il eut vu les ouvrages de ses rivaux, *Et moi aussi je suis peintre.*

Rempli et pénétré de son objet, l'auteur de l'*Esprit des Lois* y embrasse un si grand nombre de matières, et les traite avec tant de brièveté et de profondeur, qu'une lecture assidue et méditée peut seule faire sentir le mérite de ce livre. Elle servira surtout, nous osons le dire, à faire disparaître le prétendu défaut de méthode dont quelques lecteurs ont accusé M. de Montesquieu; avantage qu'ils n'auroient pas dû le taxer légèrement d'avoir négligé dans une matière philosophique, et dans un ouvrage de vingt années. Il faut distinguer le désordre réel de celui qui n'est qu'apparent. Le désordre est réel quand l'analogie et la suite des idées n'est point observée; quand les conclusions sont érigées en principes, ou les précèdent; quand le lecteur, après des détours sans nombre, se retrouve au point d'où il est parti. Le désordre n'est qu'apparent, quand l'auteur, mettant à leur véritable place les idées dont il fait usage, laisse à suppléer aux lecteurs les idées intermédiaires. Et c'est ainsi que M. de Montesquieu a cru pouvoir et devoir en user dans un livre destiné à des hommes qui pensent, dont le génie doit suppléer à des omissions volontaires et raisonnées.

L'ordre qui se fait apercevoir dans les grandes parties de l'*Esprit des Lois* ne règne pas moins dans les détails : nous croyons que plus on approfondira l'ouvrage, plus on en sera convaincu. Fidèle à ses divisions générales, l'auteur rapporte à chacune les objets qui lui appartiennent exclusivement; et à l'égard de ceux qui par différentes branches appartiennent à plusieurs di-

visions à-la-fois, il a placé sous chaque division la branche qui lui appartient en propre. Par là on aperçoit aisément et sans confusion l'influence que les différentes parties du sujet ont les unes sur les autres, comme dans un arbre ou système bien entendu des connoissances humaines on peut voir le rapport mutuel des sciences et des arts. Cette comparaison d'ailleurs est d'autant plus juste qu'il en est du plan qu'on peut se faire dans l'examen philosophique des lois comme de l'ordre qu'on peut observer dans un arbre encyclopédique des sciences : il y restera toujours de l'arbitraire ; et tout ce qu'on peut exiger de l'auteur, c'est qu'il suive sans détour et sans écart le système qu'il s'est une fois formé.

Nous dirons de l'obscurité qu'on peut se permettre dans un tel ouvrage, la même chose que du défaut d'ordre : ce qui seroit obscur pour les lecteurs vulgaires ne l'est pas pour ceux que l'auteur a eus en vue. D'ailleurs l'obscurité volontaire n'en est point une. M. de Montesquieu, ayant à présenter quelquefois des vérités importantes dont l'énoncé absolu et direct auroit pu blesser sans fruit, a eu la prudence louable de les envelopper, et, par cet innocent artifice, les a voilées à ceux à qui elles seroient nuisibles, sans qu'elles fussent perdues pour les sages.

Parmi les ouvrages qui lui ont fourni des secours et quelquefois des vues pour le sien, on voit qu'il a surtout profité des deux historiens qui ont pensé le plus, Tacite et Plutarque. Mais, quoiqu'un philosophe qui a fait ces deux lectures soit dispensé de beaucoup d'autres, il n'avoit pas cru devoir en ce genre rien négliger ni dédaigner de ce qui pouvoit être utile à son objet. La lecture que suppose l'*Esprit des Lois* est immense ;

et l'usage raisonné que l'auteur a fait de cette multitude prodigieuse de matériaux paroîtra encore plus surprenant quand on saura qu'il étoit presque entièrement privé de la vue et obligé d'avoir recours à des yeux étrangers. Cette vaste lecture contribue non seulement à l'utilité, mais à l'agrément de l'ouvrage. Sans déroger à la majesté de son sujet, M. de Montesquieu sait en tempérer l'austérité, et procurer aux lecteurs des moments de repos, soit par des faits singuliers et peu connus, soit par des allusions délicates, soit par ces coups de pinceau énergiques et brillants qui peignent d'un seul trait les peuples et les hommes.

Enfin, car nous ne voulons pas jouer ici le rôle des commentateurs d'Homère, il y a sans doute des fautes dans l'*Esprit des Lois*, comme il y en a dans tout ouvrage de génie dont l'auteur a le premier osé se frayer des routes nouvelles. M. de Montesquieu a été parmi nous pour l'étude des lois ce que Descartes a été pour la philosophie : il éclaire souvent, et se trompe quelquefois ; et en se trompant même il instruit ceux qui savent lire. La nouvelle édition qu'on prépare* montrera, par les additions et corrections qu'il y a faites, que, s'il est tombé de temps en temps, il a su le reconnoître et se relever. Par là il acquerra du moins le droit à un nouvel examen dans les endroits où il n'aura pas été de l'avis de ses censeurs ; peut-être même ce qu'il aura jugé le plus digne de correction leur a-t-il absolument échappé, tant l'envie de nuire est ordinairement aveugle !

Mais ce qui est à la portée de tout le monde dans l'*Esprit des Lois*, ce qui doit rendre l'auteur cher à

(*) Probablement celle de 1758, en 3 vol. in-4°, la première des œuvres complètes.

toutes les nations, ce qui serviroit même à couvrir des fautes plus grandes que les siennes, c'est l'esprit de citoyen qui l'a dicté : l'amour du bien public, le désir de voir les hommes heureux, s'y montrent de toutes parts ; et, n'eût-il que ce mérite si rare et si précieux, il seroit digne, par cet endroit seul, d'être la lecture des peuples et des rois. Nous voyons déjà par une heureuse expérience que les fruits de cet ouvrage ne se bornent pas dans ses lecteurs à des sentiments stériles. Quoique M. de Montesquieu ait peu survécu à la publication de l'*Esprit des Lois*, il a eu la satisfaction d'entrevoir les effets qu'il commence à produire parmi nous ; l'amour naturel des François pour leur patrie tourné vers son véritable objet ; ce goût pour le commerce, pour l'agriculture et pour les arts utiles, qui se répand insensiblement dans notre nation ; cette lumière générale sur les principes du gouvernement qui rend les peuples plus attachés à ce qu'ils doivent aimer. Ceux qui ont si indécemment attaqué cet ouvrage lui doivent peut-être plus qu'ils ne s'imaginent. L'ingratitude au reste est le moindre reproche qu'on ait à leur faire. Ce n'est pas sans regret et sans honte pour notre siècle que nous allons les dévoiler : mais cette histoire importe trop à la gloire de M. de Montesquieu et à l'avantage de la philosophie pour être passée sous silence. Puisse l'opprobre qui couvre enfin ses ennemis leur devenir salutaire !

A peine l'*Esprit des Lois* parut-il, qu'il fut recherché avec empressement sur la réputation de l'auteur : mais, quoique M. de Montesquieu eût écrit pour le bien du peuple, il ne devoit pas avoir le peuple pour juge ; la profondeur de l'objet étoit une suite de son importance même. Cependant les traits qui étoient répandus dans

l'ouvrage, et qui auroient été déplacés s'ils n'étoient pas nés du fond du sujet, persuadèrent à trop de personnes qu'il étoit écrit pour elles. On cherchoit un livre agréable, et on ne trouvoit qu'un livre utile, dont on ne pouvoit d'ailleurs sans quelque attention saisir l'ensemble et les détails. On traita légèrement l'*Esprit des Loix*; le titre même fut un sujet de plaisanterie (1); enfin, l'un des plus beaux monuments littéraires qui soient sortis de notre nation fut regardé d'abord par elle avec assez d'indifférence. Il fallut que les véritables juges eussent eu le temps de lire: bientôt ils ramenèrent la multitude, toujours prompte à changer d'avis. La partie du public qui enseigne dicta à la partie qui écoute ce qu'elle devoit penser et dire; et le suffrage des hommes éclairés, joint aux échos qui le répétèrent, ne forma plus qu'une voix dans toute l'Europe.

Ce fut alors que les ennemis publics et secrets des lettres et de la philosophie (car elles en ont de ces deux espèces) réunirent leurs traits contre l'ouvrage. De là cette foule de brochures qui lui furent lancées de toutes parts, et que nous ne tirerons pas de l'oubli où elles sont déjà plongées. Si leurs auteurs n'avoient pris de bonnes mesures pour être inconnus à la postérité, elle croiroit que l'*Esprit des Loix* a été écrit au milieu d'un peuple de barbares.

M. de Montesquieu méprisa sans peine les critiques ténébreuses de ces auteurs sans talent, qui, soit par une jalousie qu'ils n'ont pas droit d'avoir, soit pour satisfaire la malignité du public, qui aime la satire et la méprise, outragent ce qu'ils ne peuvent atteindre, et, plus odieux par le mal qu'ils veulent faire que redou-

(1) M. de Montesquieu, disoit-on, devoit intituler son livre, *de l'Esprit sur les Loix*.

tables par celui qu'ils font, ne réussissent pas même dans un genre d'écrire que sa facilité et son objet rendent également vil. Il mettoit les ouvrages de cette espèce sur la même ligne que ces nouvelles hebdomadaires de l'Europe, dont les éloges sont sans autorité et les traits sans effet, que des lecteurs oisifs parcourent sans y ajouter foi, et dans lesquelles les souverains sont insultés sans le savoir, ou sans daigner se venger. Il ne fut pas aussi indifférent sur les principes d'irréligion qu'on l'accusa d'avoir semés dans *l'Esprit des Loix*. En méprisant de pareils reproches il auroit cru les mériter, et l'importance de l'objet lui ferma les yeux sur la valeur de ses adversaires. Ces hommes, également dépourvus de zèle, et également empressés d'en faire paroître, également effrayés de la lumière que les lettres répandent, non au préjudice de la religion, mais à leur désavantage, avoient pris différentes formes pour lui porter atteinte. Les uns, par un stratagème aussi puéril que pusillanime, s'étoient écrit à eux-mêmes; les autres, après l'avoir déchiré sous le masque de l'anonyme, s'étoient ensuite déchirés entre eux à son occasion. M. de Montesquieu, quoique jaloux de les confondre, ne jugea pas à propos de perdre un temps précieux à les combattre les uns après les autres; il se contenta de faire un exemple sur celui qui s'étoit le plus signalé par ses excès.

C'étoit l'auteur d'une feuille anonyme et périodique, qui croit avoir succédé à Pascal parcequ'il a succédé à ses opinions; panégyriste d'ouvrages que personne ne lit, et apologiste de miracles que l'autorité séculière a fait cesser dès qu'elle l'a voulu; qui appelle impiété et scandale le peu d'intérêt que les gens de lettres prennent à ses querelles, et s'est aliéné, par une adresse

digne de lui, la partie de la nation qu'il avoit le plus d'intérêt de ménager. Les coups de ce redoutable athlète furent dignes des vues qui l'inspirèrent : il accusa M. de Montesquieu de spinosisme et de déisme (deux imputations incompatibles); d'avoir suivi le système de Pope (dont il n'y avoit pas un mot dans l'ouvrage); d'avoir cité Plutarque, qui n'est pas un auteur chrétien; de n'avoir point parlé du péché originel et de la grace. Il prétendit enfin que l'*Esprit des Loix* étoit une production de la constitution *Unigenitus*; idée qu'on nous soupçonnera peut-être de prêter par dérision au critique. Ceux qui ont connu M. de Montesquieu, l'ouvrage de Clément XI et le sien, peuvent juger, par cette accusation, de toutes les autres.

Le malheur de cet écrivain dut bien le décourager : il vouloit perdre un sage par l'endroit le plus sensible à tout citoyen; il ne fit que lui procurer une nouvelle gloire, comme homme de lettres. La *Défense de l'Esprit des Loix* parut. Cet ouvrage, par la modération, la vérité, la finesse de plaisanterie qui y règnent, doit être regardé comme un modèle en ce genre. M. de Montesquieu, chargé par son adversaire d'imputations atroces, pouvoit le rendre odieux sans peine : il fit mieux, il le rendit ridicule. S'il faut tenir compte à l'agresseur d'un bien qu'il a fait sans le vouloir, nous lui devons une éternelle reconnoissance de nous avoir procuré ce chef-d'œuvre. Mais ce qui ajoute encore au mérite de ce morceau précieux, c'est que l'auteur s'y est peint lui-même sans y penser; ceux qui l'ont connu croient l'entendre; et la postérité s'assurera, en lisant sa *Défense*, que sa conversation n'étoit pas inférieure à ses écrits; éloge que bien peu de grands hommes ont mérité.

Une autre circonstance lui assure pleinement l'avantage dans cette dispute. Le critique, qui, pour preuve de son attachement à la religion, en déchire les ministres, accusoit hautement le clergé de France, et surtout la faculté de théologie, d'indifférence pour la cause de Dieu, en ce qu'ils ne proscrivoient pas authentiquement un si pernicieux ouvrage. La faculté étoit en droit de mépriser le reproche d'un écrivain sans aveu : mais il s'agissoit de la religion ; une délicatesse louable lui a fait prendre le parti d'examiner l'*Esprit des Loix*. Quoiqu'elle s'en occupe depuis plusieurs années, elle n'a rien prononcé jusqu'ici ; et, fût-il échappé à M. de Montesquieu quelques inadvertances légères, presque inévitables dans une carrière si vaste, l'attention longue et scrupuleuse qu'elles auroient demandée de la part du corps le plus éclairé de l'église prouveroit au moins combien elles seroient excusables. Mais ce corps plein de prudence ne précipitera rien dans une si importante matière. Il connoît les bornes de la raison et de la foi : il sait que l'ouvrage d'un homme de lettres ne doit point être examiné comme celui d'un théologien ; que les mauvaises conséquences auxquelles une proposition peut donner lieu par des interprétations odieuses ne rendent point blâmable la proposition en elle-même ; que d'ailleurs nous vivons dans un siècle malheureux où les intérêts de la religion ont besoin d'être ménagés, et qu'on peut lui nuire auprès des simples en répandant mal à propos sur des génies du premier ordre le soupçon d'incrédulité ; qu'enfin, malgré cette accusation injuste, M. de Montesquieu fut toujours estimé, recherché et accueilli, par tout ce que l'église a de plus respectable et de plus grand. Eût-il conservé auprès des gens de bien la con-

sidération dont il jouissoit s'ils l'eussent regardé comme un écrivain dangereux ?

Pendant que les insectes le tourmentoient dans son propre pays, l'Angleterre élevoit un monument à sa gloire. En 1752, M. Dassier, célèbre par les médailles qu'il a frappées à l'honneur de plusieurs hommes illustres, yint de Londres à Paris pour frapper la sienne. M. de La Tour, cet artiste supérieur par son talent, et si estimable par son désintéressement et l'élévation de son ame, avoit ardemment désiré de donner un nouveau lustre à son pinceau en transmettant à la postérité le portrait de l'auteur de l'*Esprit des Lois* ; il ne vouloit que la satisfaction de le peindre ; et il méritoit, comme Apelle, que cet honneur lui fût réservé : mais M. de Montesquieu, d'autant plus avare du temps de M. de La Tour que celui-ci en étoit plus prodigue, se refusa constamment et poliment à ses pressantes sollicitations. M. Dassier essaya d'abord des difficultés semblables. « Croyez-vous, dit-il enfin à M. de Montesquieu, qu'il n'y ait pas autant d'orgueil à refuser ma proposition qu'à l'accepter ? » Désarmé par cette plaisanterie, il laissa faire à M. Dassier tout ce qu'il voulut.

L'auteur de l'*Esprit des Lois* jouissoit enfin paisiblement de sa gloire, lorsqu'il tomba malade au commencement de février. Sa santé, naturellement délicate, commençoit à s'altérer depuis long-temps par l'effet lent et presque infaillible des études profondes, par les chagrins qu'on avoit cherché à lui susciter sur son ouvrage, enfin par le genre de vie qu'on le forçoit de mener à Paris, et qu'il sentoît lui être funeste. Mais l'empressement avec lequel on recherchoit sa société étoit trop vif pour n'être pas quelquefois indiscret ; on

vouloit sans s'en apercevoir jouir de lui aux dépens de lui-même. À peine la nouvelle du danger où il étoit se fut-elle répandue, qu'elle devint l'objet des conversations et de l'inquiétude publique. Sa maison ne désemplit point de personnes de tout rang qui venoient s'informer de son état, les unes par un intérêt véritable, les autres pour s'en donner l'apparence, ou pour suivre la foule. Sa majesté, pénétrée de la perte que son royaume alloit faire, en demanda plusieurs fois des nouvelles : témoignage de bonté et de justice qui n'honore pas moins le monarque que le sujet. La fin de M. de Montesquieu ne fut point indigne de sa vie. Accablé de douleurs cruelles, éloigné d'une famille à qui il étoit cher, et qui n'a pas eu la consolation de lui fermer les yeux, entouré de quelques amis et d'un plus grand nombre de spectateurs, il conserva jusqu'au dernier moment la paix et l'égalité de son ame. Enfin, après avoir satisfait avec décence à tous ses devoirs, plein de confiance en l'Être éternel auquel il alloit se rejoindre, il mourut avec la tranquillité d'un homme de bien qui n'avoit jamais consacré ses talents qu'à l'avantage de la vertu et de l'humanité. La France et l'Europe le perdirent le 10 février 1755, à l'âge de soixante-six ans révolus.

Toutes les nouvelles publiques ont annoncé cet événement comme une calamité. On pourroit appliquer à M. de Montesquieu ce qui a été dit autrefois d'un illustre Romain, que personne, en apprenant sa mort, n'en témoigna de joie, que personne même ne l'oublia dès qu'il ne fut plus. Les étrangers s'empressèrent de faire éclater leurs regrets ; et milord Chesterfield, qu'il suffit de nommer, fit imprimer dans un des papiers publics de Londres un article en son honneur,

article digne de l'un et de l'autre : c'est le portrait d'Anaxagore tracé par Périclès (1). L'académie royale des sciences et des belles-lettres de Prusse, quoiqu'on n'y soit point dans l'usage de prononcer l'éloge des associés étrangers, a cru devoir lui faire cet honneur, qu'elle n'a fait encore qu'à l'illustre Jean Bernouilli. M. de Maupertuis, tout malade qu'il étoit, a rendu lui-même à son ami ce dernier devoir, et n'a voulu se reposer sur personne d'un soin si cher et si triste. A tant de suffrages éclatants en faveur de M. de Montesquieu, nous croyons pouvoir joindre sans indiscretion les éloges que lui a donnés en présence de l'un de nous le monarque même auquel cette académie célèbre doit son lustre ; prince fait pour sentir les pertes de la philosophie et pour l'en consoler.

Le 17 février, l'académie françoise lui fit selon l'usage un service solennel, auquel, malgré la rigueur de

(1) Voici cet éloge en anglois, tel qu'on le lit dans la gazette appelée Evening-Post, ou Poste du soir :

« On the 10th of this month, died at Paris, universally and sincerely regretted, Charles Secondat, baron of Montesquieu, and president a mortier of the parliament of Bourdeaux. His virtues did honour to human nature, his writings to justice. A friend to mankind, he asserted their undoubted and inalienable rights, with freedom, even in his own country, whose prejudices in matters of religion and government he had long lamented, and endeavoured (not without some success) to remove. He well knew, and justly admired, the happy constitution of this country, where fixed and known laws equally restrain monarchy from tyranny, and liberty from licentiousness. His works will illustrate his name, and survive him as long as right reason, moral obligations, and the true spirit of laws, shall be understood, respected, and maintained. » C'est-à-dire :

Le 10 de février est mort à Paris, universellement et sincère-

la saison, presque tous les gens de lettres de ce corps qui n'étoient point absents de Paris se firent un devoir d'assister. On auroit dû, dans cette triste cérémonie, placer l'*Esprit des Loix* sur son cercueil, comme on exposa autrefois vis-à-vis le cercueil de Raphaël son dernier tableau de la Transfiguration. Cet appareil simple et touchant eût été une belle oraison funèbre. *

Jusqu'ici nous n'avons considéré M. de Montesquieu que comme écrivain et philosophe : ce seroit lui dérober la moitié de sa gloire que de passer sous silence ses agréments et ses qualités personnelles.

Il étoit, dans le commerce, d'une douceur et d'une gaieté toujours égales. Sa conversation étoit légère, agréable et instructive, par le grand nombre d'hommes et de peuples qu'il avoit connus ; elle étoit coupée comme son style, pleine de sel et de saillies, sans amertume et sans satire. Personne ne racontoit plus vivement, plus promptement, avec plus de grace et moins d'apprêt. Il savoit que la fin d'une histoire plaisante en

ment regretté, Charles de Secondat, baron de Montesquieu, président à mortier au parlement de Bordeaux. Ses vertus ont fait honneur à la nature humaine, et ses écrits à la législation. Ami de l'humanité, il en soutint avec force et avec vérité les droits indubitables et inaliénables ; et il l'osa dans son propre pays, dont les préjugés, en matière de religion et de gouvernement, ont excité pendant long-temps ses gémisséments. Il entreprit de les détruire ; et ses efforts ont eu quelques succès. (Il faut se ressouvenir que c'est un Anglois qui parle.) Il connoissoit parfaitement bien et admiroit avec justice l'heureux gouvernement de ce pays, dont les lois, fixes et connues, sont un frein contre la monarchie qui tendroit à la tyrannie, et contre la liberté qui dégénéreroit en licence. Ses ouvrages rendront son nom célèbre, et lui survivront aussi long-temps que la droite raison, les obligations morales, et le vrai esprit des lois, seront entendus, respectés, et conservés. (*Note de d'Alembert.*)

est toujours le but; il se hâtoit donc d'y arriver, et produisoit l'effet sans l'avoir promis.

Ses fréquentes distractions ne le rendoient que plus aimable; il en sortoit toujours par quelque trait inattendu qui réveillait la conversation languissante : *Qu'il leur* elles n'étoient jamais ni jouées, ni choquantes, ni importunes. Le feu de son esprit, le grand nombre d'idées dont il étoit plein, les faisoient naître : mais il n'y tomboit jamais au milieu d'un entretien intéressant ou sérieux ; le desir de plaire à ceux avec qui il se trouvoit le rendoit alors à eux sans affectation et sans effort.

Les agréments de son commerce tenoient non seulement à son caractère et à son esprit, mais à l'espèce de régime qu'il observait dans l'étude. Quoique capable d'une méditation profonde et long-temps soutenue, il n'épuisoit jamais ses forces; il quittoit toujours le travail avant que d'en ressentir la moindre impression de fatigue (1).

Il étoit sensible à la gloire; mais il ne vouloit y parvenir qu'en la méritant. Jamais il n'a cherché à augmenter la sienne par ces manœuvres sourdes, par ces

(1) L'auteur de la feuille anonyme et périodique dont nous avons parlé ci-dessus prétend trouver une contradiction manifeste entre ce que nous disons ici et ce que nous avons dit un peu plus haut, que la santé de M. de Montesquieu s'étoit altérée par l'effet lent et presque infailible des études profondes. Mais pourquoi, en rapprochant les deux endroits, a-t-il supprimé les mots LENT ET PRESQUE INFAILIBLE, qu'il avoit sous les yeux? C'est évidemment parcequ'il a senti qu'un effet lent n'est pas moins réel pour n'être pas senti sur-le-champ, et que par conséquent ces mots détruisoient l'apparence de la contradiction qu'on prétendoit faire remarquer. Telle est la bonne foi de cet auteur dans des bagatelles, et à plus forte raison dans des matières plus sérieuses. (*Note tirée de l'avertissement du sixième volume de l'Encyclopédie.*)

voies obscures et honteuses, qui déshonorent la personne sans ajouter au nom de l'auteur.

Digne de toutes les distinctions et de toutes les récompenses, il ne demandoit rien et ne s'étonnoit point d'être oublié : mais il a osé, même dans des circonstances délicates, protéger à la cour des hommes de lettres persécutés, célèbres, et malheureux, et leur a obtenu des grâces.

Quoiqu'il vécût avec les grands, soit par nécessité, soit par convenance, soit par goût, leur société n'étoit pas nécessaire à son bonheur. Il fuyoit dès qu'il le pouvoit à sa terre : il y retrouvoit avec joie sa philosophie, ses livres, et le repos. Entouré de gens de la campagne, dans ses heures de loisir, après avoir étudié l'homme dans le commerce du monde et dans l'histoire des nations, il l'étudioit encore dans ces ames simples que la nature seule a instruites, et il y trouvoit à apprendre : il conversoit gaiement avec eux ; il leur cherchoit de l'esprit, comme Socrate ; il paroissoit se plaire autant dans leur entretien que dans les sociétés les plus brillantes, surtout quand il terminoit leurs différends, et soulageoit leurs peines par ses bienfaits.

Rien n'honore plus sa mémoire que l'économie avec laquelle il vivoit, et qu'on a osé trouver excessive dans un monde avare et fastueux, peu fait pour en pénétrer les motifs et encore moins pour les sentir. Bienfaisant, et par conséquent juste, M. de Montesquieu ne vouloit rien prendre sur sa famille, ni des secours qu'il donnoit aux malheureux, ni des dépenses considérables auxquelles ses longs voyages, la foiblesse de sa vue, et l'impression de ses ouvrages, l'avoient obligé. Il a transmis à ses enfants, sans diminution ni augmenta-

tion, l'héritage qu'il avoit reçu de ses pères; il n'y a rien ajouté que la gloire de son nom et l'exemple de sa vie. Il avoit épousé, en 1715, demoiselle Jeanne de Lartigue, fille de Pierre de Lartigue, lieutenant-colonel au régiment de Maulévrier: Il en a eu deux filles, et un fils qui, par son caractère, ses mœurs, et ses ouvrages, s'est montré digne d'un tel père.

Ceux qui aiment la vérité et la patrie ne seront pas fâchés de trouver ici quelques unes de ses maximes. Il pensoit

Que chaque portion de l'état doit être également soumise aux lois; mais que les privilèges de chaque portion de l'état doivent être respectés lorsque leurs effets n'ont rien de contraire au droit naturel qui oblige tous les citoyens à concourir également au bien public : que la possession ancienne étoit en ce genre le premier des titres et le plus inviolable des droits, qu'il étoit toujours injuste et quelquefois dangereux de vouloir ébranler ;

Que les magistrats, dans quelque circonstance et pour quelque grand intérêt de corps que ce puisse être, ne doivent jamais être que magistrats, sans parti et sans passion, comme les lois, qui absolvent et punissent sans aimer ni haïr.

Il disoit enfin, à l'occasion des disputes ecclésiastiques qui ont tant occupé les empereurs et les chrétiens grecs, que les querelles théologiques, lorsqu'elles cessent d'être renfermées dans les écoles, déshonorent infailliblement une nation aux yeux des autres. En effet, le mépris même des sages pour ces querelles ne la justifie pas, parceque les sages faisant partout le moindre bruit et le plus petit nombre, ce n'est jamais sur eux qu'une nation est jugée. Il disoit qu'il y avoit

très peu de choses vraies dans le livre de l'abbé du Bos sur l'établissement de la monarchie françoise dans les Gaules, et qu'il en auroit fait une réfutation suivie s'il ne lui avoit fallu le relire une troisième ou une quatrième fois, ce qu'il regardoit comme le plus grand des supplices *.

L'importance des ouvrages dont nous avons eu à parler dans cet éloge nous en a fait passer sous silence de moins considérables, qui servoient à l'auteur comme de délassement, et qui auroient suffi pour l'éloge d'un autre. Le plus remarquable est le *Temple de Gnide*, qui suivit d'assez près les *Lettres Persanes*. M. de Montesquieu, après avoir été dans celles-ci Horace, Théophraste, et Lucien, fut Ovide et Anacréon dans ce nouvel essai. Ce n'est plus l'amour despotique de l'Orient qu'il se propose de peindre, c'est la délicatesse et la naïveté de l'amour pastoral, tel qu'il est dans une ame neuve que le commerce des hommes n'a point encore corrompue. L'auteur, craignant peut-être qu'un tableau si étranger à nos mœurs ne parût trop languissant et trop uniforme, a cherché à l'animer par les peintures les plus riantes. Il transporte le lecteur dans des lieux enchantés, dont à la vérité le spectacle intéresse peu l'amant heureux, mais dont la description flatte encore l'imagination quand les desirs sont satisfaits. Emporté par son sujet, il a répandu dans sa prose ce style animé, figuré, et poétique, dont le roman de Télémaque a fourni parmi nous le premier modèle. Nous ignorons pourquoi quelques censeurs du *Temple de Gnide* ont dit à cette occasion qu'il auroit eu besoin d'être en

(*) Cette dernière phrase, qui commence après le mot *jugée*, ne se trouve pas dans l'éloge imprimé en tête du cinquième volume de l'Encyclopédie.

vers. Le style poétique, si on entend, comme on le doit par ce mot, un style plein de chaleur et d'images, n'a pas besoin, pour être agréable, de la marche uniforme et cadencée de la versification; mais si on ne fait consister ce style que dans une diction chargée d'épithètes oisives, dans les peintures froides et triviales des ailes et du carquois de l'Amour, et de semblables objets, la versification n'ajoutera presque aucun mérite à ces ornements usés; on y cherchera toujours en vain l'ame et la vie. Quoi qu'il en soit, le *Temple de Gnide* étant une espèce de poème en prose, c'est à nos écrivains les plus célèbres en ce genre à fixer le rang qu'il doit occuper: il mérite de pareils juges. Nous croyons du moins que les peintures de cet ouvrage soutiendroient avec succès une des principales épreuves des descriptions poétiques, celle de les représenter sur la toile. Mais ce qu'on doit surtout remarquer dans le *Temple de Gnide*, c'est qu'Anacréon même y est toujours observateur et philosophe. Dans le quatrième chant il paroît décrire les mœurs des Sibarites, et on s'aperçoit aisément que ces mœurs sont les nôtres. La préface porte surtout l'empreinte de l'auteur des *Lettres Persanes*. En présentant le *Temple de Gnide* comme la traduction d'un manuscrit grec, plaisanterie défigurée depuis par tant de mauvais copistes, il en prend occasion de peindre d'un trait de plume l'ineptie des critiques et le pédantisme des traducteurs, et finit par ces paroles dignes d'être rapportées: « Si les gens
« graves desiroient de moi quelque ouvrage moins fri-
« vole, je suis en état de les satisfaire. Il y a trente ans
« que je travaille à un livre de douze pages, qui doit
« contenir tout ce que nous savons sur la métaphy-
« sique, la politique, et la morale, et tout ce que de

« très grands auteurs ont oublié dans les volumes qu'ils
« ont donnés sur ces sciences-là. »

Nous regardons comme une des plus honorables récompenses de notre travail l'intérêt particulier que M. de Montesquieu prenoit à ce dictionnaire*, dont toutes les ressources ont été jusqu'à présent dans le courage et l'émulation de ses auteurs. Tous les gens de lettres, selon lui, devoient s'empresser de concourir à l'exécution de cette entreprise utile. Il en a donné l'exemple avec M. de Voltaire et plusieurs autres écrivains célèbres. Peut-être les traverses que cet ouvrage a essuyées, et qui lui rappeloient les siennes propres, l'intéressoient-elles en notre faveur. Peut-être étoit-il sensible, sans s'en apercevoir, à la justice que nous avons osé lui rendre dans le premier volume de l'Encyclopédie, lorsque personne n'osoit encore élever sa voix pour le défendre. Il nous destinoit un article sur le *Goût*, qui a été trouvé imparfait dans ses papiers. Nous le donnerons en cet état au public, et nous le traiterons avec le même respect que l'antiquité témoigna autrefois pour les dernières paroles de Sénèque. La mort l'a empêché d'étendre plus loin ses bienfaits à notre égard ; et en joignant nos propres regrets à ceux de l'Europe entière, nous pourrions écrire sur son tombeau :

Finis vitæ ejus nobis luctuosus, patriæ tristis, extraneis etiam ignotisque non sine cura fuit.

TACIT., in Agric., cap. XLIII.

(*) L'Encyclopédie.



ANALYSE
DE
L'ESPRIT DES LOIS,
PAR D'ALEMBERT;

POUR SERVIR DE SUITE A L'ÉLOGE DE MONTESQUIEU.

La plupart des gens de lettres qui ont parlé de l'*Espirit des Loix* s'étant plus attachés à le critiquer qu'à en donner une idée juste, nous allons tâcher de suppléer à ce qu'ils auroient dû faire, et d'en développer le plan, le caractère, et l'objet. Ceux qui en trouveront l'analyse trop longue jugeront peut-être, après l'avoir lue, qu'il n'y avoit que ce seul moyen de bien faire saisir la méthode de l'auteur. On doit se souvenir d'ailleurs que l'histoire des écrivains célèbres n'est que celle de leurs pensées et de leurs travaux, et que cette partie de leur éloge en est la plus essentielle et la plus utile.

Les hommes, dans l'état de nature, abstraction faite de toute religion, ne connoissant, dans les différents qu'ils peuvent avoir, d'autre loi que celle des animaux, le droit du plus fort, on doit regarder l'établissement des sociétés comme une espèce de traité contre ce droit injuste; traité destiné à établir entre les différentes parties du genre humain une sorte de balance. Mais il en est de l'équilibre moral comme du physique;

il est rare qu'il soit parfait et durable ; et les traités du genre humain sont, comme les traités entre nos princes, une semence continuelle de divisions. L'intérêt, le besoin, et le plaisir, ont rapproché les hommes ; mais ces mêmes motifs les poussent sans cesse à vouloir jouir des avantages de la société sans en porter les charges ; et c'est en ce sens qu'on peut dire, avec l'auteur, que les hommes, dès qu'ils sont en société, sont en état de guerre. Car la guerre suppose, dans ceux qui se la font, sinon l'égalité de force, au moins l'opinion de cette égalité ; d'où nait le desir et l'espoir mutuel de se vaincre. Or, dans l'état de société, si la balance n'est jamais parfaite entre les hommes, elle n'est pas non plus trop inégale : au contraire, ou ils n'auroient rien à se disputer dans l'état de nature ; ou si la nécessité les y obligeoit, on ne verroit que la foiblesse fuyant devant la force, des oppresseurs sans combat, et des opprimés sans résistance.

Voilà donc les hommes réunis et armés tout à-la-fois, s'embrassant d'un côté, si on peut parler ainsi, et cherchant de l'autre à se blesser mutuellement. Les lois sont le lien plus ou moins efficace destiné à suspendre ou à retenir leurs coups : mais l'étendue prodigieuse du globe que nous habitons, la nature différente des régions de la terre et des peuples qui la couvrent, ne permettant pas que tous les hommes vivent sous un seul et même gouvernement, le genre humain a dû se partager en un certain nombre d'états, distingués par la différence des lois auxquelles ils obéissent. Un seul gouvernement n'auroit fait du genre humain qu'un corps exténué et languissant, étendu sans vigueur sur la surface de la terre : les différents états sont autant de corps agiles et robustes, qui, en se donnant la main

les uns aux autres, n'en forment qu'un, et dont l'action réciproque entretient partout le mouvement et la vie.

On peut distinguer trois sortes de gouvernements ; le républicain, le monarchique, le despotique. Dans le républicain, le peuple en corps a la souveraine puissance. Dans le monarchique, un seul gouverne par des lois fondamentales. Dans le despotique, on ne connoit d'autre loi que la volonté du maître, ou plutôt du tyran. Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait dans l'univers que ces trois espèces d'états ; ce n'est pas à dire même qu'il y ait des états qui appartiennent uniquement et rigoureusement à quelqu'une de ces formes ; la plupart sont, pour ainsi dire, mi-partis ou nuancés les uns des autres. Ici, la monarchie incline au despotisme ; là, le gouvernement monarchique est combiné avec le républicain ; ailleurs, ce n'est pas le peuple entier, c'est seulement une partie du peuple qui fait les lois. Mais la division précédente n'en est pas moins exacte et moins juste. Les trois espèces de gouvernement qu'elle renferme sont tellement distingués qu'elles n'ont proprement rien de commun ; et d'ailleurs tous les états que nous connoissons participent de l'une ou de l'autre. Il étoit donc nécessaire de former de ces trois espèces des classes particulières, et de s'appliquer à déterminer les lois qui leur sont propres. Il sera facile ensuite de modifier ces lois dans l'application à quelque gouvernement que ce soit, selon qu'il appartiendra plus ou moins à ces différentes formes.

Dans les divers états, les lois doivent être relatives à leur *nature*, c'est-à-dire à ce qui les constitue ; et à leur *principe*, c'est-à-dire à ce qui les soutient et les fait agir : distinction importante, la clef d'une infinité

de lois, et dont l'auteur tire bien des conséquences.

Les principales lois relatives à la *nature* de la démocratie sont que le peuple y soit, à certains égards, le monarque; à d'autres, le sujet; qu'il élise et juge ses magistrats; et que les magistrats, en certaines occasions, décident. La nature de la monarchie demande qu'il y ait entre le monarque et le peuple beaucoup de pouvoirs et de rangs intermédiaires, et un corps dépositaire des lois, médiateur entre les sujets et le prince. La nature du despotisme exige que le tyran exerce son autorité ou par lui seul, ou par un seul qui le représente.

Quant au *principe* des trois gouvernements, celui de la démocratie est l'amour de la république, c'est-à-dire de l'égalité. Dans les monarchies, où un seul est le dispensateur des distinctions et des récompenses, et où l'on s'accoutume à confondre l'état avec ce seul homme, le principe est l'honneur, c'est-à-dire l'ambition et l'amour de l'estime. Sous le despotisme enfin, c'est la crainte. Plus ces principes sont en vigueur, plus le gouvernement est stable; plus ils s'altèrent et se corrompent, plus il incline à sa destruction. Quand l'auteur parle de l'égalité dans les démocraties, il n'entend pas une égalité extrême, absolue, et par conséquent chimérique; il entend cet heureux équilibre qui rend tous les citoyens également soumis aux lois, et également intéressés à les observer.

Dans chaque gouvernement les lois de l'éducation doivent être relatives au *principe*. On entend ici par *éducation* celle qu'on reçoit en entrant dans le monde, et non celle des parents et des maîtres, qui souvent y est contraire, surtout dans certains états. Dans les monarchies, l'éducation doit avoir pour objet l'urbanité

et les égards réciproques : dans les états despotiques ; la terreur et l'avilissement des esprits : dans les républiques, on a besoin de toute la puissance de l'éducation ; elle doit inspirer un sentiment noble, mais pénible, le renoncement à soi-même, d'où naît l'amour de la patrie.

Les lois que le législateur donne doivent être conformes au *principe* de chaque gouvernement : dans la république, entretenir l'égalité et la frugalité ; dans la monarchie, soutenir la noblesse sans écraser le peuple ; sous le gouvernement despotique, tenir également tous les états dans le silence. On ne doit point accuser M. de Montesquieu d'avoir ici tracé aux souverains les principes du pouvoir arbitraire, dont le nom seul est odieux aux princes justes, et à plus forte raison au citoyen sage et vertueux. C'est travailler à l'anéantir que de montrer ce qu'il faut faire pour le conserver. La perfection de ce gouvernement en est la ruine ; et le code exact de la tyrannie, tel que l'auteur le donne, est en même temps la satire et le fléau le plus redoutable des tyrans. A l'égard des autres gouvernements, ils ont chacun leurs avantages : le républicain est plus propre aux petits états, le monarchique aux grands ; le républicain plus sujet aux excès, le monarchique aux abus ; le républicain apporte plus de maturité dans l'exécution des lois, le monarchique plus de promptitude.

La différence des principes des trois gouvernements doit en produire dans le nombre et l'objet des lois, dans la forme des jugements et la nature des peines. La constitution des monarchies étant invariable et fondamentale, exige plus de lois civiles et de tribunaux, afin que la justice soit rendue d'une manière plus uni-

forme et moins arbitraire. Dans les états modérés, soit monarchies, soit républiques, on ne sauroit apporter trop de formalités aux lois criminelles. Les peines doivent non seulement être en proportion avec le crime, mais encore les plus douces qu'il est possible, surtout dans la démocratie : l'opinion attachée aux peines fera souvent plus d'effet que leur grandeur même. Dans les républiques, il faut juger selon la loi, parce-qu'aucun particulier n'est le maître de l'altérer. Dans les monarchies, la clémence du souverain peut quelquefois l'adoucir ; mais les crimes ne doivent jamais y être jugés que par les magistrats expressément chargés d'en connoître. Enfin, c'est principalement dans les démocraties que les lois doivent être sévères contre le luxe, le relâchement des mœurs, et la séduction des femmes. Leur douceur et leur foiblesse même les rendent assez propres à gouverner dans les monarchies ; et l'histoire prouve que souvent elles ont porté la couronne avec gloire.

M. de Montesquieu, ayant ainsi parcouru chaque gouvernement en particulier, les examine ensuite dans le rapport qu'ils peuvent avoir les uns aux autres, mais seulement sous le point de vue le plus général, c'est-à-dire sous celui qui est uniquement relatif à leur nature et à leur principe. Envisagés de cette manière, les états ne peuvent avoir d'autres rapports que celui de se défendre ou d'attaquer. Les républiques devant, par leur nature, renfermer un petit état, elles ne peuvent se défendre sans alliance ; mais c'est avec des républiques qu'elles doivent s'allier. La force défensive de la monarchie consiste principalement à avoir des frontières hors d'insulte. Les états ont, comme les hommes, la droit d'attaquer pour leur propre conservation : du

droit de la guerre dérive celui de conquête ; droit nécessaire, légitime, et malheureux, qui laisse toujours à payer une dette immense pour s'acquitter envers la nature humaine, et dont la loi générale est de faire aux vaincus le moins de mal qu'il est possible. Les républiques peuvent moins conquérir que les monarchies : des conquêtes immenses supposent le despotisme, ou l'assurent. Un des grands principes de l'esprit de conquête doit être de rendre meilleure, autant qu'il est possible, la condition du peuple conquis : c'est satisfaire tout à-la-fois la loi naturelle et la maxime d'état. Rien n'est plus beau que le traité de paix de Gélou avec les Carthaginois, par lequel il leur défendit d'immoler à l'avenir leurs propres enfants. Les Espagnols, en conquérant le Pérou, auroient dû obliger de même les habitants à ne plus immoler des hommes à leurs dieux ; mais ils crurent plus avantageux d'immoler ces peuples mêmes. Ils n'eurent plus pour conquête qu'un vaste désert ; ils furent forcés à dépeupler leur pays, et s'affaiblirent pour toujours par leur propre victoire. On peut être obligé quelquefois de changer les lois du peuple vaincu ; rien ne peut jamais obliger de lui ôter ses mœurs, ou même ses coutumes, qui sont souvent toutes ses mœurs. Mais le moyen le plus sûr de conserver une conquête, c'est de mettre, s'il est possible, le peuple vaincu au niveau du peuple conquérant, de lui accorder les mêmes droits et les mêmes privilèges : c'est ainsi qu'en ont souvent usé les Romains ; c'est ainsi surtout qu'en usa César à l'égard des Gaulois.

Jusqu'ici, en considérant chaque gouvernement tant en lui-même que dans son rapport aux autres, nous n'avons eu égard ni à ce qui doit leur être commun, ni aux circonstances particulières, tirées ou de

la nature du pays, ou du génie des peuples : c'est ce qu'il faut maintenant développer.

La loi commune de tous les gouvernements, du moins des gouvernements modérés et par conséquent justes, est la liberté politique dont chaque citoyen doit jouir. Cette liberté n'est point la licence absurde de faire tout ce qu'on veut, mais le pouvoir de faire tout ce que les lois permettent. Elle peut être envisagée, ou dans son rapport à la constitution, ou dans son rapport au citoyen.

Il y a dans la constitution de chaque état deux sortes de pouvoirs; la puissance législative, et l'exécutrice; et cette dernière a deux objets, l'intérieur de l'état, et le dehors. C'est de la distribution légitime et de la répartition convenable de ces différentes espèces de pouvoirs que dépend la plus grande perfection de la liberté politique par rapport à la constitution: M. de Montesquieu en apporte pour preuve la constitution de la république romaine et celle de l'Angleterre. Il trouve le principe de celle-ci dans cette loi fondamentale du gouvernement des anciens Germains, que les affaires peu importantes y étoient décidées par les chefs, et que les grandes étoient portées au tribunal de la nation, après avoir auparavant été agitées par les chefs. M. de Montesquieu n'examine point si les Anglois jouissent ou non de cette extrême liberté politique que leur constitution leur donne; il lui suffit qu'elle soit établie par leurs lois. Il est encore plus éloigné de vouloir faire la satire des autres états: il croit au contraire que l'excès, même dans le bien, n'est pas toujours désirable; que la liberté extrême a ses inconvénients comme l'extrême servitude; et qu'en général la nature humaine s'accommode mieux d'un état moyen.

La liberté politique, considérée par rapport au citoyen, consiste dans la sûreté où il est, à l'abri des lois; ou du moins dans l'opinion de cette sûreté, qui fait qu'un citoyen n'en craint point un autre. C'est principalement par la nature et la proportion des peines que cette liberté s'établit ou se détruit. Les crimes contre la religion doivent être punis par la privation des biens que la religion procure; les crimes contre les mœurs, par la honte; les crimes contre la tranquillité publique, par la prison ou l'exil; les crimes contre la sûreté, par les supplices. Les écrits doivent être moins punis que les actions; jamais les simples pensées ne doivent l'être. Accusations non juridiques, espions, lettres anonymes, toutes ces ressources de la tyrannie, également honteuses à ceux qui en sont l'instrument et à ceux qui s'en servent, doivent être proscrites dans un bon gouvernement monarchique. Il n'est permis d'accuser qu'en face de la loi, qui punit toujours ou l'accusé ou le calomniateur. Dans tout autre cas, ceux qui gouvernent doivent dire avec l'empereur Constance : « Nous ne saurions soupçonner celui à qui il a manqué « un accusateur, lorsqu'il ne lui manquoit pas un ennemi. » C'est une très bonne institution que celle d'une partie publique qui se charge, au nom de l'état, de poursuivre les crimes, et qui ait toute l'utilité des délateurs sans en avoir les vils intérêts, les inconvénients, et l'infamie.

La grandeur des impôts doit être en proportion directe avec la liberté. Ainsi, dans les démocraties, ils peuvent être plus grands qu'ailleurs, sans être onéreux, parceque chaque citoyen les regarde comme un tribut qu'il se paie à lui-même, et qui assure la tranquillité et le sort de chaque membre. De plus, dans un

état démocratique, l'emploi infidèle des deniers publics est plus difficile, parcequ'il est plus aisé de le connoître et de le punir, le dépositaire en devant compte, pour ainsi dire, au premier citoyen qui l'exige :

Dans quelque gouvernement que ce soit, l'espèce de tributs la moins onéreuse est celle qui est établie sur les marchandises, parceque le citoyen paie sans s'en apercevoir. La quantité excessive de troupes, en temps de paix, n'est qu'un prétexte pour charger le peuple d'impôts, un moyen d'énervier l'état, et un instrument de servitude. La régie des tributs, qui en fait rentrer le produit en entier dans le fisc public, est, sans comparaison, moins à charge au peuple, et par conséquent plus avantageuse, lorsqu'elle peut avoir lieu, que la ferme de ces mêmes tributs, qui laisse toujours entre les mains de quelques particuliers une partie des revenus de l'état. Tout est perdu surtout (ce sont ici les termes de l'auteur) lorsque la profession de traitant devient honorable; et elle le devient dès que le luxe est en vogue. Laisser quelques hommes se nourrir de la substance publique pour les dépouiller à leur tour, comme on l'a autrefois pratiqué dans certains états, c'est réparer une injustice par une autre, et faire deux maux au lieu d'un.

 Venons maintenant, avec M. de Montesquieu, aux circonstances particulières indépendantes de la nature du gouvernement, et qui doivent en modifier les lois. Les circonstances qui viennent de la nature du pays sont de deux sortes; les unes ont rapport au climat, les autres au terrain. Personne ne doute que le climat n'influe sur la disposition habituelle des corps, et par conséquent sur les caractères; c'est pourquoi les lois

doivent se conformer au physique du climat dans les choses indifférentes, et au contraire le combattre dans les effets vicieux. Ainsi, dans les pays où l'usage du vin est nuisible, c'est une très bonne loi que celle qui l'interdit : dans les pays où la chaleur du climat porte à la paresse, c'est une très bonne loi que celle qui encourage au travail. Le gouvernement peut donc corriger les effets du climat : et cela suffit pour mettre l'*Esprit des Lois* à couvert du reproche très injuste qu'on lui a fait d'attribuer tout au froid et à la chaleur ; car, outre que la chaleur et le froid ne sont pas la seule chose par laquelle les climats soient distingués, il seroit aussi absurde de nier certains effets du climat que de vouloir lui attribuer tout.

L'usage des esclaves, établi dans les pays chauds de l'Asie et de l'Amérique, et réprouvé dans les climats tempérés de l'Europe, donne sujet à l'auteur de traiter de l'esclavage civil. Les hommes n'ayant pas plus de droit sur la liberté que sur la vie les uns des autres, il s'ensuit que l'esclavage, généralement parlant, est contre la loi naturelle. En effet, le droit d'esclavage ne peut venir ni de la guerre, puisqu'il ne pourroit être alors fondé que sur le rachat de la vie, et qu'il n'y a plus de droit sur la vie de ceux qui n'attaquent plus ; ni de la vente qu'un homme fait de lui-même à un autre, puisque tout citoyen, étant redevable de sa vie à l'état, lui est, à plus forte raison, redevable de sa liberté, et par conséquent n'est pas le maître de la vendre. D'ailleurs quel seroit le prix de cette vente ? Ce ne peut être l'argent donné au vendeur, puisqu'au moment qu'on se rend esclave toutes les possessions appartiennent au maître : or une vente sans prix est aussi chimérique qu'un contrat sans condition. Il n'y a peut-

être jamais eu qu'une loi juste en faveur de l'esclavage; c'étoit la loi romaine qui rendoit le débiteur esclave du créancier : encore cette loi, pour être équitable, devoit borner la servitude quant au degré et quant au temps. L'esclavage peut tout au plus être toléré dans les états despotiques, où les hommes libres, trop foibles contre le gouvernement, cherchent à devenir pour leur propre utilité les esclaves de ceux qui tyrannisent l'état; ou bien dans les climats dont la chaleur énerve si fort le corps et affoiblit tellement le courage, que les hommes n'y sont portés à un devoir pénible que par la crainte du châtiment.

A côté de l'esclavage civil on peut placer la servitude domestique, c'est-à-dire celle où les femmes sont dans certains climats. Elle peut avoir lieu dans ces contrées de l'Asie où elles sont en état d'habiter avec les hommes avant que de pouvoir faire usage de leur raison; nubiles par la loi du climat, enfants par celle de la nature. Cette sujétion devient encore plus nécessaire dans les pays où la polygamie est établie; usage que M. de Montesquieu ne prétend pas justifier dans ce qu'il a de contraire à la religion, mais qui, dans les lieux où il est reçu (et à ne parler que politiquement), peut être fondé jusqu'à un certain point ou sur la nature du pays ou sur le rapport du nombre des femmes au nombre des hommes. M. de Montesquieu parle à cette occasion de la répudiation et du divorce; et il établit sur de bonnes raisons que la répudiation, une fois admise, devoit être permise aux femmes comme aux hommes.

Si le climat a tant d'influence sur la servitude domestique et civile, il n'en a pas moins sur la servitude politique; c'est-à-dire sur celle qui soumet un peuple à un autre. Les peuples du nord sont plus forts et plus

courageux que ceux du midi : ceux-ci doivent donc en général être subjugués, ceux-là conquérants; ceux-ci esclaves, ceux-là libres. C'est aussi ce que l'histoire confirme : l'Asie a été conquise onze fois par les peuples du nord; l'Europe a souffert beaucoup moins de révolutions.

A l'égard des lois relatives à la nature du terrain, il est clair que la démocratie convient mieux que la monarchie aux pays stériles, où la terre a besoin de toute l'industrie des hommes. La liberté d'ailleurs est, en ce cas, une espèce de dédommagement de la dureté du travail. Il faut plus de lois pour un peuple agriculteur que pour un peuple qui nourrit des troupeaux, pour celui-ci que pour un peuple chasseur, pour un peuple qui fait usage de la monnaie que pour celui qui l'ignore.

Enfin on doit avoir égard au génie particulier de la nation. La vanité, qui grossit les objets, est un bon ressort pour le gouvernement; l'orgueil, qui les déprime, est un ressort dangereux. Le législateur doit respecter, jusqu'à un certain point, les préjugés, les passions, les abus. Il doit imiter Solon, qui avoit donné aux Athéniens, non les meilleures lois en elles-mêmes, mais les meilleures qu'ils pussent avoir : le caractère gai de ces peuples demandoit des lois plus faciles; le caractère dur des Lacédémoniens, des lois plus sévères. Les lois sont un mauvais moyen pour changer les manières et les usages; c'est par les récompenses et l'exemple qu'il faut tâcher d'y parvenir. Il est pourtant vrai en même temps que les lois d'un peuple, quand on n'affecte pas d'y choquer grossièrement et directement ses mœurs, doivent influencer insensiblement sur elles, soit pour les affermir, soit pour les changer.

Après avoir approfondi de cette manière la nature et l'esprit des lois par rapport aux différentes espèces de pays et de peuples, l'auteur revient de nouveau à considérer les états les uns par rapport aux autres. D'abord, en les comparant entre eux d'une manière générale, il n'avoit pu les envisager que par rapport au mal qu'ils peuvent se faire ; ici il les envisage par rapport aux secours mutuels qu'ils peuvent se donner ; or ces secours sont principalement fondés sur le commerce. Si l'esprit de commerce produit naturellement un esprit d'intérêt opposé à la sublimité des vertus morales, il rend aussi un peuple naturellement juste, et en éloigne l'oisiveté et le brigandage. Les nations libres qui vivent sous des gouvernements modérés doivent s'y livrer plus que les nations esclaves. Jamais une nation ne doit exclure de son commerce une autre nation sans de grandes raisons. Au reste, la liberté en ce genre n'est pas une faculté absolue accordée aux négociants de faire ce qu'ils veulent ; faculté qui leur seroit souvent préjudiciable : elle consiste à ne gêner les négociants qu'en faveur du commerce. Dans la monarchie, la noblesse ne doit point s'y adonner, encore moins le prince. Enfin il est des nations auxquelles le commerce est désavantageux : ce ne sont pas celles qui n'ont besoin de rien, mais celles qui ont besoin de tout : paradoxe que l'auteur rend sensible par l'exemple de la Pologne, qui manque de tout, excepté du blé, et qui, par le commerce qu'elle en fait, prive les paysans de leur nourriture pour satisfaire au luxe des seigneurs. M. de Montesquieu, à l'occasion des lois que le commerce exige, fait l'histoire de ses différentes révolutions : et cette partie de son livre n'est ni la moins intéressante, ni la moins curieuse. Il compare

l'appauvrissement de l'Espagne par la découverte de l'Amérique au sort de ce prince imbécile de la fable , prêt à mourir de faim pour avoir demandé aux dieux que tout ce qu'il toucheroit se convertit en or. L'usage de la monnoie étant une partie considérable de l'objet du commerce et son principal instrument, il a cru devoir, en conséquence, traiter des opérations sur la monnoie, du change, du paiement des dettes publiques, du prêt à intérêt, dont il fixe les lois et les limites, et qu'il ne confond nullement avec les excès si injustement condamnés de l'usure.

La population et le nombre des habitants ont avec le commerce un rapport immédiat ; et les mariages ayant pour objet la population, M. de Montesquieu approfondit ici cette importante matière. Ce qui favorise le plus la propagation est la continence publique ; l'expérience prouve que les conjonctions illicites y contribuent peu, et même y nuisent. On a établi avec justice pour les mariages le consentement des pères : cependant on y doit mettre des restrictions ; car la loi doit en général favoriser les mariages. La loi qui défend le mariage des mères avec les fils est (indépendamment des préceptes de la religion) une très bonne loi civile ; car, sans parler de plusieurs autres raisons, les contractants étant d'âge très différent, ces sortes de mariages peuvent rarement avoir la propagation pour objet. La loi qui défend le mariage du père avec la fille est fondée sur les mêmes motifs : cependant (à ne parler que civilement) elle n'est pas si indispensablement nécessaire que l'autre à l'objet de la population, puisque la vertu d'engendrer finit beaucoup plus tard dans les hommes : aussi l'usage contraire a-t-il eu lieu chez certains peuples que la lumière du christia-

nisme n'a point éclairés. Comme la nature porte d'elle-même au mariage, c'est un mauvais gouvernement que celui où on aura besoin d'y encourager. La liberté, la sûreté, la modération des impôts, la proscription du luxe, sont les vrais principes et les vrais soutiens de la population : cependant on peut avec succès faire des lois pour encourager les mariages, quand, malgré la corruption, il reste encore des ressorts dans le peuple qui l'attachent à sa patrie. Rien n'est plus beau que les lois d'Auguste pour favoriser la propagation de l'espèce. Par malheur il fit ces lois dans la décadence ou plutôt dans la chute de la république; et les citoyens découragés devoient prévoir qu'ils ne mettroient plus au monde que des esclaves : aussi l'exécution de ces lois fut-elle bien foible durant tout le temps des empereurs païens. Constantin enfin les abolit en se faisant chrétien ; comme si le christianisme avoit pour but de dépeupler la société, en conseillant à un petit nombre la perfection du célibat !

L'établissement des hôpitaux, selon l'esprit dans lequel il est fait, peut nuire à la population, ou la favoriser. Il peut et il doit même y avoir des hôpitaux dans un état dont la plupart des citoyens n'ont que leur industrie pour ressource, parceque cette industrie peut quelquefois être malheureuse ; mais les secours que ces hôpitaux donnent ne doivent être que passagers, pour ne point encourager la mendicité et la fainéantise. Il faut commencer par rendre le peuple riche, et bâtir ensuite des hôpitaux pour les besoins imprévus et pressants. Malheureux les pays où la multitude des hôpitaux et des monastères, qui ne sont que des hôpitaux perpétuels, fait que tout le monde est à son aise, excepté ceux qui travaillent !

M. de Montesquieu n'a encore parlé que des lois humaines. Il passe maintenant à celles de la religion, qui, dans presque tous les états, font un objet si essentiel du gouvernement. Partout il fait l'éloge du christianisme : il en montre les avantages et la grandeur ; il cherche à le faire aimer ; il soutient qu'il n'est pas impossible, comme Bayle l'a prétendu, qu'une société de parfaits chrétiens forme un état subsistant et durable : mais il s'est cru permis aussi d'examiner ce que les différentes religions (humainement parlant) peuvent avoir de conforme ou de contraire au génie et à la situation des peuples qui les professent. C'est dans ce point de vue qu'il faut lire tout ce qu'il a écrit sur cette matière, et qui a été l'objet de tant de déclamations injustes. Il est surprenant surtout que, dans un siècle qui en appelle tant d'autres barbares, on lui ait fait un crime de ce qu'il dit de la tolérance ; comme si c'étoit approuver une religion que de la tolérer ; comme si enfin l'évangile même ne proscrivoit pas tout autre moyen de le répandre que la douceur et la persuasion. Ceux en qui la superstition n'a pas éteint tout sentiment de compassion et de justice ne pourront lire sans être attendris la remontrance aux inquisiteurs, ce tribunal odieux qui outrage la religion en paroissant la venger.

Enfin, après avoir traité en particulier des différentes espèces de lois que les hommes peuvent avoir, il ne reste plus qu'à les comparer toutes ensemble, et à les examiner dans leur rapport avec les choses sur lesquelles elles statuent. Les hommes sont gouvernés par différentes espèces de lois : par le droit naturel, commun à chaque individu ; par le droit divin, qui est celui de la religion ; par le droit ecclésiastique, qui est

celui de la police de la religion; par le droit civil, qui est celui des membres d'une même société; par le droit politique, qui est celui du gouvernement de cette société; par le droit des gens, qui est celui des sociétés les unes par rapport aux autres. Ces droits ont chacun leurs objets distingués, qu'il faut bien se garder de confondre. On ne doit jamais régler par l'un ce qui appartient à l'autre, pour ne point mettre de désordre ni d'injustice dans les principes qui gouvernent les hommes. Il faut enfin que les principes qui prescrivent le genre des lois, et qui en circonscrivent l'objet, régissent aussi dans la manière de les composer. L'esprit de modération doit, autant qu'il est possible, en dicter toutes les dispositions. Des lois bien faites seront conformes à l'esprit du législateur, même en paroissant s'y opposer. Telle étoit la fameuse loi de Solon par laquelle tous ceux qui ne prenoient point de part dans les séditions étoient déclarés infames. Elle prévenoit les séditions, ou les rendoit utiles, en forçant tous les membres de la république à s'occuper de ses vrais intérêts. L'ostracisme même étoit une très bonne loi; car, d'un côté, elle étoit honorable au citoyen qui en étoit l'objet, et prévenoit, de l'autre, les effets de l'ambition: il falloit d'ailleurs un très grand nombre de suffrages, et on ne pouvoit bannir que tous les cinq ans. Souvent les lois qui paroissent les mêmes n'ont ni le même motif, ni le même effet, ni la même équité; la forme du gouvernement, les conjonctures, et le génie du peuple, changent tout. Enfin le style des lois doit être simple et grave. Elles peuvent se dispenser de motiver, parceque le motif est supposé exister dans l'esprit du législateur; mais quand elles motivent ce doit être sur des principes évidents. Elles ne doivent pas ressembler à cette

loi qui, défendant aux aveugles de plaider, apporte pour raison qu'ils ne peuvent pas voir les ornements de la magistrature.

M. de Montesquieu, pour montrer par des exemples l'application de ses principes, a choisi deux différents peuples, le plus célèbre de la terre, et celui dont l'histoire nous intéresse le plus, les Romains et les François. Il ne s'attache qu'à une partie de la jurisprudence du premier, celle qui regarde les successions. A l'égard des François, il entre dans le plus grand détail sur l'origine et les révolutions de leurs lois civiles, et sur les différents usages abolis ou subsistants qui en ont été la suite. Il s'étend principalement sur les lois féodales, cette espèce de gouvernement inconnu à toute l'antiquité, qui le sera peut-être pour toujours aux siècles futurs, et qui a fait tant de biens et tant de maux. Il discute surtout ces lois dans le rapport qu'elles ont à l'établissement et aux révolutions de la monarchie françoise. Il prouve contre M. l'abbé Dubos que les Francs sont réellement entrés en conquérants dans les Gaules, et qu'il n'est pas vrai, comme cet auteur le prétend, qu'ils aient été appelés par les peuples pour succéder aux droits des empereurs romains qui les opprimoient. Détail profond, exact, et curieux, mais dans lequel il nous est impossible de le suivre.

Telle est l'analyse générale, mais très informée et très imparfaite, de l'ouvrage de M. de Montesquieu. Nous l'avons séparée du reste de son éloge, pour ne pas trop interrompre la suite de notre récit.

ANALYSE RAISONNÉE
DE
L'ESPRIT DES LOIS,

PAR BERTOLINI.

L'auteur des *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* a publié un ouvrage de législation. Une parfaite harmonie, un heureux enchainement, une exacte ressemblance, et, pour ainsi dire, un même air majestueux de famille entre ces deux originaux, ont indiqué d'abord les mêmes mains paternelles. C'est ainsi que Platon, Cicéron, et autres grands hommes, après avoir développé les ressorts des gouvernements, s'attachèrent à donner des règles de législation, tant il est vrai que la durée et la prospérité des états sont inséparables de la bonté des lois, et que de pareilles opérations sont réservées à des hommes rares et d'une extrême vigueur de génie, capables de tracer le plan des empires et d'en jeter les fondements.

L'objet de l'ouvrage ne sauroit être plus intéressant : on ne cherche qu'à augmenter les connoissances de ceux qui commandent, sur ce qu'ils doivent prescrire, et à faire trouver à ceux qui obéissent un nouveau plaisir à obéir.

Il est aisé de remplir un objet aussi bienfaisant, quand on se propose des principes également bienfaisants. La paix et le desir de vivre en société, puisés

dans les lois de la nature; le système, autant dangereux qu'absurde, de l'état naturel de guerre, anéanti; le droit des gens établi sur ce grand principe, que les nations doivent se faire dans la paix le plus de bien, et dans la guerre le moins de mal qu'il est possible; l'esprit de conquête et d'agrandissement, décrié; des flétrissures perpétuelles sur le despotisme, de l'horreur contre les grands coups d'autorité; la félicité publique, fondée sur le rapport d'amour entre le souverain et les sujets; enfin des maximes propres à faire naître la candeur des mœurs et la douceur des lois: voilà les principaux traits de cet ouvrage, qui forment son esprit général, ou plutôt le triomphe de la modération et de la sûreté.

Notre auteur considère d'abord les lois dans la vue la plus universelle, c'est-à-dire ces lois générales et immuables qui, dans la relation qu'elles ont avec les divers êtres physiques, s'observent, sans aucune exception, avec un ordre, une régularité, et une promptitude infinie.

Il fait descendre du ciel les lois primitives dans la relation qu'elles ont avec les êtres intelligents. Comme ces lois doivent leur origine non aux institutions humaines, mais à l'auteur de la nature, on est charmé d'y voir résider la vérité, sans que leurs traits vieillissent jamais.

Il examine les lois par rapport à l'homme considéré avant l'établissement des sociétés, et par conséquent dans l'état de nature. Il les cherche telles qu'on les a fixées après que les hommes se sont liés en société, dans les rapports, ou de nation à nation, ce qui forme le *droit des gens*; ou du souverain aux sujets, ce qui établit le *droit politique*; ou de citoyen à citoyen, ce

qui constitue le *droit civil*. Notre auteur a trop de pénétration pour ne pas apercevoir la suprême influence de ces notions, qui dominent sur le corps entier de son ouvrage : aussi est-il attentif à porter une lumière toute nouvelle sur cette matière, qui, malgré les éclaircissements de tant d'habiles gens, ne laissoit pas d'être encore de nos jours défigurée par des absurdités.

Après ces notions préliminaires, la constitution des gouvernements, leur force offensive et défensive, la liberté, le physique du climat et du terroir, l'esprit général de la nation, le commerce, la population, sont les principaux chefs auxquels notre auteur rapporte la législation (1). C'est de ces rapports primitifs qu'une infinité d'autres coulent comme de leur source.

Pour ce qui est de la constitution, il fixe trois espèces de gouvernements : *républicain*, *monarchique*, et *despotique*. Il en découvre la nature, et il montre les lois fondamentales qui en dérivent. Ces lois partent d'elles-mêmes d'une si grande universalité, qu'on peut les regarder comme la base de la constitution. Comme c'est par ces lois fondamentales qu'il faut régler la puissance souveraine, les droits des sujets et les fonctions des magistrats, aussi est-ce dans la juste fixation de ces mêmes lois que notre auteur s'est signalé. J'oserai presque dire que ses théorics n'ont pas produit une

(1) J'ai cru à propos, en renvoyant le lecteur à l'original, de me taire dans mon travail à l'égard des lois civiles de la monarchie françoise et de ses lois féodales, matières difficiles, épincuses, et qui demandent des connoissances locales et sans nombre. J'en ai agi de même au sujet des lois par rapport à la religion. Eh ! comment un écrivain subalterne oseroit-il lever ses mains tremblantes pour cueillir des fruits d'un arbre qui a sa racine dans le ciel ? Je n'ai rien dit non plus sur quelques exemples. Néanmoins toutes les grosses masses y restent.

admiration stérile. Il ne s'arrête pas à des préjugés; il va directement au but des choses, tirant ces lois de la nature de chaque constitution. C'est ainsi qu'un auteur judiciaire établit des principes.

Comme chaque espèce de gouvernement, outre ses lois fondamentales qui lui sont propres, a besoin aussi de ressorts particuliers qui maintiennent et soutiennent sa constitution et la fassent agir, notre auteur, avec un esprit de justesse et de précision incomparable, recherche, examine, et découvre ces ressorts dans la nature même de chaque gouvernement; ressorts qu'il appelle *principes*. La *vertu politique*, c'est-à-dire l'amour de la patrie et de l'égalité, fait agir le gouvernement républicain; l'*honneur* est le mobile du gouvernement monarchique; la *crainte* entraîne tout dans le gouvernement despotique. Ces principes ont tant de vues, et ils influent si immédiatement sur la constitution, qu'on peut les considérer comme la clef d'une infinité de lois. Notre auteur découvre d'un si beau point de vue les détails immenses des lois.

C'est à ce principe qu'il rapporte les lois de l'éducation. En effet, c'est par là que les grands politiques et les sages législateurs ont tracé le plan de leur législation, ayant toujours regardé l'éducation comme l'ame, l'ordre, le conseil, la vigueur du gouvernement. C'est surtout lorsqu'il parle de l'éducation propre au gouvernement monarchique qu'il fouille dans les replis les plus secrets du cœur humain, afin de pouvoir dévoiler les ressorts de l'honneur, et développer les semences de ses bizarreries. Il remonte à l'antiquité la plus reculée pour y chercher des exemples frappants de cette vertu politique si nécessaire à former un vrai républicain. Il nous fait trouver des points fixes dans ces in-

stitutions singulières, que sans ses éclaircissements on auroit crues n'être que l'ouvrage d'une spéculation oisive, ou de quelque esprit inquiet.

Notre auteur, sûr de la possession de ses immenses richesses, se plaît à faire toujours entrevoir des germes de pensées cachées, que la méditation du lecteur fait éclore. La chaîne précieuse des idées qui se suivent, même sans se montrer, paroît indiquer dans ce livre sur l'éducation que ce seroit l'endroit propre pour rendre hommage à cette philosophie qui, débarrassée de toutes questions frivoles, ou plus curieuses qu'utiles, n'a pour objet que la recherche du vrai bien et les principes de la saine morale; par conséquent cette philosophie sage et bienfaisante qui, avec des yeux de mère, n'a d'autre soin que de cultiver un esprit et une ame qui doit être vigilante, qui doit être sage, qui doit être juste pour la société; cette philosophie, qui a une force et une efficacité de vive loi, parcequ'elle forme le bon prince, le bon magistrat, le bon sujet, le bon patriote, le bon parent, et, pour tout dire, le citoyen vertueux. Sans cette philosophie, Alexandre n'auroit jamais civilisé tant de peuples. Inspirés par cette philosophie, les enfants de ces contrées barbares faisoient leur passe-temps de lire les vers d'Homère, et de chanter les tragédies de Sophocle et d'Euripide. Sans cette philosophie, Épaminondas n'auroit pas fait l'admiration de l'univers.

Notre auteur, après avoir jeté des fondements si solides à l'égard de l'éducation, suivant toujours de près les principes de chaque gouvernement, rapporte à une théorie si féconde et si générale de ces mêmes principes les lois que le législateur veut donner à toute la société.

Chose singulière ! toutes promptes et étendues que sont les vues de notre auteur, elles ne sauroient ici le décharger de la plus laborieuse attention. Comme il a l'habileté suprême de distinguer quand il faut seulement indiquer, quand il faut enseigner, quand il faut diriger, ce n'est qu'après des recherches sans nombre et compliquées, inséparables d'un grand travail et d'une application suivie, qu'il découvre ici toutes les faces de ces objets de législation, et leurs différences les plus délicates. C'est ainsi que dans une beauté achevée du corps humain, qui consiste dans la juste proportion de ses parties, celles qui doivent avoir plus de force ont aussi plus de grosseur, celles qui doivent être plus déliées sont à mesure plus déchargées.

Ainsi c'est avec la dernière exactitude que notre auteur, en conformité des principes du gouvernement républicain, où il est souverainement important que la volonté particulière ne trouble pas la disposition de la loi fondamentale, montre les lois propres à favoriser la subordination aux magistrats, le respect pour les vieillards, la puissance paternelle, l'attachement aux anciennes institutions, la bonté des mœurs. Il règle aussi le partage des terres, les dots, les manières de contracter, les donations, les testaments, les successions, pour conserver l'égalité, qui est l'ame de ce gouvernement.

Et comme les lois romaines, malgré la révolution des empires, seront toujours à plusieurs égards le modèle de toute législation sensée, notre auteur, pour faire mieux sentir l'étroite liaison des lois de succession avec la nature du gouvernement, remonte jusqu'à l'origine de Rome pour chercher sous des toits rustiques, et dans le partage du petit territoire d'un

peuple naissant, composé de pâtres, les lois civiles à ce sujet, dont le changement tint toujours à celui de la constitution (1). Ici, comme partout ailleurs, on est convaincu que la politique, la philosophie, la jurisprudence, par leur secours mutuel, portent des lumières là où l'on n'entrevoyoit que de foibles lueurs.

Les prééminences, les rangs, les distinctions, la noblesse, entrent dans l'essence de la monarchie. C'est donc des principes de ce gouvernement qu'il fait descendre les lois qui concernent les privilèges des terres nobles, les fiefs, les retraits lignagers, les substitutions, et autres prérogatives, qu'on ne sauroit par conséquent communiquer au peuple sans diminuer la force de la noblesse et celle du peuple même, et sans choquer inutilement tous les principes.

Notre auteur est charmé de reconnoître ici l'excellence des principes du gouvernement monarchique, et ses avantages sur les autres espèces de gouvernements : les différents ordres qui tiennent à la constitution la rendent inébranlable au point de voir ses ressorts remis en équilibre au moment même de leur dérèglement.

Il développe les lois qui sont relatives à ce mouvement de rapidité, à ces violences, à cette affreuse tranquillité, à cette léthargie, à cet esclavage du gouvernement despotique : il se déchaîne contre ces caprices, ces fureurs, ces vengeances, cette avarice, ces volontés rigides, momentanées et subites d'un visir qui est tout, tandis que les autres ne sont rien : il trace avec

(1) L'article des lois romaines sur les successions, qui seul dans l'original forme le livre XVII, non sans interruption, trouve ici naturellement sa place après le chapitre v du livre V, où je l'ai mis.

les couleurs les plus noires une peinture si naïve des fantaisies, des indignations, des inconstances, des imbécillités, des voluptés, de cette paresse, et de cet abandon de tout, d'un despote, ou plutôt du premier prisonnier enfermé dans son palais, que, nous inspirant de l'horreur contre cette espèce de gouvernement, il paroît nous avertir tacitement combien nous sommes obligés de rendre grâces au ciel de nous avoir fait naître dans nos contrées heureuses, où les souverains, toujours agissant, toujours travaillant, et menant une vie appliquée, ne sont occupés que du bien-être de leurs sujets, comme un bon père de famille est attentif au bien de ses enfants.

C'est en tirant les conséquences de ces mêmes principes, par rapport à la manière de former les jugements, qu'il sait tendre les pièges les plus adroits au despotisme, heureusement inconnu aux sages gouvernements de nos jours, où un corps permanent de plusieurs juges est le seul dépositaire de la vie, de l'honneur et des biens de chaque citoyen; où les souverains, laissant aux mêmes juges le pouvoir de punir, se réservent celui de faire grâce, qui est le plus bel attribut de la souveraineté; et où les ministres, sans se mêler des affaires contentieuses, veillent nuit et jour aux grands intérêts de l'état, n'exigeant d'autre récompense de leurs travaux que le pouvoir de faire des heureux. Notre auteur, pour inspirer par le contraste plus de respect pour ces corps augustes, ou, pour mieux dire, pour ces sanctuaires de justice, de vérité, de sagesse, nous rappelle avec horreur le jugement d'Appius, ce magistrat inique, qui abusa de son pouvoir jusqu'à violer la loi faite par lui-même.

Il nous met entre les mains des trésors inestimables

à l'égard de l'établissement des peines. Il nous montre que la douceur et la modération sont les vertus propres des grandes ames, nées pour faire le bonheur des peuples. Il faut en convenir, les connoissances rendent les hommes doux ; la raison porte à l'humanité, et il n'y a que les préjugés qui y fassent renoncer.

Ainsi, ce n'est pas ici un de ces législateurs qui, avec un air irrité et terrible, avec des yeux pleins d'un feu sombre, lance des regards farouches, menace, tonne, et porte l'épouvante partout, et, ne sachant être juste sans outrer la justice même, ni bienfaisant sans avoir été oppresseur, prend toujours les voies extrêmes pour agir avec violence au lieu de juger, pour faire des outrages au lieu de punir, pour exterminer tout par le glaive au lieu de régler.

C'est un bon législateur qui cherche plutôt à corriger qu'à mortifier, plutôt à humilier qu'à déshonorer, plutôt à prévenir des crimes qu'à les punir, plutôt à inspirer des mœurs qu'à infliger des supplices, plutôt à obliger à vivre selon les règles de la société qu'à retrancher de la société : c'est un sage magistrat qui sait distinguer les cas où il faut être neutre, et ceux où il faut être protecteur, parcequ'il a assez d'esprit et de cœur pour saisir le point critique et délicat auquel la justice finit, et où commence l'oppression qui, étant exercée à l'ombre de la justice et de sang froid, seroit la source la plus empoisonnée d'une tyrannie sourde et inexorable : c'est un père tendre et compatissant, qui sait trouver ce sage milieu entre l'indolence et la dureté, je veux dire la clémence.

Il n'est pas indifférent que je fasse ici une remarque. Quand notre auteur parle des peines, il ne faut pas attendre de lui des interprétations, des déclarations,

des axiomes, et des décisions, comme on voit dans les livres des jurisconsultes : ce seroit n'avoir pas une idée juste de son ouvrage que de le regarder dans un point de vue si borné. Notre auteur, ici comme partout ailleurs, aspire à quelque chose de plus haut, de plus noble, et de plus étendu ; il n'enseigne point en simple jurisconsulte qui s'arrête à examiner en détail ce qui est juste ou injuste dans les affaires contentieuses ; son dessein est de découvrir tous les objets différents de législation, qu'il a dû embrasser d'une vue générale. Ainsi le grand ressort de son ouvrage est la science du gouvernement, qui réunit toutes les sciences, tous les arts, toutes les connoissances, toutes les lois, en un mot tout ce qui peut être utile à la société.

C'est lorsqu'il traite du luxe propre au gouvernement républicain, et lorsqu'il parle de la condition des femmes, qu'il sait accorder d'une manière merveilleuse la politique avec la pureté des mœurs. Pour preuve de cette heureuse conciliation, il suffiroit de rappeler ici le bel éloge que notre auteur fait des coutumes de ces peuples où l'amour, la beauté, la chasteté, la vertu, la naissance, les richesses même, tout cela étoit pour ainsi dire la dot de la vertu.

On est charmé de la juste apologie que notre auteur fait de l'administration des femmes, jusqu'à les placer sur le trône, non par leurs graces, par leurs talents, mais par leur humanité, mais par leur douceur, mais par leurs sentiments tendres et compatissants qui assurent la modération dans le gouvernement. En effet, quel beau règne que celui de l'auguste souveraine Marie-Thérèse ! Non, le ciel n'a jamais confié la tutèle des peuples à une princesse plus vertueuse et plus digne de les gouverner.

L'influence des principes de chaque gouvernement est si grande, et ils ont tant de force sur la constitution, que c'est par leur corruption que tout gouvernement doit périr. Sparte, dont les institutions furent avec raison regardées comme l'ouvrage des dieux, périt par la corruption de ses principes. Dès-lors ce ne furent plus les mêmes vues, les mêmes desirs, les mêmes craintes, les mêmes précautions, les mêmes soins, les mêmes travaux. Rien ne se rapporta plus au bien général, personne ne respira plus la gloire et la liberté. Ce fut par la corruption de ses principes qu'Athènes, malgré sa police, ses mœurs, et les belles institutions de Solon, reçut des plaies profondes, sans pouvoir retrouver aucun vestige de cette ancienne politique mâle et vigoureuse, qui savoit préparer les bons succès et réparer les mauvais. Dès-lors Athènes, autrefois si peuplée d'ambassadeurs qui venoient en foule réclamer sa protection; Athènes, superbe par le nombre de ses vaisseaux, de ses troupes, de ses arsenaux, par l'empire de la mer, fut réduite à combattre, non pour la prééminence sur les Grecs, mais pour la conservation de ses foyers. Quel spectacle affreux de voir des scélérats qui conspiroient à la ruine de la patrie, prétendre aux honneurs rendus à Thémistocle, et aux héros qui moururent aux batailles de Marathon et de Platée ! Cela fit que des citoyens impies, et vendus aux puissances ennemies lorsqu'elles prospéroient, se promenoient avec un visage content et serein dans les places publiques; et, au récit des événements heureux pour la patrie, ils n'étoient point honteux de trembler, de gémir, de baisser les yeux vers la terre. Cela fit qu'on vit paroître sur la tribune des flatteurs, des prévaricateurs, des mercenaires, pour proposer des décrets aussi fastueux

que lâches et scandaleux, qui dégradèrent la cité et la couvroient d'opprobre. Ce fut enfin par la corruption de ses principes que tout fut perdu à Rome. Rome, cette ville réputée éternelle, qu'on vénéroit comme un temple; Rome, dont le sénat étoit respecté comme une assemblée de rois, où l'on voyoit les rois étrangers se prosterner et baiser le pas de la porte, appelant les sénateurs leurs patrons, leurs souverains, leurs dieux; Rome enfin dont le gouvernement étoit regardé comme le plus grand et le plus beau chef-d'œuvre qui fut jamais parmi les humains, perdit par la corruption de ses principes la force de son institution. Plus de patrie, plus de lois, plus de mœurs, plus de déférence, plus d'intérêt public, plus de devoirs. Les citoyens, qui le diroient! à la vue même du Capitole et de ses dieux, déserteurs de la foi de leurs pères, ne sentant plus de répugnance pour l'esclavage, s'approprièrent avec la tyrannie, contents de jouir d'un repos indigne du nom romain, de la république, de leurs ancêtres. C'est de ce débordement de corruption générale d'une république mourante qu'on vit naître successivement, tantôt une anarchie générale, où l'on donna le nom de rigueur aux maximes, de gêne à la subordination, d'opiniâtreté à la raison, aux lumières, à l'examen, de passion et de haine à l'attention contre les abus et à une justice intrépide, et par là l'inertie tint lieu de sagesse; tantôt un gouvernement dur et militaire qui ôta les prérogatives des corps et les privilèges des peuples vaincus, qui conduisit tout immédiatement par lui-même, changea tout l'ordre des choses, confondit l'infamie et les dignités, avilit tous les honneurs jusqu'à être le partage de quelques esclaves ou de quelques gladiateurs; tantôt une tyrannie réfléchie, qui ne res-

pira que des ordres cruels, des délateurs, des amitiés infidèles, et l'oppression des innocents; tantôt un despotisme idiot et stupide, auquel on faisoit accroire que cet abatement affreux de Rome, de l'Italie, des provinces, des nations, étoit une paix et une tranquillité du monde romain.

Comme la corruption de chaque gouvernement marche d'un pas égal avec celle de ces principes, c'est avec sa main de maître que notre auteur propose les moyens propres pour maintenir la force de ces principes, qu'il montre la nécessité de les rappeler quand on s'en est éloigné, et qu'il va chercher les remèdes jusque dans le maintien de l'état, dans la grandeur qui est naturelle et proportionnée à chaque espèce de gouvernement.

Ici, que de raisons de nous féliciter de nos temps modernes, de la raison présente, de notre religion, de notre philosophie, et, pour tout dire, de nos mœurs, qui, comme a remarqué notre auteur, forment le grand ressort de nos gouvernements, et en éloignent la corruption! Quel bonheur pour nous que la bonté des mœurs soit l'ame de la constitution, qui, indépendamment de tout autre principe, règle tout, et que par la douceur de ces mœurs chacun aille au bien commun, en assurant sa félicité particulière!

Il faut l'avouer, ce ne furent point ces vertus humaines, ce faux honneur, cette crainte servile, qui maintinrent et firent agir toutes les parties du corps politique de l'état sous les Tite, les Nerva, les Marc-Aurèle, les Trajan, les Antonin: ce furent les mœurs, qui ont toujours autant contribué à la liberté que les lois. Une belle carrière à remplir pour un lecteur attentif seroit de développer ce principe fécond et intéressant, que notre auteur n'a laissé renfermé dans son

germe que pour le plaisir que les seules grandes ames goûtent à trouver des compagnons de leurs travaux. On peut dire de notre auteur que tout, jusqu'à ses négligences, se ressent de son caractère.

Après la constitution, la force défensive et offensive du gouvernement forme une des principales branches de la législation. Comme la raison et l'expérience se sont toujours trouvées d'accord à montrer que l'agrandissement du territoire au-delà de ses justes bornes n'est pas l'augmentation des forces réelles de l'état; mais plutôt une diminution de sa puissance, notre auteur, après avoir indiqué les moyens propres à pourvoir à la sûreté de la monarchie, c'est-à-dire à la force défensive, fait sentir à ceux à qui la monarchie a confié sa puissance, ses forces, le sort de ses états, combien il faut qu'ils soient circonspects à ne porter pas trop loin leur zèle pour la gloire du maître, étant plus de son intérêt qu'il augmente son influence au lieu d'augmenter la jalousie, et qu'il devienne plutôt l'objet du respect de ses voisins que de leurs craintes.

Pour ce qui est de la force défensive des républiques, notre auteur la voit là où on l'a toujours trouvée, c'est-à-dire dans ces associations fédératives de plusieurs républiques, qui ont toujours assuré à cette forme de gouvernement la prospérité au-dedans et la considération au-dehors.

Je ne saurois quitter ce sujet sans faire ici une remarque. Notre auteur, qui ne paroît avoir fait son ouvrage que pour s'opposer aux sentiments de l'abbé de Saint-Pierre (1), comme Aristote ne composa sa *Politique* que pour combattre celle de Platon, soutient que

(1) Chose singulière ! ces deux auteurs, par des chemins différents et souvent opposés, vont au même but ; je veux dire à la douceur et à la modération.

cette constitution fédérative ne sauroit subsister à moins qu'elle ne soit composée d'états de même nature, surtout d'états républicains; principe entièrement opposé au plan de la *diète européenne* de l'abbé de Saint-Pierre. Ce n'est pas à moi à prononcer sur cette question : je ne ferai que rappeler ici les suffrages respectables des Grotius, des Leibnitz, et, qui plus est, de Henri-le-Grand; suffrages qui font connoître que le projet de l'abbé de Saint-Pierre ne devoit pas être regardé comme un rêve. Peut-être le monde est-il à cet égard encore trop jeune pour établir en politique certaines maximes dont la fausse impossibilité ne paroitra qu'aux yeux de la postérité; mais qu'il me soit du moins permis de nous féliciter de la présente situation de l'Europe, qui ne sauroit être mieux disposée pour embrasser un si beau plan. Un meilleur droit des gens, la science de ce droit et celle des intérêts des souverains mises en système; la bonne philosophie, l'étude des langues vivantes, la langue françoise devenue la langue de l'Europe; un esprit général de commerce, qui a fait que la connoissance des mœurs de toutes les nations a pénétré partout, qui a éteint l'esprit de conquête et entretient celui de la paix, dont à présent jouit tout l'univers; les places de commerce, les foires, le change, un luxe des productions des pays étrangers, les banques publiques, les compagnies de commerce, les grands chemins bien entretenus, la navigation facilitée et étendue, les postes, les papiers politiques, le goût des voyages, l'hospitalité, les bons réglemens de santé; l'équilibre mis en système, les alliances, les traités de commerce, une parfaite harmonie entre les souverains (1); les ministres étrangers

(1) Cet écrit fut composé en 1754, temps d'une paix générale en Europe.

résidant aux cours, les consuls, les universités, les académies, les correspondances littéraires, des savants étrangers appelés et entretenus par des souverains, l'art de l'imprimerie, le théâtre françois et la musique italienne répandus partout; mais, qui plus est, la modération, les mœurs et les lumières, qui forment le caractère général de tous les souverains de nos jours, et, pour comble de prospérité, le chef (1) visible de notre religion, grand prince, et, pour mieux employer les expressions de notre auteur (2), *l'homme le plus propre à honorer la nature humaine et à représenter la divine*: toutes ces combinaisons forment une si étroite liaison de l'Europe entière, que par ce grand nombre de rapports on peut dire qu'elle ne compose qu'un seul état, et qu'elle n'est, pour ainsi dire, qu'une grande famille dont tous les membres sont unis par une parfaite harmonie. Cette liaison peut être regardée comme un heureux présage, et presque un traité préliminaire du grand traité définitif de la *diète européenne*. Heureux les ministres qui auront l'honneur de cette signature! et plus heureux les souverains qui auront celui de la ratification, en stipulant par ce traité le bonheur éternel du genre humain! C'est après cette signature qu'il faut ériger un mausolée à l'abbé de Saint-Pierre pour éterniser sa mémoire, en y gravant ces vers d'Euripide:

« O Paix, mère des richesses, la plus aimable des divinités, que je vous desire avec ardeur! Que vous tardez à venir! Que je crains que la vieillesse ne me surprenne avant que je puisse voir le temps heureux où tout retentira de nos chansons, et où, couronnés de fleurs, nous célébrerons des festins! »

(1) Le pape Benoît XIV, Prosper Lambertini.

(2) Grandeur et décadence des Romains, chap. xv.

A la force défensive de chaque état est liée la force offensive. Celle-ci est réglée par le droit des gens; c'est-à-dire par cette loi politique qui établit les rapports que les différentes nations ont entre elles. Le droit de la guerre et celui de conquête forment le principal objet de ce droit des gens. Je le dis, toujours à la louange de notre auteur, l'ouvrage du cœur donne ici, comme partout ailleurs, son caractère à l'ouvrage de l'esprit. Pour preuve de cela, il ne faut que rappeler ici sa belle, haute, sage, et grande définition du droit de conquête; « droit nécessaire, dit-il, légitime et malheureux, qui « laisse toujours à payer une dette immense pour s'acquitter avec la nature humaine. » De là cette belle conséquence, que le droit de conquête porte avec lui le droit de conservation, non celui de destruction; de là les droits barbares et insensés de tuer l'ennemi après la conquête, et de le réduire en servitude, tant décriés; de là cette nécessité de laisser aux peuples vaincus leurs lois, et, ce qui est plus important, leurs mœurs et leurs coutumes, qu'on ne sauroit changer sans de grandes secousses; de là enfin ces pratiques admirables pour joindre les deux peuples par des nœuds indissolubles d'une amitié réciproque. Une chaîne de conséquences aussi justes que bienfaisantes nous oblige de rendre ici hommage à notre droit des gens, ou plutôt à celui de la raison, qui, toujours éloigné des préjugés destructeurs, sait développer les idées éternelles et constantes du vrai et du faux, du juste et de l'injuste, pour démontrer les moyens propres à diminuer les maux et augmenter les biens des sociétés: objet qui constitue le sublime de la raison humaine.

Il y auroit une grande imperfection dans cet ouvrage, si on n'y avoit en même temps considéré les

lois dans leur rapport avec le droit le plus précieux que nous tenions de la nature, je veux dire la liberté. Mais il ne faudroit d'autre preuve du génie de notre auteur que ses théories étendues et lumineuses sur cette partie de législation ; théories qu'il tire également de la majesté du sujet, et de ses profondes connoissances.

Il examine d'abord les lois qui forment la liberté politique dans son rapport le plus important, je veux dire relativement à la constitution. Pour que le lecteur ne puisse abuser des termes, il donne une juste définition du mot de *liberté* : il en réveille l'idée la plus conforme à la nature de la chose ; et comme cette liberté est inséparable de l'ordre civil, de l'harmonie tant requise dans la société, et, pour tout dire, de la subordination aux lois, notre auteur ne la cherche point dans ces gouvernements que des préjugés font appeler libres, parceque le peuple y paroît faire ce qu'il veut, confondant ainsi les idées de *licence* et de *liberté* ; mais il voit le triomphe de la liberté dans ces gouvernements où les différents pouvoirs sont distribués de façon que la force de l'un tient la force de l'autre en tel équilibre qu'aucun d'eux n'emporte la balance.

Il ne faudroit que ces justes réflexions de notre auteur sur cette distribution des différents pouvoirs pour prouver que les affaires politiques bien approfondies se réduisent, comme les autres sciences, à des combinaisons, et pour ainsi dire à des calculs très exacts. Ainsi, autant nous avons lieu de nous féliciter des progrès de la raison humaine de nos jours, qui a fait que l'autorité ne sauroit craindre les talents, autant avons-nous raison de plaindre l'excès d'idiotisme de quelques uns de nos aïeux, ou plutôt le comble d'orgueil de leurs petites ames, qui se croyoient

dégradées en s'asservissant aux règles, et, dédaignant d'acquérir des connoissances, avoient la hardiesse de se croire en état de pouvoir conduire tout avec le seul bon sens, qui, dépourvu de principes, ne leur offroit que la confiance de n'avoir jamais des contradicteurs, suite de l'abus de l'autorité. De là ces torrents d'erreurs, ces lois gauches, absurdes, contradictoires, si mal assorties, et, s'il est permis de lâcher le mot, plus insensées que les colonnes où elles furent affichées ; de là enfin ces établissemens qui naquirent, vieillirent, moururent presque dans le même instant. On sentira mieux ceci en réunissant des traits parsemés dans l'ouvrage de notre auteur sur la conduite aveugle du despotisme oriental. « Le despote, dit-il, n'a point à délibérer ni à raisonner ; il n'a qu'à vouloir (1). Dans ce despotisme il est également pernicieux qu'on raisonne bien ou mal, et il suffiroit qu'on raisonnât pour que le principe de ce gouvernement fût choqué (2). Le savoir y est dangereux (3). Comme il ne faut que des passions pour établir ce gouvernement, tout le monde est bon pour cela ; et le despote, malgré sa stupidité naturelle, n'a besoin que d'un nom pour gouverner les hommes (4). »

C'est par cette sage distribution des pouvoirs que les politiques grecs et romains calculèrent les degrés de liberté des anciennes constitutions. Ils regardèrent cet équilibre comme le chef-d'œuvre de la législation : ils en furent même si étonnés, que j'oserois dire qu'ils n'imaginèrent le concours des dieux avec les hommes dans la fondation de leurs cités que pour faire l'éloge de cette espèce de gouvernement. C'est dans ce point

(1) Liv. IV, chap. III. — (2) Liv. XIX, chap. XVII. — (3) *Ibid.* — (4) Liv. V, chap. XIV.

de vue que l'*Histoire* de Polybe a été toujours regardée comme le livre des philosophes; des grands capitaines et des maîtres du monde. Ainsi notre auteur, semblable à Michel-Ange, qui cherchoit la belle nature dans les débris de l'antiquité, parcourt les annales et les monuments de Rome naissante (1) et de Rome florissante, où il décèle des liaisons jusqu'à présent inconnues, qui lui font voir dans le plus beau jour cette harmonie des pouvoirs qui formèrent une conciliation si admirable des différents corps; harmonie qui mérita d'être regardée comme la source principale de la liberté politique de cette capitale de l'univers. ✕

Le plaisir qu'on ressent à rapprocher l'antiquité de nos temps modernes fait que notre auteur se plaît à chercher aussi cet équilibre des pouvoirs dans la constitution de l'Angleterre, formée et établie pour maintenir la balance entre les prérogatives de la couronne et la liberté des sujets, et pour conserver le tout. En effet, où doit-on chercher cette liberté, si ce n'est dans un état où le corps législatif étant composé de deux parties, c'est-à-dire du grand conseil de la nation et du corps qui représente le peuple, l'une enchaîne l'autre par la faculté d'empêcher, et toutes les deux sont liées par la puissance exécutive, comme celle-ci est liée par la législative?

Comme c'est des décombres d'un édifice gothique que notre auteur déterre le beau concert des pouvoirs intermédiaires subordonnés et dépendants du souverain dans les monarchies que nous connoissons, il fait aussi descendre ce beau système, ou, pour mieux dire, ce juste équilibre de la constitution de l'Angleterre, des forêts des anciens Germains; système que notre

(1) Et veteris Romæ sublimem interrogat umbram. •

auteur à développé dans le détail immense de ses relations par des réflexions d'un homme d'état.

Après avoir examiné la liberté politique dans son rapport avec la constitution, c'est-à-dire dans cet heureux milieu entre la licence et la servitude, qui forme le caractère distinctif du gouvernement modéré, notre auteur fait voir cette même liberté dans le rapport qu'elle a avec le citoyen. Il a cherché avec succès le premier rapport dans la sage distribution des pouvoirs, il a trouvé le second dans la sûreté des citoyens.

La vie et la propriété des citoyens doivent être assurées comme la constitution même. Cette sûreté à l'égard de la vie peut être extrêmement attaquée dans les accusations publiques et privées, et, à l'égard de la propriété, dans la levée des tributs. C'est donc dans l'examen des jugemens criminels et dans la sagesse à régler la levée des tributs que notre auteur s'est occupé; deux objets qui forment les principales branches de la société.

Les crimes blessent ou la religion, ou les mœurs, ou la tranquillité, ou la sûreté des citoyens. C'est un grand ressort dans les lois criminelles que cette juste fixation des classes des crimes, qui ne pouvoit demeurer stérile entre les mains de notre auteur. Il connoissoit trop que sans ces bornes immuables les erreurs doivent se multiplier tour-à-tour avec les volumes; et, dans cette confusion d'idées, il falloit que de si grands intérêts dépendissent quelquefois de l'arbitraire des juges, et souvent des contradictions des praticiens.

C'est par le secours de cette théorie qu'il guérit de ces idées superstitieuses qui, dans les jugemens criminels, frappoient d'un même coup et la religion et la liberté: mais il en agit avec tant de circonspection et

de sagesse, qu'on diroit qu'il ne fait que lever avec ménagement le voile que d'autres déchirèrent d'une main hardie, faisant ainsi naître un nouveau mal du remède même. Ces sortes d'emportements, indépendamment de leur injustice et de leur imprudence, seroient de nos jours un sujet de raillerie, vu les progrès de la raison humaine.

C'est en partant de ces principes qu'il nous fait voir combien on a besoin dans la punition de certains crimes de toute la modération, de toute la prévoyance, de toute la sagesse, en leur laissant pourtant toutes les flétrissures.

Le merveilleux concert de la politique avec la bonté des mœurs, qui domine toujours dans cet ouvrage, paroît ici plus lumineux lorsque notre auteur nous fait sentir avec un secret plaisir que les mœurs du souverain favorisent autant la liberté que les lois.

Enfin c'est en tirant chaque peine de la nature des crimes qu'il nous rappelle avec horreur le violent abus de donner autrefois le nom de crimes de lèse-majesté à des actions qui ne le sont pas; abus qui donna des secousses terribles à la liberté des citoyens de Rome, sous ces empereurs également subtils et cruels à imaginer des prétextes odieux pour faire périr les gens de bien et éluder les lois les plus salutaires.

Notre auteur, dans ce livre, qui forme le tableau le plus intéressant que l'on puisse présenter à l'humanité, nous mène, sans rien dire, à une réflexion. Comme il est résulté des biens sans nombre d'avoir suivi la législation romaine, il y a aussi des cas où l'on bénira à jamais nos sages législateurs pour s'en être éloignés. En effet, combien n'a-t-on pas gagné à nous guérir des préjugés de la plupart de nos pères, qui, pleins de

cette idée fastueuse d'une législation dominatrice sur toute la terre, adoptèrent aveuglément les dispositions de ces mêmes empereurs qui, en manifestant leurs volontés par ces édits de majesté, sembloient avoir voulu en même temps déclarer leur inimitié envers la nature humaine.

Notre auteur, ayant ainsi développé les ressorts de la législation par rapport à la sûreté de la vie, s'attache à examiner les lois propres à assurer la propriété. C'est surtout dans la levée des tributs que cette propriété doit être assurée : c'est là le triomphe de la liberté politique par rapport au citoyen : le souverain lui-même étant le plus grand citoyen de l'état, est le plus intéressé à favoriser la sûreté à cet égard.

Les vices d'administration dans la levée des tributs naissent, ou de leur excès, ou de leur répartition disproportionnée, ou des vexations dans la perception : vices qui blessent également la sûreté, et d'où par conséquent dérive cette maladie de langueur qui afflige tant les peuples.

Ainsi notre auteur, après avoir démontré le faux raisonnement de ceux qui disent que la grandeur des tributs est bonne par elle-même pour empêcher tout excès, fait voir combien il importe à un sage législateur d'avoir égard aux besoins des citoyens, afin de bien régler cette portion qu'on ôte, pour la sûreté publique, de la portion qu'on laisse aux sujets. Il veut que ces besoins soient réels, non imaginaires : c'est pourquoi il se déchaîne contre ces projets qui flattent tant ceux qui les forment, parcequ'ils ne voient qu'un bien qui n'est que momentané, sans s'apercevoir qu'ils obèrent par là l'état pour toujours.

Notre auteur fixe la proportion des tributs en raison

de la liberté des sujets. Tout ce qu'il dit se plie à ses principes. Comme il a posé que les revenus de l'état ne sont que cette portion que chaque citoyen donne de son bien pour avoir la sûreté de la portion dont il doit jouir, il est de la nature de la chose de lever les tributs à proportion de la liberté, et de les modérer à mesure que la servitude augmente. Il y a, dit-il, ici une espèce de compensation : dans les gouvernements modérés, la liberté est un dédommagement de la pesanteur des tributs, pourvu que par l'excès des tributs on n'abuse pas de la liberté même ; dans les gouvernements despotiques on regarde comme un équivalent pour la liberté la modicité des tributs.

De là il s'ensuit que, dans les pays où l'esclavage de la glèbe est établi, on ne saurait être trop circonspect à ne point augmenter les tributs pour ne point augmenter la servitude.

Pour ne point choquer cette proportion, notre auteur fait ainsi voir combien il importe que la nature des tributs soit relative à chaque espèce de gouvernement, telle sorte d'impôt convenant plus aux peuples libres, telle autre aux peuples esclaves.

Enfin, avec le guide de ces principes, notre auteur cherche à couper les nerfs à toute vexation, proposant les remèdes propres à guérir mille maladies du corps politique à cet égard. Ces principes sont si féconds, qu'un lecteur attentif en peut tirer des conséquences à perte de vue.

Jusqu'ici notre auteur a examiné l'esprit de la législation dans ses rapports intrinsèques, je veux dire dans ses relations avec la constitution, avec la force défensive et offensive du gouvernement, et avec la liberté. Il considère ensuite les rapports extrinsèques, je veux

dire les relations avec le physique du climat et du terroir, avec l'esprit général de la nation, le commerce, la population.

La raison, l'expérience, les livres et les relations de tous les temps et de tous les lieux, ont avoué d'un cri général l'influence du physique, particulièrement du climat, sur les mœurs et le caractère des hommes, de façon que celui qui oseroit seulement en douter seroit regardé comme un imbécile.

Ainsi notre auteur fait voir les lois dans leur rapport particulier avec la nature du climat : et, comme une des grandes beautés de cet ouvrage est qu'un ordre merveilleux, quoique caché, donne à chaque chose une place qu'on ne sauroit lui ôter, c'est à l'occasion de l'examen que fait notre auteur de cette relation des lois avec la nature du climat, qu'il traite de l'esclavage *civil*, *domestique*, et *politique*.

L'esclavage *civil*, dit notre auteur, est l'établissement d'un droit qui rend un homme tellement propre à un autre homme, qu'il est le maître absolu de sa vie et de ses biens. L'esclavage *domestique* est cette servitude des femmes, établie non pour la famille, mais dans la famille. L'esclavage *politique* est cette servitude des nations qui sont dominées par un gouvernement despotique. C'est surtout dans l'examen de cette espèce d'esclavage politique que notre auteur excelle par des réflexions neuves et lumineuses.

On diroit que tout ce que notre auteur dit des lois dans leur rapport avec la nature du climat, surtout à l'égard de l'esclavage, est dicté plus par le cœur que par l'esprit, plus par un sentiment pour la religion que par des vues politiques, tant on y cherche à exciter le travail des hommes et à encourager l'industrie ; tant on

y recommande l'humanité, la douceur, la prévoyance, l'amour pour la partie de la nation même la plus vile ; tant on y est attentif à inspirer la pureté des mœurs.

Chose singulière ! on s'est d'abord déchainé, par une impétuosité générale, contre notre auteur sur ce chapitre. Mais, ou il ne faut avoir lu cet ouvrage que par sauts, ou il faut très peu d'équité pour accuser ici notre auteur.

Je ne présume pas assez de moi pour m'arroger le titre de défenseur de notre auteur. Il s'est déjà justifié lui-même, et il l'a fait avec cette modération propre à un esprit né pour dominer sur les autres. C'est un de ces habiles athlètes qui ne terrassent pas leurs adversaires, mais qui leur serrent si fort la main, qu'ils sont obligés de demander grace et de quitter la partie.

D'ailleurs, comme, dans un ouvrage de raisonnement, des paroles, et des phrases, et souvent des pages entières ne signifient rien par elles-mêmes, et dépendent de la liaison qu'elles ont avec les autres choses, en rapprochant ici les idées qui paroissent éloignées, on justifie l'ouvrage par l'ouvrage même.

Bien loin que notre auteur ait jamais prétendu justifier les effets physiques du climat, il a fait au contraire une protestation authentique « qu'il ne justifie pas les usages, mais qu'il en rend les raisons (1). »

Il rend cette justice à notre religion qu'elle sait triompher du climat et des lois qui en résultent. « C'est, dit-il (2), le christianisme qui dans nos climats a ramené cet âge heureux où il n'y avoit ni maître ni esclave. » Et ailleurs (3) il remarque que « nous aimons, en fait de religion, tout ce qui suppose un effort. » Il le

(1) Liv. XVI, ch. iv. — (2) Liv. XV, ch. vii — (3) Liv. XXV, ch. iv.

prouve par l'exemple du célibat, qui a été plus agréable aux peuples à qui, par le climat, il sembloit convenir le moins.

Il rend hommage à notre religion, qui, « malgré la « grandeur de l'empire et le vice du climat, a empêché « le despotisme de s'établir en Éthiopie, et a porté au « milieu de l'Afrique les mœurs de l'Europe (1). »

Et, comme il est convaincu que les bonnes maximes, les bonnes lois, la vraie religion, sont indépendantes par elles-mêmes de tout effet physique quelconque, que ce qui est bon dans un pays est bon dans un autre, et qu'une chose ne peut être mauvaise dans un pays sans l'être dans un autre, il s'est attaché à faire sentir la nécessité des bonnes lois pour vaincre les effets contraires du climat.

C'est pourquoi, en parlant du caractère des Indiens, il dit : « Comme une bonne éducation est plus nécessaire aux enfants qu'à ceux dont l'esprit est dans sa « maturité, de même les peuples de ces climats ont « plus besoin d'un législateur sage que les peuples du « nôtre, etc. (2). »

Là-dessus il nous fait sentir une vérité importante ; savoir, que les mauvais législateurs sont ceux qui ont favorisé les vices du climat, et les bons ceux qui s'y sont opposés (3).

Il dit aussi que plus le climat porte les hommes à fuir la culture des terres, plus la religion et les lois doivent y exciter (4). Il fait là-dessus l'éloge des institutions chinoises, qui ont une attention particulière à exciter les peuples au labourage (5); et il remarque que pour cet effet, dans le midi de l'Europe, il seroit bon

(1) Liv. XXIV, chap. III. — (2) Liv. XIV, chap. III. — (3) *Ibid.*, chap. v. — (4) *Ibid.*, chap. vi. — (5) *Ibid.*, chap. VIII.

de donner des prix aux laboureurs qui auroient le mieux cultivé leurs terres (1). »

Il vent que là où le vin est contraire au climat, et par conséquent à la santé, l'excès en soit plus sévèrement puni (2).

Lorsqu'il parle de l'esclavage relatif au climat, il dit qu'il n'y a point de climat sur la terre où l'on ne pût engager au travail des hommes libres, et il se plaint de ce que, les lois étant mauvaises, on a trouvé des hommes paresseux, et de ce que les hommes étant paresseux, on les a mis dans l'esclavage (3). Il faut, selon lui, que les lois civiles cherchent à ôter d'un côté les abus de l'esclavage, et de l'autre les dangers (4).

Il déplore le malheur des pays mahométans, où la plus grande partie de la nation n'est faite que pour servir à la volupté de l'autre; l'esclavage, selon lui, ne devant être que pour l'utilité, et non pour la volupté. « Car, dit-il, les lois de la pudicité étant du droit naturel, elles doivent être senties par toutes les nations du monde (5). »

Lorsqu'il parle de la polygamie qu'on trouve dans certains climats, il proteste qu'il ne fait qu'en rendre les raisons, et qu'il se garde bien d'en justifier les usages (6). Il prouve que la polygamie n'est utile ni au genre humain, ni à aucun des deux sexes; au contraire, qu'elle est par sa nature et en elle-même une chose mauvaise, et il en fait sentir les funestes suites (7).

Enfin il fait voir que, quand la puissance physique de certains climats viole la loi naturelle des deux sexes, c'est au législateur à faire des lois civiles qui forcent la

(1) Liv. XIV, chap. ix. — (2) *Ibid.*, chap. x. — (3) Liv. XV, ch. viii. — (4) *Ibid.*, ch. xi. — (5) *Ibid.*, ch. xii. — (6) Liv. XVI, ch. iv. — (7) *Ibid.*, ch. vi.

nature du climat, et rétablissent les lois primitives de la pudeur naturelle (1)

Si les lois doivent être relatives aux divers climats, glacés, brûlants, ou tempérés, surtout pour s'opposer à leurs vices, il faut aussi qu'elles se rapportent à la nature du terroir. Notre auteur, en les examinant dans ce second rapport, ouvre un des plus beaux spectacles de la nature, qui, dans ses variétés mêmes, ne laisse pas de suivre une espèce de méthode. Il nous fait voir comment cette sage ordonnatrice a su faire dépendre souvent la liberté, les mœurs, le droit civil, le droit politique, le droit des gens, le nombre des habitants, leur industrie, leur courage, de la qualité du terroir, soit fertile, stérile, inculte, ou marécageux; de sa situation, soit des montagnes, des plaines, ou des îles; du genre de vie des peuples, soit laboureurs, chasseurs, ou pasteurs. Il pénètre si à fond dans les rapports différents des lois avec la qualité du terroir, qu'on diroit que la nature aime à lui confier ses plus intimes secrets.

Pour faire mieux sentir ces rapports, notre auteur se dépayse. Tantôt il suit les hordes des Tartares; tantôt il se promène dans les immenses plaines des Arabes, au milieu de leurs troupeaux; tantôt il se plaît à voir chez les sauvages de l'Amérique les femmes qui cultivent autour de la cabane un morceau de terre, tandis que leurs maris s'occupent à la chasse et à la pêche; enfin il s'arrête dans les bois et dans les marécages des anciens Germains. A la naïve peinture qu'il trace de ces peuples, simples pasteurs, sans industrie, ne tenant à leur terre que par des cases de jonc, on diroit qu'en instruisant le lecteur il a voulu l'égayer par la vue d'un beau paysage du Poussin, pour le délasser

(1) Liv. XVI, chap. xii.

après une pénible et sérieuse méditation. C'est ainsi que la raison même ne dédaigne point de plaire.

Il est beau de voir ici avec quel succès notre auteur sait rapprocher l'admirable ouvrage de Tacite sur les *Mœurs des Germains* avec les débris dispersés des lois barbares, et, par une heureuse conciliation de ces précieux monuments, qui paroissent n'avoir rien de commun entre eux, porter une lumière nouvelle à cette loi salique, dont il a raison de dire que tant de gens ont parlé, et que si peu de gens ont lue. Il faut l'avouer, rien n'est plus capable de nous faire repentir de cette négligence où nous sommes tombés à l'égard de l'étude des anciens, que le profit que notre auteur sait tirer de ces beaux restes de l'antiquité.

C'est aussi en suivant de près ces lois pastorales des Germains, si liées à la nature du terroir, que notre auteur sait donner la vie à un amas de faits confus du moyen âge, faisant, pour ainsi dire, sortir d'une noble poussière les lois politiques des fondateurs de la monarchie française.

De tout ceci il faut conclure que c'est sur les sauvages et sur les peuples qui ne cultivent point les terres que la nature et le climat dominent presque seuls; ce que notre auteur a déclaré plus précisément ailleurs (1). Il a donc voulu dire, et il a dit expressément, que le physique du climat et du terroir ne sauroit avoir aucune influence sur ces contrées policées, où il est obligé de céder à la vraie religion, aux lois, aux maximes du gouvernement, aux exemples, aux mœurs, aux manières.

Il avoue d'ailleurs que, parmi ce nombre de causes, il y en a toujours une dans chaque nation qui agit avec

(1) Liv. XIX, chap. iv,

plus de force que les autres, de façon que celles-ci sont obligées de lui céder.

Cette cause dominatrice forme le caractère presque indélébile de chaque nation, et la gouverne à son insu par des ressorts mystérieux. C'est par ces grands traits qu'on distingue une nation d'une autre. Choquer ces traits distinctifs, et, selon le langage de notre auteur, cet *esprit général*, ce seroit exercer une tyrannie qui, selon lui, quoique de *simple opinion*, ne laisseroit pas de produire des effets aussi funestes que la tyrannie réelle, c'est-à-dire la violence du gouvernement.

Notre auteur a bien senti l'importance de ce grand rapport des lois avec l'*esprit général*, les mœurs, les manières, qui règnent plus impérieusement que les lois, vu leur grande influence sur la façon de penser, de sentir et d'agir de toute une nation. Il a vu combien il faut être circonspect à n'apporter aucun changement à cet *esprit général*, afin qu'en gênant les vices politiques, on ne gêne pas les vertus politiques, qui souvent en dérivent. Aussi s'est-il occupé entièrement à développer toutes ces relations.

Il veut qu'on procède lentement et par degrés à détromper les peuples de leurs erreurs fortifiées par le temps, vu le grand danger auquel on exposerait l'état par une réforme subite. Ce même changement des mœurs et des manières, lorsqu'il est nécessaire, ne doit être fait que par d'autres mœurs et d'autres manières, et jamais par des lois, à cause de la grande différence qu'il y a entre les lois et les mœurs, celles-là ne tenant qu'aux institutions particulières et précises du législateur, celles-ci aux institutions de la nation en général. De là il s'ensuit que, comme on ne sauroit empêcher les crimes que par des peines, on ne peut aussi changer les manières que par des exemples.

Il fait aussi sentir combien il faut être attentif à ne point gêner par des lois les manières et les mœurs du peuple, lorsqu'elles ne sont pas contraires aux principes du gouvernement, pour ne point gêner ses vertus.

C'est à ce sujet qu'il présente un tableau aussi impartial que frappant du caractère de ses compatriotes. Cette gaieté, cette vivacité, pour me servir des expressions de notre auteur, sont des fautes légères qui disparaissent devant cette franchise, cette générosité, ce point d'honneur, ce courage, d'où il résulte des avantages suprêmes. Quelques uns même de ces vices, particulièrement cet empressement de plaire, ce goût pour le monde, et surtout pour le commerce des femmes, augmentent l'industrie, les manufactures, la politesse, le goût général de ce peuple. Ainsi prétendre corriger ces vices, ce seroit choquer l'esprit général au grand préjudice de la nation. Il en faut agir comme ces architectes de l'antiquité qui, voulant démolir les maisons attenantes aux temples de leurs dieux, laissoient debout les parties des édifices qui y touchoient, de peur de toucher aux choses sacrées.

Comme dans les institutions ordinaires il y a quelque cause qui agit avec plus de force que les autres, ce qui forme, selon notre auteur, l'*esprit général* de la nation, dans quelques institutions singulières on a confondu toutes ces causes, quoique entièrement séparées; savoir, les lois, les mœurs, les manières, etc. Notre auteur trouve cette union dans les institutions anciennes de Lycurgue, et, comme l'éloignement des lieux fait à notre égard le même effet que celui du temps, il cherche avec succès les raisons d'une pareille union dans les institutions des législateurs de la Chine. Il pénètre à fond les principes de la constitution de ce

vaste empire, et l'objet particulier de son gouvernement, pour faire mieux sentir le rapport intime des choses qui paroïtroient d'ailleurs très indifférentes, comme les cérémonies et les rites, à la constitution fondamentale.

Il nous montre comment les lois en général sont relatives aux mœurs, et par conséquent combien la bonté des mœurs influe sur la simplicité des lois. C'est la découverte d'une mine bien riche que de savoir bien démêler les théories, que notre auteur ne fait qu'indiquer ici, pour bien connoître le véritable esprit des lois romaines, liées si étroitement aux mœurs.

En effet, quelle différence entre les lois faites pour ces premiers Romains qui ne se portoient pas moins au bien par inclination que par la crainte des lois, et ne disputoient entre eux que de vertu, et entre ces dispositions qu'on fut obligé d'opposer au luxe, à l'avarice, et à l'orgueil d'un peuple qui, lors de la corruption du gouvernement, se portoit à toutes sortes d'excès, foulant aux pieds les choses divines et humaines!

Si les lois sont protégées par les mœurs, les mœurs sont aussi secourues par les lois. Notre auteur, qui a su pénétrer à fond les effets de cette action réciproque, doué d'un génie assez vaste pour embrasser toutes les différentes relations, prévoit le caractère, les mœurs et les manières qui ont résulté des lois de la constitution de l'Angleterre, dont il a développé ailleurs les principes jusqu'à se rendre maître des événements à venir, semblable à Tacite, qui prévint, plusieurs siècles auparavant, les causes de la chute de l'empire romain.

A la vue du tableau qu'il nous présente de cette nation et de ses peuples, qu'il regarde plutôt comme des

confédérés que comme des concitoyens, on diroit qu'il a adopté leurs passions, leurs inclinations, leurs terreurs, leurs animosités, leurs foiblesses, leurs espérances, leurs querelles, leurs jalousies, leurs haines, leurs vaines clameurs, leurs injures, qui, bien loin de faire tort à l'harmonie de la constitution, concourent à l'accord total de toutes ses parties.

Il voit comment les lois de ce pays libre ont dû contribuer à cet esprit de commerce, à ce sacrifice de ses intérêts pour la défense de la liberté publique, à ce crédit sur des richesses même de fiction, à la force offensive et défensive du gouvernement, à cette grande influence de la nation sur les affaires de ses voisins, à cette bonne foi tant requise dans les négociations.

Il prédit ce qui a dû résulter par rapport aux rangs, aux dignités, au luxe, à cette estime des qualités réelles, c'est-à-dire des richesses et du mérite personnel.

Enfin il aperçoit comment a pu se former cet esprit d'éloignement de toute politesse fondée sur l'oisiveté, ce mélange de fierté et de mauvaise honte, cette humeur inquiète au milieu des prospérités, cette modestie et cette timidité des femmes, cette préférence du véritable esprit à tout ce qui n'est que du ressort du goût, cette étude de politique jusqu'à prétendre calculer tous les événements, cette liberté de raisonner. Il connoît même le caractère de la nation dans ses ouvrages d'esprit.

Le portrait que notre auteur vient de donner d'une nation si commerçante de l'Europe, d'une nation qui, selon lui, fait même céder ses intérêts politiques à ceux du commerce, d'une nation où il fut si chéri et si respecté, le conduit à l'examen des lois dans le rapport

qu'elles ont avec le commerce considéré dans sa nature et dans ses distinctions, dans les révolutions qu'il a eues dans le monde, et dans sa relation avec l'usage de la monnoie.

Je l'ai dit, cet ouvrage ne paroît fait que pour inspirer de la modération, de l'humanité, et des mœurs. Ainsi il est beau d'apprendre ici que l'esprit du commerce est de guérir des préjugés destructeurs, de produire la douceur des mœurs, et de porter les nations à la paix, vu que toutes les unions sont fondées sur des besoins mutuels.

Il est aussi consolant pour quelques peuples malheureux d'être ici assurés qu'étant pauvres, non à cause de la dureté du gouvernement, mais parcequ'ils ont dédaigné ou parcequ'ils n'ont pas connu les commodités de la vie, ils peuvent malgré cela faire de grandes choses, parceque leur pauvreté fait une partie de leur liberté.

De là on voit combien l'esprit de commerce est lié à la constitution. Dans le gouvernement d'un seul, il est fondé sur le luxe, dans le gouvernement républicain, il est ordinairement fondé sur l'économie. Par conséquent, comme dans ce dernier gouvernement l'esprit de commerce entraîne avec lui celui de frugalité, de modération, de travail, de sagesse, de tranquillité, d'ordre, et de règle, il est aisé de comprendre comment il peut arriver que les grandes richesses des particuliers n'y corrompent point les mœurs.

C'est en développant les ressorts de ce commerce d'économie que notre auteur approfondit les principes qui rendent certains établissemens plus propres au gouvernement de plusieurs qu'à celui d'un seul; tels que les compagnies, les banques, les ports francs : prin

eipes qui ne laissent pourtant pas d'avoir leur limitation, lorsqu'on les examine sans les séparer de la sage administration de ceux qui sont à la tête des affaires, même dans le gouvernement d'un seul.

Les grandes vérités que notre auteur établit ici pour se conduire dans les matières du commerce, font voir combien on auroit tort de regarder les sciences comme incompatibles avec les affaires, surtout lorsqu'il fixe la juste idée de la liberté en fait de commerce, si éloignée de cette faculté qui seroit plutôt une servitude; lorsqu'il nous fait sentir combien, pour le maintien de cette liberté, il est important que l'état soit neutre entre sa douane et son commerce; lorsqu'il nous apprend que, dans ce genre d'affaires, la loi doit faire plus de cas de l'aisance publique que de la liberté d'un citoyen; enfin lorsqu'il montre que, comme le pays qui possède le plus d'effets mobiliers de l'univers, savoir, de l'argent, des billets, des lettres-de-change, des actions sur les compagnies, des vaisseaux, et des marchandises, gagne à faire le commerce, au contraire le pays qui est dépourvu de ces effets, et qui par conséquent est obligé d'envoyer toujours moins qu'il ne reçoit, se mettant lui-même hors d'équilibre, perd à faire le commerce, et s'appauvrit.

Ces théories capitales ne pouvoient guère demeurer stériles entre les mains de notre auteur : ainsi c'est par leur secours qu'il dicte des dispositions très sensées sur le sujet du commerce, sans pourtant être gêné par une exactitude servile. Ici notre auteur, conduit plus, si j'ose le dire, par un esprit citoyen que philosophique, se hâte d'aller au fait. Il veut que la méditation du lecteur se charge de placer d'autres vérités dans la chaîne de celles qu'il établit sur des fondemens solides. Il

l'emporte dans ce qui est essentiel au sujet, sans le fatiguer par de longs détours ; il suppose qu'il sait tout cela (1) : on diroit que sa modestie se plaît à partager avec le lecteur attentif la gloire de l'invention.

Comme notre auteur sait être savant sans rougir, ainsi que quelques uns de nos pères, d'être philosophe, il sait être philosophe sans rougir, comme la plupart des esprits de nos jours, d'être savant. Ainsi, s'accommodant de ce sage milieu, c'est par le concours mutuel d'un jugement subtil et délié dans les sciences les plus abstraites, et d'un choix des matériaux tirés d'une vaste érudition, qu'il excelle et triomphe dans tout son ouvrage, surtout ici lorsqu'il examine les lois par rapport aux révolutions que le commerce a eues dans le monde.

Il est agréable, et ce plaisir renferme beaucoup d'instruction, de voir, à l'aide de ses éclaircissements, comment certaines causes physiques, telles que la qualité du terroir ou du climat, comment la différence des besoins des peuples, soit simples, soit voluptueux, leur paresse, leur industrie, ont pu fixer, dans tous les âges, la nature du commerce dans quelques contrées.

C'est aussi un spectacle digne des recherches d'un génie du premier ordre, comme celui de notre auteur, de voir le commerce, tantôt détruit, tantôt gêné, tantôt favorisé, fuir des lieux où il étoit opprimé, se reposer où on le laissoit respirer, régner aujourd'hui où l'on ne voyoit que des déserts, des mers, et des rochers, et là où il régnoit, n'y avoir que des déserts ; change-

(1) *Semper ad eventum festinat, et in medias res,
Non secus ac notas, auditorem rapit.*

Hon., de Art. poet., v. 148 et 149.

ments qui ont rendu la terre si peu semblable à elle-même.

Ainsi notre auteur, se jetant avec un courage héroïque dans ces abîmes des siècles les plus reculés, parcourt la terre. Il ne voit qu'un vaste désert dans cette heureuse contrée de la Colchide, qu'on auroit peine à croire avoir été du temps des Romains le marché de toutes les nations du monde.

Il déplore le malheureux sort des empires de l'Asie. Il visite la partie de la Perse qui est au nord-est, l'Hyrcanie, la Margiane, la Bactriane, etc. A peine voit-il passer la charrue sur les fondements de tant de villes jadis florissantes. Il passe au nord de cet empire, c'est-à-dire à l'isthme qui sépare la mer Caspienne du Pont-Euxin, et il n'y trouve presque aucun vestige de ce grand nombre de villes et de nations dont il étoit couvert.

Il est étonné de ne voir plus ces communications des grands empires des Assyriens, des Mèdes, des Perses, avec les parties de l'Orient et de l'Occident les plus reculées. L'Oxus ne va plus à la mer Caspienne; des nations destructrices l'ont détourné. Il le voit se perdre dans des sables arides. Le Jaxarte ne va plus jusqu'à la mer. Le pays entre le Pont-Euxin et la mer Caspienne n'est qu'un désert.

Notre auteur, au milieu de ces vastes désolations, qui ne laissent plus voir que des ruines ou quelques débris de la dévastation, nous rappelle le commerce de luxe que les empires de l'Asie faisoient tandis que les Tyriens, profitant des avantages que les nations intelligentes prennent sur les peuples ignorants, étoient occupés du commerce d'économie de toute la terre.

Il parcourt l'Égypte, qui, sans être jalouse des flottes

des autres nations, contente de son terroir fertile, ne faisoit guère de commerce au-dehors.

Il remarque que les Juifs, occupés de l'agriculture, ne négocioient que par occasion ; que les Phéniciens, sans commerce de luxe, se rendirent nécessaires à toutes les nations par leur frugalité, par leur habileté, leur industrie, leurs périls, leurs fatigues ; qu'avant Alexandre les nations voisines de la mer Rouge ne négocioient que sur cette mer et sur celle d'Afrique.

Il nous ramène aux beaux siècles d'Athènes, qui, ayant l'empire de la mer, donna la loi au roi de Perse, et abattit les forces maritimes de la Syrie et de la Phénicie.

Il est frappé de l'heureuse situation de Corinthe, de son commerce, de ses richesses, comme aussi des causes de la prospérité de la Grèce, des jeux qu'elle donnoit à l'univers, des temples où tous les rois envoyoient des offrandes, de ses fêtes, de ses oracles, de ses arts incomparables.

Il envisage la navigation de Darius sur l'Indus et sur la mer des Indes, plutôt comme une fantaisie d'un prince qui vouloit montrer sa puissance que comme le projet réglé d'un sage monarque qui veut l'employer.

Il considère la révolution causée dans le commerce par quatre événements arrivés sous Alexandre : la prise de Tyr, la conquête de l'Égypte, celle des Indes, et la découverte de la mer qui est au midi de ce pays.

La relation d'Hannon lui sert de guide pour reconnoître la puissance et la richesse de Carthage, qui, étant maîtresse des côtes de l'Afrique, s'étendit le long de celles de l'Océan. Il est enchanté de la simplicité de cette relation d'Hannon, qui, ennemi de toute parure, étoit, comme les grands capitaines, plus glorieux de ce

qu'il faisoit que de ce qu'il écrivoit. Ici il n'oublie pas le commerce d'économie de Marscille, qui augmenta sa gloire après la ruine de Carthage.

En parcourant les nations de l'antiquité, notre auteur nous fait connoître, à travers différents siècles, la nature, l'étendue, les bornes de leur commerce, avec un discernement si délicat, que des faits même connus prennent entre ses mains un nouvel intérêt; et, trop convaincu que, pour mieux instruire le lecteur, il faut modifier le ton uniforme de l'instruction et ménager des surprises agréables, tantôt, portant jusqu'au prodige l'union des sciences et des lettres, il est charmé de nous rappeler la belle peinture tracée par Homère de ces contrées que les malheurs d'Ulysse ont rendues si célèbres; tantôt, occupé des pratiques purement mécaniques, il nous explique les causes physiques des différents degrés de vitesse des navires, suivant leur différente grandeur et leur différente force; d'où vient que nos navires vont presque à tous vents, et que ceux des anciens n'alloient presque qu'à un seul, et comment on mesuroit les charges qu'ils pouvoient porter. Ici il nous fait reconnoître la situation et le commerce ancien d'Athènes vis-à-vis de la situation et du commerce présent de l'Angleterre; là il nous fait contempler le projet de Séleucus de joindre le Pont-Euxin à la mer Caspienne; et, parmi les grands desseins d'Alexandre, il s'arrête à admirer Alexandrie, ville que ce conquérant fonda dans la vue de s'assurer de l'Égypte, devenue le centre de l'univers. Par ces remarques variées, mais toujours intéressantes, on diroit que notre auteur, dans son tour de la terre, faisant pour ainsi dire reparoître à nos yeux tout ce que le torrent des âges avoit renversé, en agit comme le czar Pierre, qui, dans

ses voyages de l'Europe, cherchoit à connoître les établissemens utiles des différens pays, et à s'instruire des principales parties des gouvernemens, de leurs forces, de leurs revenus, de leurs richesses, de leur commerce. A Paris, parmi tant de merveilles de cette ville enchanteresse, où, pour mieux dire, dans cette école de toutes les nations, tandis qu'il se plaisoit à contempler les peintures du Louvre, il prenoit presque entre ses bras l'auguste personne du roi encore enfant, pour le garantir de la foule, de la manière la plus tendre. A Amsterdam, au milieu de ces dépositaires, et, pour ainsi dire, de ces facteurs du commerce de toute la terre, il aimoit à travailler dans le chantier pour apprendre la construction des vaisseaux. En Angleterre, il étudioit comment cette nation a su, non moins par son commerce que par son gouvernement, se rendre la gardienne de la liberté de l'Europe. De retour en Russie, il forma le dessein hardi de la jonction des deux mers dans cette langue de terre où le Tanaïs s'approche du Volga, et il jeta les fondemens de Pétersbourg dans la vue de former un entrepôt du commerce de l'univers.

Notre auteur, tout plein qu'il est de ces deux idées; l'une, que le commerce est la source de la conservation et de l'agrandissement des états; l'autre, que les Romains avoient la meilleure police du monde; avoue néanmoins que les Romains furent éloignés du commerce par leur gloire, par leur éducation militaire, par leur constitution politique; par leur droit des gens, par leur droit civil. A la ville, ils n'étoient occupés que de guerres d'élections, de brigues; à la campagne, que d'agriculture : dans les provinces, un gouvernement dur et tyrannique étoit incompatible avec le

commerce. Cela fit qu'ils n'eurent jamais de jalousies de commerce. Ils attaquèrent Carthage comme puissance rivale, et non comme nation commerçante. En effet, à Rome, dans la force de son institution, les fortunes étoient à peu près égales : à Carthage, des particuliers avoient des richesses de rois. Comme les Romains ne faisoient cas que des troupes de terre, les gens de mer n'étoient ordinairement que des affranchis. Leur politique fut de se séparer de toutes les nations non assujetties : la crainte de leur porter l'art de vaincre fit négliger l'art de s'enrichir. Leur commerce intérieur étoit celui de l'importation des blés ; ce qui étoit un objet important, non de commerce, mais d'une sage police pour la subsistance du peuple de Rome. Le négoce de l'Arabie heureuse et celui des Indes furent presque les deux seules branches du commerce extérieur. Mais ce négoce ne se soutenoit que par l'argent des Romains ; et si les marchandises de l'Arabie et des Indes se vendoient à Rome le centuple, ce profit des Romains se faisoit sur les Romains mêmes, et n'enrichissoit point l'empire ; quoique d'un autre côté on puisse dire que ce commerce procuroit aux Romains une grande navigation, c'est-à-dire une grande puissance ; que des marchandises nouvelles augmentoient le commerce intérieur, favorisoient les arts, entretenoient l'industrie ; que le nombre des citoyens se multiplioit à proportion des nouveaux moyens de subsistance ; que ce nouveau commerce produisoit le luxe ; que le luxe à Rome étoit nécessaire, puisqu'il falloit qu'une ville qui attiroit à elle toutes les richesses de l'univers les rendît par son luxe.

Notre auteur, suivant de siècle en siècle la marche du commerce, le trouve plus avili après la destruction

des Romains en Occident, par l'invasion de leur empire. Un déluge de barbares, comme par une crise violente de la nature, renouvela pour ainsi dire la face de la terre; bientôt il n'y eut presque plus de commerce en Europe. La noblesse, qui régnoit partout, ne s'en mettoit pas en peine. Les barbares le regardèrent comme un objet de leurs brigandages. Quelques restes de leurs lois insensées, qui subsistent encore de nos jours, montrent la grossièreté de leur origine.

Depuis l'affoiblissement des Romains en Orient, lors des conquêtes des mahométans, l'Égypte, ayant ses souverains particuliers, continua de faire le commerce : maîtresse des marchandises des Indes, elle attira les richesses de tous les autres pays.

A travers cette barbarie le commerce se fit jour en Europe. Notre auteur le voit, pour ainsi dire, sortir du sein de la vexation et de la barbarie. Les Juifs, pros crits de chaque pays, inventèrent les lettres-de-change : par ce moyen ils sauvèrent leurs effets, et rendirent leurs retraites fixes. Il remarque que depuis cette invention les grands coups d'autorité ne sont, indépendamment de l'horreur qu'ils inspirent, que des imprudences, et qu'on a reconnu par expérience qu'il n'y a plus que la bonté du gouvernement qui donne de la prospérité. C'est toujours par ces sages réflexions que notre auteur sait présenter au trône les plus utiles vérités, dont il est doux de rappeler le précieux souvenir dans nos contrées, où le lien de tendresse entre les princes et les sujets ne sauroit être plus fort. Notre auteur, il est vrai, a caché son nom, mais on le découvre dans le plus grand jour par ces traits frappants de sagesse, de modération, de bienfaisance, qui le font regarder comme l'ame de la probité même. Il en agit

comme Phidias, qui, n'ayant pas écrit son nom sur le bouclier de Minerve, y grava son portrait.

Notre auteur, attentif à développer la naissance, le progrès, la transmigration, la décadence et le rétablissement du commerce, est enfin ravi de la découverte de deux nouveaux mondes. C'est le commerce qui, à l'aide de la boussole, fit trouver l'Asie et l'Afrique, dont on ne connoissoit què quelques bords, et l'Amérique, dont on ne connoissoit rien du tout. L'Italie, hélas ! notre belle Italie ne fut plus au centre du monde commerçant : elle fut réduite dans un coin. Mais qu'il me soit permis de faire une remarque patriotique. Comme heureusement le germe des grands génies de cette belle contrée n'est pas éteint, et, ce qui est plus, comme les vues et les desseins de ceux qui la gouvernent sont toujours d'accord avec la félicité publique, elle a lieu d'espérer de recueillir les fruits de la découverte faite par ses enfants.

Les Espagnols découvroient et conquéroient du côté de l'Occident ; les Portugais, du côté de l'Orient : mais les autres nations de l'Europe ne les laissèrent pas jouir tranquillement de leurs conquêtes. Les Espagnols regardèrent les terres découvertes comme des objets de conquête ; les autres nations trouvèrent qu'elles étoient des objets de commerce, et, par des compagnies de négociants et des colonies, y formèrent une puissance accessoire, sans préjudice de l'état principal.

Notre auteur fait voir l'utilité et l'objet des colonies de nos jours ; en quoi les nôtres diffèrent de celles des anciens. Il explique leurs lois fondamentales, surtout pour les tenir dans la dépendance de la métropole : il relève la sagesse de ces lois par le contraste de la conduite des Carthaginois, qui, pour rendre quelques

nations conquises plus dépendantes, par un débordement d'ambition qui les dégradoit de l'humanité, défendirent, sous peine de la vie, de planter, de semer, et de faire rien de semblable; défense dont on ne peut se souvenir sans exécution.

Il se félicite de ce que l'Europe, par cette découverte du nouveau monde, est parvenue à un si haut degré de puissance, qu'elle fait le commerce et la navigation des trois autres parties du monde. L'Amérique a lié à l'Europe l'Asie et l'Afrique. Elle fournit à la première la matière de son commerce avec cette vaste partie de l'Asie qu'on appelle les Indes orientales : le métal, si utile au commerce comme signe, fut la base du plus grand commerce de l'univers comme marchandise. La navigation de l'Afrique devint nécessaire, fournissant des hommes pour le travail des mines et des terres de l'Amérique.

Comme les Indes, au lieu d'être dans la dépendance de l'Espagne, sont devenues le principal, notre auteur n'est point surpris que l'Espagne, devenue accessoire, se soit appauvrie, malgré les richesses immenses tirées de l'Amérique, et, qui plus est, malgré son ciel pur et serein, et malgré ses richesses naturelles. Le travail des mines du Mexique et du Pérou détruit la culture des terres d'Espagne. O vous qui êtes à la tête des affaires, vous qui êtes les dépositaires des sentiments des princes et les interprètes de leur amour, écoutez ce grand principe de notre auteur : « C'est une mauvaise espèce de « richesse qu'un tribut d'accident, et qui ne dépend « pas de l'industrie de la nation, du nombre de ses habitants, ni de la culture de ses terres. »

Notre auteur propose ici une question à examiner; savoir, si l'Espagne ne pouvant faire le commerce des

Indes par elle-même, il ne vaudrait pas mieux qu'elle le rendit libre aux étrangers; ce qui pourtant, selon lui, ne devrait pas être séparé des autres considérations, surtout du danger d'un grand changement, des inconvénients qu'on prévoit, et qui souvent sont moins dangereux que ceux qu'on ne peut pas prévoir.

Notre auteur, après avoir traité des lois dans leur rapport avec le commerce considéré dans sa nature et ses distinctions, et avec le commerce considéré dans ses révolutions, examine les lois dans leur rapport avec la monnaie.

Il commence par expliquer la raison de l'usage de la monnaie, qui est la nécessité des échanges, vu l'inégalité des productions de chaque pays; sa nature, qui est de représenter la valeur des marchandises comme signe; sa forme, qui est l'empreinte de chaque état. Il examine ensuite dans quel rapport la monnaie doit être, pour la prospérité de l'état, avec les choses qu'elle représente. Il distingue les monnaies réelles des monnaies idéales. Les réelles sont, dit-il, d'un certain poids et d'un certain titre: elles deviennent idéales lorsqu'on retranche une partie du métal de chaque pièce en lui laissant le même nom. Pour que le commerce fleurisse, les lois doivent faire employer des monnaies réelles, éloignant toute opération qui puisse les rendre idéales, à moins de vouloir donner à l'état de terribles secousses; témoin les plaies profondes et cruelles qui saignent encore dans quelques pays.

Notre auteur nous instruit que l'or et l'argent augmentent chez les nations policées, soit qu'elles le tirent de chez elles, soit qu'elles l'aillent chercher là où il est; et qu'il diminue chez les nations barbares.

Il fait voir que l'argent des mines de l'Amérique est

une marchandise de plus que l'Europe reçoit en troc, et qu'elle envoie en troc aux Indes. Ainsi une plus grande quantité d'or et d'argent est favorable, si on regarde ces métaux comme marchandises : elle ne l'est point lorsqu'on les regarde comme signes, parceque leur abondance choque leur qualité de signes, qui est beaucoup fondée sur la rareté. Ainsi c'est en raison de la quantité de ces métaux que l'intérêt de l'argent est diminué ou augmenté.

Il nous montre une grande vérité; savoir, que le prince ne peut pas plus fixer la valeur des marchandises, qu'ordonner que le rapport, par exemple, d'un à dix soit égal à celui d'un à vingt : car l'établissement d'un prix des choses dépend fondamentalement de la raison totale des choses au total des signes.

Il passe à l'article du change. Comme tout est du ressort de l'esprit lumineux de notre auteur, de sorte que la matière qu'il traite successivement paroît celle qu'il sait le mieux, il examine, il analyse, il approfondit tout ce qui a rapport au change. Le change, dit-il, est une fixation de la valeur actuelle et momentanée des monnoies. Il est formé par l'abondance et la rareté relatives des monnoies des divers pays. Il entre dans un grand détail pour montrer les variations du change, comment il attire les richesses d'un état dans un autre : il fait voir ses différentes positions, ses différents effets. Pour se faire mieux entendre, souvent il ne dédaigne pas les détails les plus minutieux, dont il profite pour s'élever aux vues générales; il sait quelquefois même semer, pour ainsi dire, des fleurs sur les plus sèches et les plus épineuses recherches de cette matière de calcul, et il est consolant de voir élever entre ses mains ces mêmes recherches à un rang si éminent,

qu'on les honore aujourd'hui du nom de sciences.

Notre auteur, toujours persuadé que l'érudition choisie, bien loin de s'opposer à la science du gouvernement, lui prête un grand secours, à l'aide des précieux monuments de l'antiquité, examine la conduite des Romains sur les monnoies. Il reconnoît que, quand ils firent des changements là-dessus lors de la première et de la seconde guerre punique, ils agirent avec sagesse ; mais qu'on n'en doit pas faire un exemple de nos jours, vu les différentes circonstances. La monnoie haussa et baissa à Rome, à mesure que l'or et l'argent devinrent plus ou moins rares. Ainsi les Romains, dans leurs opérations sur les monnoies, ne firent que ce que demandoit la nature des choses.

Du temps de la république, on procéda par voie de retranchement ; l'état confioit au peuple ses besoins sans le séduire. Sous les empereurs on procéda par voie d'alliage. Ces princes, réduits au désespoir par leurs libéralités mêmes, altérèrent la monnoie. Ces opérations violentes, pratiquées pendant que l'empire étoit affaissé sous un mauvais gouvernement, ne sauroient avoir lieu dans ce temps-ci, où, indépendamment de la modération et de la douceur des gouvernements de nos jours, le change a appris à comparer toutes les monnoies du monde, et à les mettre à leur juste valeur. Le titre des monnoies ne peut plus être un secret. Si un état commence le billon, tout le monde continue, et le fait pour lui. Les espèces fortes sortent d'abord, et on les lui renvoie faibles. Ainsi ces sortes de violences ne feroient que dessécher les racines du commerce, et éteindre le germe même de son existence. Le change empêche les grands coups d'autorité, et rend inutiles les lois qui blesseroient la liberté de

disposer de ses effets : enfin le change gêne le despotisme.

Les banquiers sont faits pour changer de l'argent, et non pas pour en prêter. Ainsi notre auteur les trouve utiles lorsque le prince ne s'en sert que pour changer ; et comme le prince ne fait que de grosses affaires, le moindre profit fait un grand objet pour le banquier même. Si, au contraire, on les emploie à faire des avances, ils chargent le prince de gros intérêts, sans qu'on puisse les accuser d'usure.

L'esprit supérieur de notre auteur ramène tout aux premiers principes ; il aperçoit dans chaque matière l'origine des abus et leur remède. Ainsi, parlant des dettes de l'état, après avoir fait sentir l'importance de ne point confondre un papier circulant qui représente la monnaie, avec un papier qui représente la dette d'une nation, il fait voir les conséquences de ces dettes, et les moyens de les payer sans fouler ni l'état ni les particuliers, et sans détruire la confiance publique, dont on a un souverain besoin, étant la seule et vraie richesse de l'état. Il fait aussi sentir combien il est essentiel que l'état accorde une singulière protection à ses créanciers, si on ne veut jeter la nation dans les convulsions les plus dangereuses et sans remède.

Quant au prêt de l'argent à intérêt, il remarque que, si cet intérêt est trop haut, le négociant, qui voit qu'il lui coûteroit plus en intérêt qu'il ne pourroit gagner dans le commerce, n'entreprend rien. Si l'intérêt est trop bas, personne ne prête, et le négociant n'entreprend rien non plus ; ou, si on prête, l'usure s'introduit avec mille inconvénients.

Il trouve aussi, d'après les grands jurisconsultes, la raison de la grandeur de l'usure maritime dans les pé-

rils de la mer, et dans la facilité que le commerce donne à l'emprunteur de faire promptement de grandes affaires et en grand nombre, au lieu que les usures de terre n'étant fondées sur aucune de ces deux raisons, sont ou proscrites par les législateurs, ou réduites à de justes bornes.

Les continuel et brusques changements que des lois extrêmes causèrent à Rome, tantôt en retranchant les capitaux, tantôt en diminuant ou défendant les intérêts, tantôt en ôtant les contraintes par corps, tantôt en abolissant les dettes, naturalisèrent l'usure chez les Romains : car les créanciers, voyant le peuple leur débiteur, leur législateur, leur juge, n'eurent plus de confiance dans les contrats. Comme les lois ne furent point ménagées, cela fit que tous les moyens honnêtes de prêter et d'emprunter furent abolis à Rome : qu'une usure affreuse, toujours foudroyée et toujours renaissante, s'y établit : tant il est vrai que les lois extrêmes, même dans le bien, font naître le mal extrême.

Notre auteur indique le taux de l'intérêt dans les différents temps de la république romaine : il en recherche les lois relatives. Comme les législateurs portèrent les choses à l'excès, on trouva une infinité de moyens pour les éluder : ainsi il en fallut faire beaucoup d'autres pour les confirmer, corriger, tempérer.

Il est surprenant de voir comment notre auteur, supérieur même aux préjugés qu'un certain respect pour l'antiquité pourroit justifier, sait relever l'erreur de Tacite, quoiqu'il soit un de ses auteurs de préférence, lorsqu'il prit pour une loi des douze tables une loi qui fut faite par les tribuns Duillius et Menenius, environ quatre-vingt-quinze ans après la loi des douze tables : cette loi fut la première qui fixa à Rome le taux de l'usure.

Il finit cette matière par une maxime d'Ulpien : *Celui-là paie moins, qui paie plus tard.* « Cela décide, dit-il, « la question si l'intérêt est légitime ; c'est-à-dire si le « créancier peut vendre le temps, et le débiteur l'a-
« cheter. »

La population tient, par la nature de la chose, au commerce. Il y a, pour ainsi dire, une action et réaction de deux agents. Ainsi notre auteur, faisant sentir l'enchaînement de ces deux objets et leur influence mutuelle, après avoir examiné la matière du commerce dans tous ses rapports, n'est pas moins attentif à développer les lois relatives au nombre des hommes et leur multiplication, et quel est le vœu de la nature.

Il commence par remarquer que la propagation des bêtes est constante, mais que celle des hommes est toujours troublée par les passions, par les fantaisies, par le luxe ; que l'obligation naturelle qu'a le père de nourrir ses enfants a fait établir le mariage, qui déclare celui qui doit remplir cette obligation.

Notre auteur, toujours attentif à inspirer la pureté des mœurs, nous fait voir combien les conjonctions illicites choquent la propagation de l'espèce : car le père, qui a l'obligation de nourrir et d'élever les enfants, n'est point fixe ; les femmes soumises à la prostitution publique ne sauroient avoir la confiance de la loi : d'où il s'ensuit que la continence publique favorise la propagation de l'espèce.

La raison, dit notre auteur, nous dicte que quand il y a un mariage, les enfants suivent la condition du père ; quand il n'y en a point, ils ne peuvent concerner que la mère.

La propagation est très favorisée par la loi qui fixe la famille dans la suite des personnes du même sexe. La famille est une sorte de propriété. Un homme qui

a des enfants du sexe qui ne la perpétue pas, n'est jamais content qu'il n'en ait de celui qui la perpétue.

Il nous parle de divers ordres de femmes légitimes; il traite des bâtards. Il observe comment, dans les républiques anciennes, on faisoit des lois sur l'état des bâtards, par rapport à la constitution. Telle république recevoit pour citoyens les bâtards, afin d'augmenter sa puissance contre les grands; telle autre, comme Athènes, retrancha les bâtards du nombre des citoyens, pour avoir une plus grande portion de blé. Dans plusieurs villes, dans la disette de citoyens, les bâtards succédoient; dans l'abondance, ils ne succédoient pas.

Il fonde le consentement des pères pour le mariage sur leur puissance, leur amour, leur raison, leur prudence; mais il croit qu'il convient quelquefois d'y mettre des restrictions.

Comme la nature porte assez au mariage, il trouve inutile d'y encourager, à moins qu'elle ne soit arrêtée par la difficulté de la subsistance, par la dureté du gouvernement, par l'excès des impôts, qui font regarder aux cultivateurs leurs champs moins comme le fondement de leur nourriture que comme un prétexte à la vexation. Ainsi notre auteur nous fait sentir combien la population dépend de la sûreté, de la modération, de la douceur du gouvernement; tant il est vrai que chaque page de son ouvrage n'inspire que des sentiments paternels, surtout pour les cultivateurs, qu'on doit regarder comme la base de l'édifice politique.

Il nous fait voir comment la propagation dépend du nombre relatif des filles et des garçons: il développe la raison de la grande propagation dans les ports de

mer ; comment elle est plus ou moins grande , suivant les différentes productions de la terre , les pays de pâturages étant peu peuplés , les terres à blé davantage , les vignobles encore plus ; qu'elle est en raison du partage égal des terres , ou en raison des arts , lorsque les terres sont inégalement distribuées ; comment elle dépend de la fécondité du climat , sans besoin des lois , comme à la Chine ; comment elle tient à la nature du gouvernement , comme dans les républiques de la Grèce , où les législateurs n'eurent pour objet que le bonheur des citoyens au-dedans et une puissance au-dehors. Ainsi , avec un petit territoire et une grande félicité , il étoit facile que la population devînt si considérable , que les politiques grecs crurent devoir s'attacher à régler le nombre des citoyens.

Notre auteur , soutenant pour ainsi dire son vol , mesure comme un aigle la terre d'un œil ferme , et , à l'aide des monuments de l'antiquité , il voit que l'Italie , la Sicile , l'Asie mineure , l'Espagne , la Germanie , étoient , à peu près comme la Grèce , pleines de petits peuples , et regorgeoient d'habitants ; ainsi on n'y avoit pas besoin de lois pour en augmenter le nombre , mais , comme toutes ces petites républiques furent englouties dans une grande , on vit insensiblement l'univers se dépeupler.

Comme les Romains furent le peuple du monde le plus sage , et que , pour réparer ses pertes , il eut besoin du secours des lois , notre auteur , profitant de l'histoire et de la jurisprudence , si liées à l'esprit de conseil et aux talents de l'administration , recueille les lois que les Romains firent à ce sujet.

Il proteste de ne point parler ici de l'attention que les Romains eurent pour réparer la perte des citoyens ,

à mesure qu'ils en perdirent, faisant des associations, donnant les droits de cité et trouvant une pépinière de citoyens dans leurs esclaves : il se borne à parler de ce qu'ils firent pour réparer la perte des hommes.

Jamais les vues de sagesse et de prévoyance qui dictèrent ces lois n'ont eu une application plus nécessaire que dans les circonstances de nos jours. Ainsi il n'est point indifférent que je suive pas à pas notre auteur dans leur origine, leurs motifs, leurs avantages, leurs suites, leurs infractions. Notre auteur a été très exact à en recueillir toutes les vues, et assez sage pour en choisir les plus essentielles.

Les anciennes lois de Rome cherchèrent à déterminer les citoyens au mariage. Les censeurs y eurent l'œil, et, selon les besoins, ils y engagèrent et par la honte et par les peines.

La corruption des mœurs dégoûta du mariage, et détruisit la censure elle-même.

Le nombre des citoyens fut assez diminué par les discordes civiles, le triumvirat, les proscriptions, qui, si j'ose le dire, remplirent Rome d'un deuil général et d'un désastre universel.

Pour y remédier, César et Auguste rétablirent la censure, et se firent censeurs eux-mêmes. Ils firent aussi des réglemens favorables au mariage.

César donna des récompenses à ceux qui avoient beaucoup d'enfans. Attaquant les femmes par la vanité, il défendit à celles qui avoient moins de quarante-cinq ans, et qui n'avoient ni mari ni enfans, de porter des pierreries et de se servir de litière.

Auguste augmenta les récompenses et imposa des peines nouvelles. Il fit sentir aux Romains que la cité ne consistoit point dans les maisons, les portiques, les places publiques, mais dans le nombre des hommes,

qui sont les premiers biens, et les biens les plus précieux de l'état. Il leur reprochoit le célibat où ils vivoient pour vivre dans le libertinage. « Chacun de
« vous, s'écrioit-il, a des compagnes de sa table et de
« son lit, et vous ne cherchez que la paix dans vos dé-
« réglemens. »

Pour y remédier, il donna la loi qu'on nomma *julia pappia poppæa*, du nom des consuls. Notre auteur la regarde avec raison comme un code de lois, ou un corps systématique de tous les réglemens qu'on pouvoit faire à cet égard. Elle fut, dit-il, la plus belle partie des lois civiles des Romains.

On y accorda au mariage et au nombre des enfants les prérogatives, c'est-à-dire tous les honneurs et toutes les préséances que les Romains accorderoient par respect à la vieillesse.

On donna quelques prérogatives au mariage seul, indépendamment des enfants qui en pourroient naître; ce qu'on appela le *droit des maris*.

On donna d'autres prérogatives à ceux qui avoient des enfants; ce qu'on appela *droit d'enfants*.

On en donna de plus grandes à ceux qui avoient trois enfants; ce qu'on appela *droit de trois enfants*.

Notre auteur nous avertit de ne point confondre ces trois choses. « Il y avoit, dit-il, des privilèges dont les
« gens mariés jouissoient toujours, comme, par exem-
« ple, une place particulière au théâtre; il y en avoit
« dont ils ne jouissoient que lorsque des gens qui
« avoient des enfants, ou qui en avoient plus qu'eux,
« ne les leur ôtoient pas. »

Les gens mariés qui avoient le plus grand nombre d'enfants étoient préférés, soit dans la poursuite des honneurs, soit dans leur exercice.

Le consul qui avoit le plus d'enfants prenoit le

premier les faisceaux ; il avoit le choix des provinces.

Le sénateur qui avoit le plus d'enfants étoit écrit le premier dans le catalogue des sénateurs ; il disoit son avis le premier.

L'on pouvoit parvenir avant l'âge aux magistratures, chaque enfant donnant la dispense d'un an.

Le nombre de trois enfants exemptoit de toutes charges personnelles.

Les femmes ingénues qui avoient trois enfants, et les affranchies qui en avoient quatre, sortoient de la tutelle perpétuelle établie par les lois.

Outre les récompenses, il y avoit des peines. Les voici :

Ceux qui n'étoient point mariés ne pouvoient rien recevoir par le testament des étrangers.

Ceux qui étoient mariés, mais n'avoient point d'enfants, ne recevoient que la moitié.

Le mari et la femme, par une exemption de la loi qui limitoit leurs dispositions réciproques par testament, pouvoient se donner le tout, s'ils avoient des enfants l'un de l'autre ; s'ils n'en avoient point, ils pouvoient recevoir la dixième partie de la succession à cause du mariage ; et s'ils avoient des enfants d'un autre mariage, ils pouvoient se donner autant de dixièmes qu'ils avoient d'enfants.

Si un mari s'absentoit d'auprès de sa femme pour autre cause que pour les affaires de la république, il ne pouvoit en être l'héritier.

La loi donnoit à un mari ou à une femme qui survivoit, deux ans pour se remarier, et un an et demi pour le divorce.

Les pères qui ne vouloient pas marier leurs enfants ;

ou donner des maris à leurs filles, y étoient contraints par le magistrat.

On défendit les fiançailles lorsque le mariage devoit être différé de plus de deux ans; et comme on ne pouvoit épouser une fille qu'à douze ans, on ne pouvoit la fiancer qu'à dix; car la loi ne vouloit pas que l'on pût jouir inutilement, et sous prétexte de fiançailles, des privilèges des gens mariés.

Il étoit défendu à un homme qui avoit soixante ans d'épouser une femme qui en avoit cinquante; car on ne vouloit point de mariages inutiles après tant de privilèges.

La même raison déclara inégal le mariage d'une femme qui avoit plus de cinquante ans avec un homme qui en avoit moins de soixante.

Pour que l'on ne fût pas borné dans le choix, Auguste permit à tous les ingénus qui n'étoient pas sénateurs d'épouser des affranchies.

La loi pappienne interdisoit aux sénateurs le mariage avec les affranchies, ou avec les femmes de théâtre.

Du temps d'Ulpien, la loi défendoit aux ingénus d'épouser des femmes de mauvaise vie, des femmes de théâtre, des femmes condamnées par un jugement public. Du temps de la république, ces lois étoient inconnues, car la censure corrigeoit ces désordres, ou les empêchoit de naître.

Les peines contre ceux qui se marioient contre la défense des lois étoient les mêmes que celles contre ceux qui ne se marioient point du tout.

Les lois par lesquelles Auguste adjugea au trésor public les successions et les legs de ceux qu'elles déclaroient incapables, parurent plutôt fiscales que poli-

tiques et civiles. Ainsi le dégoût pour le mariage s'augmenta. Cela fit qu'on fut obligé tantôt de diminuer les récompenses des délateurs, tantôt d'arrêter leurs brigandages, tantôt de modifier ces lois odieuses.

D'ailleurs, les empereurs, dans la suite, les écrivèrent par les privilèges des droits de maris, d'enfants, de trois enfants, par la dispense des peines. On donna le privilège des maris aux soldats. Auguste fut exempté des lois qui limitoient la faculté d'affranchir, et de celle qui bornoit la faculté de léguer.

Les sectes de philosophie introduisirent un esprit d'éloignement pour les affaires. Ces fatales semences produisirent l'éloignement pour les soins d'une famille, et par conséquent la destruction de l'espèce humaine.

Les lois de Constantin ôtèrent les peines des lois pappiennes, et exemptèrent tant ceux qui n'étoient point mariés que ceux qui, étant mariés, n'avoient point d'enfants.

Théodose le jeune abrogea les lois décimaires, qui donnoient une plus grande extension aux dons que le mari et la femme pouvoient se faire à proportion du nombre des enfants, comme on l'a remarqué ci-dessus.

Justinien déclara valables tous les mariages que les lois pappiennes avoient défendus.

Par les lois anciennes, la faculté naturelle que chacun a de se marier et d'avoir des enfants ne pouvoit être ôtée. Ainsi la loi pappienne annuloit la condition de ne se point marier apposée à un legs, et le serment de ne se point marier et de n'avoir point d'enfants, que le patron faisoit faire à son affranchi; mais on vit éma-

- ner des constitutions des empereurs des clauses qui contredisent ce droit ancien.

Il n'y a point une loi expresse qui abroge les privilèges et les honneurs que les lois anciennes accordoient aux mariages et au nombre des enfants : mais depuis qu'on accorda, comme firent les lois de Justinien, des avantages à ceux qui ne se remarioient pas, il ne pouvoit plus y avoir des privilèges et des honneurs pour le mariage. Ici notre auteur, rendant hommage au célibat qui a pour motif la religion, déplore amèrement le célibat introduit par le libertinage, qui fait qu'une infinité de gens riches et voluptueux fuient le mariage pour la commodité de leurs dérèglements.

Notre auteur, avant de finir ce sujet, n'oublie pas cette loi abominable de l'exposition des enfants. Il nous fait remarquer qu'il n'y avoit aucune loi romaine qui permit cette action dénaturée, et que la loi des douze tables ne changea rien aux institutions des premiers Romains, qui eurent à cet égard une police assez bonne, mais qu'on ne suivit plus lorsque le luxe ôta l'aisance, lorsque les richesses partagées furent appelées pauvreté, lorsque le père crut avoir perdu ce qu'il donna à sa famille, et qu'il distingua cette famille de la propriété.

Pour nous faire mieux connoître l'état de l'univers après la destruction des Romains, notre auteur observe que leurs réglemens, faits pour augmenter le nombre des citoyens, eurent, comme les autres lois qui élevèrent Rome à cette grandeur, leur effet pendant que la république, dans la force de son institution, n'eut à réparer que les pertes qu'elle faisoit par son courage, par sa fermeté, par son amour pour la gloire, et par sa vertu même. En réparant ces pertes, les Romains

croyoient défendre leurs lois, leur patrie, leurs temples, leurs dieux pénates, leurs sépulcres, leur liberté, leurs biens. Mais sitôt que les lois les plus sages ne purent remédier aux pertes causées par une corruption générale, capable de rendre ce grand empire une solitude, pour qu'il ne restât, pour ainsi dire, personne pour en déplorer la chute, et l'extinction du nom romain; dès-lors un déluge de nations gothes, gétiques, sarrasines et tartares, coupa, pour ainsi dire, le nerf de ce corps immense et de cette machine monstrueuse; bientôt des peuples barbares n'eurent à détruire que des peuples barbares.

Dans l'état où étoit l'Europe après cette affreuse catastrophe, et après un coup aussi surprenant, on n'auroit pas cru qu'elle pût se rétablir, surtout lorsque sous Charlemagne elle ne forma plus qu'un vaste empire. Mais il arriva un changement par rapport au nombre des hommes. L'Europe, après Charlemagne, par la nature du gouvernement d'alors, se partagea en une infinité de petites souverainetés. Chaque seigneur, n'étant en sûreté que par le nombre des habitants de son village ou de sa ville, où il résidoit, s'attacha à faire fleurir son pays; ce qui réussit tellement que, malgré les irrégularités du gouvernement, le défaut de connoissances sur le commerce, le grand nombre de guerres et de querelles, il y eut dans là plupart des contrées de l'Europe plus de peuple qu'il n'y en a aujourd'hui: témoin les prodigieuses armées des croisés.

La navigation, qui depuis deux siècles est augmentée en Europe, a procuré des habitants et en a fait perdre. Il ne faut pas juger de l'Europe comme d'un état particulier qui feroit seul une grande navigation: cet état augmenteroit de peuple; parceque toutes les

nations voisines viendroient prendre part à cette navigation; il y arriveroit des matelots de tous côtés. Mais l'Europe, séparée du reste du monde par des déserts, par la religion, étant presque partout entourée des pays mahométans, ne se répare pas ainsi.

De tout ceci notre auteur a raison de conclure que l'Europe a besoin de lois qui favorisent la propagation, laquelle, étant la partie la plus malade de la plupart des gouvernements de nos jours, mérite le plus de secours.

Notre auteur, bien loin de trouver ces secours dans des établissemens singuliers, et encore moins dans les récompenses des prodiges, comme seroit celle des privilèges de douze enfans, ne demande que des récompenses et des peines générales, comme demandoient les Romains, et il ne cherche que la nature dans les sillons des campagnes et dans les cabanes des laboureurs.

On diroit qu'il fait descendre les princes de la majesté du trône pour les conduire dans ces contrées malheureuses où la nature est aussi défigurée que les hommes qui y séjournent. Spectateur de l'abandon de ces pays dont les plaies paroissent incurables seulement à ceux qui ne connoissent pas la force de sages lois, et pénétré des plaintes, des gémisscments, de l'esprit de nonchalance de ces habitants pâles, débiles, exténués, portant sur leur visage l'empreinte de leur infortune, il propose des remèdes et des règles si sensées, qu'on diroit qu'elles ont été dictées par l'énergie d'une ame qui ne desire que le bien. Comme ce seul article, rempli de vues également éclairées et bienfaisantes, renferme, pour ainsi dire, le code d'administration publique le plus sage que puisse former un

prince qui se sent plutôt le père que le maître de ses peuples, on me saura gré de ce que je le répète ici. « Lorsqu'un état se trouve dépeuplé par des accidents « particuliers, des guerres, des pestes, des famines, il « y a des ressources : les hommes qui restent peuvent « conserver l'esprit de travail et d'industrie; ils peuvent « chercher à réparer leurs malheurs, et devenir plus « industriels par leur calamité même. Le mal presque « incurable est lorsque la dépopulation vient de longue « main par un vice intérieur et un mauvais gouverne- « ment. Les hommes y ont péri par une maladie insen- « sible et habituelle : nés dans la langueur et dans la « misère, dans la violence ou les préjugés du gouver- « nement, ils se sont vu détruire souvent sans sentir « les causes de leur destruction, etc?

« Pour rétablir un état ainsi dépeuplé, on attendroit « en vain des secours des enfants qui pourroient y « naître. Il n'est plus temps : les hommes, dans leurs « déserts, sont sans courage et sans industrie. Avec des « terres pour nourrir un peuple, on a à peine de quoi « nourrir une famille. Le bas peuple, dans ces pays, « n'a pas même de part à leur misère, c'est-à-dire aux « friches dont ils sont rémplis. Le prince, les villes, « les grands, quelques citoyens principaux, sont de- « venus insensiblement propriétaires de toute la con- « trée : elle est inculte; mais les familles détruites leur « en ont laissé les pâtures, et l'homme de travail n'a « rien.

« Dans cette situation, il faudroit faire dans toute « l'étendue de l'empire ce que les Romains faisoient « dans une partie du leur : pratiquer dans la disette « des habitants ce qu'ils observoient dans l'abondance, « distribuer des terres à toutes les familles qui n'ont

« rien , leur procurer les moyens de les défricher et
« de les cultiver. Cette distribution devoit se faire à
« mesure qu'il y auroit un homme pour la recevoir, de
« sorte qu'il n'y eût point de moment perdu pour le
« travail. »

Que d'heureuses conséquences naissent des principes et des moyens que notre auteur propose dans cet article pour exciter au travail, encourager l'agriculture, et trouver des bras et des charrués qui fertilisent les terres abandonnées ! Il fait sentir, avec son grand discernement, qui frappe toujours au but des choses, que la grande prospérité ou les désastres d'un pays dépendent de la bonté ou de la corruption du gouvernement ; que, sans la propriété, qui est, pour ainsi dire, la mère nourrice de l'agriculture, tout est perdu : chose qu'il a remarquée ailleurs par la pratique opposée des pays orientaux, où le despotisme, ôtant l'esprit de propriété, cause l'abandon de la culture des terres. « On ne bâtit, » dit-il, de maisons que pour la vie ; on ne fait point « de fossés, on ne plante point d'arbres ; on tire tout « de la terre, on ne lui rend rien ; tout est en friche, « tout est désert. » Notre auteur, toujours affectionné au bien public, nous montre que ces domaines étendus, sans bornes, sont le fléau de la culture des terres. Enfin il fait voir que rien n'annonce plus un gouvernement paternel qu'une attention non interrompue pour exciter au travail. Ces grandes vérités, si l'on en est bien pénétré, sont capables de ranimer l'agriculture et la population dans les fanges des marécages mêmes.

Cet amour du travail, et par conséquent cette horreur de l'oisiveté, que notre auteur inspire, lui font faire une remarque que peut-être le commun des hommes ne comprend pas, et qui cependant n'est que trop

vraie; savoir, que la population dans quelques circonstances peut être favorisée, dans quelques autres elle peut être affoiblie par l'établissement des hôpitaux. Il s'en faut bien que notre auteur, avec cette humanité éclairée qui marche à la tête de chaque page de son ouvrage, ne reconnoisse que la vraie indigence est quelque chose de sacré, que les vrais pauvres doivent être respectés comme des gens revêtus d'un caractère public, et que par conséquent leur subsistance est la dette la plus ancienne et la plus privilégiée de l'état : mais il n'a que trop raison de dire que l'indigence même ne doit pas être regardée comme un mal, puisqu'elle a des ressources honnêtes pour ceux qui ne craignent pas le travail; ainsi il n'a pas tort de dire que les hôpitaux sont nécessaires dans les pays de commerce, où, comme beaucoup de gens n'ont que leur art, l'état doit secourir les vieillards, les malades, les orphelins. Les richesses, dit-il, supposent une industrie : mais comme, dans un si grand nombre de branches de commerce, il est impossible qu'il n'y en ait toujours quelque une qui souffre, l'état doit apporter un prompt secours aux ouvriers qui sont dans la nécessité; laquelle étant momentanée, il ne faut que des secours de même nature, c'est-à-dire des secours passagers. Mais quand la nation est pauvre, la pauvreté particulière dérive de la misère générale. Tous les hôpitaux du monde ne peuvent guérir cette pauvreté particulière : au contraire, l'esprit de paresse qu'ils inspirent augmente la pauvreté générale, et par conséquent la particulière; témoin quelques pays remplis d'hôpitaux, où tout le monde est à son aise, excepté ceux qui ont de l'industrie, qui cultivent les arts, et qui font le commerce.

Notre auteur, pour perfectionner son ouvrage, per-

fection qui consistoit à ramener le tout à des règles générales, comme à un point, pour ainsi dire, de ralliement, s'attache à prendre comme par la main et conduire avec sûreté ceux que le ciel a assez aimés pour les choisir pour donner des lois. Ainsi, après avoir envisagé tous les différents rapports des lois, relativement à la constitution, à la liberté civile, à la liberté politique, à la force offensive, à la force défensive, au climat, au terroir, à l'esprit général, au commerce, à la population, il examine les lois dans leurs rapports avec les différents ordres des choses sur lesquelles elles statuent. Comme rien assurément n'égale la grandeur et l'importance de cet objet digne d'un génie mâle et sublime, on diroit que notre auteur prend ici un nouvel essor, et tente des routes nouvelles.

Il fait l'énumération des différentes branches des droits qui gouvernent les hommes : droit divin, droit naturel, droit ecclésiastique, droit des gens, droit politique, droit de conquête, droit civil, droit domestique.

Comme il reconnoît que la sublimité de la raison humaine consiste à savoir bien auquel de ces différents ordres se rapportent principalement les choses sur lesquelles on doit statuer, et à ne point confondre les divers droits qui doivent gouverner les hommes, il pose les limites et le point auquel tel droit doit s'arrêter, et tel autre doit commencer. Ces bornes sont tellement nécessaires à la solidité de l'édifice dans la législation, que sans elles on énerveroit cette science, la plus importante, par des questions minutieuses, capables de jeter dans un chaos toute opération des lois.

Ainsi le sujet de ce livre est, ce me semble, le côté

le plus lumineux de notre auteur. Il s'y distingue par l'ensemble des vues générales, et y excelle par le détail des divers droits qui concernent les successions, les devoirs des pères, des maris, des maîtres, des esclaves ; les mariages, l'empire de la cité, la propriété des biens, l'inviolabilité des ambassadeurs, les traités publics ; les crimes seulement à corriger et non à punir ; les obligations faites dans des circonstances particulières.

A travers ce détail, tout y annonce un génie accoutumé à chvisager les objets sous toutes les faces, mais qui sait voir tout en grand, et montrer dans une seule pensée des choses qui en indiquent un grand nombre d'autres. En remontant à la source des lois divines, des lois de la nature, qui sont l'image de l'ordre et de la sagesse éternelle, des lois ecclésiastiques, des lois politiques, des lois des nations entre elles, notre auteur fixe, pour ainsi dire, des lignes de démarcation entre les différents droits pour que le législateur puisse statuer avec sûreté sur les plus grandes affaires, selon leur différent ordre. Il apprend à ménager les droits sacrés de la couronne et de l'église ; à ne point décider des successions et des droits des royaumes par les mêmes maximes sur lesquelles on décide des successions et des droits entre particuliers ; à ne point confondre les règles qui concernent la propriété avec celles qui naissent de la liberté, c'est-à-dire de l'empire de la cité ; à distinguer avec une sage modération les violations de simple police, qu'on ne fait que corriger, des grandes violations des lois, qu'on doit punir. Il sépare les principes des lois civiles et politiques de ceux qui dérivent du droit des gens, inspirant ainsi du respect pour les prérogatives sacrées et réciproques des nations. Pour

faire apercevoir les vues illimitées de notre auteur à ce sujet, je ne rapporterai qu'un seul trait. « Si les ambassadeurs abusent, dit-il, de leur être représentatif, on le fait cesser en les renvoyant chez eux ; on peut même les accuser devant leur maître, qui de vient par là leur juge ou leur complice. » Ces deux mots renferment plus de choses que tous les volumes des publicistes qui traitent la grande question du juge compétent des ambassadeurs.

Après la fixation de ces limites entre les différents droits qui gouvernent les hommes, notre auteur couronne son travail par des règles très sages, relatives à la manière de composer les lois. Il veut un style concis, simple, sans ostentation, une expression directe, des paroles qui réveillent chez tous les hommes les mêmes idées ; point d'expressions vagues ; point de subtilité, la loi n'étant que la raison simple d'un père de famille ; point d'exceptions, de limitations, de modifications ; point de lois inutiles ; point de lois qu'on puisse éluder ; point de changement dans une loi sans une raison suffisante. Il commande que la raison de la loi soit digne d'elle ; que la loi ne choque point la nature des choses. Il fait aussi consister le génie du législateur à savoir dans quels cas il faut des différences, et il nous avertit de bien distinguer une décision, et souvent une faveur particulière de quelque rescrit, d'avec une constitution générale.

Notre auteur exige dans un législateur non seulement un génie étendu, mais, ce qui importe le plus, un cœur bon ; car un législateur est, si j'ose le dire, l'ange tutélaire des états.

Ainsi la candeur doit former le caractère de la loi. Il veut que l'esprit de modération soit celui du législa-

teur, et il n'a que trop raison : car un sage législateur doit savoir arrêter même le bien dans le point où commence l'excès ; et il doit éviter de mener les hommes par les voies extrêmes. Il se plaint amèrement de ce que les lois rencontrent presque toujours les préjugés, et, ce qui est pire, les passions des législateurs.

Enfin notre auteur développe l'esprit de quelques lois grecques et romaines, pour nous faire mieux connoître d'autres principes dans la manière de composer les lois. Ainsi il remarque que des lois qui paroissent s'éloigner des vues du législateur y sont souvent conformes ; que des lois qui paroissent les mêmes n'ont pas toujours le même effet, ou n'ont pas toujours le même motif, ou sont quelquefois différentes ; que des lois qui paroissent contraires dérivent quelquefois du même esprit. Il nous enseigne de quelle manière deux lois diverses peuvent être comparées ; qu'il ne faut pas séparer les lois de l'objet pour lequel elles sont faites, ni des circonstances qui les ont occasionées ; qu'il est bon quelquefois qu'une loi se corrige elle-même.

Voilà l'économie de cet ouvrage magnifique. A la peinture que je viens de tracer, quelque foible qu'elle soit, il est aisé de voir que dans ce livre de l'*Esprit des Lois* règnent la précision, la justesse, un ordre merveilleux ; ordre peut-être caché aux yeux de ceux qui ne sauroient marcher que de conséquence en conséquence, toujours guidés par des définitions, des divisions, des avant-propos, des distinctions, mais qui paroît dans tout son jour aux esprits attentifs, capables de suppléer d'eux-mêmes les conséquences qui naissent des principes, et assez habiles pour rapprocher et joindre dans la chaîne des vérités établies celles qui s'ensuivent, qui, aux yeux des connoisseurs, ne sont ; pour ainsi dire, couvertes que d'un voile transparent.

Son style majestueux, plein de sens, mais toujours concis, fait aussi voir combien notre auteur a compté sur la méditation du lecteur. Les grandes beautés qui éclatent dans ses expressions ne sauroient être mieux senties que par ceux qui se sont familiarisés avec la lecture des anciens ; tant notre auteur sait conserver partout un certain air antique, dont le caractère étoit de réunir une force digne de la majesté du sujet, avec les graces les plus naïves et les nuances les plus délicates. Je n'exagère point, lorsque je dis qu'en lisant Polybe, César, et Tacite, après l'ouvrage de notre auteur, il ne me paroît pas que je change de lecture. C'est ainsi qu'en nous promenant dans notre galerie royale..... parmi une foule d'étrangers, on ne croit pas changer d'objet en tournant l'œil, des statues des Grecs, à celles de Michel-Ange, et de la Vénus de la tribune, à celle du Titien.

Après avoir parlé de l'ouvrage de notre auteur, j'aurois mauvaise grace à entretenir le lecteur de mon travail ; c'est au lecteur équitable à en juger par le travail même, pourvu qu'il mette à part, pour un moment, l'ouvrage de notre auteur, comme l'on cachoit les simulacres des dieux.

Mon dessein est de montrer la conformité de penser de notre auteur avec les plus grands génies de tous les âges (1). Mais à Dieu ne plaise que par là j'aie voulu porter atteinte à la plus précieuse prérogative de son ouvrage, qui consiste dans cet esprit créateur ! Il faut l'avouer, il étoit réservé à l'extrême vigueur du génie de notre auteur de former un si beau système par le précieux enchaînement de pensées détachées, et qu'on a regardées jusqu'à présent comme des maté-

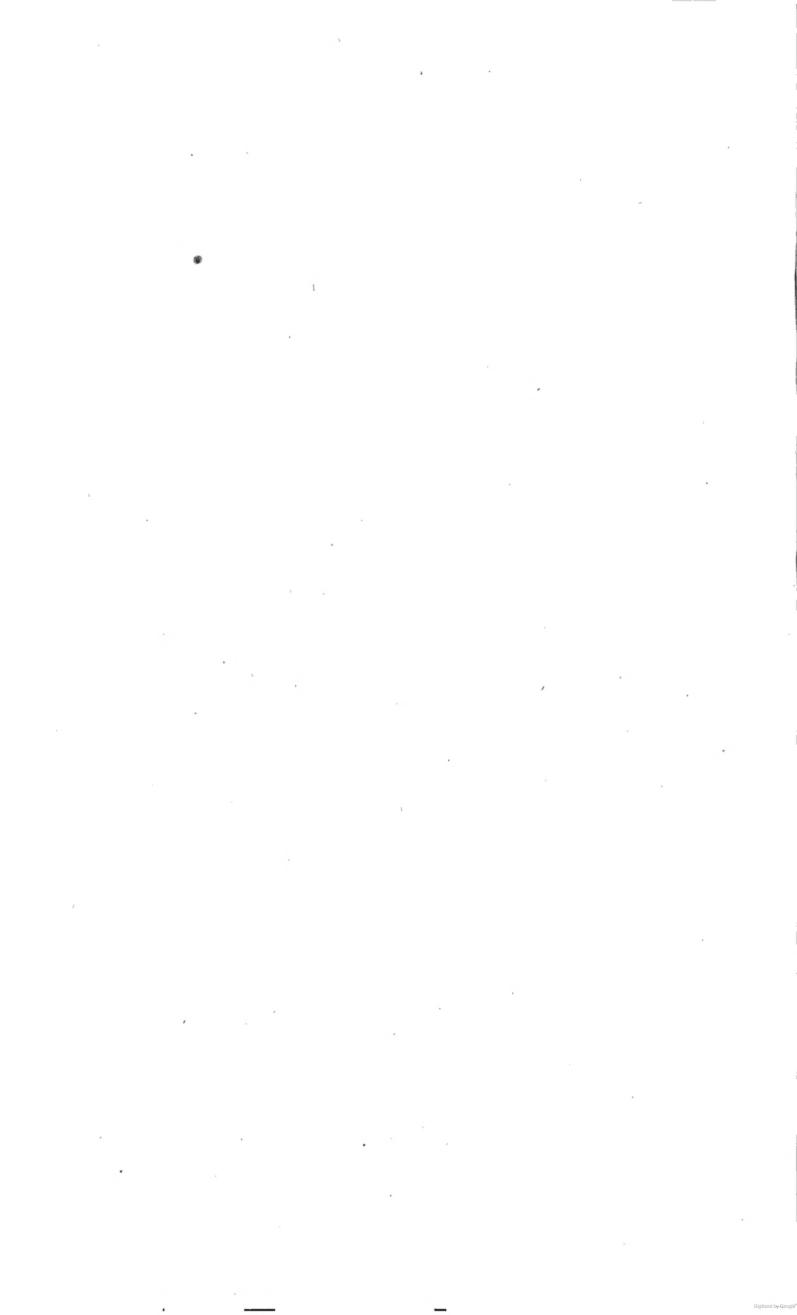
(1) Par des notes faites à l'ouvrage de l'*Esprit des Loix*.

riaux épars et comme étrangers. Ainsi ma science, vis-à-vis de celle de notre auteur, qui est vraiment créatrice, mérite à peine le nom de science, n'étant, pour ainsi dire, que de seconde main : j'allois presque dire que je ne suis qu'un voyageur, qui, à la vue d'une grande pyramide, se plaît à examiner la charpente qui a servi pour l'élever.

J'espère que notre auteur agréera mon intention. S'il y trouve quelque chose qui soit conforme à ses souhaits, je me trouverai le plus heureux des mortels ; car c'est le comble du bonheur que de travailler pour le progrès de la raison humaine, unique objet de notre auteur et de son ouvrage immortel.



COMMENTAIRE
SUR
L'ESPRIT DES LOIS,
PAR VOLTAIRE.



AVANT-PROPOS.

Montesquieu fut compté parmi les hommes les plus illustres du dix-huitième siècle, et cependant il ne fut pas persécuté : il ne fut qu'un peu molesté pour ses *Lettres persanes*, ouvrage imité du *Siamois* de Dufresny, et de l'*Espion turc*; imitation très supérieure aux originaux, mais au-dessous de son génie. Sa gloire fut l'*Esprit des Lois*; les ouvrages des Grotius et des Puffendorf n'étoient que des compilations; celui de Montesquieu parut être celui d'un homme d'État, d'un philosophe, d'un bel-esprit, d'un citoyen. Presque tous ceux qui étoient les juges naturels d'un tel livre, gens de lettres, gens de loi de tous les pays, le regardèrent, et le regardent encore comme le code de la raison et de la liberté. Mais, dans les deux sectes des jansénistes et des jésuites qui existoient encore, il se trouva des écrivains qui prétendirent se signaler contre ce livre, dans l'espérance de réussir à la faveur de son nom, comme les insectes s'attachent à la poursuite de l'homme, et se nourrissent de sa substance. Il y avoit quelques misérables profits alors à débiter des brochures théologiques, et en attaquant les

philosophes. Ce fut une belle occasion pour le gazetier des nouvelles ecclésiastiques, qui vendoit toutes les semaines l'histoire moderne des sacristains de paroisse, des porte-dieu, des fossoyeurs, et des marguilliers. Cet homme cria contre le président de Montesquieu : Religion, religion ! DIEU, DIEU ! et il l'appela déiste et athée, pour mieux vendre sa gazette. Ce qui semble peu croyable, c'est que Montesquieu daigna lui répondre. Les trois doigts qui avoient écrit l'*Esprit des Lois* s'abaissèrent jusqu'à écraser par la force de la raison et à coups d'épigrammes la guêpe convulsionnaire qui bourdonnoit à ses oreilles quatre fois par mois.

Il ne fit pas le même honneur aux jésuites ; ils se vengèrent de son indifférence en publiant à sa mort qu'ils l'avoient converti. On ne pouvoit attaquer sa mémoire par une calomnie plus lâche et plus ridicule. Cette turpitude fut bien reconnue, lorsque peu d'années après les jésuites furent proscrits sur le globe entier qu'ils avoient trompé par tant de controverses et troublé par tant de cabales.

Ces hurlements des chiens du cimetière Saint-Médard, et ces déclamations de quelques régents de collège, ex-jésuites, ne furent pas entendus au milieu des applaudissements de l'Europe. Ce-

pendant une petite société de savants, nourris dans la connoissance des affaires et des hommes, s'assembla long-temps pour examiner avec impartialité ce livre si célèbre. Elle fit imprimer, pour elle et pour quelques amis, vingt-quatre exemplaires de son travail, sous le titre d'*Observations sur l'Esprit des Lois*, en trois petits volumes. * J'en ai tiré des instructions, et j'y joins mes doutes.

(*) *Les Observations sur le livre intitulé L'ESPRIT DES LOIS, divisées en trois parties, 1757-1758, 3 vol. petit in-8°, sont de Claude Dupin, fermier général, mort en 1769; elles ont été revues par les PP. Plesse et Berthier. On croit que la préface est de madame Dupin, épouse de l'auteur, morte en 1800, à près de cent ans; elle avoit eu J. J. Rousseau pour instituteur de son fils et pour secrétaire. Les Observations avoient été imprimées chez Guérin et Delatour; et le premier Catalogue des livres de ce dernier, 1808, in-8°, n° 57, dit que « il n'en a été mis dans la circulation que trente exemplaires, donnés en présent par l'auteur; tout le reste de l'édition a été supprimé. » Cette suppression fut faite par l'auteur lui-même, à la demande de madame de Pompadour, qui protégeoit Montesquieu. (Note de M. Beuchot.)*





COMMENTAIRE

SUR

QUELQUES PRINCIPALES MAXIMES

DE

L'ESPRIT DES LOIS.

I.

Ne discutons point la foule de ces propositions qu'on peut attaquer et défendre long-temps sans convenir de rien. Ce sont des sources intarissables de dispute. Les deux contendants tournent sans avancer, comme s'ils dansoient un menuet; ils se retrouvent à la fin tous deux au même endroit dont ils étoient partis.

Je ne rechercherai point si DIEU a ses lois, ou si sa pensée, sa volonté, sont sa seule loi, si les bêtes ont leurs lois, comme dit l'auteur;

Ni s'il y avoit des rapports de justice avant qu'il existât des hommes, ce qui est l'ancienne querelle des réaux et des nominaux;

Ni si un être intelligent, créé par un autre être intelligent, et ayant fait du mal à son camarade intelligent, peut être supposé devoir subir la peine du talion, par l'ordre du créateur intelligent, avant que ce créateur ait créé;

Ni si le monde intelligent n'est pas si bien gouverné que le monde non-intelligent, et pourquoi;



Ni s'il est vrai que l'homme viole les lois de DIEU *en qualité d'être intelligent*, ou si plutôt il n'est pas privé de son intelligence dans l'instant qu'il viole ces lois.

Ne nous jouons point dans les subtilités de cette métaphysique; gardons-nous d'entrer dans ce labyrinthe.

II.

L'Anglois Hobbes prétend que l'état naturel de l'homme est un état de guerre, parceque tous les hommes ont un droit égal à tout.

Montesquieu, plus doux, veut croire que l'homme n'est qu'un animal timide qui cherche la paix.

Il apporte en preuve l'histoire de ce sauvage trouvé, il y a cinquante ans, dans les forêts de Hanovre, et que le moindre bruit effrayoit.

Il me semble que si l'on veut savoir comment la pure nature humaine est faite, il n'y a qu'à considérer les enfants de nos rustres. Le plus poltron s'enfuit devant le plus méchant; le plus foible est battu par le plus fort : si un peu de sang coule, il pleure, il crie; les larmes, les plaintes que la douleur arrache à cette machine, font une impression soudaine sur la machine de son camarade qui le battoit. Il s'arrête comme si une puissance supérieure lui saisissoit la main, il s'émeut, il s'attendrit, il embrasse son ennemi qu'il a blessé; et le lendemain, s'il y a des noisettes à partager, ils recommenceront le combat : ils sont déjà hommes, et ils en useront ainsi un jour avec leurs frères, avec leurs femmes.

Mais laissons là les enfants et les sauvages, n'examinons que bien rarement les nations étrangères qui ne nous sont pas assez connues. Songeons à nous.

III.

« La noblesse entre en quelque façon dans l'essence
« de la monarchie, dont la maxime fondamentale est,
« point de monarchie, point de noblesse; point de no-
« blesse, point de monarque. Mais on a un despote. »
(Liv. II, chap. IV.)

Cette maxime fait souvenir de l'infortuné Charles I, qui disoit : Point d'évêque, point de monarque. Notre grand Henri IV auroit pu dire à la faction des Seize . Point de noblesse, point de monarque. Mais qu'on me dise ce que je dois entendre par despote et par monarque.

Les Grecs et ensuite les Romains entendoient par le mot grec *despote* un père de famille, un maître de maison; *despotes*, *herus*, *patronus*, *despoina*, *hera*, *patrona*, opposé à *therapon* ou *therapsos*, *famulus*, *servus*. Il me semble qu'aucun Grec, qu'aucun Romain ne se servit du mot despote ou d'un dérivé de despote, pour signifier un roi. *Despoticus* ne fut jamais un mot latin. Les Grecs du moyen âge s'avisèrent, vers le commencement du quinzième siècle, d'appeler despotes des seigneurs très foibles, dépendants de la puissance des Turcs, despotes de Servie, de Valachie, qu'on ne regardoit que comme des maîtres de maison. Aujourd'hui les empereurs de Turquie, de Maroc, de Perse, de l'Indoustan, de la Chine, sont appelés par nous despotes; et nous attachons à ce titre l'idée d'un fou féroce, qui n'écoute que son caprice; d'un barbare qui fait ranger devant lui ses courtisans prosternés, et qui pour se divertir ordonne à ses satellites d'étrangler à droite et d'empaler à gauche.

Le terme de *monarque* emportoit originairement l'idée d'une puissance bien supérieure à celle du mot *despote* : il signifioit seul prince, seul dominant, seul puissant; il sembloit exclure toute puissance intermédiaire.

Ainsi chez presque toutes les nations les langues se sont dénaturées. Ainsi les mots de pape, d'évêque, de prêtre, de diacre, d'église, de jubilé, de pâques, de fêtes, noble, vilain, moine, chanoine, clerc, gendarme, chevalier, et une infinité d'autres, ne donnent plus les mêmes idées qu'ils donnoient autrefois; c'est à quoi l'on ne sauroit faire trop d'attention dans toutes ses lectures.

J'aurois désiré que l'auteur, ou quelque autre écrivain de sa force, nous eût appris clairement pourquoi la noblesse est l'essence du gouvernement monarchique. On seroit porté à croire qu'elle est l'essence du gouvernement féodal, comme en Allemagne; et de l'aristocratie, comme à Venise (1).

(1) Il ne peut y avoir aucune autre différence entre le despotisme et la monarchie que l'existence de certaines règles, de certaines formes, de certains principes, consacrés par le temps et l'opinion, et dont le monarque se fait une loi de ne pas s'écarter. S'il n'est lié que par son serment, par la crainte d'aliéner les esprits de sa nation, le gouvernement est monarchique; mais s'il existe un corps, une assemblée, du consentement desquels il ne puisse se passer, lorsqu'il veut déroger à ces lois premières; si ce corps a le droit de s'opposer à l'exécution de ses lois nouvelles, lorsqu'elles sont contraires aux lois établies; dès-lors il n'y a plus de monarchie, mais une aristocratie. Le monarque, pour être juste, est censé devoir respecter les règles consacrées par l'opinion, tandis que le despote n'est obligé de respecter que les premiers principes du droit naturel, la religion, les mœurs. La différence est moins dans la forme de la constitution que dans l'opinion des peuples, qui ont une idée plus ou moins étendue de ce qui constitue les droits de l'homme et du citoyen.

Or il est difficile, en admettant cette explication, de deviner

IV.

« Autant que le pouvoir du clergé est dangereux dans une république, autant il est convenable dans une monarchie, surtout dans celles qui vont au despotisme. Où en seroient l'Espagne et le Portugal depuis la perte de leurs lois, sans ce pouvoir qui arrête seul la puissance arbitraire? barrière toujours bonne lorsqu'il n'y en a point d'autre; car, comme le despotisme cause à la nature humaine des maux effroyables, le mal même qui le limite est un bien. » (Liv. II, chap. iv.)

On voit que dès l'abord l'auteur ne met pas une grande différence entre la monarchie et le despotisme, ce sont deux frères qui ont tant de ressemblance qu'on les prend souvent l'un pour l'autre. Avouons que ce furent de tous temps deux gros chats à qui les rats es-

pourquoi il faut qu'il y ait dans une monarchie un corps d'hommes jouissant de privilèges héréditaires. Les privilèges sont une charge de plus pour le peuple, un découragement pour tout homme de mérite qui ne fait point partie de ce corps. M. de Montesquieu pouvoit-il croire que dans un pays éclairé un homme sans noblesse, mais ayant de l'éducation, n'auroit pas autant de noblesse d'ame, d'horreur pour les bassesses, qu'un gentilhomme? Croyoit-il que la connoissance des droits de l'humanité ne donne pas autant d'élévation que celle des prérogatives de la noblesse? Ne vaudroit-il pas mieux chercher à donner aux ames des hommes de tous les états plus d'énergie, que de vouloir conserver dans celles des nobles quelques restes de l'orgueil de leur ancienne indépendance? Ne seroit-il point plus utile au peuple d'une monarchie de chercher les moyens d'y établir un ordre plus simple, au lieu d'y conserver soigneusement les restes de l'anarchie?

Il est sûr que dans toute monarchie modérée, où les propriétés sont assurées; il y aura des familles qui, ayant conservé des richesses, occupé des places, rendu des services pendant plusieurs

sayèrent de pendre une sonnette au cou. Je ne sais si les prêtres ont posé cette sonnette, ou s'il auroit plutôt fallu en attacher une aux prêtres : tout ce que je sais, c'est qu'avant Ferdinand et Isabelle il n'y avoit point d'inquisition en Espagne. Cette habile Isabelle, ce plus qu'habile Ferdinand firent leurs marchés avec l'inquisition : autant en firent leurs successeurs pour être plus puissants. Philippe II et les prêtres inquisiteurs partagèrent toujours les dépouilles. Cette inquisition si abhorrée dans l'Europe devoit-elle être chère à l'auteur des Lettres persanes ?

Il se fait ici une règle générale que les prêtres sont en tout temps et en tous lieux les correcteurs des princes. Je ne conseillerois pas à un homme qui se mêleroit d'instruire de poser ainsi des règles générales. A peine a-t-il établi un principe, l'histoire s'ouvre devant lui et lui montre cent exemples contraires. Dit-il que les évêques sont le soutien des rois, vient un cardinal de Retz, viennent des primats de Pologne et des évêques de Rome, et une foule d'autres prélats, à remonter jusqu'à Samuël, qui forment de terribles arguments contre sa thèse.

Dit-il que les évêques sont les sages précepteurs des princes, on lui montre aussitôt un cardinal du Bois qui n'en a été que le Mercure.

généralités, obtiennent une considération héréditaire. Mais il y a loin de là à la noblesse, à ses exemptions, à ses prérogatives, aux chapitres nobles, aux tabourets, aux cordons, aux certificats des généalogistes, à toutes ces inventions nuisibles ou ridicules dont une monarchie peut sans doute se passer.

L'auteur de cette note prend la liberté d'assurer ses lecteurs, s'il en a, qu'en plaidant la cause du bonheur du peuple contre la vanité des nobles, ce ne sont point du tout ses intérêts qu'il défend ici.

Avance-t-il que les femmes ne sont pas propres au gouvernement, il est démenti depuis Tomiris jusqu'à nos jours.

Mais continuons à nous éclairer avec l'Esprit des Lois (1);

V.

Au lieu de continuer je rencontre par hasard le chapitre II du livre X, par lequel j'aurois dû commencer. C'est un singulier cours de droit public. Voyons.

« Entre les sociétés, le droit de la défense naturelle
« entraîne quelquefois la nécessité d'attaquer, lors-
« qu'un peuple voit qu'un peuple voisin prospère, et
« qu'une plus longue paix mettroit ce peuple voisin en
« état de le détruire, etc. »

Si c'étoit Machiavel qui adressât ces paroles au bâtard abominable de l'abominable pape Alexandre VI, je ne serois point étonné. C'est l'esprit des lois de Cartouche et de Desrues. Mais que cette maxime soit d'un homme comme Montesquieu ! on n'en croit pas ses yeux.

Je vois ensuite que, pour en adoucir la cruauté, il ajoute « que l'attaque doit être faite par ce peuple ja-
« loux, dans le moment où c'est le seul moyen d'empê-
« cher sa destruction. »

Mais il me semble que c'est mal s'excuser, et bien évidemment se contredire. Car si vous ne tombez sur

(1) Le clergé a du crédit à Constantinople au moins autant qu'en Espagne. A quoi ce crédit a-t-il été utile ? A quoi a servi celui du clergé de France ? A laisser deux millions de citoyens sans existence légale, sans propriété assurée ; à soustraire aux impôts un cinquième au moins des biens du royaume. N'est-il pas évident qu'un ami ou ennemi du monarque, un clergé puissant ne peut servir qu'à imposer un double joug au peuple ? Un homme en est-il plus libre parcequ'il a deux maîtres ?

votre voisin que dans le seul moment où il va vous détruire, c'est donc lui qui vous attaque en effet. Vous vous êtes donc borné à vous défendre contre votre ennemi.

Je vois que vous vous êtes laissé entraîner aux grands principes du machiavélisme : « Ruinez qui pourroit un jour vous ruiner ; assassinez votre voisin qui pourroit devenir assez fort pour vous tuer ; empoisonnez-le au plus vite, si vous craignez qu'il n'emploie contre vous son cuisinier. »

Quelque grand politique pourra penser que cela est très bon à faire ; mais en vérité cela est très mauvais à dire. Vous vous corrigez sur-le-champ, en disant qu'il n'est permis d'égorger son voisin que quand ce voisin vous égorge. Ce n'est plus l'état de la question. Vous vous supposez ici dans le cas d'une simple et honnête défensive. Vous avez voulu d'abord n'écrire qu'en homme d'état, vous en avez rougi ; vous avez voulu réparer la chose en vous remettant à écrire en honnête homme, et vous vous êtes trompé dans votre calcul. Revenons à l'ordre que j'ai interrompu.

V I.

« Comme la mer qui semble vouloir couvrir la terre est arrêtée par les herbes et par les moindres graviers qui sont sur le rivage ; ainsi les monarques, dont le pouvoir paroît sans bornes, s'arrêtent par les plus petits obstacles, et soumettent leur fierté naturelle à la plainte et à la prière. » (Liv. II, chap. iv.)

Voilà donc, poétiquement parlant, l'Océan qui devient monarque ou despote. Ce n'est pas là le style d'un législateur. Mais assurément ce n'est ni de l'herbe

ni du gravier qui cause le reflux de la mer, c'est la loi de la gravitation, et je ne sais d'ailleurs si la comparaison des larmes du peuple avec du gravier est bien juste.

VII.

« Les Anglois, pour favoriser la liberté, ont ôté toutes les puissances intermédiaires qui formoient leur monarchie. » (Liv. II, chap. iv.)

Au contraire, les Anglois ont rendu plus légal le pouvoir des seigneurs spirituels et temporels, et ont augmenté celui des communes. On est étonné que l'auteur soit tombé dans une méprise si palpable. Je passe une foule d'autres assertions qui me semblent autant d'erreurs, et qui ont été fortement relevées par les sages critiques dont j'ai parlé à la fin de l'avant-propos.

VIII.

« Il ne suffit pas qu'il y ait dans la monarchie des rangs intermédiaires, il faut encore un dépôt de lois..... l'ignorance naturelle à la noblesse, son inattention, son mépris pour le gouvernement civil, exigent qu'il y ait un corps qui fasse sans cesse sortir les lois de la poussière où elles seroient ensevelies... dans les états despotiques il n'y a point de lois fondamentales, il n'y a point de dépôt de lois. » (Liv. II, chap. iv.)

Les savants cités ci-dessus ont remarqué qu'il n'est pas surprenant que dans un pays sans lois il n'y ait pas de dépôt de lois. Mais on pourroit incidenter; on pourroit dire que l'auteur n'a voulu parler que des lois fondamentales. Sur quoi je demanderois, Qu'entendez-

vous par lois fondamentales? Sont-ce des lois primitives qu'on ne puisse pas changer? Mais la monarchie étoit fondamentale à Rome, et elle fit place à une loi contraire.

La loi du christianisme, dictée par Jésus-Christ, fut ainsi énoncée: « Il n'y aura point parmi vous de premier; si quelqu'un veut être le premier, il sera le dernier. » Or voyez, je vous prie, comme cette loi fondamentale a été exécutée. La bulle d'or de Charles IV est regardée comme une loi fondamentale en Allemagne; on y a dérogé en plus d'un article. Puisque les hommes ont fait leurs lois, il est clair qu'ils peuvent les abolir. Il est à remarquer que ni Grotius, ni les auteurs du dictionnaire encyclopédique, ni Montesquieu, n'ont traité des lois fondamentales.

A l'égard de la noblesse, à laquelle Montesquieu impute tant de frivolité, tant de mépris pour le gouvernement civil, tant d'incapacité de garder des registres, il pouvoit se souvenir que la diète de Ratisbonne, la chambre des pairs à Londres, le sénat de Venise, sont composés de la plus ancienne noblesse de l'Europe (1).

IX.

« La vertu n'est point le principe du gouvernement monarchique. Dans les monarchies, la politique fait faire les grandes choses avec le moins de vertu qu'elle peut..... l'ambition dans l'oisiveté, la bassesse dans l'orgueil, le desir de s'enrichir sans travail, l'aversion pour la vérité, la flatterie, la trahison, la perfidie, le

(1) D'ailleurs comment est-il utile à un pays qu'un corps d'hommes ignorants, légers, pleins de mépris pour le gouvernement civil, y soit élevé au-dessus des citoyens?

« mépris de tous les devoirs, la crainte de la vertu du
« prince, l'espérance de ses foiblesses, et plus que tout
« cela, le ridicule perpétuel jeté sur la vertu, forment,
« je crois, le caractère du plus grand nombre des cour-
« tisans, marqué dans tous les lieux et dans tous les
« temps. Or il est très mal-aisé que les principaux d'un
« état soient malhonnêtes gens, et que les inférieurs
« soient gens de bien..... que si dans le peuple il se
« trouve quelque malheureux honnête homme, le car-
« dinal de Richelieu, dans son testament politique, in-
« sinue qu'un monarque doit se garder de s'en servir,
« tant il est vrai que la vertu n'est pas le ressort du
« gouvernement monarchique (1). » (Liv. III, chap. v.)

C'est une chose assez singulière que ces anciens lieux communs contre les princes et leurs courtisans soient toujours reçus d'eux avec complaisance, comme de petits chiens qui jappent et qui amusent. La première scène du cinquième acte du *Pastor fido* contient la plus éloquente et la plus touchante satire qu'on ait jamais faite des cours; elle fut très accueillie par Philippe II, et par tous les princes qui virent ce chef-d'œuvre de la pastorale.

Il en est de ces déclamations comme de la satire des femmes de Boileau; elle n'empêchoit pas qu'il n'y eût des femmes très honnêtes et très respectables. De même, quelque mal que l'on dit de la cour de Louis XIV, ces invectives n'empêchèrent pas que dans les temps de ses plus grands revers, ceux qui avoient part à sa confiance, les Beauvilliers, les Torcy, les Villars, les Villeroy, les Pontchartrain, les Chamillart, ne fussent

(1) Il auroit fallu examiner si en général les sénateurs, dans une aristocratie puissante, sont plus honnêtes gens que les courtisans d'un monarque.

les hommes les plus vertueux de l'Europe. Il n'y avoit que son confesseur Le Tellier qui ne fût pas reconnu généralement pour un si honnête homme.

Quant au reproche que Montesquieu fait à Richelieu d'avoir dit que « s'il se trouve un malheureux honnête homme, il faut se garder de s'en servir », il n'est pas possible qu'un ministre qui avoit du moins le sens commun ait eu l'extravagance de donner à son roi un conseil si abominable. Le faussaire qui forgea ce ridicule testament du cardinal de Richelieu a dit tout le contraire. On l'a déjà observé plus d'une fois, et il faut le répéter, car il n'est pas permis de tromper ainsi l'Europe. Voici les propres paroles du prétendu testament, c'est au chap. IV :

« On peut dire hardiment que de deux personnes dont le mérite est égal, celle qui est la plus aisée en ses affaires est préférable à l'autre, étant certain qu'il faut qu'un pauvre magistrat ait l'ame d'une trempe bien forte, si elle ne se laisse quelquefois amollir par la considération de ses intérêts. Aussi l'expérience nous apprend que les riches sont moins sujets à concussion que les autres, et que la pauvreté contraint un pauvre officier à être fort soigneux du revenu de son sac. »

X.

« Si le gouvernement monarchique manque d'un ressort, il en a un autre, l'honneur..... la nature de l'honneur est de demander des préférences, des distinctions. Il est donc par la chose même placé dans le gouvernement monarchique. » (Liv. III, chap. vi et vii.)

Il est clair par la chose même que ces préférences,

ces distinctions, ces honneurs, cet honneur, étoient dans la république romaine tout autant pour le moins que dans les débris de cette république, qui forment aujourd'hui tant de royaumes. La préture, le consulat, les haches, les faisceaux, le triomphe, valaient bien des rubans de toutes couleurs, et des dignités de principaux domestiques.

X I.

« Ce n'est point l'honneur qui est le principe des états despotiques. Les hommes y étant tous égaux et tous esclaves, on ne peut se préférer à rien. » (Liv. III, chap. VIII.)

Il me semble que c'est dans les petits pays démocratiques que les hommes sont égaux, ou affectent au moins de le paroître. Je voudrois bien savoir si à Constantinople un grand visir, un beglier-bey, un bacha à trois queues, ne sont pas supérieurs à un homme du peuple. Je ne sais d'ailleurs quels sont les états que l'auteur appelle monarchiques, et quels sont les despotiques. J'ai bien peur qu'on ne confonde trop souvent les uns avec les autres.

X I I.

« C'est apparemment dans ce sens que des cadis ont soutenu que le grand-seigneur n'étoit point obligé de tenir sa parole ou son serment lorsqu'il bornoit par là son autorité. » (Liv. III, chap. IX.)

Il cite Ricaut en cet endroit. Mais Ricaut dit seulement :

« Il y a même de ces gens-là qui soutiennent que le

« grand-seigneur peut se dispenser des promesses qu'il
« a faites par serment, quand pour les accomplir il
« faut donner des bornes à son autorité. »

Ricaut ne parle ici que d'une secte à morale relâchée. On dit que nous en avons eu chez nous de pareilles.

Le sultan des Turcs, et tout autre sultan, ne peut promettre qu'à ses sujets ou aux puissances voisines. Si ce sont des promesses à ses sujets, il n'y a point de serment. Si ce sont des traités de paix, il faut qu'il les observe ou qu'il fasse la guerre. L'alcoran ne dit dans aucun endroit qu'on peut violer son serment; et il dit en cent endroits qu'il faut le garder. Il se peut que pour entreprendre une guerre injuste, comme elles le sont presque toutes, le grand Turc assemble un conseil de conscience; il se peut que quelques docteurs musulmans aient imité certains autres docteurs qui ont dit qu'il ne faut garder la foi ni aux infidèles ni aux hérétiques. Mais il reste à savoir si cette jurisprudence est celle des Turcs.

L'auteur de l'Esprit des Lois donne cette prétendue décision des cadis comme une preuve du despotisme du sultan. Il me semble que ce seroit au contraire une preuve qu'il est soumis aux lois, puisqu'il seroit obligé de consulter des docteurs pour se mettre au-dessus des lois. Nous sommes voisins des Turcs; nous ne les connoissons pas. Le comte de Marsigli, qui a vécu si longtemps au milieu d'eux, dit qu'aucun auteur n'a donné une véritable connoissance ni de leur empire ni de leurs lois. Nous n'avons eu même aucune traduction tolérable de l'alcoran avant celle que nous a donnée l'Anglois Sale, en 1734. Presque tout ce qu'on a dit de leur religion et de leur jurisprudence est faux : et les

conclusions que l'on en tire tous les jours contre eux sont trop peu fondées. On ne doit dans l'examen des lois citer que des lois reconnues.

XIII.

« Dans les monarchies, les lois de l'éducation auront pour objet l'honneur; dans les républiques, la vertu; et dans le despotisme, la crainte. » (Liv. IV, chap. 1.)

J'oserois croire que l'auteur a trop raison, du moins en certains pays. J'ai vu des enfants de valets-de-chambre à qui on disoit, Monsieur le marquis, songez à plaire au roi. J'entendois dire que dans les sérails de Maroc et d'Alger on crioit, Prends garde au grand eunuque noir; et qu'à Venise les gouvernantes disoient aux petits garçons, Aime bien la république. Tout cela se modifie de mille manières, et chacun de ces trois dictons pourroit produire un gros livre.

XIV.

« Dans une monarchie, il faut mettre une certaine noblesse dans les vertus, une certaine franchise dans les mœurs, une certaine politesse dans les manières. » (Liv. IV, chap. II.)

De telles maximes nous paroîtroient convenables dans *l'art de se rendre agréable dans la conversation*, par l'abbé de Bellegarde, ou dans *les moyens de plaire*, de Moncrif; nos diseurs de riens auroient pu s'étendre merveilleusement sur ces trivialités, qui sont de tous les pays, et qui ne tiennent en rien aux lois.

X V.

« Aujourd'hui nous recevons trois éducations différentes ou contraires; celle de nos parents, celle de nos maîtres, et celle du monde..... il y a un grand contraste dans les engagements de la religion et ceux du monde, chose que les anciens ne connoissoient pas. » (Liv. IV, chap. iv.)

Il est très vrai qu'entre les dogmes reçus dans l'enfance et les notions que le monde communique, il est une distance immense, une antipathie invincible.

Il est aussi très vrai que les Grecs et les Romains ne purent connoître cette antipathie. On ne leur enseignoit dès le berceau que des fables, des allégories, des emblèmes qui devenoient bientôt la règle et la passion de toute leur vie. Leur valeur ne pouvoit mépriser le dieu Mars. L'emblème de Vénus, des Graces et des Amours, ne pouvoit choquer un jeune homme amoureux. S'il brilloit au sénat, il ne pouvoit mépriser Mercure, le dieu de l'éloquence. Il se voyoit entouré de dieux qui protégeoient ses talents et ses desirs. Nous avons dans notre éducation un avantage bien supérieur. Nous apprenons à soumettre notre jugement et nos inclinations à des choses divines que notre foiblesse ne peut jamais comprendre.

X V I.

« Lycurgue mêlant le larcin avec l'esprit de justice, le plus dur esclavage avec l'extrême liberté, etc., donna de la stabilité à sa ville. » (Liv. IV, chap. vi.)

J'oserai dire qu'il n'y a point de larcin dans une ville

où l'on n'avoit nulle propriété, pas même celle de sa femme. Le larcin étoit le châtimént de ce qu'on appelle le personnel, l'égoïsme. On vouloit qu'un enfant pût dérober ce qu'un Spártiate s'approprioit ; mais il falloit que cet enfant fût adroit ; s'il prenoit grossièrement, il étoit puni : c'est une éducation de Bohême. Au reste nous n'avons point les réglemens de police de Lacédémone ; nous n'en avons d'idée que par quelques lambeaux de Plutarque, qui vivoit long-temps après Lycurque (1).

XVII.

« M. Penn est un véritable Lycurque. » (Liv. IV, c. VI.)

Je ne sais rien de plus contraire à Lycurque qu'un législateur et un peuple qui ont toute guerre en horreur. Je fais des vœux ardents pour que Londres ne force point les bons Pensylvaniens à devenir aussi méchans que nous, et que les anciens Lacédémoniens qui firent le malheur de la Grèce.

XVIII.

« Le Paraguay peut nous fournir un autre exemple.
« On a voulu en faire un crime à la société qui regarde
« le plaisir de commander comme le seul bien de la vie.

(1) L'histoire des Lacédémoniens ne commence à être un peu certainc que vers la guerre de Xerxès ; et on ne voit alors qu'un peuple intrépide à la vérité, mais féroce et tyrannique. Il est bien vraisemblable qu'il en est des beaux siècles de Lacédémone comme des temps de la primitive Église, de celui où tous les capucins mouroient en odeur de sainteté, de l'âge d'or, etc. D'ailleurs il n'y a rien à répondre à la cruauté exercée contre les Ilotes, et qui remonte à ces beaux siècles. On peut être fort ignorant, avoir beau-

« Mais il sera toujours beau de gouverner les hommes
 « en les rendant heureux. » (Liv. IV, chap. vi.)

Sans doute, rien n'est plus beau que de gouverner pour faire des heureux. Et c'est dans cette vue que l'auteur appelle l'ordre des jésuites *la société par excellence*. Cependant M. de Bougainville nous apprend que les jésuites faisoient fouetter sur les fesses les pères de famille dans le Paraguay. Fait-on le bonheur des hommes en les traitant en esclaves et en enfants? Cette honteuse pédanterie étoit-elle tolérante?

Mais les jésuites étoient encore puissans quand Montesquieu écrivoit.

XIX.

« Les Épidamniens, sentant leurs mœurs se cor-
 « rompre par leur communication avec les barbares,
 « élurent un magistrat pour faire tous les marchés au
 « nom de la cité et pour la cité. » (Liv. IV, chap. vi.)

Les Épidamniens étoient les habitants de Dirrachium, aujourd'hui Durazzo; des Scythes ou des Celtes étoient venus s'établir dans le voisinage. Plutarque dit que tous les ans ces Épidamniens nommoient un commissaire entendu pour trafiquer au nom de la ville avec ces étrangers. Ce commissaire n'étoit point un magistrat, c'étoit un courtier, *poletes*; mais qu'importe? Ceux qui ont critiqué savamment l'Esprit des Lois disent que si l'on envoyoit un conseiller du parlement faire tous les marchés de la ville de Paris, le commerce n'en iroit pas mieux.

coup d'esprit, être tempérant, aimer jusqu'à la fureur sa liberté ou l'agrandissement de sa république, et cependant être très méchant et très corrompu.

Mais quel rapport tant de vaines questions ont-elles avec la législation? Est-il bien vrai que les Épidamiens aient eu le maintien des mœurs pour objet? Comment ces barbares auroient-ils corrompu des Grecs? Cette institution n'est-elle pas plutôt l'effet d'un esprit de monopole? Pent-être dira-t-on un jour que c'est pour conserver nos mœurs que nous avons établi la compagnie des Indes. Avouons avec madame du Defant que souvent l'Esprit des Loix est de l'esprit sur les lois.

XX.

« Chap. VIII du liv. iv. Explication d'un paradoxe « des anciens par rapport aux mœurs. » Il s'agit de musique et d'amour.

L'auteur se fonde sur un passage de Polybe, mais sans le citer. Il dit que « la musique étoit nécessaire « aux Arcades, qui habitoient un pays où l'air est triste « et froid » ; et il finit par dire que, selon Plutarque, « les Thébains établirent l'amour des garçons pour « adoucir leurs mœurs. » Ce dernier trait seroit un plaisant esprit des lois. Examinons au moins la musique. Ce sujet est intéressant dans le temps où nous sommes.

Il semble assez prouvé que les Grecs entendirent d'abord par ce mot *musique* tous les beaux arts. La preuve en est, que plus d'une muse présidoit à un art qui n'a aucun rapport avec la musique proprement dite, comme Clio à l'histoire, Uranie à la connoissance du ciel, Polymnie à la gesticulation. Elles étoient filles de *Mémoire* pour marquer qu'en effet le don de la mémoire est le principe de tout, et que sans elle l'homme seroit au-dessous des bêtes.

Ces notions paroissent avoir été transmises aux Grecs par les Égyptiens. On le voit par le Mercure Trismégiste, traduit de l'égyptien en grec; seul livre qui nous reste de ces immenses bibliothèques de l'Égypte. Il y est parlé à tout moment de l'harmonie de la musique avec laquelle DIEU arrangea les sphères de l'univers. Toute espèce d'arrangement et d'ordre fut donc réputée musique en Grèce; et à la fin ce mot ne fut plus consacré qu'à la théorie et à la pratique des sons de la voix et des instruments. Les lois, les actes publics, étoient annoncés au peuple en musique. On sait que la déclaration de guerre contre Philippe, père d'Alexandre, fut chantée dans la grande place d'Athènes. On sait que Philippe, après sa victoire de Chéronée, insulta aux vaincus en chantant le décret d'Athènes fait contre lui, et en battant la mesure.

C'étoit donc d'abord cette musique prise dans le sens le plus étendu, cette musique qui signifie la culture des beaux arts, laquelle polit les mœurs des Grecs, et surtout celles des Arcades. *Soli cantare periti Arcades.*

Je vois encore moins comment l'amour des garçons peut entrer dans le code de Montesquieu. Nous rougissons, dit-il, (page 66, tom. I.) de lire dans Plutarque que les Thébains, pour adoucir les mœurs de leurs jeunes gens, établirent par les lois un amour qui devoit être proscrit par toutes les nations du monde.

Pourquoi un philosophe tel que Montesquieu accuse-t-il un philosophe tel que Plutarque d'avoir fait l'éloge de cette infamie? Plutarque dans la vie de Pélopidas s'exprime ainsi : « On prétend que Gorgidas fut le premier qui leva le bataillon sacré, et qui le com-
« posa de trois cents hommes choisis, entretenus aux
« frais de la ville, liés ensemble par les serments de

« l'amitié.... comme Iolas fut attaché à Hercule. Ce ba-
« taillon fut probablement appelé sacré, comme Pla-
« ton appelle sacré un ami conduit par un dieu..... On
« dit que cette troupe se maintint invincible jusqu'à la
« bataille de Chéronée. Philippe, visitant les morts, et
« voyant ces trois cents guerriers étendus les uns au-
« près des autres, et couverts de nobles blessures par-
« devant, leur donna des larmes, et s'écria : Périront
« tous ceux qui pourroient soupçonner que de si braves
« gens aient pu jamais souffrir ou commettre des choses
« honteuses ! »

Plutarque avoue qu'ils furent calomniés ; mais il justifie leur mémoire. De bonne foi étoit-ce là un régiment de sodomites ? Montesquieu devoit-il apporter contre eux le témoignage de Plutarque ? Il ne lui arrive que trop souvent de falsifier ainsi les textes dont il fait usage.

XXI.

« Pour aimer la frugalité il faut en jouir. Ce ne se-
« ront point ceux qui seront corrompus par les délices
« qui aimeront la vie frugale. Et si cela avoit été natu-
« rel et ordinaire, Alcibiade n'auroit pas fait l'admira-
« tion de l'univers. » (Liv. V, chap. v.)

Je ne prétends point faire des critiques grammaticales à un homme de génie ; mais j'aurois souhaité qu'un écrivain si spirituel et si mâle se fût servi d'une autre expression que celle de jouir de la frugalité. J'aurois désiré bien davantage qu'il n'eût point dit qu'Alcibiade fut admiré de *l'univers*, pour s'être conformé dans Lacédémone à la sobriété des Spartiates. Il ne faut point, à mon avis, prodiguer ainsi les applaudissements de l'univers. Alcibiade étoit un simple

citoyen, riche, ambitieux, vain, débauché, insolent, d'un caractère versatile. Je ne vois rien d'admirable à faire quelque temps mauvaise chère avec les Lacédémoniens, lorsqu'il est condamné dans Athènes par un peuple plus vain, plus insolent et plus léger que lui, sottement superstitieux, jaloux, inconstant, passant chaque jour de la témérité à la consternation, digne enfin de l'opprobre dans lequel il croupit lâchement depuis tant de siècles sur les débris de la gloire de quelques grands hommes et de quelques artistes industrieux. Je vois dans Alcibiade un brave étourdi qui ne mérite certainement pas l'admiration de *l'univers*, pour avoir corrompu la femme d'Agis, son hôte et son protecteur; pour s'être fait chasser de Sparte; pour s'être réduit à mendier un nouvel asile chez un satrape de Perse, et pour y périr entre les bras d'une courtisane. Plutarque et Montesquieu ne m'en imposent point; j'admire trop Caton et Marc-Aurèle pour admirer Alcibiade.

Je passe une douzaine de pages sur la monarchie, le despotisme, et la république, parceque je ne veux me brouiller ni avec le grand Turc, ni avec le grand Mogol, ni avec la milice d'Alger. Je ferai seulement deux légères remarques historiques sur les deux chapitres que voici.

XXII.

Chapitre XII, liv. v. « Qu'on n'aille pas chercher la magnanimité dans les états despotiques. Le prince n'y donneroit point une grandeur qu'il n'a pas lui-même. Chez lui il n'y a pas de gloire. »

Ce chapitre est court; en est-il plus vrai? On ne peut, ce me semble, refuser la magnanimité à un

guerrier juste, généreux, clément, libéral. Je vois trois grands visirs Kiuperli ou Kuprogli, qui ont eu ces qualités. Si celui qui prit Candie, assiégée pendant dix années, n'a pas encore la célébrité des héros du siège de Troie, il avoit plus de vertu, et sera plus estimé des vrais connoisseurs qu'un Diomède et qu'un Ulysse. Le grand visir Ibrahim, qui dans la dernière révolution s'est sacrifié pour conserver l'empire à son maître, Achmet III, et qui a attendu à genoux la mort, pendant six heures, avoit certes de la magnanimité.

XXIII.

Chapitre XIII, liv. v. « Quand les sauvages de la « Louisiane veulent avoir du fruit, ils coupent l'arbre « au pied, et cueillent le fruit. Voilà le gouvernement « despotique. »

Ce chapitre est un peu plus court encore ; c'est un ancien proverbe espagnol.

Le sage roi Alphonse VI disoit : « Élague sans abat-
« tre. » Cela est plus court encore. C'est ce que Savé-
dra répète dans ses méditations politiques. C'est ce
que don Ustariz, véritable homme d'état, ne cesse
de recommander dans sa théorie pratique du com-
merce. « Le laboureur, quand il a besoin de bois ,
« coupe une branche et non pas le pied de l'arbre. »
Mais ces maximes ne sont employées que pour donner
plus de force aux sages représentations que fait Usta-
riz au roi son maître.

Il est vrai que dans les lettres intitulées édifiantes,
et même curieuses, recueil onzième, page 315, un jé-
suite nommé Marest parle ainsi des naturels de la Loui-
siane : « Nos sauvages ne sont pas accoutumés à cueil-

« lir les fruits aux arbres. Ils croient faire mieux d'a-
« battre l'arbre même. Ce qui est cause qu'il n'y a pres-
« que aucun arbre fruitier aux environs du village. »

Ou le jésuite qui raconte cette imbécillité est bien crédule, ou la nature humaine des Mississipiens n'est pas faite comme la nature humaine du reste du monde. Il n'y a sauvage si sauvage qui ne s'aperçoive qu'un pommier coupé ne porte plus de pommes. De plus, il n'y a point de sauvage auquel il ne soit plus aisé et plus commode de cueillir un fruit que d'abattre l'arbre. Mais le jésuite Marest a cru dire un bon mot.

XXIV.

« En Turquie, lorsqu'un homme meurt sans enfants
« mâles, le grand seigneur a la propriété, les filles
« n'ont que l'usufruit. » (Liv. V, chap. xiv.)

Cela n'est pas ainsi : le grand seigneur a droit de prendre tout le mobilier des mâles morts à son service ; comme les évêques chez nous prenoient le mobilier des curés, les papes le mobilier des évêques ; mais le grand Turc partage toujours avec la famille, ce que les papes ne faisoient pas toujours. La part des filles est réglée. Voyez le Sura ou chapitre 4 de l'Alcoran.

XXV.

« Par la loi de Bantam, le roi prend toute la succes-
« sion, même la femme et les enfants. » (Liv. V,
chap. xiv.)

Pourquoi ce bon roi de Bantam attend-il la mort du chef de famille ? Si tout lui appartient, que ne prend-il le père avec la mère ?

Est-il possible qu'un homme sérieux daigne nous parler si souvent des lois de Bantam, de Macassar, de Borneo, d'Achem ; qu'il répète tant de contes de voyageurs, ou plutôt d'hommes errants, qui ont débité tant de fables, qui ont pris tant d'abus pour des lois, qui, sans sortir du comptoir d'un marchand hollandois, ont pénétré dans les palais de tant de princes de l'Asie ?

XXVI.

« C'est un usage reçu dans les pays despotiques, que
« l'on n'aborde qui que ce soit au-dessus de soi sans
« lui faire un présent, pas même les rois. L'empereur
« du Mogol ne reçoit point les requêtes de ses sujets
« qu'il n'en ait reçu quelque chose. Ces princes vont
« jusqu'à corrompre leurs propres graces. » (Liv. V,
chap. XVII.)

Je crois que cette coutume étoit établie chez les régules lombards, ostrogoths, wisigoths, bourguignons, francs. Mais comment faisoient les pauvres qui demandoient justice ? Les rois de Pologne ont continué jusqu'à nos jours à recevoir des présents, certains jours de l'année. Joinville convient que Saint-Louis en recevoit tout comme un autre. Il lui dit un jour avec sa naïveté ordinaire, au sortir d'une longue audience particulière que le roi avoit accordée à l'abbé de Cluni.
« N'est-il pas vrai, Sire, que les deux beaux chevaux
« que ce moine vous a donnés ont un peu prolongé la
« conversation ? »

XXVII.

« La vénalité des charges est bonne dans un état

« monarchique, parcequ'elle fait faire, comme un métier de famille, ce qu'on ne voudroit pas entreprendre pour la vertu (1). » (Liv. V, chap. XIX.)

La fonction divine de rendre justice, de disposer de la fortune et de la vie des hommes, un métier de famille ! De quelles raisons l'ingénieux auteur soutient-il une thèse si indigne de lui ? Voici comme il s'explique : « Platon ne peut souffrir cette vénalité ; c'est, » dit-il, « comme si dans un navire on faisoit quelqu'un pilote pour son argent. Mais Platon parle d'une république fondée sur la vertu, et nous parlons d'une monarchie. » (Liv. V, chap. XIX.)

Une monarchie, selon Montesquieu, n'est donc fondée que sur des vices ? Mais pourquoi la France est-elle la seule monarchie de l'univers qui soit souillée de cet opprobre de la vénalité passée en loi de l'état ? Pourquoi cet étrange abus ne fut-il introduit qu'au bout de onze cents années ? On sait assez que ce monstre naquit d'un roi alors indigent et prodigue, et de la vanité de quelques citoyens, dont les pères avoient amassé de l'argent. On a toujours attaqué cet abus par des cris impuissants, parcequ'il eût fallu rembourser les offices qu'on avoit vendus. Il eût mieux valu mille fois, dit un sage jurisconsulte, vendre les trésors de tous les couvents, et l'argenterie de toutes les églises, que de vendre la justice. Lorsque François I prit la grille d'argent de Saint-Martin, il ne fit tort à personne ; Saint-Martin ne se plaignit point ; il se passa très bien de sa grille. Mais vendre publiquement la place de

(1) Est-ce par vertu que l'on accepte en Angleterre la charge de juge du banc du roi ; qu'on sollicitoit à Rome la place de préteur ? Quoi ! on ne trouveroit point de conseillers pour juger dans les parlements de France, si on leur donnoit les charges gratuitement ?

juge, et faire jurer à ce juge qu'il ne l'a point achetée, c'est une sottise sacrilège qui a été l'une de nos modes (1).

XXVIII.

« On est étonné de la punition de cet aréopagite, « qui avoit tué un moineau qui, poursuivi par un éper-
« vier, s'étoit réfugié dans son sein. »

« On est surpris que l'aréopage ait fait mourir un
« enfant qui avoit crevé les yeux à son oiseau. Qu'on
« fasse attention qu'il ne s'agit point là d'une condam-
« nation pour crime; mais d'un jugement de mœurs
« dans une république fondée sur les mœurs. » (Liv. V,
chap. XIX.)

Non, je ne suis point surpris de ces deux jugements atroces, car je n'en crois rien; et un homme comme Montesquieu devoit n'en rien croire. Quoiqu'on reproche aux Athéniens beaucoup d'inconséquences, de légèretés cruelles, de très mauvaises actions, et une plus mauvaise conduite, je ne pense point qu'ils aient eu l'absurdité aussi ridicule que barbare de tuer des hommes et des enfants pour des moineaux. C'est un jugement de mœurs, dit Montesquieu (2); quelles

(1) La vénalité, détruite en 1771, a été rétablie en 1774. C'est un mal auquel l'ouvrage de Montesquieu a contribué. Lorsqu'un usage funeste, soutenu par l'intérêt et le préjugé, peut encore s'appuyer de l'opinion d'un homme illustre, il reste long-temps indestructible. Quant au serment, on a cessé de l'exiger, depuis que la magistrature a cessé de croire que la vénalité étoit un abus contre lequel elle ne devoit jamais se lasser de protester.

(2) Une république fondée sur les mœurs, où l'on punit de mort arbitrairement des actions qui indiquent des dispositions à la cruauté! Ne voit-on pas plutôt dans ces jugements l'emportement d'un peuple sauvage et barbare, mais qui commence à saisir quel-

mœurs! quoi donc! n'y a-t-il pas une dureté de mœurs plus horrible à tuer votre compatriote, qu'à tordre le cou à un moineau ou à lui crever l'œil?

Vous me parlez sans cesse de monarchie fondée sur l'honneur, et de république fondée sur la vertu. Je vous dis hardiment qu'il y a dans tous les gouvernements de la vertu et de l'honneur.

Je vous dis que la vertu n'a eu nulle part à l'établissement ni d'Athènes, ni de Rome, ni de Saint-Marin, ni de Raguse, ni de Genève. On se met en république quand on le peut. Alors l'ambition, la vanité, l'intérêt de chaque citoyen veille sur l'intérêt, la vanité, l'ambition de son voisin. Chacun obéit volontiers aux lois pour lesquelles il a donné son suffrage. On aime l'État dont on est seigneur pour un cent-millième, si la république a cent mille bourgeois. Il n'y a là aucune vertu. Quand Genève secoua le joug de son comte et de son évêque, la vertu ne se mêla point de cette aventure. Si Raguse est libre, qu'elle n'en rende point grâce à la vertu, mais à vingt-cinq mille écus d'or qu'elle paie tous les ans à la Porte ottomane. Que Saint-Marin remercie le pape de sa situation, de sa petitesse, de sa pauvreté. S'il est vrai que Lucrèce (chose fort douteuse) ait fait chasser les rois de Rome pour s'être tuée après s'être laissé violer, il y a de la vertu dans sa mort, c'est-à-dire du courage et de l'honneur, quoiqu'il y eût un peu de foiblesse à laisser faire le jeune Tarquin. Mais je ne vois pas que les Romains fussent plus vertueux en chassant Tarquin le Superbe, que les An-

ques idées d'humanité. N'est-il pas encore plus vraisemblable que ce sont des contes, comme tant d'autres jugemens célèbres, depuis celui de l'aréopage, en faveur de Minerve, jusqu'à ceux de Sancho-Pança dans son île.

glois ne l'ont été en renvoyant Jacques II. Je ne conçois pas même qu'un Grison, ou un bourgeois de Zug, doive avoir plus de vertu qu'un homme domicilié à Paris ou à Madrid.

Quant à la ville d'Athènes, j'ignore si Cécrops fut son roi dans le temps qu'elle n'existoit pas. J'ignore si Thésée le fut avant ou après qu'il eut fait le voyage de l'enfer. Je croirai, si l'on veut, que les Athéniens eurent la générosité d'abolir la royauté dès que Codrus se fut dévoué pour eux. Je demande seulement si ce roi Codrus, qui se sacrifie pour son peuple, n'avoit pas quelque vertu. En vérité, toutes ces questions subtiles sont trop délicates pour avoir quelque solidité. Il faut le redire; c'est de l'esprit sur les lois.

XXIX.

« Dans les monarchies il ne faut point de censeurs.
 « Elles sont fondées sur l'honneur; et la nature de
 « l'honneur est d'avoir pour censeur tout l'univers. »
 (Liv. V, chap. XIX.)

Que signifie cette maxime? Tout homme n'a-t-il pas pour censeur l'univers, en cas qu'il en soit connu? Les Grecs mêmes, du temps de leur Sophocle, jusqu'à celui de leur Aristote, crurent que l'univers avoit les yeux sur eux. Toujours de l'esprit; mais ce n'est pas ici sur les lois (1).

(1) La censure est très bonne, en général, pour maintenir dans un peuple les préjugés utiles à ceux qui gouvernent; pour conserver dans un corps tous les vices qui naissent de l'esprit de corps: la censure fut établie à Rome par le sénat, pour contre-balancer le pouvoir des tribuns. Elle étoit un instrument de tyrannie. On prit les mœurs pour prétexte; on profita de la haine naturelle du

XXX.

« En Turquie on termine promptement toutes
« les disputes. La manière de les finir est indiffé-
« rente, pourvu qu'on finisse. Le bacha , d'abord
« éclairci, fait distribuer à sa fantaisie des coups de bâ-
« ton aux plaideurs, et les renvoie chez eux. » (Liv. VI,
chap. II.)

Cette plaisanterie seroit bonne à la comédie ita-
lienne. Je ne sais si elle est convenable dans un livre
de législation; il ne faudroit y chercher que la vérité.
Il est faux que dans Constantinople un bacha se mêle
derendre la justice. C'est comme si on disoit qu'un bri-
gadier, un maréchal-de-camp fait l'office de lieutenant
civil, et de lieutenant criminel. Les cadis sont les pre-
miers juges ; ils sont subordonnés aux cadileskers ,
et les cadileskers au visir-azem, qui juge lui-même
avec les visirs du banc. L'empereur est souvent pré-
sent à l'audience, caché derrière une jalousie; et le
visir-azem, dans les causes importantes, lui demande
sa décision par un simple billet, sur lequel l'empereur
décide en deux mots. Le procès s'instruit sans le moin-
dre bruit, avec la plus grande promptitude. Point d'a-
vocats, encore moins de procureurs et de papier tim-
bré. Chacun plaide sa cause sans oser élever sa voix.
Nul procès ne peut durer plus de dix-sept jours. Il
reste à savoir si notre chicane, nos plaidoiries si lon-

peuple pour les riches. La crainte d'être dégradé par le censeur
doit être d'autant plus terrible, qu'on est plus sensible à l'hon-
neur, aux distinctions, aux prérogatives. Des hommes guidés par
la vertu viroient des jugements des censeurs, et emploieroient leur
éloquence à faire abolir cet établissement ridicule.

gues, si répétées, si fastidieuses, si insolentes, ces immenses monceaux de papiers fournis par ces harpies de procureurs; ces taxes ruineuses imposées sur toutes les pièces qu'il faut timbrer et produire, tant de lois contradictoires, tant de labyrinthes qui éternisent chez nous les procès; si, dis-je, cet effroyable chaos vaut mieux que la jurisprudence des Turcs, fondée sur le sens commun, l'équité, et la promptitude. C'étoit à corriger nos lois que Montesquieu devoit consacrer son ouvrage, et non à railler l'empereur d'Orient, le grand visir et le divan (1).

XXXI.

« Lorsque Louis XIII voulut être juge dans le procès du duc de La Valette, le président de Believre dit que c'étoit une chose étrange qu'un prince opinât au procès d'un de ses sujets, etc. »

L'auteur ajoute qu'alors le roi seroit juge et partie; qu'il perdrait le plus bel attribut de la souveraineté, celui de faire grace, etc. (Liv. VI, chap. v.)

Voilà jusqu'ici le seul endroit où l'auteur parle de nos lois dans son *Esprit des Lois*; et malheureusement, quoiqu'il eût été président à Bordeaux, il se trompe. C'étoit originairement un droit de la pairie, qu'un pair accusé criminellement fût jugé par le roi, son principal pair. François II avoit opiné dans le procès contre

(1) Quand les lois sont très simples, il n'y a guère de procès où l'une des deux parties ne soit évidemment un fripon, parceque les discussions roulent sur des faits et non sur le droit. Voilà pourquoi on fait dans l'Orient un si grand usage des témoins dans les affaires civiles, et qu'on distribue quelquefois des coups de bâton aux plaideurs et aux témoins qui en ont imposé à la justice.

le prince de Condé, oncle de Henri IV. Charles VII avoit donné sa voix dans le procès du duc d'Alençon; et le parlement même l'avoit assuré que c'étoit son devoir d'être à la tête des juges. Aujourd'hui la présence du roi au jugement d'un pair, pour le condamner, paroîtroit un acte de tyrannie. Ainsi tout change. Quant au droit de faire grace, dont l'auteur dit que le prince se priveroit s'il étoit juge, il est clair que rien ne l'empêcheroit de condamner et de pardonner.

Je suis obligé de m'abstenir de plusieurs autres questions, sur lesquelles j'aurois des éclaircissements à demander. Il faut être court, et il y a trop de livres. Mais je m'arrête un instant sur l'anecdote suivante.

XXXII.

« Soixante et dix personnes conspirèrent contre
« l'empereur Basile. Il les fit fustiger; on leur brûla les
« cheveux et le poil. Un cerf l'ayant pris par la cein-
« ture, quelqu'un de sa suite tira son épée, coupa sa
« ceinture et le délivra. Il lui fit trancher la tête. Qui
« pourroit penser que sous le même prince on eût
« rendu ces deux jugements? » (Liv. VI, chap. XVI.)

L'Esprit des Lois est plein de ces contes qui n'ont assurément aucun rapport aux lois. Il est vrai que dans la misérable histoire byzantine, monument de la décadence de l'esprit humain, de la superstition la plus forte, et des crimes de toute espèce, on trouve ce récit, tome III, page 576, traduction de Cousin.

C'est au président Cousin et au président Montesquieu à chercher la raison pour laquelle l'extravagant tyran Basile n'osa pas punir de mort les complices d'une conjuration contre lui, et la raison ou la démence qui le força d'assassiner celui qui lui avoit sauvé la vie.

Mais s'il falloit rechercher pourquoi tant de plats tyrans ont commis tant d'extravagances et tant de barbaries, la vie ne suffiroit pas; et quel fruit en pourroit-il revenir? Qu'a de commun l'inepte cruauté de Basile avec l'Esprit des Lois?

XXXIII.

« C'est un grand ressort des gouvernements modérés que les lettres de grace. Ce pouvoir que le prince a de pardonner, *exécuté* (1) avec sagesse, peut avoir d'admirables effets. Le principe du gouvernement despotique, qui ne pardonne pas et à qui on ne pardonne jamais, le prive de ces avantages. » (Liv. VI, ch. xvi.)

Une telle décision, et celles qui sont dans ce goût, rendent, à mon avis, l'Esprit des Lois bien précieux. Voilà ce que n'ont ni Grotius, ni Puffendorf, ni toutes les compilations sur le droit des gens. On sait bien que *despotisme* est employé pour *tyrannie*. Car enfin, un despote ne peut-il pas donner des lettres de grace tout aussi bien qu'un monarque? Où est la ligne qui sépare le gouvernement monarchique et le despotique?

La monarchie commençoit à être un pouvoir très mitigé, très restreint en Angleterre, quand on força le malheureux Charles I à ne point accorder la grace de son favori, le comte Straford. Henri IV en France, roi à peine affermi, pouvoit donner des lettres de grace au maréchal de Biron; et peut-être cet acte de clémence, qui a manqué à ce grand homme, eût adouci enfin l'esprit de la ligue, et arrêté la main de Ravailiac.

Le foible et cruel Louis XIII devoit faire grace à de Thou et à Marillac.

On ne devoit pas parler des lois et des mœurs in-

(1) Il veut dire *employé*; on n'exécute point un pouvoir.

diennes et japonaises, que l'on connoît si peu, quand on a tant à dire sur les nôtres, qu'on doit connoître.

XXXIV.

« Nos missionnaires nous parlent du vaste empire
« de la Chine, qui mêle ensemble dans son principe
« l'honneur et la vertu... J'ignore ce que c'est que cet
« honneur dont on parle chez des peuples à qui on ne
« fait rien faire qu'à coups de bâton... Il s'en faut beau-
« coup que nos commerçants nous donnent l'idée de
« cette vertu dont nous parlent nos missionnaires. »
Livre VIII, chap. XXI.)

Encore une fois, j'aurois souhaité que l'auteur eût plus parlé des vertus qui nous regardent, et qu'il n'eût point été chercher des incertitudes à six mille lieues. Nous ne pouvons connoître la Chine que par les pièces authentiques fournies sur les lieux, rassemblées par du Halde, et qui ne sont point contredites.

Les écrits moraux de Confucius, publiés six cents ans avant notre ère, lorsque presque toute notre Europe vivoit de gland dans ses forêts; les ordonnances de tant d'empereurs, qui sont des exhortations à la vertu; des pièces de théâtre même qui l'enseignent, et dont les héros se dévouent à la mort pour sauver la vie à un orphelin; tant de chefs-d'œuvre de morale traduits en notre langue; tout cela n'a point été fait à coups de bâton. L'auteur s'imagine, ou veut faire croire qu'il n'y a dans la Chine qu'un despote et cent cinquante millions d'esclaves qu'on gouverne comme des animaux de basse-cour. Il oublie ce grand nombre de tribunaux subordonnés les uns aux autres; il oublie que, quand l'empereur Cam-hi voulut faire obtenir

aux jésuites la permission d'enseigner leur christianisme, il dressa lui-même leur requête à un tribunal.

Je crois bien qu'il y a dans ce pays si singulier des préjugés ridicules, des jalousies de courtisans, des jalousies de corps, des jalousies de marchands, des jalousies d'auteurs, des cabales, des friponneries, des méchancetés de toute espèce comme ailleurs; mais nous ne pouvons en connoître les détails. Il est à croire que les lois des Chinois sont assez bonnes, puisqu'elles ont été toujours adoptées par leurs vainqueurs, et qu'elles ont duré si long-temps. Si Montesquieu veut nous persuader que les monarchies de l'Europe, établies par des Goths, des Gépides et des Alains, sont fondées sur l'honneur, pourquoi veut-il ôter l'honneur à la Chine?

XXXV.

« Dans des villes grecques, l'amour n'avoit qu'une
« forme que l'on n'ose dire. »

Et, en note, il cite Plutarque, auquel il fait dire :

Quant au vrai amour, les femmes n'y ont aucune part. « Plutarque parloit comme son siècle. » (Liv. VII, chap. ix.)

Il passe de la Chine à la Grèce pour les calomnier l'une et l'autre. Plutarque, qu'il cite, dit tout le contraire de ce qu'il lui fait dire. Plutarque, dans son traité sur l'amour, fait parler plusieurs interlocuteurs. Protagène déclame contre les femmes, mais Daphneus fait leur éloge. Plutarque, à la fin du dialogue, décide pour Daphneus; il met l'amour céleste et l'amour conjugal au premier rang des vertus. Il cite l'histoire de Camma et celle d'Éponine, femme de Sabinus, comme des exemples de la vertu la plus courageuse.

Toutes ces méprises de l'auteur de l'Esprit des Loix font regretter qu'un livre qui pouvoit être si utile, n'ait pas été composé avec assez d'exactitude, et que la vérité y soit trop souvent sacrifiée à ce qu'on appelle bel-esprit.

XXXVI.

« La Hollande est formée par environ cinquante
« républiques toutes différentes les unes des autres.
(Liv. IX, chap. 1.)

C'est là une grande méprise. Et pour comble, il cite Janiçon, qui n'en dit pas un mot, et qui étoit trop attentif pour laisser échapper une telle bévue. Je crois voir ce qui a pu faire tomber l'ingénieux Montesquieu dans cette erreur; c'est qu'il y a cinquante-six villes dans les sept Provinces-unies; et comme chaque ville a droit de voter dans sa province pour former le suffrage aux états généraux, il aura pris chaque ville pour une république.

XXXVII.

« J'ai ouï plusieurs fois déplorer l'aveuglement du
« conseil de François I, qui rebuta Christophe Colomb
« qui lui proposoit les Indes. En vérité, on fit peut-être
« par imprudence une chose bien sage. » (Liv. XXI,
chap. xxii.)

Je tombe par hasard sur cette autre méprise, plus étonnante encore que les autres. Lorsque Colombo fit ses propositions, François I n'étoit pas né. Colombo ne prétendoit point aller dans l'Inde, mais trouver des terres sur le chemin de l'Inde, d'Occident en Orient. Montesquieu, d'ailleurs, se joint ici à la foule des censeurs qui comparèrent les rois d'Espagne, possesseurs

des mines du Mexique et du Pérou, à Midas périssant de faim au milieu de son or. Mais je ne sais si Philippe II fut si à plaindre d'avoir de quoi acheter l'Europe, grace à ce voyage de Colombo (1).

XXXVIII.

« Un état qui en a conquis un autre, ou continue à
« le gouverner selon ses lois, ou il lui en donne de
« nouvelles, ou il détruit la société et la disperse dans
« d'autres, ou enfin il extermine tous les citoyens. La
« première manière est conforme au droit des gens
« d'aujourd'hui; la quatrième manière est plus con-
« forme au droit des gens des Romains. Nous sommes
« devenus meilleurs; il faut rendre ici hommage à nos
« temps modernes, etc. » (Liv. X, chap. III.)

Hélas! de quels temps modernes parlez-vous. Le seizième siècle en est-il? Songez-vous aux douze millions d'hommes sans défense égorgés en Amérique? Est-ce le siècle présent que vous louez? Comptez-vous, parmi les usages modérés de la victoire, les ordres, si-

(1) Les conquêtes en Amérique et les mines du Pérou enrichirent d'abord les rois d'Espagne; mais les mauvaises lois ont ensuite empêché l'Espagne de profiter des avantages qu'elle eût dû retirer de ses colonies. Montesquieu n'avoit aucune connoissance des principes politiques relatifs à la richesse, aux manufactures, aux finances, au commerce. Ces principes n'étoient point encore découverts, ou du moins n'avoient jamais été développés; et le caractère de son génie ne le rendoit pas propre aux recherches qui exigent une longue méditation, une analyse rigoureuse et suivie. Il lui eût été aussi impossible de faire le traité des richesses de Smith que les principes mathématiques de Newton. Nul homme n'a tous les talents; ce que ne veulent jamais comprendre ni les enthousiastes, ni les panégyristes.

gné Louvois, d'embraser le Palatinat et de noyer la Hollande?

Pour les Romains, quoiqu'ils aient été quelquefois cruels, ils ont été plus souvent généreux. Je ne connois guère que deux peuples considérables qu'ils aient exterminés, les Védiens et les Carthaginois. Leur grande maxime étoit de s'incorporer les autres nations, au lieu de les détruire. Ils fondèrent partout des colonies, établirent partout les arts et les lois; ils civilisèrent les barbares, et donnant enfin le titre de citoyens romains aux peuples subjugués, ils firent de l'univers connu un peuple de Romains. Voyez comment le sénat traita les sujets du grand roi Persée, vaincus et faits prisonniers par Paul Émile; il leur rendit leurs terres, et leur remit la moitié des impôts.

Il y eut sans doute parmi les sénateurs qui gouvernèrent les provinces des brigands qui les rançonnèrent : mais, si l'on vit des Verrès, on vit aussi des Cicéron; et le sénat de Rome mérita long-temps ce que dit Virgile :

Tu regere imperio populos, Romane, memento.

Énéid., liv. VI, v. 851.

Les Juifs mêmes, les Juifs, malgré l'horreur et le mépris qu'on avoit pour eux, jouirent dans Rome de très grands privilèges, et y eurent des synagogues secrètes avant et après la ruine de leur Jérusalem.

XXXIX.

- * * * Le conquérant qui réduit le peuple en servitude
 * doit toujours se réserver des moyens pour l'en faire
 * sortir. Je ne dis point ici des choses vagues. Nos pè-

« res, qui conquirent l'empire romain, en agirent
« ainsi. » (Liv. X, chap. III.)

Je crois qu'on peut me permettre ici une réflexion. Plus d'un écrivain qui se fait historien en compilant au hasard, (je ne parle pas d'un homme comme Montesquieu) plus d'un prétendu historien, dis-je; après avoir appelé sa nation la première nation du monde. Paris la première ville du monde, le fauteuil à bras où s'assied son roi; le premier trône du monde, ne fait point de difficulté de dire, *nous, nos aïeux, nos pères*, quand il parle des Francs qui vinrent des marais delà le Rhin et la Mensc, piller les Gaules et s'en emparer. L'abbé Véli dit *nous*. Hé! mort ami, est-il bien sûr que tu descendes d'un Franc? pourquoi ne serois-tu pas d'une pauvre famille gauloise?

XL.

« Je ne dis point ici des choses vagues. Les lois que
« nos pères firent dans le feu, dans l'action, dans l'im-
« pétuosité, dans l'orgueil de la victoire, ils les adou-
« cirent. Leurs lois étoient dures, ils les rendirent in-
« partiales. Les Bourguignons, les Goths et les Lom-
« bards, vouloient toujours que les Romains fussent le
« peuple vaincu. Les lois d'Euric, de Gondebaud, de
« Rotharis firent du barbare et du Romain des con-
« citoyens. » (Liv. X, chap. III.)

Euric, ou plutôt Evaric, étoit un Goth que les vieilles chroniques peignent comme un monstre. Gondebaud fut un Bourguignon barbare, battu par un Franc barbare. Rotharis, le Lombard, autre scélérat de ces temps: là, étoit un bon arien, qui, régna en Italie, où l'on savoit encore écrire, fit mettre par écrit quelques unes

de ses volontés despotiques. Voilà d'étranges législateurs à citer. Et Montesquieu appelle ces gens-là nos pères.

XLI.

« Les François ont été chassés neuf fois de l'Italie ,
« à cause, disent les historiens, de leur insolence à l'é-
« gard des femmes et des filles, etc. » (Liv. X, ch. xi.)

Cela a été dit, mais cela est-il bien vrai? S'agissoit-il de femmes et de filles dans la guerre de 1741, quand les François et les Espagnols furent obligés de se retirer? Ce n'étoit pas assurément pour des femmes et pour des filles que François I fut prisonnier à la bataille de Pavie. Louis XII ne perdit point Naples et le Milanais pour des femmes et pour des filles.

On prétendit, au treizième siècle, que Charles d'Anjou perdit la Sicile parcequ'un Provençal avoit levé la jupe d'une dame le jour de Pâques, quoique l'assassinat de Conradin et du duc d'Autriche en fût la véritable cause. Et de là on a conclu que la galanterie des François les a empêchés d'être maîtres de l'Italie. Voilà comme certains préjugés populaires s'établissent.

XLII.

« Si l'on veut lire l'admirable ouvrage de Tacite sur
« les mœurs des Germains, on verra que c'est d'eux
« que les Anglois ont tiré l'idée de leur gouvernement
« politique. Ce beau système a été trouvé dans les
« bois. » (Liv. XI, chap. vi.)

Est-il possible qu'en effet la chambre des pairs, celle des communes, la cour d'équité, la cour de l'anima-
lité, viennent de la forêt noire? J'aimerois autant dire que

les sermons de Tillotson et de Smalridge furent autrefois composés par les sorcières tudesques, qui jugeoient des succès de la guerre par la manière dont couloit le sang des prisonniers qu'elles immoloient. Les manufactures de draps d'Angleterre n'ont-elles pas été trouvées aussi dans les bois où les Germains aimoient mieux vivre de rapine que de travailler, comme le dit Tacite?

Pourquoi n'avoir pas trouvé plutôt la diète de Ratisbonne que le parlement d'Angleterre dans les forêts d'Allemagne? Ratisbonne doit avoir profité plutôt que Londres d'un système trouvé en Germanie.

XLIII.

« L'établissement d'un visir est dans l'état despotique que une loi fondamentale. Le prince est naturellement ignorant, paresseux; il abandonne les affaires. « S'il les confioit à plusieurs, il y auroit des disputes entre eux; on feroit des brigues pour être le premier esclave; le prince seroit obligé de rentrer dans l'administration. Il est donc plus simple qu'il l'abandonne à un visir, qui aura la même puissance que lui. » (Liv. II, chap. v.)

Cette décision se trouve à la page 28; mais nous ne nous en sommes aperçus que trop tard. Elle a déjà été réfutée par les savants que nous avons cités. « Elle n'est pas plus juste, disent-ils, que si on supposoit la place des maires du palais une loi fondamentale de France. Les abus de l'usurpation doivent-ils être appelés des lois fondamentales? Le visiriat de la Turquie doit-il être regardé comme une règle générale, uniforme et fondamentale de tous les états du vaste continent de l'Asie?

« Si l'établissement d'un visir étoit dans ces pays une
 « loi fondamentale, il y auroit dans tous un visir, et
 « nous voyons le contraire. Si c'étoit une loi fondamen-
 « tale de ceux qu'il y en a, l'établissement de cet offi-
 « cier devoit avoir été fait lors de l'établissement de la
 « monarchie et de la despotie.

« La loi fondamentale d'un état est une partie inté-
 « grante de cet état, et sans laquelle il ne peut exister.
 « L'empire des califes a pris naissance en 622. Le pre-
 « mier grand visir a été Abou Moslemah, sous le calife
 « Abou-Abbas-Saffah, dont le règne n'a commencé
 « qu'en 131 de l'hégire.

« Donc l'établissement d'un grand visir dans les états
 « que l'auteur appelle despotiques n'est pas, comme
 « il le prétend, une loi fondamentale de l'état. »

XLIV.

« Les Grecs et les Romains exigeoient une voix de
 « plus pour condamner; nos lois françoises en deman-
 « dent deux; les Grecs prétendoient que leur usage
 « avoit été établi par les dieux, mais c'est le nôtre. Voyez
 « le jugement de Coriolan, Denis d'Halicarnasse,
 « liv. VII. » (Liv. XII, chap. III.)

L'auteur oublie ici que selon Denis d'Halicarnasse,
 et selon tous les historiens romains, Coriolan fut con-
 damné par les comices assemblés en tribus, que vingt
 et une tribus le jugèrent, que neuf prononcèrent son
 absolution, et douze sa condamnation; chaque tribu
 valoit un suffrage. Montesquieu; par une légère inad-
 vertance, prend ici le suffrage d'une tribu pour la voix
 d'un seul homme. Socrate fut condamné à la pluralité
 de trente-trois voix. Montesquieu nous fait bien de

l'honneur de dire que c'est la France chez qui la manière de condamner a été établie par les dieux. En vérité, c'est l'Angleterre; car il faut que tous les jurés y soient d'accord pour déclarer un homme coupable. Chez nous, au contraire, il a suffi de la prépondérance de cinq voix pour condamner au plus horrible supplice des jeunes gens qui n'étoient coupables que d'une étourderie passagère, laquelle exigeoit une correction et non la mort. Juste ciel! que nous sommes loin d'être des dieux en fait de jurisprudence (1)!

XLV.

« Un ancien usage des Romains défendoit de faire mourir des filles non nubiles. Tibère trouva l'expédient de les faire violer par le bourreau avant de les envoyer au supplice. Tyran subtil et cruel, il détruisoit les mœurs pour conserver les coutumes. » (Liv. XII, chap. XIV.)

Ce passage demande, ce me semble, une grande attention. Tibère, homme méchant, se plaignit au sénat

(1) Ce passage n'est pas intelligible. Quoi! il avoit fallu une inspiration divine pour juger à la pluralité des voix? Cet usage n'est-il pas établi nécessairement par l'égalité et par la force, lorsqu'il ne l'est pas encore par la raison? On a voulu dire apparemment que le jugement ne pouvant être porté en général que par une pluralité de cinq voix, par exemple, on exigeoit celle de six pour condamner: comme si en Angleterre un juré pouvoit prononcer le non *guilty* dès qu'il y a onze voix de cet avis, et le *guilty* seulement lorsqu'il y a unanimité. La loi des Grecs étoit encore divine par rapport à celle des Romains, où le jugement à la pluralité des tribus pouvoit être rendu à la minorité des suffrages; ce qui étoit très propre à favoriser, aux dépens du peuple, les intrigues du sénat ou celles des tribuns.

de Séjan, homme plus méchant que lui, par une lettre artificieuse et obscure. Cette lettre n'étoit point d'un souverain qui ordonnoit aux magistrats de faire selon les lois le procès à un coupable; elle sembloit écrite par un ami qui déposoit ses douleurs dans le sein de ses amis. A peine détaillait-il la perfidie et les crimes de Séjan. Plus il paroissoit affligé, plus il rendoit Séjan odieux. C'étoit livrer à la vengeance publique le second personnage de l'empire, et le plus détesté. Dès qu'on sut dans Rome que cet homme si puissant déplaisoit au maître, le consul, le préteur, le sénat, le peuple, se jetèrent sur lui comme sur une victime qu'on leur abandonnoit. Il n'y eut nulle forme de jugement; on le traîna en prison, on l'exécuta; il fut déchiré par mille mains, lui, ses amis et ses parents. Tibère n'ordonna point qu'on fit mourir la fille de ce malheureux, âgée de sept ans, malgré la loi qui défendoit cette barbarie; il étoit trop habile et trop réservé pour ordonner un tel supplice, et surtout pour autoriser le viol par un bourreau. Tacite et Suétone rapportent l'un et l'autre, au bout de cent ans, cette action exécrable; mais ils ne disent point qu'elle ait été conmise ou par la permission de l'empereur, ou par celle du sénat (1). De même que ce ne fut point avec la permission du roi que la populace de Paris mangea le cœur du maréchal d'Ancre. Il est bien étrange qu'on dise que Tibère détruisit les mœurs pour conserver les coutumes. Il sembleroit qu'un empereur eût introduit la coutume nouvelle de violer les enfants, par respect pour la coutume ancienne de ne les pas faire pendre avant l'âge de puberté.

(1) *Tradunt temporis hujus auctores.* C'est un bruit vague qui se répandit dans le temps. Quiconque a vécu a entendu des fautes plus odieuses, répétées vingt ans entiers par le public.

Cette aventure du bourreau et de la fille de Séjan m'a toujours paru bien suspecte, toutes les anecdotes le sont; et j'ai même douté de quelques imputations qu'on fait encore tous les jours à Tibère, comme de ces *spinthriæ* dont on parle tant, de ces débauches honteuses et dégoûtantes qui ne sont jamais que les excès d'une jeunesse emportée, et qu'un empereur de soixante et dix ans cacheroit à tous les yeux avec le même soin qu'une vestale cachoit ses parties naturelles dans une procession. Je n'ai jamais cru qu'un homme aussi adroit que Tibère, aussi dissimulé, et d'un esprit aussi profond, eût voulu s'avilir à ce point devant tous ses domestiques, ses soldats, ses esclaves, et surtout devant ses autres esclaves, les courtisans. Il y a des choses de bienséance jusque dans les plus indignes voluptés. Et de plus, je pense que pour un tyran, successeur du discret tyran de Rome, c'eût été le moyen infailible de se faire assassiner.

XLVI.

« Lorsque la magistrature japonoise a obligé les
« femmes de marcher nues; à la manière des bêtes,
« elle a fait frémir la pudeur. Mais lorsqu'elle a voulu
« contraindre une mère... lorsqu'elle a voulu contrain-
« dre un fils.... Je ne puis achever, elle a fait frémir la
« nature même. » (Liv. XII, chap. xiv.)

Un seul voyageur presque inconnu, nommé Reyergisbert, rapporte cette abomination, qu'on lui raconta d'un magistrat du Japon, et il prétend que ce magistrat se divertissoit à tourmenter ainsi les chrétiens, auxquels il ne faisoit point d'autre mal. Montesquieu se plaît à ces contes; il ajoute que chez les Orientaux

on soumet les filles à des éléphants. Il ne dit point chez quels Orientaux on donne ce rendez-vous. Mais, en vérité, ce n'est là ni le Temple de Gnide, ni le Congrès de Cythère, ni l'Esprit des Lois.

C'est avec douleur, et en contrariant mon propre goût, que je combats ainsi quelques idées d'un philosophe citoyen, et que je relève quelques unes de ses méprises. Je ne me serois pas livré, dans ce petit commentaire, à un travail si rebutant, si je n'avois été enflammé de l'amour de la vérité, autant que l'auteur l'étoit de l'amour de la gloire. Je suis en général si pénétré des maximes qu'il annonce, plutôt qu'il ne les développe; je suis si plein de tout ce qu'il a dit sur la liberté politique, sur les tributs, sur le despotisme, sur l'esclavage, que je n'ai pas le courage de me joindre aux savants qui ont employé trois volumes à reprendre des fautes de détail.

Il importe peut-être assez peu que Montesquieu se soit trompé sur la dot qu'on donnoit en Grèce aux sœurs qui épousaient leurs frères, et qu'il ait pris la coutume de Sparte pour la coutume de Crète.

Qu'il n'ait pas saisi le sens de Suétone sur la loi d'Auguste, qui défendit qu'on courût nu jusqu'à la ceinture avant l'âge de puberté. *Lupercalibus vetuit currere imberbes.*

Qu'il se soit mépris sur la manière dont la banque de Gènes est gouvernée, et sur une loi que Gènes fit publier dans la Corse.

Qu'il ait dit que « les lois à Venise défendent le commerce aux nobles vénitiens, » tandis que ces lois leur recommandent le commerce, et que s'ils ne le font plus, c'est qu'il n'y a plus d'avantage.

« Que le gouvernement moscovite cherche à sortir

« du despotisme », tandis que ce gouvernement russe est à la tête de la finance, des armées, de la magistrature, de la religion; que les évêques et les moines n'ont plus d'esclaves comme autrefois, et qu'ils sont payés par une pension du gouvernement. Il cherche à détruire l'anarchie, les prérogatives odieuses des nobles, le pouvoir des grands, et non à établir des corps intermédiaires, à diminuer son autorité.

Qu'il fasse un faux calcul sur le luxe, en disant « que le luxe est zéro dans qui n'a que le nécessaire, que le double du nécessaire est égal à un, et que le double de cette unité est trois »; puisqu'en effet on n'a pas toujours trois de luxe, pour avoir deux fois plus de bien qu'un autre.

* Qu'il ait dit que « chez les Samnites le jeune homme déclaré le meilleur prenoit la femme qu'il vouloit »; et qu'un auteur de l'opéra comique ait fait une farce sur cette prétendue loi, sur cette fable rapportée dans Stobée, fable qui regarde les Sunnites, peuple de Scythie, et non pas les Samnites.

« Qu'en Suisse on ne paie point de tribut, mais qu'il en sait la raison particulière.

« Que dans ses montagnes stériles, les vivres sont si chers, et le pays si peuplé, qu'un Suisse paie quatre fois plus à la nature qu'un Turc ne paie au sultan. » On sait assez que tout cela est faux. Il y a des impôts en Suisse tels qu'on les payoit autrefois aux ducs de Zehringuen et aux moines; mais il n'y a aucun impôt nouveau, aucune taxe sur les denrées et sur le commerce. Les montagnes, loin d'être stériles, sont de très fertiles pâturages qui font la richesse du pays. La viande de boucherie y est la moitié moins chère qu'à Paris. Et enfin un Suisse ne peut payer quatre fois plus à la na

ture qu'un Turc au sultan, à moins qu'il ne boive et ne mange quatre fois davantage. Il y a peu de pays où les hommes, en travaillant aussi peu, jouissent de tant d'aisance.

Qu'il ait dit que « dans les états mahométans on est « non seulement maître des biens et de la vie des femmes esclaves » ; ce qui est absolument faux, puisque dans le vingt-quatrième sura, ou chapitre de l'alcoran, il est dit expressément : « Traitez bien vos esclaves ; si « vous voyez en eux du mérite, partagez avec eux les « richesses que DIEU vous a données ; ne forcez pas vos « femmes esclaves à se prostituer à vous » ; puisque enfin on punit de mort à Constantinople le maître qui a tué son esclave, à moins que le maître ne prouve que l'esclave a levé la main sur lui : et si l'esclave prouve que son maître l'a violée, elle est déclarée libre avec dépens.

« Qu'à Patane la lubricité des femmes est si grande, « que les hommes sont obligés de se faire certaines « garnitures pour se mettre à l'abri de leurs entreprises. » C'est un nommé Sprengel qui a fait ce conte absurde, bien indigne assurément de l'Esprit des Lois. Et le même Sprengel dit qu'à Patane les maris sont si jaloux de leurs femmes, qu'ils ne permettent pas à leurs meilleurs amis de les voir, elles ni leurs filles.

« Que la féodalité est un événement arrivé une fois « dans le monde, et qui n'arrivera peut-être jamais », etc.

Quoique la féodalité, les bénéfices militaires, aient été établis, en différents temps et sous différentes formes, sous Alexandre Sévère, sous les rois lombards, sous Charlemagne, dans l'empire ottoman, en Perse, dans le Mogol, au Pégu, en Russie, et que les voya-

geurs en aient trouvé des traces dans un grand nombre des pays qu'ils ont découverts.

« Que chez les Germains il y avoit des vassaux et non pas des fiefs. Les fiefs étoient des chevaux de bataille, des armes, des repas. »

Quelle idée ! il n'y a point de vassalité sans terre. Un officier à qui son général aura donné à souper n'est pas pour cela son vassal.

« Qu'en Espagne on a défendu les étoffes d'or et d'argent. Un pareil décret seroit semblable à celui que feroient les états de Hollande, s'ils défendoient la consommation de la cannelle. »

On ne peut faire une comparaison plus fautive, ni dire une chose moins politique. Les Espagnols n'avoient point de manufactures ; ils auroient été obligés d'acheter ces étoffes de l'étranger. Les Hollandois, au contraire, sont les seuls possesseurs de la cannelle ; ce qui étoit raisonnable en Espagne, suivant les opinions alors reçues, eût été absurde en Hollande.

Je n'entrerai point dans la discussion de l'ancien gouvernement des Francs vainqueurs des Gaulois ; dans ce chaos de coutumes toutes bizarres, toutes contradictoires ; dans l'examen de cette barbarie, de cette anarchie qui a duré si long-temps, et sur lesquelles il y a autant de sentiments différents que nous en avons en théologie. On n'a perdu que trop de temps à descendre dans ces abîmes de ruines ; et l'auteur de l'Esprit des Lois a dû s'y égarer comme les autres.

Toutes les origines des nations sont l'obscurité même, comme tous les systèmes sur les premiers principes sont un chaos de fables. Lorsqu'un aussi beau génie que Montesquieu se trompe, je m'enfonce dans d'autres erreurs en découvrant les siennes. C'est le

sort de tous ceux qui courent après la vérité; ils se heurtent dans leur course, et tous sont jetés par terre. Je respecte Montesquieu jusque dans ses chutes, parcequ'il se relève pour monter au ciel. Je vais continuer ce petit commentaire pour m'instruire en l'étudiant sur quelques points, non pour le critiquer : je le prends pour mon guide, non pour mon adversaire.

DU CLIMAT.

De tout temps on a su combien le sol, les eaux, l'atmosphère, les vents, influent sur les végétaux, les animaux, et les hommes. On sait assez qu'un Basque est aussi différent d'un Lapon qu'un Allemand l'est d'un Nègre, et qu'un coco l'est d'une nêfle. C'est à propos de l'influence du climat que Montesquieu examine, au chapitre XII du livre XIV, pourquoi les Anglois se tuent si délibérément. « C'est, dit-il, l'effet d'une maladie. Il y a apparence que c'est un défaut de filtration du suc nerveux. » Les Anglois, en effet, appellent cette maladie *spleen*, qu'ils prononcent *splin*; ce mot signifie la rate. Nos dames autrefois étoient malades de la rate. Molière a fait dire à des bouffons (1) :

Vent-on qu'on rabatte,
Par des moyens doux,
Les vapeurs de rate
Qui nous minent tous?
Qu'on laisse Hippocrate,
Et qu'on vienne à nous.

Nos Parisiennes étoient donc tourmentées de la rate; à présent elles sont affligées de vapeurs : et en aucun cas elles ne se tuoient. Les Anglois ont le *splin*

(*) Amour médecin, acte III, scène VIII

ou la *splin*, et se tuent par humeur. Ils s'en vantent, car quiconque se pend à Londres, ou se noie, ou se tire un coup de pistolet, est mis dans la gazette.

Depuis la querelle de Philippe de Valois et d'Édouard III, pour la loi salique, les Anglois en ont toujours voulu aux François; ils leur prirent non seulement Calais, mais presque tous les mots de leur langue, et leurs maladies, et leurs modes, et prétendirent enfin l'honneur exclusif de se tuer. Mais si l'on vouloit rabattre cet orgueil, on leur prouveroit que dans la seule année 1764, on a compté à Paris plus de cinquante personnes qui se sont donné la mort. On leur diroit que chaque année il y a douze suicides dans Genève, qui ne contient que vingt mille ames, tandis que les gazettes ne comptent pas plus de suicides à Londres, qui renferme environ sept cent mille *spleen* ou *splin*.

Les climats n'ont guère changé depuis que Romulus et Remus eurent une louve pour nourrice. Cependant, pourquoi, si vous en exceptez Lucrèce, dont l'histoire n'est pas bien avérée, aucun Romain de marque n'a-t-il eu une assez forte *spleen* pour attenter à sa vie? Et pourquoi ensuite, dans l'espace de si peu d'années, Caton d'Utique, Brutus, Cassius, Antoine, et tant d'autres, donnèrent-ils cet exemple au monde? N'y a-t-il pas quelque autre raison que le climat qui rendit ces suicides si communs?

Montesquieu dit dans ce livre (c. xv), que le climat de l'Inde est si doux que les lois le sont aussi. « Ces lois, » dit-il, ont donné les neveux aux oncles, les orphelins « aux tuteurs, comme on les donne ailleurs à leurs pères. Ils ont réglé la succession par le mérite reconnu « du successeur. Il semble qu'ils ont pensé que chaque

« citoyen doit se reposer sur le bon naturel des autres. Heureux climat qui fait naître la candeur des âmes, et produit la douceur des mœurs ! »

Il est vrai que dans vingt endroits l'illustre auteur peint le vaste pays de l'Inde et tous les pays de l'Asie comme des états monarchiques ou despotiques, dans lesquels tout appartient au maître, et où les sujets ne connoissent point la propriété ; de sorte que, si le climat produit des citoyens si honnêtes et si bons, il y fait des princes bien rapaces et bien tyrans. Il ne s'en souvient plus ici ; il copie la lettre d'un jésuite nommé Bouchet au président Cochet, insérée dans le quatorzième recueil des Lettres curieuses et édifiantes ; et il copie trop souvent ce recueil. Ce Bouchet, dès qu'il est arrivé à Pondichéry, avant de savoir un mot de la langue du pays (1), répète à M. Cochet tous les contes qu'il a entendu faire à des facteurs. J'en crois plus volontiers le colonel Scrafton, qui a contribué aux conquêtes du lord Clive, et qui joint à la franchise d'un homme de guerre une intelligence profonde de la langue des brames.

Voici ses paroles, que j'ai citées ailleurs :

« Je vois avec surprise tant d'auteurs assurer que les possessions des terres ne sont point héréditaires dans ce pays, et que l'empereur est l'héritier universel. Il est vrai qu'il n'y a point d'acte de parlement dans

(1) J'ai connu autrefois ce Bouchet ; c'étoit un imbécile, aussi bien que frère Courbeville, son compagnon. Il a vu des femmes indiennes prouver leur fidélité à leurs maris en plongeant une main dans l'huile bouillante sans se brûler. Il ne savoit pas que le secret consiste à verser l'eau dans le vase long-temps avant l'huile, et que l'huile est encore froide quand l'eau qui bout soulève l'huile à gros bouillons. Il répète l'histoire des deux *Sasies* pour prouver le christianisme aux brames.

« l'Inde, point de pouvoir intermédiaire qui retienne
« légalement l'autorité impériale dans ses limites; mais
« l'usage consacré et invariable de tous les tribunaux,
« est que chacun hérite de ses pères. Cette loi non
« écrite est plus constamment observée qu'en aucun
« état monarchique. »

Cette déclaration d'un des conquérants des plus belles contrées de l'Inde vaut bien celle d'un jésuite, et toutes deux doivent balancer au moins l'opinion de ceux qui prétendent que cette riche partie de la terre, peuplée de cent dix millions d'hommes, n'est habitée que par des despotes et des esclaves.

Toutes les relations qui nous sont venues de la Chine nous ont appris que chacun y jouit de son bien beaucoup plus librement que dans l'Inde. Il n'est pas croyable qu'il y ait un seul pays dans le monde où la fortune et les droits des citoyens dépendent du chaud et du froid.

Le climat étend son pouvoir, sans doute, sur la force et la beauté du corps, sur le génie, sur les inclinations. Nous n'avons jamais entendu parler ni d'une Phrynée samoïède ou négresse, ni d'un Hercule lapon, ni d'un Newton topinambou; mais je ne crois pas que l'illustre auteur ait eu raison d'affirmer que les peuples du nord ont toujours vaincu ceux du midi: car les Arabes acquirent par les armes, en très peu de temps, au nom de leur patrie, un empire aussi étendu que celui des Romains, et les Romains eux-mêmes avoient subjugué les bords de la mer Noire, qui sont presque aussi froids que ceux de la mer Baltique.

L'illustre auteur croit que les religions dépendent du climat. Je pense avec lui que les rites en dépendent entièrement. Mahomet n'auroit défendu le vin et les

jambons, ni à Baïonne, ni à Maïence. On entroît chaussé dans les temples de la Tauride, qui est un pays froid ; il falloit entrer nu-pieds dans celui de Jupiter Ammon, au milieu des sables brûlants. On nes'avisera point en Égypte de peindre Jupiter armé du tonnerre, puisqu'il y tonne si rarement. On ne figurera point les réprouvés par l'emblème des boucs dans une île comme Ithaque, où les chèvres sont la principale richesse du pays.

Une religion dont les cérémonies les plus essentielles se feront avec du pain et du vin, quelque sublime, quelque divine qu'elle soit, ne réussira pas d'abord dans un pays où le vin et le froment sont inconnus.

La croyance qui constitue proprement la religion est d'une nature toute différente. Elle dépendit chez les Gentils uniquement de l'éducation. Les enfants troyens furent élevés dans la persuasion qu'Apollon et Neptune avoient bâti les murs de Troie, et les enfants athéniens bien appris ne doutoient pas que Minerve ne leur eût donné des olives. Les Romains, les Carthaginois, eurent une autre mythologie. Chaque peuple eut la sienne.

Je ne puis croire à la foiblesse d'organes que Montesquieu attribue aux peuples du midi, et à cette paresse d'esprit qui fait, selon lui, « que les lois, les mœurs et les manières sont aujourd'hui en Orient » comme elles étoient il y a mille ans. » Montesquieu dit toujours que les lois forment les *manières*. J'aurois dit les *usages*. Mais il me semble que les manières du christianisme détruisirent, depuis Constantin, les manières de la Syrie, de l'Asie mineure, et de l'Égypte; que les manières un peu brutales de Mahomet chassèrent les belles manières des anciens Perses, et même

les nôtres. Les Turcs sont venus ensuite qui ont tout bouleversé, de façon qu'il n'en reste plus rien que les eunuques et les bouffons (1).

ESCLAVAGE.

Si quelqu'un a jamais combattu pour rendre aux esclaves de toute espèce le droit de la nature, la liberté, c'est assurément Montesquieu. Il a opposé la raison et l'humanité à toutes les sortes d'esclavages : à celui des nègres qu'on va acheter sur la côte de Guinée pour avoir du sucre dans les îles Caraïbes; à celui des eunuques, pour garder les femmes et pour chanter le dessus dans la chapelle du pape; à celui des infortunés mâles et femelles qui sacrifient leur volonté, leurs devoirs, leurs pensées, toute leur existence, dans un âge où les lois ne permettent pas qu'on dispose d'un fonds de quatre pistoles. Il a même attaqué adroitement cette espèce d'esclavage qui fait d'un citoyen un diacre ou un sous-diacre, et qui vous prive du droit de perpétuer votre famille, à moins que vous ne rachetiez ce droit à Rome chez un protonotaire; dignité qui fut inconnue aux Marcellus et aux Scipions. Il a surtout déployé son éloquence contre l'esclavage de la glèbe, où

(1) On a peut-être attribué trop d'influence au climat. Il paroît que partout la société humaine a été formée par de petites peuplades qui, après s'être plus ou moins civilisées, ont fini par se réunir ou par être absorbées dans de grands empires. La différence la plus réelle est celle qui existe entre les Européens et le reste du globe; et cette différence est l'ouvrage des Grecs. Ce sont les philosophes d'Athènes, de Milet, de Syracuse, d'Alexandrie, qui ont rendu les habitants de l'Europe actuelle supérieurs aux autres hommes. Si Xerxès eût vaincu à Salamine, nous serions peut-être encore des barbares.

croupissent encore tant de cultivateurs, gémissant sous des cominis pour prix de nourrir des hommes leurs frères.

Je veux me joindre à ce défenseur de la nature humaine, et j'ose m'adresser, à qui? au roi de France lui-même, quoique je sois un étranger. Un Persan et un Indien des îles moluques vinrent demander justice à Louis XIV, et l'obtinent. Pourquoi ne la demanderois-je pas à Louis XVI? Je me jette de loin à ses pieds, et je lui dis :

Petit-fils de saint Louis, achevez l'ouvrage de votre père. Je ne vous implore pas pour que vous alliez débarquer à Joppé, sur le rivage où l'on dit qu'Andromède fut exposée à un monstre marin, et que Jonas fut avalé par un autre; je ne vous conjure pas de quitter votre royaume de France pour aller venger le baron de Lusignan, que le grand Saladin chassa autrefois de son petit royaume de Jérusalem, et pour délivrer quelques descendants inconnus de nos insensés croisés, lesquels descendants pourroient avoir hérité des fers de leurs ancêtres, et servir des musulmans dans l'Arabie ou dans l'Égypte : mais je vous conjure de délivrer plus de cent mille de vos fidèles sujets qui sont chez vous esclaves des moines. Il est difficile de comprendre comment des saints qui ont fait vœu d'humilité, d'obéissance et de chasteté, ont cependant des royaumes dans votre royaume, et commandent à des esclaves qu'ils appellent leurs main-mortables.

Dom Titrier fit, vers le milieu du quatorzième siècle, des titres authentiques, signés de tous les rois et de tous les empereurs des siècles précédents, par lesquels, *attendu que le monde alloit finir*, on donnoit toutes les terres, tous les biens périssables, tous les

hommes et toutes les filles à ces moines qui avoient déjà le ciel appartenant à eux en propre. C'est en vertu de ces pièces probantes qu'ils ont encore des esclaves dans la Bourgogne, dans la Franche-Comté, le Nivernois, le Bourbonnois, l'Auvergne, la Marche, et quelques autres provinces. Ils s'arrogent des droits que vous n'avez pas, et que vous rougiriez d'avoir. Ils appellent ces esclaves, *nos serfs, nos main-mortables*.

En vain saint Louis abolit cet opprobre de la nature humaine dans les terres de son obéissance; en vain sa digne mère, la reine Blanche, vint elle-même ouvrir dans Paris les prisons aux habitants de Châteaufort, que des gens d'église avoient chargés de chaînes, en qualité de serfs de l'église; en vain Louis le jeune, en 1141, Louis X, en 1315, et enfin Henri II, en 1553, crurent détruire par leurs édits solennels cette espèce de crime de lèse-majesté, et sûrement de lèse-humanité : on voit encore dans vos états plus d'esclaves de moines que vous n'avez de troupes nationales.

Il y a, Sire, à votre conseil, depuis plusieurs années, un procès entre douze mille chefs de familles d'un canton presque inconnu de la Franche-Comté, et vingt moines sécularisés. Les douze mille hommes prétendent n'appartenir qu'à votre majesté, ne devoir leurs services et leur sang qu'à votre majesté. Les vingt cénobites prétendent qu'ils sont, au nom de DIEU, les maîtres absolus des personnes et du pécule, et des enfants de ces douze mille hommes.

Je vous conjure, Sire, de juger entre la nature et l'église; rendez des citoyens à l'état et des sujets à votre couronne. Le feu roi de Sardaigne, dont les filles sont l'ornement et l'exemple de votre cour, décida la même affaire peu de temps avant sa mort. Il détrui-

sît la main-morte dans ses états par les plus sages ordonnances. Mais vous avez dans le ciel un plus grand exemple, saint Louis, dont le sang coule dans vos veines, et dont les vertus sont dans votre ame. Les ministres qui vous seconderont dans cette entreprise seront comme vous chers à la postérité.

DES FRANCS.

On a déjà remarqué que Daniel, dans sa préface sur l'histoire de France (1), où il parle beaucoup plus de lui-même que de la France, a voulu nous persuader que Clovis doit être bien plus intéressant que Romulus. Hénault a été de l'avis de Daniel. On pouvoit répondre à l'un et à l'autre : Vous êtes orfèvre, M. Josse. Ils auroient pu s'apercevoir que le berceau d'Hercule, par exemple, exciteroit plus de curiosité que celui d'un homme ordinaire. Nous venons tous de sauvages ignorés, François, Espagnols, Germains, Anglois, Scandinaviens, Sarmates; chacune de ces nations, renfermée dans ses limites, se fait valoir par ses différents mérites; chacune a ses grands hommes, et compte à peine les grands hommes de ses voisins; mais toutes ont les yeux sur l'ancienne Rome. Romulus, Numa, Brutus, Camillus, leur appartiennent à toutes. L'hi-

(1) C'est sa première préface, où il donne pour écrire l'histoire des règles qu'il ne prend que chez lui, et non la préface historique, qui est un chef-d'œuvre de bonne critique. On voit qu'il y profite des recherches de Cordemoi et de Valois, et qu'il est meilleur historien des Francs qu'il ne l'est des François dans le cours de son grand ouvrage. On peut seulement le blâmer de donner toujours aux Francs le nom de François. Au reste, ni Mézerai, ni lui, ni Velly, ne sont des Tite Live; et je crois qu'il est impossible qu'il y ait des Tite Live chez nos nations modernes.

dalgo espagnol, et le gentleman english, apprennent à lire dans la langue de César. On aime à voir le foible ruisseau dont est sorti à la fin ce grand fleuve qui a inondé la terre.

On ne prononce aujourd'hui le nom d'Ostrogoth, de Wisigoth, de Hun, de Franc, de Vandale, d'Hérule, de toutes ces hordes qui ont détruit l'empire romain, qu'avec le dégoût et l'horreur qu'inspirent les noms des bêtes sauvages puantes. Mais chaque peuple de l'Europe veut couvrir de quelque éclat la turpitude de son origine. L'Espagne vante son saint Ferdinand, l'Angleterre son saint Édouard, la France son saint Louis. Si à Madrid on remonte aux rois goths, nous remontons dans Paris aux rois francs. Mais qui étoient ces Francs que Montesquieu de Bordeaux appelle *nos pères*? C'étoient, comme tous les autres barbares du nord, des bêtes féroces qui cherchoient de la pâture, un gîte, et quelques vêtements contre la neige.

D'où venoient-ils? Clovis n'en savoit rien, ni nous non plus. On savoit seulement qu'ils demeuroient à l'orient du Rhin et du Mein, et que leurs bœufs, leurs vaches et leurs moutons ne leur suffisoient pas. N'ayant point de villes, ils alloient, quand ils le pouvoient, piller les villes romaines dans la Gaule germanique et dans la Belgique. Ils s'avançoient quelquefois jusqu'à la Loire, et revenoient partager dans leurs repaires tout ce qu'ils avoient volé. C'est ainsi qu'en usèrent leurs capitaines Clodion, Mérovée et Childéric, père de Clovis, lequel Childéric mourut et fut enterré dans un grand chemin près de Tournai, selon l'usage de ces peuples et de ces temps.

Tantôt les empereurs achetoient quelques trêves à leurs brigandages, tantôt ils les punissoient, selon

qu'ils avoient, dans ces cantons éloignés, quelques troupes et quelque argent. Constantin avoit pénétré lui-même jusque dans leurs retraites, en 313 de notre ère, avoit saisi leurs chefs, qui étoient, dit-on, les ancêtres de Clovis, et les avoit condamnés aux bêtes dans le cirque de Trèves, comme des esclaves révoltés et des voleurs publics.

Les Francs, depuis ce jour, eurent de nouvelles rapines à chercher, et la mort ignominieuse de leurs chefs à venger sur les Romains. Ils se joignirent souvent à toutes les hordes allemandes qui passaient aisément le Rhin, malgré les colonies romaines de Cologne, de Trèves, de Maïence. Ils surprirent Cologne et la pillèrent. Lorsque Julien étoit César dans les Gaules, ce grand homme qui fut, comme je l'ai déjà dit, le sauveur et le père de nos contrées, partit de la petite rue qu'on appelle aujourd'hui des Mathurins, où l'on voit encore les restes de sa maison, et courut sauver d'une invasion la Gaule et notre pays, en 357. Il passa le Rhin, reprit Cologne, repoussa les entreprises des Francs et celles de l'empereur Constancius, qui vouloit le perdre; vainquit toutes les hordes allemandes et franques, signala sa clémence non moins que sa valeur, nourrit également les vainqueurs et les vaincus, fit régner l'abondance et la paix des rives du Rhin et de la Meuse jusqu'aux Pyrénées, et ne quitta les Gaules qu'après avoir fait leur bonheur, laissant chez toutes les ames honnêtes la mémoire la plus chère et la plus justement respectée.

Après lui tout changea. Il ne faut qu'un seul homme pour sauver un empire, et un seul pour le perdre. Plus d'un empereur hâta la décadence de Rome. Les théâtres des victoires de tant de grands hommes, les mo-

numents de tant de magnificences et de tant de bienfaits répandus sur le genre humain asservi pour son bonheur, furent inondés de barbares inconnus, comme des champs fertiles sont dévastés par des nuées de sauterelles. Il en vint jusque des frontières de la Chine. Les bords de la mer Baltique, de la mer Noire, de la mer Caspienne, vomirent des monstres qui dévorèrent les nations et qui détruisirent tous les arts.

Je ne crois pas cependant que cette multitude de dévastateurs ait été aussi immense qu'on le dit. La peur exagère. Je vois d'ailleurs que c'est toujours le petit nombre qui fait les révolutions. Sha-Nadir, de nos jours, n'avoit pas quarante mille soldats quand il mit à ses pieds le grand Mogol, et qu'il emporta toutes ses richesses. Les Tartares qui subjuguèrent la Chine, vers l'an 1620, n'étoient qu'en très petit nombre. Tamerlan, Gengiskan, ne commencèrent pas la conquête de la moitié de notre hémisphère avec dix mille hommes. Mahomet n'en eut pas mille à sa première bataille. César ne vint dans les Gaules qu'avec quatre légions; il n'avoit que vingt-deux mille combattants à la bataille de Pharsale, et Alexandre partit avec quarante mille pour la conquête de l'Asie.

On nous dit qu'Attila fondit des extrémités de la Sibérie au bord de la Loire, suivi de sept cent mille Huns. Comment les auroit-il nourris? On ajoute qu'ayant perdu deux cent mille de ces Huns dans quelques escarmouches, il en perdit encore trois cent mille dans les champs Catalauniques, qui sont inconnus; après quoi il alla mettre l'Illyrie en cendres, assiéger et détruire Aquilée, sans que personne l'en empêchât. *Et voilà justement comme on écrit l'histoire.*

Quoi qu'il en soit, ce fut dans ce bouleversement

singulier de l'Europe que les Francs vinrent comme les autres prendre leur part du pillage. La province séquanoise étoit déjà envahie par des Bourguignons qui ne savoient pas eux-mêmes leur origine. Des Wisigoths s'emparoiént d'une partie du Languedoc, de l'Aquitaine, et de l'Espagne. Le Vandale Genseric, qui s'étoit jeté sur l'Afrique, en partit par mer pour aller piller Rome, sans aucune opposition. Il y entra comme on vient dans une de ses maisons qu'on veut démeubler pour embellir une autre demeure. Il fit enlever tout l'or, tout l'argent, tous les ornements précieux, malgré les larmes du pape Léon, qui avoit composé avec Attila, et qui ne put fléchir Genseric.

Les Gaulois qui ne s'étoient défendus ni contre les Bourguignons, ni contre les Goths, ne résistèrent pas plus aux Francs, qui arrivèrent l'an 486, ayant à leur tête le jeune Clovis, âgé, dit-on, de quinze ans. Il est à présumer qu'ils entrèrent d'abord dans la Gaule belgique en petit nombre, comme les Normands entrèrent depuis dans la Neustrie, et que leur troupe augmenta de tous les brigands volontaires qui se joignirent à eux en chemin, dans l'espoir de la rapine, unique solde de tous les barbares.

Une preuve évidente que Clovis avoit très peu de troupes, c'est que dans la rédaction de la loi des Saliens-francs, nommée communément la loi salique, faite sous ses successeurs, il est dit expressément : « C'est cette nation qui, en petit nombre, terrassa la puissance romaine » : *gens parva numero*.

Il y avoit encore un fantôme de commandant romain, nommé Siagrius, qui, dans la désolation générale, avoit conservé quelques troupes gauloises sous les murs de Soissons ; elles ne résistèrent pas. Le même

peuple qui avoit coûté dix années de travaux et de négociations à César, ne coûta qu'un jour à cette petite troupe de Francs. C'est que, lorsque César les voulut subjuguier, ils avoient toujours été libres; et quand ils eurent les Francs en tête, il y avoit plus de cinq cents ans qu'ils étoient asservis.

CLOVIS.

Quel étoit donc ce héros de quinze ans, qui, des marais des Chamaves et des Bructères, vint à Soissons mettre en fuite un général, et jeter les fondemens, non pas *du premier trône de l'univers*, comme le dit si souvent l'abbé Velly, mais d'un des plus florissans états de l'Europe? On ne nous dit point qui fut le Chiron ou le Phénix de ce jeune Achille. Les Francs n'écrivirent point son histoire. Comment fut-il conquérant et législateur dans l'âge qui touche à l'enfance? c'est un exemple unique. Un Auvergnat devinant Euclide à douze ans n'est pas si au-dessus de l'ordre commun. Ce qui est encore unique sur le globe, c'est que la troisième race régne dans cet état depuis huit cents ans, alliée, sans doute, à celle de Charlemagne, qui l'étoit à celle de Clovis, ce qui fait une continuité d'environ treize siècles.

La France, à la vérité, n'est pas à beaucoup près aussi étendue que l'étoit la Gaule sous les Romains; elle a perdu tout le pays qu'on appeloit la France orientale dans le moyen âge; celui de Trèves, de Maïence, de Cologne, la plus grande partie de la Flandre. Mais à la longue l'industrie de ses peuples l'a soutenue malgré les guerres les plus funestes, les captivités de ses rois, les invasions des étrangers, et les

sanglantes discordes que la religion a fait naître dans son sein.

Cette belle province romaine ne tomba pas d'abord au pouvoir du prince des Francs. Les plus fertiles parties avoient été envahies par les princes ariens, bourguignons et goths dont j'ai parlé. Clovis et ses Francs étoient de la religion qu'on nommoit païenne depuis Théodose, du mot latin *pagus*, bourgade, la religion chrétienne devenue dominante n'ayant guère laissé que dans les campagnes l'ancien culte de l'empire. Les évêques athanasiens orthodoxes qui dominoient dans tout ce qui n'étoit pas Goth ou Bourguignon, et qui avoient sur les peuples une puissance presque sans bornes, pouvoient avec le bâton pastoral briser l'épée de Clovis.

Le savant abbé Dubos a très bien démêlé que ce jeune conquérant avoit la dignité de maître de la milice romaine, dans laquelle il avoit succédé à son père Childéric, dignité que les empereurs conféroient à plusieurs chefs de tribu chez les Francs, pour les attacher (si l'on pouvoit) au service de l'empire. Ainsi ayant attaqué Siagrins, il pouvoit être regardé comme un rebelle et comme un traître. Il pouvoit être puni, si la fortune des Romains changeoit. Les évêques pouvoient surtout armer les peuples contre lui. Le vieillard vénérable saint Remi, évêque de Reims, avoit écrit à Clovis, vers le temps de son expédition contre Siagrins, cette fameuse lettre que l'abbé Dubos fait tant valoir, et que Daniel a ignorée. « Nous avons appris
« que vous êtes maître de la milice; n'abusez point de
« votre bénéfice militaire. Ne disputez point la pré-
« séance aux évêques de votre département; demandez
« toujours leurs conseils; élevez vos compatriotes,

« mais que votre prétoire soit ouvert à tout le monde...
« Admettez les jeunes gens à vos plaisirs, et les
« vieillards à vos délibérations, etc. »

Cette lettre étoit d'un père qui donne des leçons à son fils. Elle fait voir tout l'ascendant que la réputation prenoit sur la puissance. La grace fit le reste ; et, bientôt après, Clovis se fit non seulement chrétien, mais orthodoxe.

Le jésuite Daniel embellit son histoire en supposant qu'il fit une harangue à ses soldats pour les engager à se faire chrétiens comme lui, et qu'ils crièrent tous de concert : « Nous renonçons aux dieux mortels, et nous
« ne voulons plus adorer que l'immortel. Nous ne re-
« connoissons plus d'autre dieu que celui que le saint
« évêque Remi nous prêche. »

Il n'est pas vraisemblable que toute une armée ait répondu à son roi par une antithèse, et par une longue phrase étudiée. Daniel auroit dû songer que les Francs de Clovis croyoient leurs dieux immortels, tout comme les jésuites croyoient ou feignoient de croire à l'immortalité de leur François Xavier et de leur Ignace de Loyola.

Il est triste que Clovis étant à peine catéchumène fit tuer Siagrius, que les Wisigoths lui avoient remis entre les mains. Il est encore plus triste qu'ayant été baptisé long-temps après, il séduisit un prince franc de ses parents, nommé Sigebert, et marchanda avec lui un parricide. Sigebert assassina son père, qui régnoit dans Cologne ; et Clovis, au lieu de payer l'argent promis, l'assassina lui-même, et se rendit maître de la ville. Il traita de même un autre prince nommé Kararic.

Il y avoit un autre Franc, nommé Ragnacaire, qui commandoit dans Cambrai. Il fit un marché avec les

propres soldats de ce Ragnacaire pour l'assassiner, et quand les meurtriers lui demandèrent leur salaire, il les paya en fausse monnaie.

Un autre de ses camarades francs, Renomer, s'étoit cantonné dans le pays du Maine, il le fit poignarder de même par des coupe-jarrets, et se défit ainsi de tous ceux qui lui faisoient quelque ombrage.

Daniel dit que, « pour satisfaire à la justice de Dieu, « il employa ses soins et ses finances à quantité de « choses fort utiles à la religion; il commença ou acheva « des églises et des monastères. »

Si ce prince orthodoxe, méconnoissant l'esprit du christianisme, commit tant d'atrocités, Gondebaud l'arien, oncle de la célèbre sainte Clotilde, ne fut pas moins souillé de crimes. Il assassina dans la ville de Vienne son propre frère et sa belle-sœur, père et mère de Clotilde. Il mit le feu à la chambre où un autre de ses frères étoit renfermé, et l'y brûla vif; il fit jeter sa femme dans la rivière; et Clotilde échappa à peine à ces massacres. Ce Gondebaud d'ailleurs étoit un législateur. C'étoient là les mœurs des Francs, et ce que Montesquieu appelle les *manières*.

On sait trop que les enfants de Clovis ne dégénérèrent pas; le cœur saigne quand on est forcé de rapporter les actions politiques de cette famille.

Clotilde, après la mort de son mari, voulut venger la mort de son père et de sa mère sur Gondebaud, son oncle. Elle arma contre lui ses quatre enfants, Thierri, roi de Metz, Clotaire de Soissons, Childeberr de Paris, et Clodomir d'Orléans. Clodomir fut tué, ayant été abandonné de ses frères dans une bataille. Il laissoit trois enfants dont le plus âgé avoit à peine dix ans; Clodomir leur père leur avoit laissé la province d'Or-

léans à partager selon l'usage. Clotaire ne se contenta pas d'épouser la veuve de son frère, il voulut s'emparer du bien de ses neveux. Son frère Childebert s'unit avec lui dans cette entreprise; ils s'accordèrent à partager le petit état d'Orléans. La veuve de Clovis, qui élevoit ses petits-enfants, s'opposa à cette injustice; Clotaire et Childebert se saisirent des trois enfants dont ils devoient être les protecteurs. Ils envoyèrent à leur grand'mère une paire de ciseaux et un poignard, par un Auvergnat nommé Arcadius. « Il faut, lui dit « ce député, choisir entre l'un et l'autre. Voulez-vous « que ces ciseaux coupent les cheveux de vos petits-fils, « ou que ce poignard les égorge? »

L'usage étoit alors de regarder comme ensevelis dans le monachisme les enfants qu'on avoit tondus. Des ciseaux tenoient lieu des trois vœux. Clotilde dans sa colère répondit : « J'aime mieux les voir morts que « moines. » Clotaire et Childebert n'exécutèrent que trop à la lettre ce que la reine avoit prononcé dans l'excès de sa douleur. On croit que ce fut dans une maison où est actuellement l'église des Barnabites à Paris, que ce crime fut commis. Clotaire perça d'abord l'aîné d'un coup d'épée, et le jeta mort à ses pieds. Le puîné attendrit un moment Childebert par ses cris et par ses larmes. Childebert se laissa toucher. Clotaire inflexible arracha l'enfant des bras de son frère, et le renversa sur son aîné expirant. Le troisième fut sauvé par un domestique. Il prit, quand il put se connoître, le parti que sa grand'mère avoit refusé; il se fit moine; on le déclara saint après sa mort, afin qu'il y eût quelqu'un du sang de Clovis qui pût apaiser Dieu. Clotilde vit ses fils jouir du bien et du sang de ses petits-fils.

Tel fut long-temps l'esprit des lois dans la monarchie naissante. Le siècle des Frédégonde et des Brunehault ne fut pas moins abominable. Plus on parcourt l'histoire, et plus on se félicite d'être né dans notre siècle.

DU CARACTÈRE DE LA NATION FRANÇOISE.

Est-ce l'influence du climat qui a produit cette série d'atrocités et d'horreurs si avérées et si incroyables? Les assassinats soit prétendus politiques, soit prétendus juridiques, soit ouvertement commis par un usage commun, se sont succédé presque sans interruption depuis le temps de Clovis jusqu'au temps de la fronde. Est-ce l'atmosphère humide des bords de la Seine qui donna le pouvoir à un pape françois et à des cardinaux françois qui pilloient la France, et leur inspira de brûler solennellement et à petit feu le grand maître de l'ordre du Temple, le frère du dauphin d'Auvergne, et cinquante-neuf chevaliers, vis-à-vis l'endroit où est aujourd'hui la statue de Henri IV? Est-ce l'intempérie du climat qui arma en un jour plus de cent mille rustres dans les environs de Paris après la bataille de Poitiers, qui les déchaîna dans la moitié de la France, et leur inspira cette rage nommée la jacquerie, avec laquelle ils démolirent tous les châteaux de la noblesse, égorgèrent et brûlèrent les gentilshommes, leurs femmes et leurs filles?

Parlerai-je des fureurs des Bourguignons et des Armagnacs, exercées dans Paris et dans tout le royaume, de cette guerre civile continuelle et générale, de ce jour affreux où la populace parisienne de la faction bourguignone massacra le connétable d'Armagnac, le

chancelier de Marle, l'archevêque de Reims, l'archevêque de Tours, cinq autres évêques, une foule de magistrats, de gentilshommes, de prêtres, qu'on jetoit dans les rues du haut de leurs maisons, et qu'on recevoit sur des piques?

Pour mettre le comble à ces horreurs, les Anglois saccageoient le reste du royaume après leur victoire d'Azincourt. Le roi de France, ayant perdu l'usage de la raison, étoit abandonné de ses domestiques, déshonoré publiquement par sa femme, livré à tout ce que l'oubli de soi-même, les ulcères, la vermine ont de plus affreux et de plus révoltant. Il avoit vu son frère, le duc d'Orléans, assassiné par son cousin le duc de Bourgogne; son fils, depuis le roi Charles VII, venger le duc d'Orléans, en assassinant son coupable cousin; ce fils déshérité, dépouillé, banni par sa mère. Le sang coula d'un bout de la France à l'autre tous les jours de la misérable vie de ce roi, laquelle ne fut qu'un long supplice.

Les régnes suivans éprouvèrent d'aussi grands malheurs. Quatre gentilshommes périrent tour-à-tour dans des supplices recherchés par les vengeances de ce Louis XI, si dissimulé et si violent, si barbare et si timidement superstitieux, si étourdi et si profondément méchant.

On croit être au temps des Phalaris. Les peuples ne valoient pas mieux que les rois. Retracerai-je le tableau de la Saint-Barthélemi, si souvent retracé, et qui effraiera long-temps les yeux de la postérité?

Il ne faut pas croire que cette journée fut unique. Elle fut précédée et suivie de quinze ans de perfidies, d'assassinats, de combats particuliers, de combats de province à province, de ville à ville, jusqu'à la paix de

Vervins. Douze parricides médités contre Henri IV, et enfin la main de Ravaillac terminèrent cette horrible carrière.

Elle recommença sous Louis XIII, dont le triste règne occupa tant d'assassins et de bourreaux. Louis XIV vit dans son enfance toutes les folies et toutes les fureurs de la fronde.

Est-ce là ce peuple qui fut pendant quarante ans, sous ce même Louis XIV, également doux et valeureux, renommé par la guerre et par les beaux-arts, industrieux et docile, savant et aimable, le modèle de tous les autres peuples? Il avoit pourtant le même climat que du temps de Clovis, de Charles VI, et de Charles IX.

Convenons donc que si le climat fait les hommes blonds ou bruns, c'est le gouvernement qui fait leurs vertus et leurs vices. Avouons qu'un véritablement bon roi est le plus beau présent que le ciel puisse faire à la terre.

DU CARACTÈRE DES AUTRES NATIONS.

Est-ce la sécheresse des deux Castilles, et la fraîcheur des eaux du Guadalquivir qui rendrent les Espagnols si long-temps esclaves tantôt des Carthaginois, tantôt des Romains, puis des Goths, des Arabes, et enfin de l'inquisition? Est-ce à leur climat ou à Christophe Colomb qu'ils doivent la possession du nouveau monde?

Le climat de Rome n'a guère changé, cependant y a-t-il rien de plus bizarre que de voir aujourd'hui des *zocolanti*, des récollets dans ce même capitol où Paul Émile triomphoit de Perséc, et où Cicéron fit entendre sa voix?

Depuis le dixième siècle jusqu'au seizième, cent petits seigneurs et deux grands se disputèrent les villes de l'Italie par le fer et par le poison. Tout-à-coup cette Italie se remplit de grands artistes en tout genre. Aujourd'hui elle produit de charmantes cantatrices et des *sonnettieri*. Cependant l'Apennin est toujours à la même place, et l'Éridan, qui a changé son beau nom en celui de Pô, n'a pas changé son cours.

D'où vient que dans les restes de la forêt d'Hercinie, comme vers les Alpes, et sur les plaines arrosées par la Tamise, comme sur celles de Naples et de Capoue, le même abrutissement fanatique parmi les peuples, les mêmes fraudes parmi les prêtres, la même ambition parmi les princes, ont également désolé tant de provinces fertiles et tant de bruyères incultes? Pourquoi le terrain humide et le ciel nébuleux de l'Angleterre ont-ils été autrefois cédés par un acte authentique à un prêtre qui demeure au vatican? Et pourquoi par un acte semblable les orangers devers Capoue, Naples et Tarente lui paient-ils encore un tribut? En bonne foi, ce n'est pas au chaud et au froid, au sec et à l'humide qu'on doit attribuer de pareilles révolutions. Le sang de Conradin et de Frédéric d'Autriche a coulé sous la main des bourreaux, tandis que le sang de saint Janvier se liquéfioit à Naples dans un beau jour; de même que les Anglois ont coupé la tête sur un billot à la reine Marie Stuart, et à son petit-fils Charles I, sans s'informer si le vent souffloit du nord ou du midi.

Montesquieu, pour expliquer le pouvoir du climat, nous dit qu'il a fait geler une langue de mouton *, et que les houppes nerveuses de cette langue se sont manifestées sensiblement, quand elle a été dégelée. Mais

(*) Liv. XIV, chap. II.

une langue de mouton n'expliquera jamais pourquoi la quercelle de l'empire et du sacerdoce scandalisa et ensanglanta l'Europe pendant plus de six cents ans. Elle ne rendra point raison des horreurs de la rose rouge et de la rose blanche, et de cette foule de têtes couronnées qui sont tombées en Angleterre sur les échafauds. Le gouvernement, la religion, l'éducation, produisent tout chez les malheureux mortels qui rampent, qui souffrent, et qui raisonnent sur ce globe.

Cultivez la raison des hommes vers le mont Vésuve, vers la Tamise, et vers la Seine; vous verrez moins de Conradin livrés au bourreau, suivant l'avis d'un pape; moins de Marie Stuart mourant par le dernier supplice; moins de catafalques élevés par des pénitents blancs à un jeune protestant coupable d'un suicide; moins de roues et de bûchers dressés pour des hommes innocents; moins d'assassins sur les grands chemins, et sur les fleurs de lis.

DE LA LOI SALIQUE.

La plupart des hommes qui n'ont pas eu le temps de s'instruire, les dames, les courtisans, les princesses même, qui ne connoissent la loi salique que par les propos vagues du monde, s'imaginent que c'est une loi fondamentale, par laquelle autrefois la nation françoise assemblée exclut à jamais les femmes du trône. Nous avons déjà démontré qu'il n'y a point de loi fondamentale, et que, s'il en existoit une établie par des hommes, d'autres hommes peuvent la détruire. Il n'y a rien de fondamental que les lois de la nature posées par Dieu même. Mais voici de quoi il s'agit.

La tribu des Francs-saliens, dont Clovis étoit le

chef, ne pouvoit avoir de loi écrite. Elle se gouvernoit par quelques coutumes, comme toutes les nations qui n'avoient pas été enchaînées et policées par les Romains. Ces coutumes furent, dit-on, rédigées depuis par écrit, dans un latin inintelligible, par ce même Clotaire qui avoit massacré les petits-fils de sa mère Clotilde presque entre ses bras, et qui depuis fit brûler son propre fils, sa femme et ses enfants. Ce prince parricide fut heureux, ou du moins le parut; car il recueillit toute la succession de la France orientale et occidentale. Il se peut qu'il fit publier la loi salique, parcequ'il y avoit dans cette loi un article qui excluoit les filles de tout héritage. Il avoit deux nièces qu'il vouloit dépouiller; il les enferma dans une obscure prison. L'histoire ne dit point pourquoi il épargna leur sang. On ne peut pas toujours tuer; la barbarie a, comme les autres inclinations, des moments de relâche. Il se contenta donc, à ce qu'on prétend, de promulguer cette loi qui sembloit ne rien laisser aux filles, tandis qu'elle donnoit des royaumes aux mâles. Daniel ne dit point que ce fut Clotaire qui rédigea cette loi; il dit seulement que Clotaire fut très dévot à saint Martin.

On a deux autres copies tronquées et informes d'une partie de cette loi salique : l'une donnée par Hérold, savant allemand; l'autre par Pidliou, savant françois, à qui nous avons l'obligation d'avoir déterré les fables de Phédre, et d'avoir été procureur général de la première chambre de justice érigée contre les déprédateurs des finances.

Ces deux éditions sont différentes, et ce n'est pas un signe de leur authenticité. L'édition d'Hérold commence par ces mots :

- « In Christi nomine incipit pactus legis salicæ.
 « Hi autem sunt qui legem salicam tractaverunt.
 « Vuisogast, Arogast, Salegast, et Vuindogast. »

L'édition de Pithou commence ainsi :

- « Incipit tractatus legis salicæ. Gens Francorum in-
 « clyta, auctore Deo condita... Electi de pluribus viris
 « quatuor is nominibus, Wisogastus, Bodogastus, So-
 « logastus, et Widogastus... »

Les noms des rédacteurs francs ne sont pas les mêmes. L'une et l'autre copie sont sans date.

Charlemagne fit depuis transcrire en effet la loi salique avec les lois allemandes et bavaraises. A ce mot de loi, on se figure un code, où les droits du souverain et du peuple sont réglés. Ce code salique si fameux commence par des cochons de lait, des porcs d'un an et de deux, des veaux engraisés, des bœufs et des moutons. On apprend du moins par là que le voleur d'un bœuf n'étoit condamné en justice qu'à trente-cinq sous, et que le voleur d'un taureau banal devoit en payer quarante-cinq. Il en coûtoit quinze pour avoir pris le couteau de son voisin. Le sou, *solidum*, d'argent valoit alors huit livres d'aujourd'hui.

On y trouve un article qui fait bien voir les mœurs du temps; c'est l'art. XLV qui traite *des meurtres commis à table*. C'étoit donc un usage assez commun d'égorger ses convives.

Par l'article LVIII il en coûte trois cents sous pour avoir tué un diacre, et six cents pour avoir tué un prêtre. Il est donc clair que la loi salique ne fut établie qu'après que les Francs se furent soumis au christianisme. Au reste, on peut présumer que le cou-

pable étoit pendu quand il n'avoit pas de quoi payer. L'argent étoit si rare, qu'on ne faisoit justice que de ceux qui n'en avoient pas.

Par l'article LXVII, une sorcière qui a mangé de la chair humaine païe deux cents sous. Il faut même par l'énoncé qu'elle ait mangé un homme tout entier. *Si hominem comederit.*

Ce n'est qu'à l'article LXII qu'on trouve les deux lignes célèbres dont on fait l'application à la couronne de France. « De terrâ verò salicâ nulla portio hæreditatibus mulieri veniat, sed ad virilem sexum tota terræ hæreditas perveniat. » Que nulle portion d'héritage de terre salique n'aille à la femme, mais que tout l'héritage de la terre soit au sexe masculin.

Ce texte n'a aucun rapport à ceux qui précèdent ou qui suivent. On pourroit soupçonner que Clotaire inséra ce passage dans le code franc, pour se dispenser de donner la subsistance à ses nièces. Mais sa cruauté n'avoit pas besoin de cet artifice. Il n'avoit pris aucun prétexte quand il égorga ses deux neveux de sa propre main. Il avoit affaire à deux filles dénuées de tout secours, et il les tenoit en prison.

De plus, dans ce même passage qui ôte tout aux filles dans le petit pays des Francs-saliens, il est dit : « S'il ne reste que des sœurs de père, qu'elles succèdent; s'il n'y a que des sœurs de mère, qu'elles aient tout l'héritage. »

Ainsi par cette loi même, Clotaire auroit tout donné aux tantes, en pensant exclure les nièces.

On dira qu'il y a une énorme contradiction dans cette prétendue loi des Francs-saliens, et on aura grande raison. On en trouve dans les lois grecques et romaines. Nous avons vu et nous avons dit dans toute

notre vie que ce monde ne subsiste que de contradictions.

Il y a bien plus, cette coutume cruelle fut abolie en France dès qu'elle y fut publiée. Rien n'est plus connu de tous ceux qui ont quelque teinture de notre ancienne histoire que cette formule par laquelle tout Franc-salien instituait ses filles héritières de ses domaines :

« Ma chère fille, un usage ancien et impie ôte parmi
« nous toute portion paternelle aux filles : mais, ayant
« considéré cette impiété, j'ai vu que vous m'aviez été
« tous donnés de Dieu également, et je dois vous ai-
« mer de même. Ainsi, ma chère fille, je veux que
« vous héritiez par portion égale avec vos frères dans
« toutes mes terres. »

Or une terre salique étoit un franc-aleu libre. Il est évident que, si une fille pouvoit en hériter, à plus forte raison la fille d'un roi. Il auroit été injuste et absurde de dire, notre nation est faite pour la guerre, le sceptre ne peut tomber de lance en quenouille. Et supposé qu'alors il y eût eu des armoiries peintes, et que les armoiries des rois francs eussent été des fleurs de lis, il eût été bien plus absurde de dire, comme on a dit depuis, *les lis ne travaillent ni ne filent*.

Voilà une plaisante raison pour exclure une princesse de son héritage ! Les tours de Castille filent encore moins que les lis ; les léopards d'Angleterre ne filent pas plus que les tours. Cela n'empêchoit pas que les filles n'héritassent des couronnes de Castille et d'Angleterre sans difficulté.

Il est évident que si un roi des Francs, n'ayant

qu'une fille, avoit dit par son testament, « Ma chère fille, il y a parmi nous un usage ancien et impie qui ôte toute portion paternelle aux filles; et moi, considérant que vous m'avez été donnée de Dieu, je vous déclare mon héritière », tous les antrusions et tous les leudes auroient dû lui obéir. Si elle n'eût point porté les armes on les auroit portées pour elle. Mais probablement elle auroit combattu à la tête de ses armées, comme ont fait notre héroïne Marguerite d'Anjou, non assez célébrée, et la magnanime comtesse de Montfort, et tant d'autres.

On pouvoit donc renoncer à la loi salique en faisant son testament, comme tout citoyen peut encore aujourd'hui renoncer par son testament à la loi Falcidia.

Pourquoi les deux ou trois lignes de la loi salique auroient-elles été si funestes aux filles des rois de France?

La France étoit-elle reconnue pour terre salique, pour terre du pays où coule la rivière Sala en Allemagne, ou pour terre de la Salle dans la Campine? Les filles des rois étoient-elles de pire condition que les filles des pairs de France? La Guienne, la Normandie, le Ponthieu, Montreuil, appartenrent à des femmes, et vinrent au roi d'Angleterre par des femmes. Les comtés de Toulouse et de Provence tombèrent entre les mains des femmes sans nulle réclamation.

Philippe de Valois lui-même, qui combattit avec tant de malheur pour la loi salique, jugea en faveur du droit des femmes la cause de Jeanne, épouse de Charles de Blois, contre Montfort, et adjugea la Bretagne à Jeanne. Il décida de même le fameux procès de Ro-

bert d'Artois, prince du sang, descendant par mâles d'un frère de Saint-Louis, contre Mahaut, sa tante. S'il y avoit une province en France où la loi salique dût être en vigueur, c'étoit un des premiers cantons subjugués par les Francs-saliens, quand ils envahirent les Gaules. Cependant Philippe de Valois et sa cour des pairs donnèrent l'Artois aux femmes, et forcèrent le prince à commettre un crime de faux pour soutenir ses droits, du moins à ce qu'on dit.

Que conclure de tant d'exemples? encore une fois, que tout est contradictoire dans les gouvernements et dans les passions des hommes.

Venons enfin à la grande querelle de Philippe de Valois et d'Édouard III, roi d'Angleterre.

Louis Hutin, arrière-petit-fils de Saint-Louis, ne laissa qu'une fille (je ne parle point d'un fils posthume qui ne vécut que peu de jours). Qui devoit succéder à Louis Hutin? Étoit-ce sa fille unique Jeanne, ou son second frère Philippe-le-Long? Louis n'avoit point employé la formule, « ma chère fille, il y a une loi impie. » Il ne la connoissoit pas, sans doute; elle étoit ensevelie dans les formules de Marculfe, depuis le huitième siècle, au fond de quelque couvent de bénédictins qui n'étoient pas si savants que les bénédictins d'aujourd'hui. Le duc de Bourgogne, Eudes, oncle maternel de Jeanne, voulut en vain soutenir les droits de sa nièce; en vain il s'empara d'abord de la petite forteresse du Louvre; en vain il s'opposa au sacre; le parti de Philippe-le-Long fut le plus puissant. Tout le monde crioit la loi salique! la loi salique! qu'on ne connoissoit que par ce peu de lignes qu'on répétoit si aisément, *filles n'héritent point de terres saliques*. Philippe-le-Long régna, et Jeanne fut oubliée.

Dès qu'il fut sacré, il convoqua, en 1317, une grande assemblée de notables, à la tête de laquelle étoit un cardinal nommé d'Arablai. L'université y fut appelée. Les membres laïques de cette assemblée qui savoient écrire signèrent *què filles n'héritent point du royaume*. Les autres firent apposer leurs sceaux à cet instrument authentique. Et, ce qui est fort étrange, les membres de l'université ne le signèrent point ; quoique la souscription d'une compagnie réputée alors la seule savante, et qu'on a nommée le concile perpétuel des Gaules, manquât à un acte si intéressant, il n'en fut pas moins regardé comme une loi fondamentale du royaume.

Cette loi eut bientôt son plein effet à la mort de Philippe-le-Long. Il ne laissoit que des filles, et comme il avoit succédé à son frère Louis Hutin, son frère Charles-le-Bel lui succéda avec l'applaudissement de la France. La mort poursuivoit ces trois jeunes frères. Leurs règnes ne remplirent en tout qu'une durée de treize ans. Charles-le-Bel en mourant ne laissa encore que des filles. Sa veuve, Jeanne d'Évreux, étoit enceinte, il falloit nommer un régent. Le droit à cette régence fut disputé par les deux plus proches parents, le jeune Édouard III, roi d'Angleterre, neveu des trois rois de France derniers morts, et Philippe, comte de Valois, leur cousin germain. Édouard étoit neveu par sa mère ; et Valois étoit cousin par son père. L'un alléguoit la proximité, l'autre sa descendance par les mâles. La cause fut jugée à Paris dans une nouvelle assemblée de notables, composée de pairs, de hauts-barons, et de tout ce qui pouvoit représenter la nation.

On décida d'une voix unanime que la mère d'Édouard n'avoit pu transmettre à son fils aucun droit

puisqu'elle n'en avoit pas. La cause des Anglois étoit bien mauvaise, mais ils disoient aux François : « Ce n'est pas à vous à décider, vous êtes juges et parties, nous en appelons à Dieu et à notre épée. » Edouard en ce genre devint le meilleur avocat de l'Europe, et Dieu fut pour lui.

PETITE DIGRESSION SUR LE SIÈGE DE CALAIS.

On nous peint ce prince comme le modèle de la bravoure et de la galanterie, ayant tout le bon sens dont les Anglois se piquoient, et tous les agréments qu'on louoit dans les François. Politique et vif, plein de valeur et de graces, opiniâtre et généreux. On lui reproche qu'au siège de Calais il exigea que six bourgeois vinssent lui demander pardon la corde au cou ; mais il faut songer que cette triste cérémonie étoit d'usage avec ceux qu'on regardoit comme ses sujets. Je n'ai jamais pu me persuader que le même roi qui les renvoya avec des présents eût en effet conçu le dessein de les faire étrangler, puisque dans le même temps, dès qu'il fut maître de Calais, il traita avec une générosité sans exemple des chevaliers françois qui voulurent rentrer dans Calais par trahison. Ces chevaliers, Charni et Ribault, malgré les lois de la guerre, prirent le temps d'une trêve pour ourdir leur perfidie. Ils corrompirent le gouverneur. Edouard, qui étoit alors à Londres, et qui en fut informé, daigna venir lui-même dans Calais avec son jeune fils, le fameux prince noir, reçut les armes à la main les François aux portes de la ville, s'attacha principalement à Ribault, le combattit long-temps comme dans un tournoi, l'abattit et en fut abattu, le prit enfin prison-

nier lui et tous ses compagnons. Quel châtement fit-il de ces braves, plus dangereux que six bourgeois de Calais, et, sans doute, plus coupables? Il les fit souper avec lui, et détacha de son bonnet un tour de perles dont il orna le bonnet de Ribauumont. Il fit plus, il se contenta de chasser le gouverneur de Calais, qui l'avoit trahi. C'étoit un Italien qui trahit en même temps le roi de France Philippe, et Philippe le fit écarteler. Je demande des deux rois, quel étoit le généreux, quel étoit le héros?

Je sais que depuis peu en France, dans des conjonctures très malheureuses, on a voulu flatter la nation, en lui peignant la prise de Calais comme un événement glorieux pour elle, après la bataille de Crécy, et comme déshonorant pour Édouard. Si on vouloit consoler et flatter le gouvernement françois; ce n'étoit pas la perte de Calais qu'il falloit célébrer; c'étoit l'héroïsme de François de Guise qui la reprit au bout de deux cent dix années. Il faut avouer qu'Édouard fut un terrible ennemi, ou du moins un terrible interprète de la loi salique.

Elle fut dans un plus grand danger quand le roi d'Angleterre, Henri V, fut reconnu roi de France par tous les ordres du royaume.

Elle ne fut pas moins foulée aux pieds dans les états de Paris, quand Philippe II se disposoit à donner la France à sa fille Claire Eugénie. Personne ne peut savoir ce qui seroit arrivé, si la cour d'Espagne avoit laissé le prince de Parme avec plus de troupes en France, et surtout si Henri IV n'avoit eu la politique de changer de religion, et le bonheur d'être en même temps éclairé par la grace.

Cette loi salique est sans doute affermie; elle sera

indisputable et fondamentale tant que la France aura le bonheur d'avoir des princes de cette maison unique dans le monde qui règne depuis treize siècles (1). Mais je suppose qu'un jour, dans vingt à trente siècles, il ne reste qu'une seule princesse de ce sang si auguste et si cher; que fera-t-on de ces lignes qui disent, *filles n'auront aucune portion de la terre*? Que fera-t-on de la devise, *les lis ne filent point*? On assemblera les états généraux; les descendants de nos secrétaires du roi, les chevaliers de Saint-Michel et de Saint-Lazare d'aujourd'hui, qui seront alors les ducs et pairs, les grands officiers de la couronne, les gouverneurs de province, brigueront le trône de la France. Je suppose que cette princesse, qui restera seule du sang royal, aura toutes les vertus que nous chérissons avec respect dans les princesses de nos jours; je suppose encore qu'elle sera très belle et très séduisante; en conscience, Messieurs des états généraux, lui refuserez-vous le trône où se seront assis ses pères pendant quatre mille ans, et cela sous prétexte qu'il ne faut pas que la Gaule passe de lance en quenouille?

(1) Il est vraisemblable que Hugues Capet descendoit d'une petite-fille de Charlemagne, et Charlemagne d'une fille de Clotaire II.

.....

OBSERVATIONS

DE CONDORCET

SUR LE XXIX^e LIVRE

DE

L'ESPRIT DES LOIS⁽¹⁾ .

LIVRE XXIX.

DE LA MANIÈRE DE COMPOSER LES LOIS.

CHAPITRE I. — *De l'esprit du législateur.*

CHAP. II. — *Continuation du même sujet.*

Je n'entends pas ce premier chapitre.

L'esprit d'un législateur doit être la justice, l'observation du droit naturel dans tout ce qui est proprement *loi*. Dans les réglemens sur la forme des jugemens ou des décisions particulières, il doit chercher la meilleure méthode de rendre ces décisions conformes à la loi et à la vérité. Ce n'est point par esprit de

(1) Ces observations ont paru pour la première fois à la suite d'un nouveau Commentaire sur l'Esprit des Loix, imprimé à Liège en 1817, et réimprimé à Paris cette année. M. le comte Destutt de Tracy vient de donner une nouvelle édition de ce Commentaire, dont il est l'auteur.

modération, mais par esprit de justice, que les lois criminelles doivent être douces, que les lois civiles doivent tendre à l'égalité, et les lois d'administration au maintien de la liberté et de la propriété.

Les deux exemples cités sont mal choisis. La simplicité des formes n'est pas contraire à la sûreté, soit de la personne, soit des biens, pour le maintien de laquelle les formes sont établies. Montesquieu semble le croire; mais il ne le prouve nulle part, et les injustices causées par les formes compliquées rendent l'opinion contraire au moins vraisemblable.

Le second exemple est ridicule. Qu'importe à la science de composer les lois que Cécilius ou Aulugelle aient dit une sottise?

Par esprit de modération, Montesquieu n'entendrait-il pas cet esprit d'incertitude qui altère par cent petits motifs particuliers les principes invariables de la justice? (*Voyez le chap. XVIII.*)

CHAPITRE III. — *Que les lois qui paroissent s'éloigner des vues du législateur y sont souvent conformes.*

Le premier devoir d'un législateur est d'être juste et raisonnable. Il est injuste de punir un homme pour n'avoir pas pris un parti, puisqu'il peut ou ignorer quel est le parti le plus juste, ou les croire tous deux coupables. Il est contre la raison de prononcer la peine d'infamie par une loi; l'opinion seule peut décerner cette peine. Si la loi est d'accord avec l'opinion, la loi est inutile; et elle devient ridicule, si elle est contraire à l'opinion.

Montesquieu ne se trompe-t-il pas sur l'intention de Solon? Il semble qu'elle étoit plutôt d'obliger le gros

de la nation à prendre parti dans les querelles entre un tyran, un sénat oppresseur, des magistrats iniques, et les défenseurs de la liberté, afin d'assurer à ceux-ci l'appui des citoyens bien intentionnés, mais que la crainte auroit empêchés de se déclarer.

C'étoit un moyen de changer en guerre civile toute insurrection particulière : mais ce motif étoit conforme à l'esprit des républiques grecques.

CHAPITRE IV. — *Des lois qui choquent les vues du législateur.*

Un bénéfice étant ou une fonction publique, ou une récompense, doit être donné au nom de l'état, et on doit savoir à qui l'état l'a donné. Un procès pour un bénéfice est donc une chose ridicule.

Si on regarde au contraire un bénéfice comme une propriété, et le droit de le donner comme une autre espèce de propriété, alors la loi citée est évidemment injuste.

Comment dans l'*Esprit des Lois* Montesquieu n'a-t-il jamais parlé de la justice ou de l'injustice des lois qu'il cite, mais seulement des motifs qu'il attribue à ces lois? Pourquoi n'a-t-il établi aucun principe pour apprendre à distinguer, parmi les lois émanées d'un pouvoir légitime, celles qui sont injustes et celles qui sont conformes à la justice? Pourquoi, dans l'*Esprit des Lois*, n'est-il question nulle part de la nature du droit de propriété, de ses conséquences, de son étendue, de ses limites?

CHAPITRE V. — *Continuation du même sujet.*

Je ne sais pourquoi Montesquieu appelle une loi ce serment qui étoit aussi imprudent que barbare. Une loi qui ordonneroit de détruire une ville, parceque ses habitants en ont détruit une autre, peut être très injuste; mais elle ne seroit pas plus contraire aux vues du législateur que la loi qui décerne la peine de mort contre les assassins, dans la vue d'empêcher les meurtres.

Il existe près de nous tant de lois importantes qui contrarient les vues pour lesquelles le législateur les a établies, qu'il est bien étrange que l'auteur de l'*Esprit des Lois* ait été choisir ces deux exemples.

Cette observation se présente souvent, et l'on peut en donner la raison. (*Voyez chap. XVI.*)

CHAPITRE VI. — *Que les lois qui paroissent les mêmes n'ont pas toujours le même effet.*

La loi de César étoit injuste et absurde. Quelle étoit donc la tyrannie de cet homme si clément, s'il s'étoit arrogé le droit de fouiller les maisons des citoyens, d'enlever leur argent, etc. ! et s'il n'employoit pas ces moyens, à quoi servoit sa loi ? D'ailleurs elle devoit augmenter la masse des dettes, et elle n'auroit pu être utile aux débiteurs qu'en diminuant l'intérêt de l'argent. Or, la liberté du commerce est le seul moyen de produire cet effet. Toute autre loi n'est propre qu'à faire hausser l'intérêt au-dessus du taux naturel.

La loi de César n'étoit vraisemblablement qu'un brigandage, et celle de Law étoit de plus une extravagance. (*Voir Dion Cassius, liv. XLI.*)

CHAPITRE VII. — *Continuation du même sujet.**Nécessité de bien composer les lois.*

L'ostracisme étoit une injustice. On n'est point criminel pour avoir du crédit, des richesses, ou de grands talents. C'étoit de plus un moyen de priver la république de ses meilleurs citoyens, qui n'y rentroient ensuite qu'à la faveur d'une guerre étrangère ou d'une sédition.

Et comment la *nécessité de bien composer les lois*, et, ce qui en devoit être la suite, les principes d'après lesquels on doit les composer, sont-ils établis par l'exemple de deux mauvaises lois établies dans deux villes grecques?

Il s'agit de donner aux hommes les lois les plus conformes à la justice, à la nature, et à la raison; il s'agit de composer ces lois de manière qu'elles puissent être bien exécutées et qu'on n'en abuse point; et l'auteur de l'*Esprit des Lois* fait l'éloge d'une loi absurde des Athéniens! Jamais d'analyses, jamais de discussions, jamais aucun principe précis; toujours un ou deux exemples qui le plus souvent ne prouvent qu'une chose, c'est qu'il n'y a rien de si commun que les mauvaises lois.

CHAPITRE VIII. — *Que les lois qui paroissent les mêmes n'ont pas toujours eu le même effet.*

La liberté de faire des substitutions dérive, dans les lois romaines comme dans les nôtres, du principe que le droit de propriété s'étend jusqu'à la disposition des biens après la mort. Ce principe est assez générale-

ment établi, parceque presque partout ce sont les possesseurs actuels qui dans l'origine ont fait les lois. Si les Romains vouloient perpétuer certains sacrifices, comme nous voulons perpétuer certains titres, il est vraisemblable que la vanité en étoit également le motif. C'étoit toujours un représentant qu'on se choisissoit dans l'avenir.

CHAPITRE IX. — *Que les lois grecques et romaines ont puni l'homicide de soi-même, sans avoir le même motif.*

Dans quel pays de la Grèce punissoit-on le suicide? et quelle étoit la peine établie?

Montesquieu n'en dit rien. Aussi trouve-t-on que Platon ne parle dans ce dialogue d'aucune loi établie, mais de celles qu'il faudroit établir. Il veut, par exemple, qu'un esclave qui tueroit un homme libre en se défendant soit puni de mort, etc. Quant aux suicides, Platon conseille à leurs parents de les enterrer sans cérémonie, sans inscription, et de consulter dévotement les prêtres sur la forme des sacrifices expiatoires.

Enfin ce mot: *Sera puni*, n'est pas dans Platon; et voilà comment Montesquieu cite Platon, et comment il prouve qu'en Grèce on punissoit le suicide.

A Rome, si l'on se donnoit la mort avant d'être condamné, on évitoit la confiscation des biens, la privation de la sépulture, etc. Les empereurs déclarèrent donc que les accusés qui se tueroient pour prévenir la condamnation seroient traités comme s'ils avoient été condamnés. Les lois qui prononçoient la confiscation après la condamnation étoient injustes: celles qui privent les condamnés de la sépulture peuvent être

barbares : mais il ne s'agit pas dans tout cela de peine contre le suicide.

On fait grâce en Angleterre de certaines peines à ceux qui savent lire. Supposons qu'on eût fait une loi pour priver de cette grâce ceux qui apprennent à lire pendant le procès : dira-t-on qu'on a établi des peines en Angleterre contre ceux qui apprennent à lire ?

CHAPITRE X. — *Que les lois qui paroissent contraires dérivent quelquefois du même esprit.*

Pour que l'exemple réponde au titre, il faudroit que la loi françoise eût pour motif le principe de respecter l'asile d'un citoyen.

Et pour que le titre réponde à l'exemple, il faudroit dire qu'on étend plus ou moins dans différents pays les conséquences d'un même principe.

Mais alors le titre n'eût pas eu l'air profond.

Montesquieu auroit pu observer que du même principe, du respect pour la vie des hommes, on peut déduire ou des lois douces, ou des lois sévères jusqu'à l'atrocité ; et il auroit fallu en conclure que tout autre principe que celui de la justice peut conduire à de fausses conséquences.

CHAPITRE XI. — *De quelle manière deux lois diverses peuvent être comparées.*

Pour que le principe établi dans ce chapitre fût vrai, il faudroit qu'un système de lois où il en entreroit d'injustes, pût être bon. Autrement il est beaucoup plus simple de juger séparément chaque loi, de voir si elle ne choque pas la justice, le droit naturel. Si elle

y est contraire, alors il faut la rejeter, et dans le cas où elle auroit une utilité locale, la remplacer par une autre loi qui auroit les mêmes effets sans blesser la justice.

Dans l'exemple cité il falloit, 1^o distinguer le faux témoignage regardé en lui-même comme un crime, et le faux témoignage considéré seulement comme un attentat contre la vie, l'honneur d'un citoyen, et prouver que c'est sous ce point de vue seul qu'il est un délit; 2^o il falloit montrer que la loi de France non seulement n'est pas nécessaire, mais qu'elle est mauvaise; non en ce qu'elle punit de mort, dans une affaire capitale, celui qui a causé par un faux témoignage la mort d'un innocent, mais parcequ'elle autorise à poursuivre comme faux témoin celui qui, après la confrontation, se rétracteroit ou dont le faux témoignage seroit découvert; qu'elle n'est par conséquent qu'un obstacle de plus opposé à la justification d'un innocent accusé; 3^o de ce qu'il est difficile en Angleterre de faire périr un innocent, par un faux témoignage, il ne s'ensuit pas que l'on ne doive point regarder ce crime, lorsqu'il est commis, comme un crime capital.

Ainsi non seulement le principe exposé dans ce chapitre est très incertain, mais le fait employé comme exemple ne s'y applique point.

Qu'on nous permette seulement d'être un peu surpris que la barbarie de la torture, le refus injuste et tyrannique d'admettre à la preuve de faits justificatifs, et la loi équivoque et peut-être trop rigoureuse contre les faux témoins, soient présentés par Montesquieu comme formant un système de législation dont il faille examiner l'ensemble. Si c'est un persiflage, il n'est pas assez marqué.

CHAPITRE XII. — *Que les lois qui paroissent les mêmes sont réellement quelquefois différentes.*

Ce chapitre ne contient rien que de juste. Mais le titre semble annoncer la prétention de dire une chose extraordinaire que le chapitre ne justifie pas. Cette proposition, *Le receleur doit être puni de la même peine que le voleur*, n'est pas une loi, mais une maxime générale, vraie ou faussée. Si elle est vraie, la loi de France et la loi romaine sont également bonnes ou mauvaises, soit lorsqu'elles statuent contre le voleur, soit lorsqu'elles statuent contre le receleur; si elle est fausse, toutes deux sont nécessairement mauvaises par rapport à l'un des deux.

CHAPITRE XIII. — *Qu'il ne faut point séparer les lois de l'objet pour lequel elles sont faites. — Des lois romaines sur le vol.*

La distinction entre le vol manifeste et le vol non manifeste n'a pas besoin d'une explication tirée des lois de Lacédémone. La différence de la peine peut n'avoir eu d'autre motif que la certitude de l'un de ces vols et la difficulté de prouver l'autre. Et comme le second n'étoit puni que par une amende, cette distinction n'est pas déraisonnable, parcequ'un receleur, un acheteur imprudent ou à demi de mauvaise foi, pouvoient être sans injustice condamnés à cette amende du double. Il y a des cas où nos tribunaux font grâce de la vie, et condamnent aux galères perpétuelles un assassin, un empoisonneur, sous prétexte qu'ils ne sont pas absolument convaincus, mais seulement à très peu près. C'est

une jurisprudence assez naturelle chez un peuple encore à demi sauvage, qui regarde la punition des crimes plus comme un acte de vengeance réglé par la loi, que comme un acte de justice.

La distinction entre la peine des pubères et des impubères n'a besoin, pour être entendue, ni des lois de Lacédémone, ni des raisonnements de Platon sur les lois de l'île de Crète. Elle est fondée sur ce que les impubères sont supposés n'avoir ni l'usage de leur raison, ni la connoissance distincte des lois de la société.

CHAPITRE XIV. — *Qu'il ne faut pas séparer les lois des circonstances dans lesquelles elles ont été faites.*

J'avouerai qu'il m'est encore impossible d'apercevoir la moindre liaison entre le titre de ce chapitre et le premier article.

On voit clairement que Montesquieu avoit rassemblé une foule de notes sur les lois de tous les peuples, et que pour faire son ouvrage il les a rangées sous différents titres. Voilà toute cette méthode dont on lui a fait tant d'honneur, et qui n'existe que dans la tête de ceux qui refont son livre d'après leurs idées.

De ce qu'un médecin qui ne réussit pas dans le traitement d'un malade qui lui a donné sa confiance librement n'appartient à aucun corps, il ne s'ensuit pas qu'on doive le punir; et qu'au contraire il ne mérite aucune punition, lorsqu'ayant un privilège exclusif de me traiter, il m'a empêché, en vertu de son privilège, de m'adresser à un autre qui m'auroit guéri.

Est-ce qu'en France les chirurgiens et les apothicaires ne sont pas interdits ou condamnés à des dommages, lorsqu'ils se rendent coupables d'impéritie? Si on ne

punit pas les médecins, c'est qu'il seroit très rare de pouvoir les convaincre d'avoir eu tort ; au lieu que la preuve contre les chirurgiens et les apothicaires est souvent très facile (1).

CHAPITRE XV. — *Qu'il est bon quelquefois qu'une loi se corrige elle-même.*

Tout homme qui tue un autre homme est coupable d'homicide, sinon d'assassinat, à moins qu'il ne l'ait tué à son corps défendant, pour sauver sa vie ou celle d'un autre ; et pour être regardé comme innocent, il faut que cette excuse soit au moins probable.

La loi des douze tables étoit mauvaise. D'ailleurs, Montesquieu vent-il dire autre chose, sinon qu'une loi peut exiger quelques modifications, distinguer certaines circonstances ? Tout cela est vrai et commun, et il pouvoit le dire d'une manière plus simple et plus utile.

CHAPITRE XVI. — *Choses à observer dans la composition des lois.*

L'auteur commence dans ce chapitre à traiter le sujet annoncé par le titre du livre. Ce qu'il dit est vrai en général, mais n'est ni assez approfondi, ni assez déve-

(1) Ajoutons : Qu'est-ce qu'un médecin d'une condition plus basse qu'un autre médecin ? et cette condition *plus basse* est-elle une bonne raison de condamner ce médecin à la mort, pour la même faute pour laquelle le médecin d'une condition *un peu relevée* n'est condamné qu'à la déportation ? Tout cela fait frémir le bon sens.

loppé. (Voyez *les remarques sur le chap. XIX.*) D'ailleurs ce chapitre XVI renferme beaucoup de choses inexactes.

Le testament attribué à Richelieu emploie une expression vague, mais cette phrase n'est pas une loi ; et Montesquieu pouvoit trouver dans nos lois, ou dans celles des peuples voisins, des exemples plus frappants. Le chancelier de l'Hôpital crut devoir faire déclarer Charles IX majeur à quatorze ans commencés ; mais ni lui, ni personne n'imaginèrent jamais d'en donner d'autres raisons sérieuses que celles qu'on ne pouvoit avouer publiquement.

Ce n'est pas dans des lois qu'on a cité ni la rondeur de la couronne, ni les nombres de Pythagore.

L'édit de proscription de Philippe II n'est pas une loi.

Quoi ! notre jurisprudence criminelle est remplie de lois vagues qui conduisent des juges ignorants et féroces à des barbaries honteuses ; et Montesquieu dédaigne d'en parler, et il va chercher ses exemples dans des lois oubliées !

Il reproche aux lois du Bas-Empire leur style ; mais c'est confondre le préambule d'une loi avec la loi. Lorsqu'un peuple se donne à lui-même des lois, il n'a pas besoin d'en développer les motifs, et souvent il n'en pourroit donner d'autres que sa volonté. Mais lorsqu'un seul homme dicte des lois à toute une nation, le respect dû à la nature humaine lui impose le devoir de rendre raison de ses lois, de montrer qu'il ne prescrit rien que de conforme à la justice, à la saine raison, à l'intérêt général.

Les ministres des empereurs eurent tort s'ils écrivirent ces préambules comme des rhéteurs ; mais ils

avoient raison de les regarder comme nécessaires, et Montesquieu devoit faire cette distinction (1).

CHAPITRE XVII. — *Mauvaise manière de donner des lois.*

Les lois doivent statuer sur des objets généraux et non sur des questions particulières; et les rescrits des empereurs ne peuvent être regardés que comme des interprétations données par le législateur. Or, de telles interprétations ne peuvent avoir ni effet rétroactif, ni force de loi, tant qu'elles ne seront pas revêtues de la forme authentique qui caractérise les lois.

Une loi de Caracalla étoit une loi, et pouvoit être une loi absurde; un rescrit de Marc-Aurèle ou de Julien, fût-il un oracle de sagesse, ne devoit pas être regardé comme une loi, avant qu'un édit lui en eût donné la sanction.

Justinien put avoir tort de donner force de loi à plusieurs de ces rescrits, s'ils contenoient des dispositions absurdes; mais ce n'étoit point parcequ'ils avoient

(1) Ou plutôt il ne devoit pas la faire. Tout délégué du peuple, agissant pour lui, doit lui rendre compte de ses motifs: et quand il seroit possible que le peuple entier agisse, il feroit encore bien de se rendre compte à lui-même de ses raisons. Il en agiroit plus sagement. Condorcet lui-même dit, au chap. 17, que tout législateur pouvant se tromper, doit dire le motif qui l'a déterminé.

Il y a encore une raison pour que tout législateur donne ses motifs; c'est que ces motifs, fussent-ils bons, s'ils ne sont pas de nature à être goûtés généralement, il n'est pas encore temps de rendre la loi; et qu'au contraire s'il parvient à les faire goûter, il est bien plus près d'amener la nation à toutes les bonnes conséquences qui en dérivent, que s'il avoit fait passer la loi toute seule par autorité ou par surprise. (*Note de M. de Tracy.*)

*image
not
available*

plaire qu'aux gens de loi qui craignent de voir diminuer le nombre des procès, et aux négociants qui craignent tout ce qui rend les opérations du commerce faciles et simples. Ce qu'on a proposé à cet égard, avec l'approbation universelle de tous les hommes éclairés, c'est de déterminer une mesure naturelle, fixe et invariable, qu'on pût toujours retrouver; de l'employer à former des mesures de longueur, de superficie, de contenance, et de poids; de manière que les divisions successives en mesure et en poids moindres, fussent exprimées par des nombres simples et commodes pour les divisions; d'établir ensuite d'une manière publique et légale et par les moyens exacts que fournit la physique le rapport précis de toutes les mesures usitées dans un pays avec la mesure nouvelle, ce qui prévient pour jamais toute espèce de procès pour la valeur de ces mesures; la nouvelle mesure auroit été adoptée par le gouvernement, les assemblées d'état, les communautés, etc. Les particuliers auroient eu la liberté de se servir de telles mesures qu'ils auroient voulu.

Ce changement se seroit donc fait sans aucune gêne, sans aucun trouble pour le commerce: et jamais personne n'a proposé une autre opération.

5° Comme la vérité, la raison, la justice, les droits des hommes, l'intérêt de la propriété, de la liberté, de la sûreté, sont les mêmes partout, on ne voit pas pourquoi toutes les provinces d'un état, ou même tous les états, n'auroient pas les mêmes lois criminelles, les mêmes lois civiles, les mêmes lois de commerce, etc. Une bonne loi doit être bonne pour tous les hommes, comme une proposition vraie est vraie pour tous. Les lois qui paroissent devoir être différentes suivant les différents pays, ou statuent sur des

objets qu'il ne faut pas régler par des lois, comme sont la plupart des réglemens de commerce, ou bien sont fondées sur des préjugés, des habitudes, qu'il faut déraciner; et un des meilleurs moyens de les détruire est de cesser de les soutenir par des lois.

6° L'uniformité dans les lois peut s'établir sans trouble, sans que le changement produise aucun mal.

On en convient pour l'établissement d'une bonne jurisprudence criminelle. Mais quel trouble produira celui d'un code civil? Il changera l'ordre de la distribution des successions. Mais une succession qu'on attend n'est pas un droit de propriété : il ne résulte de même aucun droit d'un testament avant la mort du testateur. Les conventions faites avant la nouvelle loi conserveront toute leur force, à moins qu'elles ne soient contraires au droit naturel. Les conventions sont de trois espèces : ou leur exécution est instantanée, ou elle dure un temps fixe, ou elle est perpétuelle. Dans les deux premiers cas, l'exécution des conventions faites avant la loi nouvelle peut être jugée d'après l'ancienne jurisprudence, sans nuire à l'uniformité des lois. Dans le dernier, elle y pourroit nuire, mais l'exécution perpétuelle d'une convention ne peut naître du droit de propriété; elle est uniquement fondée sur la sanction de la loi; et par conséquent le législateur doit, par la nature des choses, conserver le droit de changer ces conventions, en conservant le droit véritable et originaire de chacune des parties ou de ses ayant-cause.

Si on établit un mode de jurisprudence uniforme et simple, il s'ensuivra que les gens de loi perdront l'avantage de posséder exclusivement la connoissance des formes; que tous les hommes sachant lire seront également habiles sur cet objet; et il est difficile d'ima-

giner qu'on puisse regarder cette égalité comme un mal.

7° Ce n'est point une petite vue que l'idée d'une uniformité qui donneroit à tous les habitants d'un pays des idées précises sur des objets essentiels, une connoissance plus nette de leurs intérêts, et qui diminueroit l'inégalité entre les hommes, relativement à la conduite de la vie et des affaires.

8° Un fermier-général disoit aussi en 1775 : *Pourquoi faire des changements ? est-ce que nous ne sommes pas bien ?* La répugnance à changer ne peut être raisonnable que dans ces deux circonstances : 1° lorsque les lois d'un pays approchent tellement d'être conformes à la raison et à la justice, que les abus sont si petits que l'on ne peut espérer du changement aucun avantage sensible ; 2° dans celle où l'on croiroit qu'il n'y a aucun principe certain, d'après lequel on puisse se diriger d'une manière sûre dans l'établissement des lois nouvelles. Or, toutes les nations qui existent sont bien éloignées du premier point, et on ne peut plus être de la seconde opinion.

9° *La grandeur du génie* est une de ces phrases vagues qui frappent les petits esprits et qui les séduisent, qui plaisent aux hommes corrompus, et sont adoptées par eux : les uns, parcequ'ils ne voient rien, aiment à croire que la lumière n'existe pas ; les autres, qui la craignent, voudroient que personne ne s'avisât d'ouvrir les yeux.

10° *Lorsque les citoyens suivent les lois, qu'importe qu'ils suivent la même ?* Il importe qu'ils suivent de bonnes lois ; et comme il est difficile que deux lois différentes soient également justes, également utiles, il importe encore qu'ils suivent la meilleure ; il importe

enfin qu'ils suivent la même, par la raison que c'est un moyen de plus d'établir de l'égalité entre les hommes. Quel rapport le cérémonial tartare ou chinois peut-il avoir avec les lois ? Cet article semble annoncer que Montesquieu regardoit la législation comme un jeu, où il est indifférent de suivre telle ou telle règle, pourvu qu'on suive la règle établie, quelle qu'elle puisse être. Mais cela n'est pas vrai, même des jeux. Leurs règles, qui paroissent arbitraires, sont fondées presque toutes sur des raisons que les joueurs sentent vaguement, et dont les mathématiciens, accoutumés au calcul des probabilités, sauroient rendre compte.

CHAPITRE XIX. — *Des législateurs.*

Montesquieu confond ici les législateurs avec les écrivains politiques qui ont proposé des systèmes de législation.

Est-il bien sûr qu'Aristote ait eu une intention si marquée de contredire Platon ?

Ce que nous savons des républiques grecques nous donne lieu de croire que leur législation étoit très imparfaite à quelques égards, et surtout très compliquée. Plus la législation d'un état sera simple, mieux il sera gouverné.

Qu'a de commun César Borgia avec la législation ? Les discours de Machiavel sur Tite Live, son histoire de Florence, renferment beaucoup de vues politiques qui annoncent, si l'on a égard au siècle où vivoit Machiavel, un esprit vaste et profond : mais il n'a certainement pas songé, en les écrivant, à César Borgia. Quant au livre intitulé *le Prince*, quant à la *Vie de Castrocami*, etc., ce sont des ouvrages où Machiavel déve-

loppe comment un scélérat peut s'y prendre pour voler, assassiner, etc., avec impunité. Cesar Borgia passa quelque temps pour être un bon modèle en ce genre ; mais il ne s'agit point là de législation.

Pourquoi Montesquieu n'a-t-il pas compté Locke parmi les législateurs ? Est-ce qu'il a trouvé les lois de la Caroline trop simples ?

Nous scra-t-il permis de placer ici quelques idées sur le sujet de ce livre. Nous distinguerons d'abord le cas où il s'agiroit de donner à un peuple une législation nouvelle ; celui où l'on ne statue que sur une branche plus ou moins étendue de la législation ; celui enfin où la loi n'a qu'un objet particulier.

Dans le premier cas, il est d'abord essentiel de fixer les objets sur lesquels le législateur doit statuer.

Ces objets sont,

1^o Les lois qui ont pour but de défendre les citoyens contre la violence ou contre la fraude ; ce sont les lois criminelles.

2^o Les lois de police. Elles se partagent en deux classes. Les unes ont pour objet de déterminer les sacrifices que chaque citoyen peut être obligé de faire de sa liberté au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique. C'est un véritable droit que l'homme acquiert en vivant en société, et par conséquent il n'est pas injuste de soumettre les individus à sacrifier à ce droit une partie de leur liberté. La deuxième espèce des lois de police a pour objet de régler la jouissance des choses communes, comme les rues, les chemins, etc.

3^o Les lois civiles, qui se distinguent en cinq espèces : celles qui déterminent à qui doit appartenir la propriété, comme les lois sur les successions, etc. ;

celles qui règlent les moyens d'acquérir la propriété, comme les lois sur les ventes; celles qui règlent l'exercice du droit de propriété dans les cas où cet exercice peut nuire à la propriété d'un tiers; celles qui assurent la propriété, comme les lois sur les hypothèques, sur les débiteurs, etc.; celles enfin qui statuent sur l'état des personnes.

Sur tous ces objets il faut des lois de deux espèces. Les premières sont les principes d'après lesquels chaque question doit être décidée; les autres règlent la forme suivant laquelle elle doit l'être.

4° Les lois politiques qui règlent, 1° l'exercice du droit de législation; 2° la manière d'employer la force publique au maintien de la sûreté extérieure; 3° les moyens de l'employer à assurer l'exécution des lois; 4° la manière de traiter au nom de la nation avec les étrangers; 5° les dépenses qui doivent être faites aux frais de la nation; 6° les impôts.

Nous ne parlons pas des lois de commerce, parce que le commerce doit être absolument libre, et n'a besoin d'aucune autre loi que de celles qui assurent les propriétés.

Ensuite il faut sur chaque partie réduire à des questions générales, simples, et en un aussi petit nombre qu'on pourra, toutes les questions particulières qui peuvent se présenter, et examiner pour chacune,

1° Si elle doit être décidée par une loi;

2° Si, d'après les règles de la justice, la raison ne fournit pas une réponse à la question.

Si la raison fournit une réponse, il faut la suivre, sinon, on choisira le parti qui paroîtra le plus conforme à l'utilité publique.

Il ne suffit pas que ces lois soient claires, il faut

qu'elles ne contiennent que des mots d'un sens précis et déterminé; et toutes les fois qu'une loi en emploiera d'autres, ces mots seront définis avec une exactitude scrupuleuse.

Comme tout législateur peut se tromper, il faut joindre à chaque loi le motif qui a décidé à la porter. Cela est nécessaire, et pour attacher à ces lois ceux qui y obéissent, et pour éclairer ceux qui les exécutent; enfin pour empêcher des changements pernicious, et faciliter en même temps ceux qui sont utiles. Mais l'exposition de ces motifs doit être séparée du texte de la loi, comme dans un livre de mathématiques on peut séparer la suite de l'énoncé des propositions, de l'ouvrage même qui en contient les démonstrations. Une loi n'est autre chose que cette proposition : *Il est juste ou raisonnable que.....* (Suit le texte de la loi.)

Si l'on ne veut donner qu'une branche particulière de législation, il faut avoir soin de la circonscrire avec exactitude, examiner après l'avoir réglée selon la raison et la justice, si elle n'est en contradiction avec aucune loi établie, et détruire soigneusement toutes celles-ci, comme on détruit toutes les racines d'un mal qu'on veut extirper. Cependant il vaudroit mieux laisser subsister une bonne loi en contradiction avec une mauvaise qu'on n'auroit pu détruire, que de laisser la mauvaise seule.

Pour une loi particulière, si l'on veut être sûr qu'elle soit bonne, il faudra l'examiner, non pas isolée, mais dans son rapport avec toutes celles qui doivent entrer dans un bon système de lois pour la branche de législation à laquelle elle appartient, et avec l'état actuel de cette branche de législation. Alors il peut arriver, ou

que la loi qu'on veut faire doive entrer dans un bon système de législation, ou qu'elle ne soit utile et juste que parcequ'elle s'oppose à l'injustice qui résulte d'une mauvaise loi qu'on ne peut changer.

Dans le premier cas, il faut se conformer à la justice absolue ; dans le second , à la justice relative. Dans le premier, la loi doit être présentée comme une véritable loi ; dans le second, comme une modification de la mauvaise loi qu'elle corrige.

Plus l'objet de la loi est particulier, plus il importe que le législateur expose ses motifs. Il est beaucoup plus aisé de saisir l'esprit d'une législation générale ou d'une branche de législation, que celui d'une loi isolée.

Il seroit bon de régler dans une législation générale un moyen de réformer les lois qui entraînent des abus, sans qu'on soit obligé d'attendre que l'excès de ces abus ait fait sentir la nécessité de la réforme.

Il y a des lois qui doivent paroître au législateur faites pour être éternelles ; il y en a d'autres qui doivent vraisemblablement être changées. Ces deux classes de lois doivent être distinguées dans la rédaction.

Par exemple, cette loi, *les impôts seront toujours établis proportionnellement au produit net des terres*, peut être regardée comme une loi fondée sur la nature des choses (1).

Mais la loi qui fixe la manière d'évaluer le produit peut être variable, parcequ'il est possible de perfec-

(1) On voit qu'à l'époque où Condorcet a écrit ceci il partageoit encore les opinions des économistes françois les plus exclusifs. Il prouve lui-même la sagesse profonde de l'expression dont il vient de se servir : *Il y a des lois qui doivent paroître au législateur faites pour être éternelles*. Les hommes, en effet, ne peuvent jamais répondre de l'avenir sous aucun rapport. (Note de M. de Tracy.)

tionner la méthode qu'il faut employer dans ces évaluations.

Il est encore plus important de distinguer les lois qui ne sont que pour un temps. Le chancelier de l'Hôpital, dans un édit de pacification, porta peine de mort contre ceux qui briseroient des images. Il est clair que cette loi, trop rigoureuse, n'avoit pour objet que de prévenir des imprudences qui pouvoient rallumer la guerre civile ; et c'est en vertu de cette loi, regardée comme perpétuelle contre toute raison, que le parlement de Paris a eu la barbarie de condamner le chevalier de La Barre. Même en supposant la loi juste, il eût fallu statuer qu'elle cesseroit d'être exécutée au bout de tant d'années, à moins que la continuation des troubles n'obligeât de la renouveler.

Ce que dit Montesquieu, chapitre xvi, sur les énonciations en monnoie, n'est pas suffisant. Non seulement il faut y ajouter toujours leur évaluation en valeurs réelles, mais il faut, suivant les cas, faire cette évaluation ou en métal, ou en denrées ; et l'évaluation en denrées doit être faite d'après le prix moyen du blé en Europe, du riz en Asie, parceque la denrée qui sert de nourriture principale et habituelle au peuple, est la seule dont on puisse regarder la valeur comme constante ; et si la manière de vivre changeoit, il faudroit faire une autre évaluation.

Nous avons dit qu'il y avoit des choses qu'il faut évaluer en métal (1). Tel est l'intérêt d'une somme d'argent prêtée, qui doit toujours être la même partie du poids total ; tel est l'intérêt de l'achat d'une maison,

(1) Cette distinction n'est point fondée. Une somme d'argent est une valeur déterminée. Au moment où on la prête, on doit faire en sorte que l'intérêt qu'on en paie, soit toujours la même

d'un meuble, etc. ; tandis que l'intérêt de l'achat d'une terre doit être évalué en denrées.

Les lois doivent être rédigées suivant un ordre systématique, de manière qu'il soit facile d'en saisir l'ensemble et d'en suivre les détails.

C'est le seul moyen de juger s'il ne s'y est pas glissé de contradictions ou d'omissions, si les questions qui se présentent dans la suite ont été prévues ou non.

C'est le seul moyen de bien voir, lorsqu'une réforme devient nécessaire, sur quelle partie de l'ancienne loi elle doit porter ; et alors la réforme doit être faite de manière qu'on puisse, sans altérer l'unité du système de la loi, substituer la loi nouvelle à celle que l'on réforme.

Ces réflexions sont simples : elles ne forment qu'une petite partie de ce qui doit entrer dans un ouvrage sur la manière de composer les lois : elles sont nécessaires, et Montesquieu n'a pas daigné s'en occuper.

portion qu'il a été convenu de donner annuellement de cette valeur, telle qu'elle étoit au moment du prêt. L'emprunteur a pu en acheter tout de suite une valeur égale de biens susceptibles d'accroissement ou de décroissement. (*Note de M. de Tracy.*)

LETTRE D'HELVÉTIUS

A MONTESQUIEU,

SUR SON MANUSCRIT

DE L'ESPRIT DES LOIS ⁽¹⁾.

Sans date.

J'ai relu jusqu'à trois fois, mon cher président, le manuscrit que vous m'avez fait communiquer. Vous m'aviez vivement intéressé pour cet ouvrage à la Brède. Je n'en connoissois pas l'ensemble. Je ne sais si nos têtes françoises seront assez mûres pour en saisir les grandes beautés ; pour moi, elles me ravissent. J'ad-

(1) L'on a imprimé dans plusieurs papiers publics que M. Helvétius, lors du grand succès de l'Esprit des Loix, en avoit témoigné sa surprise à quelques uns de ses amis intimes. Voici l'anecdote telle qu'on la tient de M. Helvétius. Il étoit l'ami du président de Montesquieu, et passoit beaucoup de temps avec lui dans sa terre de la Brède, pendant sa tournée de fermier-général. Dans leurs conversations philosophiques, le président communiquoit à son ami ses travaux sur l'Esprit des Loix. Il lui fit ensuite passer le manuscrit avant de l'envoyer à l'impression. Helvétius, qui aimoit l'auteur autant que la vérité, fut alarmé, en lisant l'ouvrage, des dangers qu'alloit courir la réputation de Montesquieu. Il avoit souvent combattu de vive voix et par lettres des opinions qu'il croyoit d'autant plus dangereuses qu'elles alloient être consacrées en maximes politiques par un des plus beaux génies de la France, et dans un livre étincelant d'esprit et rempli des plus grandes vérités. Sa modestie naturelle et son admiration pour l'auteur des Lettres Persanes le mettant en défiance de son propre jugement, il pria Montesquieu de permettre qu'il commu-

mire l'étendue du génie qui les a créées, et la profondeur des recherches auxquelles il a fallu vous livrer pour faire sortir la lumière de ce fatras de lois barbares dont j'ai toujours cru qu'il y avoit si peu de profit à tirer pour l'instruction et le bonheur des hommes. Je vous vois, comme le héros de Milton, pataugeant au milieu du chaos, sortir victorieux des ténèbres. Nous allons être, grace à vous, bien instruits de l'esprit des législations grecques, romaines, vandales, et wisigothes; nous connoissons le dédale tortueux au travers duquel l'esprit humain s'est traîné pour civiliser quelques malheureux peuples opprimés par des tyrans ou des charlatans religieux. Vous nous dites: Voilà le monde, comme il s'est gouverné, et comme il se gouverne encore. Vous lui prêtez souvent une raison et une sagesse qui n'est au fond que la vôtre, et dont il sera bien surpris que vous lui fassiez les honneurs.

niquât son manuscrit à un ami commun, M. Saurin, auteur de *Spartaeus*, esprit solide et profond, que tous deux estimoient comme l'homme le plus vrai et le juge le plus impartial. Saurin fut du même avis qu'Helvétius. Quand l'ouvrage eut paru, et qu'ils en virent le prodigieux succès, sans changer d'opinion, ils se turent en respectant celle du public et la gloire de leur ami.

Il convenoit d'imiter leur silence tant que les erreurs du président de Montesquieu n'étoient dans son livre qu'en théorie: mais aujourd'hui qu'elles viennent à l'appui de grands préjugés, et que les passions particulières les érigent en principes pratiques, il est important de les discuter et de mettre sous les yeux du public les jugemens que les amis de Montesquieu adressoient à lui-même. L'amitié pour les grands hommes après leur mort iroit trop loin si elle s'étendoit jusqu'à respecter les erreurs qu'ils auroient eux-mêmes désavouées s'ils en avoient reconnu les dangers. On ne croit donc plus trahir les intentions de M. Helvétius en publiant quelques unes de ses lettres à Montesquieu. Elles ont paru utiles dans les circonstances actuelles. (*Note de l'éditeur de l'édition de 1795, 12 vol. in-18.*)

Vous composez avec le préjugé comme un jeune homme, entrant dans le monde, en use avec les vieilles femmes qui ont encore des prétentions, et auprès desquelles il ne veut qu'être poli et paroître bien élevé. Mais aussi ne les flattez-vous pas trop ? Passe pour les prêtres. En faisant leur part de gâteau à ces cerbères de l'église, vous les faites taire sur votre religion : sur le reste, ils ne vous entendront pas. Nos robins ne sont en état ni de vous lire ni de vous juger. Quant aux aristocrates et à nos despotes de tout genre, s'ils vous entendent, ils ne doivent pas trop vous en vouloir ; c'est le reproche que j'ai toujours fait à vos principes. Souvenez-vous qu'en les discutant à la Brède, je convenois qu'ils s'appliquoient à l'état actuel ; mais qu'un écrivain qui vouloit être utile aux hommes devoit plus s'occuper de maximes vraies dans un meilleur ordre de choses à venir que de consacrer celles qui sont dangereuses, du moment que le préjugé s'en empare pour s'en servir et les perpétuer. Employer la philosophie à leur donner de l'importance, c'est faire prendre à l'esprit humain une marche rétrograde, et éterniser des abus que l'intérêt et la mauvaise foi ne sont que trop habiles à faire valoir. L'idée de la perfection ne fait à la vérité qu'amuser nos contemporains ; mais elle instruit la jeunesse et sert à la postérité. Si nos neveux ont le sens commun, je doute qu'ils s'accommodent de nos principes de gouvernement, et qu'ils adaptent à des constitutions, sans doute meilleures que les nôtres, vos balances compliquées de pouvoirs intermédiaires. Les rois eux-mêmes, s'ils s'éclairent sur leurs vrais intérêts (et pourquoi ne s'en aviseroient-ils pas ?) chercheront, en se débarrassant de ces pouvoirs, à faire plus sûrement leur bonheur et celui de leurs sujets.

Au lieu qu'en Europe, aujourd'hui la moins foulée des quatre parties du monde, qu'est un souverain, alors que toutes les sources des revenus publics se sont égarées dans les cent mille canaux de la féodalité, qui les détourne sans cesse à son profit? La moitié de la nation s'enrichit de la misère de l'autre; la noblesse insolente cabale; et le monarque qu'elle flatte en est lui-même opprimé sans qu'il s'en doute. L'histoire, bien méditée, en est une leçon perpétuelle. Un roi se crée des ordres intermédiaires; ils sont bientôt ses maîtres, et les tyrans de son peuple. Comment contiendroient-ils le despotisme? Ils n'aiment que l'anarchie pour eux, et ne sont jaloux que de leurs privilèges, toujours opposés aux droits naturels de ceux qu'ils oppriment.

Je vous l'ai dit, je vous le répète, mon cher ami, vos combinaisons de pouvoirs ne font que séparer et compliquer les intérêts individuels au lieu de les unir. L'exemple du gouvernement anglois vous a séduit. Je suis loin de penser que cette constitution soit parfaite. J'aurois trop à vous dire sur ce sujet. Attendons, comme disoit Locke au roi Guillaume, que des revers éclatants, qui auront leur cause dans le vice de cette constitution, nous aient fait sentir ses dangers; que la corruption, devenue nécessaire pour vaincre la force d'inertie de la chambre haute, soit établie par les ministres dans les communes, et ne fasse plus rougir personne: alors on verra le danger d'un équilibre qu'il faudra rompre sans cesse pour accélérer ou retarder les mouvements d'une machine si compliquée. En effet, n'est-il pas arrivé de nos jours qu'il a fallu des impôts pour soudoyer des parlements qui donnent au roi le droit de lever des impôts sur le peuple?

La liberté même dont la nation angloise jouit est-elle bien dans les principes de cette constitution, plutôt que dans deux ou trois bonnes lois qui n'en dépendent pas, que les François pourroient se donner, et qui seules rendroient peut-être leur gouvernement plus supportable? Nous sommes encore loin d'y prétendre. Nos prêtres sont trop fanatiques, et nos nobles trop ignorants, pour devenir citoyens et sentir les avantages qu'ils gagneroient à l'être, à former une nation. Chacun sait qu'il est esclave, mais vit dans l'espérance d'être sous-despote à son tour.

Un roi est aussi esclave de ses maîtresses, de ses favoris, et de ses ministres. S'il se fâche, le coup de pied qu'en reçoivent ses courtisans se rend et se propage jusqu'au dernier goujat. Voilà, j'imagine, dans un gouvernement le seul emploi auquel peuvent servir les intermédiaires. Dans un pays gouverné par les fantaisies d'un chef, ces intermédiaires qui l'assiègent cherchent encore à le tromper, à l'empêcher d'entendre les vœux et les plaintes du peuple sur les abus dont eux seuls profitent. Est-ce le peuple qui se plaint que l'on trouve dangereux? non; c'est celui qu'on n'écoute pas. Dans ce cas, les seules personnes à craindre dans une nation sont celles qui l'empêchent d'être écoutée. Le mal est à son comble quand le souverain, malgré les flatteries des intermédiaires, est forcé d'entendre les cris de son peuple arrivés jusqu'à lui. S'il n'y remédie promptement, la chute de l'empire est prochaine. Il peut être averti trop tard que ses courtisans l'ont trompé.

Vous voyez que par intermédiaires j'entends les membres de cette vaste aristocratie de nobles et de prêtres dont la tête repose à Versailles, qui usurpe et multiplie

à son gré presque toutes les fonctions du pouvoir par le seul privilège de la naissance, sans droit, sans talent, sans mérite, et retient dans sa dépendance jusqu'au souverain, qu'elle sait faire vouloir et changer de ministres, selon qu'il convient à ses intérêts.

Je finirai, mon cher président, par vous avouer que je n'ai jamais bien compris les subtiles distinctions, sans cesse répétées, sur les différentes formes de gouvernement. Je n'en connois que de deux espèces ; les bons et les mauvais : les bons, qui sont encore à faire ; les mauvais, dont tout l'art est, par différents moyens, de faire passer l'argent de la partie gouvernée dans la bourse de la partie gouvernante. Ce que les anciens gouvernements ravissoient par la guerre, nos modernes l'obtiennent plus sûrement par la fiscalité. C'est la seule différence de ces moyens qui en forme les variétés. Je crois cependant à la possibilité d'un bon gouvernement, où, la liberté et la propriété du peuple respectées, on verroit l'intérêt général résulter, sans toutes vos balances, de l'intérêt particulier. Ce seroit une machine simple, dont les ressorts, aisés à diriger, n'exigeroient pas ce grand appareil de rouages et de contrepoids, si difficiles à remonter par les gens mal-habiles qui se mêlent le plus souvent de gouverner. Ils veulent tout faire, et agir sur nous comme sur une matière morte et inanimée, qu'ils façonnent à leur gré, sans consulter ni nos volontés ni nos vrais intérêts ; ce qui décele leur sottise et leur ignorance. Après cela ils s'étonnent que l'excès des abus en provoque la réforme ; ils s'en prennent à tout, plutôt qu'à leur maladresse, du mouvement trop rapide que les lumières et l'opinion publique impriment aux affaires. J'ose le prédire : nous touchons à cette époque.

LETTRE DU MÊME

A SAURIN,

AU SUJET DU MÊME MANUSCRIT.

J'ai écrit, mon cher Saurin, comme nous en étions convenus, au président, sur l'impression que vous avoit faite son manuscrit, ainsi qu'à moi. J'ai enveloppé mon jugement de tous les égards de l'intérêt et de l'amitié. Soyez tranquille; nos avis ne l'ont point blessé. Il aime dans ses amis la franchise qu'il met avec eux. Il souffre volontiers les discussions, y répond par des saillies, et change rarement d'opinion. Je n'ai pas cru, en lui exposant les nôtres, qu'elles modifieroient les siennes; mais nous n'avons pas pu dire:

Cur ego amicum
Offendam in nugis? Hæ nugæ seria ducent
In mala derisum semel, exceptumque sinistre.

Quoi qu'il en coûte, il faut être sincère avec ses amis. Quand le jour de la vérité luit et détrompe l'amour propre, il ne faut pas qu'ils puissent nous reprocher d'avoir été moins sévères que le public.

Je vous envoie sa réponse, puisque vous ne pouvez pas me venir chercher à la campagne. Vous la trouverez telle que je l'avois prévue. Vous verrez qu'il avoit besoin d'un système pour rallier toutes ses idées, et que, ne voulant rien perdre de tout ce qu'il avoit pensé, écrit, ou imaginé, depuis sa jeunesse, selon les dispo-

sitions particulières où il s'est trouvé, il a dû s'arrêter à celui qui contrarieroit le moins les opinions reçues. Avec le genre d'esprit de Montaigne, il a conservé ses préjugés d'homme de robe et de gentilhomme : c'est la source de toutes ses erreurs. Son beau génie l'avoit élevé dans sa jeunesse jusqu'aux lettres persanes. Plus âgé, il semble s'être repenti d'avoir donné à l'envie ce prétexte de nuire à son ambition. Il s'est plus occupé à justifier les idées reçues que du soin d'en établir de nouvelles et de plus utiles. Sa manière est éblouissante. C'est avec le plus grand art du génie qu'il a formé l'alliage des vérités et des préjugés. Beaucoup de nos philosophes pourront l'admirer comme un chef-d'œuvre. Ces matières sont neuves pour tous les esprits ; et moins je lui vois de contradicteurs et de bons juges, plus je crains qu'il ne nous égare pour long-temps.

Mais que diable veut-il nous apprendre par son traité des fiefs ? Est-ce une matière que devoit chercher à débrouiller un esprit sage et raisonnable ? Quelle législation peut résulter de ce chaos barbare de lois que la force a établies, que l'ignorance a respectées, et qui s'opposent toujours à un bon ordre de choses ? Depuis la formation des empires, sans les conquérants qui ont tout détruit, où en serions-nous avec toutes ces bigarrures d'institutions ? Nous aurions donc hérité de toutes les erreurs accumulées depuis l'origine du genre humain. Elles nous gouverneroient encore ; et, devenues la propriété du plus fort ou du plus fripon, ce seroit un terrible remède que la conquête pour nous en débarrasser. C'est cependant l'unique moyen, si la voix des sages se mêle à l'intérêt des puissances, pour les ériger en propriétés légitimes. Et quelles propriétés que celles d'un petit nombre, nuisibles à tous, à ceux

mêmes qui les possèdent, et qu'elles corrompent par l'orgueil et la vanité? En effet, si l'homme n'est heureux que par des vertus et par des lumières qui en assurent le principe, quelles vertus et quels talents attendre d'un ordre d'hommes qui jouissent de tout et peuvent prétendre à tout dans la société par le seul privilège de leur naissance? Le travail de la société ne se fera que pour eux; toutes les places lucratives et honorables leur seront dévolues; le souverain ne gouvernera que par eux, et ne tirera des subsides de ses sujets que pour eux. N'est-ce pas là bouleverser toutes les idées du bon sens et de la justice? C'est cet ordre abominable qui fausse tant de bons esprits, et dénature parmi nous tous les principes de morale publique et particulière.

L'esprit de corps nous envahit de toutes parts. Sous le nom de corps, c'est un pouvoir qu'on érige aux dépens de la grande société. C'est par des usurpations héréditaires que nous sommes gouvernés. Sous le nom de François il n'existe que des corporations d'individus, et pas un citoyen qui mérite ce titre. Les philosophes eux-mêmes voudroient former des corporations; mais, s'ils flattent l'intérêt particulier aux dépens de l'intérêt commun, je le prédis, leur règne ne sera pas long. Les lumières qu'ils auront répandues éclaireront tôt ou tard les ténèbres dont ils envelopperont les préjugés; et notre ami Montesquieu, dépouillé de son titre de sage et de législateur, ne sera plus qu'homme de robe, gentilhomme, et bel-esprit. Voilà ce qui m'afflige pour lui et pour l'humanité, qu'il auroit pu mieux servir.

LETTRE
DE M^{me} LA DUCHESSE D'AIGUILLON
A M. L'ABBÉ DE GUASCO.

Je n'ai pas eu le courage, M. l'Abbé, de vous apprendre la maladie, encore moins la mort de M. de Montesquieu. Ni le secours des médecins, ni la conduite de ses amis, n'ont pu sauver une tête si chère. Je juge de vos regrets par les miens. *Quis desiderio sit pudor tam cari capitis?* L'intérêt que le public a témoigné pendant sa maladie, le regret universel, ce que le roi en a dit (1) publiquement, que c'étoit un homme impossible à remplacer, sont des ornemens à sa mémoire, mais ne consolent point ses amis. Je l'éprouve; l'impression du spectacle, l'attendrissement, s'effaceront avec le temps; mais la privation d'un tel homme dans la société sera sentie à jamais par ceux qui en ont joui. Je ne l'ai pas quitté jusqu'au moment qu'il a perdu toute connoissance, dix-huit heures avant la mort; madame Dupré lui a rendu les mêmes soins; et le chevalier de Jaucour (2) ne l'a quitté qu'au

(1) Louis XV envoya, outre cela, chez lui un seigneur de la cour (le duc de Nivernois) pour avoir des nouvelles de son état.

(2) Ce gentilhomme, fort ami de M. de Montesquieu, a fait une étude particulière de la médecine, et l'exerce simplement par goût et par amitié. C'est celui qui a fourni le plus d'articles à l'Encyclopédie.

dernier moment. Je vous suis, Monsieur l'Abbé, toujours aussi dévouée.

De Ponchartrain, le 17 février 1755.

FRAGMENT

D'UNE LETTRE

DU BARON SECONDAT DE MONTESQUIEU

A L'ABBÉ DE GUASCO.

Je n'ai pu lire votre lettre de Florence, du 8 février, sans le plaisir le plus sensible et la plus tendre reconnaissance. Je connois depuis long-temps de réputation M. l'abbé marquis Niccolini et monseigneur Cerati. J'en ai cent fois entendu parler à mon père dans les termes les plus affectueux, et qui peignoient le mieux la sympathie qui étoit entre leurs ames et la sienne. J'accepte vos offres (1) et les leurs; elles sont trop honorables à la mémoire de mon père pour n'être pas reçues avec tout le respect et toute la tendresse possible. Quelques académiciens contribueront avec plaisir à la

(1) Cet ami lui avoit écrit que monseigneur Cérati et M. l'abbé Niccolini, quoiqu'ils ne fussent point membres de l'académie de Bordeaux, vouloient s'associer à l'offre qu'il avoit déjà faite lui-même de contribuer à la dépense d'un buste en marbre de M. de Montesquieu, qu'il feroit exécuter en Italie par un des plus habiles sculpteurs, pour être placé dans la salle de ses assemblées, et cela pour faciliter l'effet de la délibération que l'académie avoit prise d'ériger un pareil monument, mais qui étoit arrêtée, faute de fonds dans la caisse de ladite académie.

dépense ; mais nous ne pouvons pas faire beaucoup de fond sur ces secours. Je ne puis même vous dire à présent jusqu'où s'étendrait leur générosité. Je ne sais si les François sont trop vains ; mais nous croyons avoir à présent en France des sculpteurs aussi habiles que ceux de l'Italie. On étoit même convenu du prix avec M. Lemoine. C'est l'homme du monde le plus généreux et le plus désintéressé. L'académie françoise ayant désiré d'avoir un portrait (1) de mon père, et les peintres fameux de Paris ayant refusé de s'en charger, vu la difficulté de réussir avec le seul secours de la médaille frappée par les Anglois, M. Lemoine se prêta de la meilleure grace du monde à aider un jeune peintre, par un médaillon en grand, qu'il eut la bonté de faire très ressemblant à la petite médaille. Or M. Lemoine ayant eu une fois dans sa tête la figure de mon père, sera plus en état qu'un autre de la rendre dans un buste de marbre ; et comme il a gardé le modèle de ce qu'il a fait, et qu'il l'a fait voir à plusieurs personnes qui ont connu mon père, et lui ont fait remarquer les défauts qui étoient restés dans ces essais, c'est encore une raison de plus pour le faire réussir dans un ouvrage de conséquence.

De Bordeaux, le 25 mars 1765.

(1) M. de Montesquieu ne s'étoit jamais soucié de se faire peindre ; et ce ne fut qu'après des difficultés infinies qu'il accorda aux instances de M. l'abbé de Guasco, qui étoit à Bordeaux avec lui, de se laisser tirer par un peintre italien qui passoit par cette ville en revenant d'Espagne. Cet ami possède ce portrait, qui est assez ressemblant, et le seul qui existe, fait d'après nature. Il m'a dit que le peintre assuroit n'avoir jamais peint un homme dont la physionomie changeât tant d'un moment à l'autre, et qui eût si peu de patience à prêter son visage.

FRAGMENT

D'UNE AUTRE LETTRE

DU MÊME AU MÊME.

Je vois que vous n'avez point reçu la lettre que j'eus l'honneur de vous écrire de Paris, dans laquelle je vous parlois amplement du buste de l'auteur de l'Esprit des Lois. M. le prince de Beauvau ayant été nommé commandant de la Guienne, en 1765, parut desirer une place à l'académie de Bordeaux; sur-le-champ elle lui fut offerte, et il l'accepta: il pria l'académie d'agréer qu'il fit faire un buste en marbre de l'auteur de l'Esprit des Lois, pour être placé dans la salle de ses assemblées; cela fut agréé avec beaucoup de reconnaissance. M. Lemoine travaille à ce buste; et il sera bientôt achevé. Si monseigneur Cérati, et M. le marquis Niccolini pouvoient desirer d'être associés étrangers de l'académie de Bordeaux, je me ferois gloire de les proposer par principe d'estime et de reconnaissance. Je sais qu'il y a mille choses à en dire; mon père ne me parloit d'eux qu'avec des sentiments les plus vifs de respect et d'amitié; mais comme je n'ai pas bien retenu tout ce qu'il m'en disoit, je parlerai mieux d'après ce que vous m'en écrirez; et comme ancien membre de notre académie, vous devez vous intéresser à sa gloire.

De Bordeaux, le...

PER LA MORTE

SEGUITA IN PARIGI NEL FEBBRAJO DELL' ANNO 1755,

DEL SIG. PRESIDENTE DI MONTESQUIEU.



SONETTI

DEL SIG. CAV. ANT. FILIPPO ADAMI.

I.

Spirto, cui solo diè sublime ingegno
Le vie del retto altrui mostrar primiero
Con nuovo filosofico disegno
Che vinse l'arte dell' uman pensiero ;

Nella sorgente contemplando il vero,
Oh! quale avrai diletto e di te degno
Se qui giungesti a rintracciarlo intiero,
Non ancor sciolto del mortal ritegno.

Se tanto alto levasti l'intelletto,
Che ragion non fra l'ombre a te comparve,
Ma quale ora sta nuda al tuo cospetto.

Se pei tuoi detti dileguossi e sparve
L'error che il mondo si tenea soggetto,
E gemè involto fra deliri, e larve.

II.

Illustre genio, che sì largo fiume
Di scienza Socratica spargesti,
E or splendi cinto dell' eterno lume
Che dell' util sudore in premio avesti,

Tu della dotta mente il guardo ergesti
Ai fonti del volubile costume,
Del Dritto ai sacri Arcani, e dietti a questi
Eccelsi voli il tuo saper le piume.

Tu la norma segnasti, onde in più forte
La civile amistà nodo si stringa,
Il più gran bene dell' umana sorte.

Tu... ma qual di ritrarti ebbi lusinga !
Stan l' opre tue fuor del poter di morte,
Nè vi è chi meglio ti colori, e pinga.

ÉPITAPHE
DE MONTESQUIEU.

L'aigle a disparu... Montesquien
Du haut de la double colline
Revole pour jamais au lieu
De son immortelle origine.
Qui de la région divine
Reconnoitra mieux le chemin

318 ÉPITAPHE DE MONTESQUIEU.

Que le merveilleux écrivain
Qui sur les ailes du génie,
Une plume d'or à la main,
Le parcourut toute sa vie?

PIRON.

ANECDOTES

SUR MONTESQUIEU.

I.

M. d'Arcet, qui assista aux derniers moments de la vie de Montesquieu, avec madame d'Aiguillon, sa courageuse amie, M. de Fitz-James, fils du maréchal de Berwick, M. Dupré de Saint-Maur, et M. de Nivernois, nous a confirmé qu'il avoit été excédé par les jésuites. Le célèbre P. Castel avoit été adjoint au P. Routh. « Tâchez, dit Montesquieu à M. d'Arcet, de « me débarrasser de ces moines : il faudroit, pour leur « plaire, faire leur volonté, et je suis accoutumé à ne « faire que la mienne. »

Avant de donner le viatique au malade, le curé de Saint-Sulpice, se tournant vers le confesseur, lui demanda *si le malade avoit satisfait. Oui*, lui répondit le P. Routh, *comme un grand homme*. Le curé lui dit alors : *Monsieur, vous comprenez mieux qu'un autre combien Dieu est grand... Oui, monsieur*, reprit Montesquieu, *et combien les hommes sont petits*. En effet, les jésuites s'étoient conduits dans sa maison avec un grand scandale; pendant les jours qu'ils y passèrent, ils firent des orgies indécentes, dont le médecin Bouvard témoigna son indignation.

II.

Montesquieu reçut un jour cette lettre d'Henri Sully, excellent artiste anglois, et l'un de ceux qui ont le plus contribué à perfectionner l'horlogerie en France :

« J'ai envie de me pendre : mais je crois cependant que je ne me pendrois pas, si j'avois cent écus. »

Je vous envoie cent écus, ne vous pendez pas, mon cher Sully, et venez me voir, lui répondit Montesquieu.

III.

Montesquieu alloit souvent visiter sa sœur, madame d'Héricourt, à Marseille. Il respiroit un soir près du port. Il voit un jeune homme dans une barque : il juge que ce jeune homme attend le batelier pour le promener sur l'eau. Il entre aussi dans la barque : étonné de voir le jeune homme ramer, il l'interroge, et apprend qu'il est joaillier de profession, qu'il se fait batelier les fêtes et dimanches pour gagner quelque argent et seconder les efforts de sa mère et de deux sœurs ; tous les quatre travaillent, économisent, pour amasser deux mille écus, et racheter leur père esclave à Tétuan. Montesquieu s'informe du nom du père, du nom du maître à qui il appartient, etc., se fait conduire à terre, donne à son batelier une bourse contenant huit doubles louis et dix écus en argent, et s'échappe.

Six semaines après arrive le père. L'étonnement de la famille l'étonne lui-même : on ne l'attendoit pas. Il

croioit être attendu, et leur devoir sa délivrance : l'état de misère où il les trouve dérange toutes ses idées sur le paiement de sa rançon, sur les cinquante louis qui lui ont été remis en entrant dans le vaisseau qui l'a ramené en France, sur les frais de son passage et de sa nourriture payés, sur les habits dont on l'a revêtu.

Le père et la mère n'osent interroger leur fils; celui-ci soupçonne une seconde générosité de l'inconnu. Deux ans se passent. Le fils rencontre Montesquieu dans la rue, se jette à ses genoux, le conjure de venir partager la joie de sa famille, et recevoir les marques de leur gratitude. Montesquieu ne veut pas reconnoître le jeune homme. La foule s'assemble autour d'eux; le bienfaiteur se dérobe.

Il seroit encore inconnu, si ses gens d'affaires n'eussent trouvé dans ses papiers, à sa mort, une note de 7,500 livres envoyées à M. Main, banquier anglois établi à Cadix; ils lui demandèrent des éclaircissemens. M. Main répondit qu'il en avoit fait usage pour délivrer un Marseillois nommé Robert, esclave à Tétuan, conformément aux ordres de M. le président de Montesquieu.

IV.

Montesquieu étoit directeur de l'académie françoise en 1752, lorsque Piron se présenta pour y être admis. Louis XV dit à l'auteur de l'Esprit des Lois qu'il ne vouloit pas que Piron fût élu. Montesquieu écrivit à madame de Pompadour ;

« Piron est assez puni, madame, pour les mauvais
« vers qu'on dit qu'il a faits; d'un autre côté, il en a fait
« de très bons. Il est aveugle, infirme, pauvre, marié,

« vieux. Le roi ne pourroit-il pas lui accorder quelque
 « pension ? Il est beau de l'obtenir. C'est ainsi que vous
 « employez le crédit que vos belles qualités vous don-
 « nent ; et parceque vous êtes heureuse, vous voudriez
 « qu'il n'y eût point de malheureux. Le feu roi exclut
 « La Fontaine d'une place à l'académie à cause de ses
 « contes, et il la lui rendit six mois après à cause de
 « ses fables. Agréez, je vous prie, madame, mon res-
 « pect. MONTESQUIEU. »

Piron eut une pension de mille livres, que Montesquieu fut chargé de lui annoncer.

V.

Montesquieu, avant de quitter Rome, alla faire ses adieux à Benoît XIV. Ce pontife, qui aimoit les talents de l'auteur de l'Esprit des Lois, lui dit : « Mon cher
 « président, avant de nous séparer, je veux que vous
 « emportiez quelque souvenir de mon amitié. Je vous
 « donne la permission de faire gras pour toute votre
 « vie, à vous et à toute votre famille. » Montesquieu remercie le pape et prend congé de sa sainteté. L'évêque camérier le conduit à la daterie ; on lui expédie les bulles de dispense, et on lui présente une note un peu forte des droits à payer pour ce pieux privilège. Montesquieu, effrayé de cet impôt sacré, rend au secrétaire son brevet, et lui dit : « Je remercie sa sainteté
 « de sa bienveillance : mais le pape est un si honnête
 « homme ! je m'en rapporte à sa parole, et Dieu aussi. »

FIN DU HUITIÈME VOLUME.



TABLE

DES PIÈCES

CONTENUS DANS LE HUITIÈME VOLUME.

Notice sur Montesquieu, par Voltaire.	PAGE 1
Notice sur Montesquieu, extraite du Dictionnaire historique.	5
Éloge de Montesquieu, par M. Villemain.	17
Éloge de Montesquieu, par d'Alembert.	65
Analyse de l'Esprit des Lois, par d'Alembert.	102
Analyse raisonnée de l'Esprit des Lois, par Bertolini.	121
Commentaire sur l'Esprit des Lois, par Voltaire.	193
Observations de Condorcet sur l'Esprit des Lois.	279
Lettre d'Helvétius à Montesquieu sur son manuscrit de l'Esprit des Lois.	303
Lettre du même à M. Saurin, sur le même manuscrit.	309
Lettre de madame d'Aiguillon à l'abbé de Guasco.	312
Fragment d'une Lettre de M. Secondat, fils de Montesquieu, à l'abbé de Guasco.	313
Fragment d'une autre Lettre du même au même.	315
Sonnets de M. le chevalier Adami, sénateur florentin, sur la mort de Montesquieu.	316
Épithaphe de Montesquieu, par Piron.	317
Anecdotes sur Montesquieu.	319

FIN DE LA TABLE.

MAC 200.2289





